

Université de Montréal

Stabilité politique, autoritarisme et État rentier : le cas de la Malaysia

par  
Isabelle Beaulieu

Département de science politique  
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Ph.D.  
en science politique

Décembre 2005



© Isabelle Beaulieu, 2005

JA  
39  
U54  
2006  
v.008

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Stabilité politique, autoritarisme et État rentier : le cas de la Malaysia

Présentée par :

Isabelle Beaulieu

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Dominique Caouette  
Président-rapporteur

Jane Jenson  
Directrice de recherche

Rodolphe De Koninck  
Membre du jury

Jacques Bertrand  
Examineur externe

André Martens  
Représentant du doyen de la FES



## RÉSUMÉ DE LA THÈSE

Le système politique autoritaire de la Malaysia affiche une stabilité remarquable. Depuis 1957, le gouvernement est dirigé par le même parti politique – qui remporte toujours les élections fédérales – et le pays poursuit son développement économique avec succès. La littérature de science politique explique mal de tels phénomènes de stabilité dans des systèmes politiques autoritaires. En revoyant plus de 40 années d'histoire politique et économique malaysienne – de l'indépendance à la fin des années 1990 – cette thèse éclaire sous un angle nouveau la stabilité politique dans un système autoritaire. La stabilité du système n'est pas assurée dans le cas à l'étude, ni par les mécanismes de la démocratie libérale, ni par la coopération consociative, ni par des traits culturels mais par l'État rentier et ses institutions. Les États rentiers puisent la majeure partie de leurs revenus à l'étranger, sous forme de rentes. Les dépenses publiques représentent une part importante de l'économie nationale de ces États qui sont redistributeurs et non pas extracteurs de ressources. Les États rentiers sont réputés autonomes et peu dépendants de la société dont ils sont issus, parce que leurs revenus, abondants, ne proviennent pas de la taxation de la population. Ils sont moins sollicités pour davantage de transparence ou de représentation. Beaucoup d'études prédisent de graves lacunes dans la construction institutionnelle de ce type de d'État. Toutefois, un gouvernement peut utiliser la rente pour financer et consolider ses institutions étatiques – autant ses politiques sociales et économiques que son appareil coercitif – comme cette thèse le démontre dans le cas malaysien. Grâce à la rente et à ses institutions, la Malaysia a pu poursuivre avec succès des politiques de développement ambitieuses, éviter l'endettement, développer ses infrastructures, et livrer des services publics. Cette thèse compare les différentes périodes de l'histoire de la Malaysia et utilise des indicateurs conventionnels à savoir : les activités d'exportation; la structure de la taxation; les investissements publics et les choix gouvernementaux en matière de développement socio-économique, ainsi que le cadre législatif autoritaire. En résumé : les revenus et les dépenses ainsi que les institutions permettent à l'État de déployer ses politiques sociales et économiques et d'imposer sa volonté. Le cadre législatif autoritaire conjugué aux succès des politiques publiques du gouvernement, étouffent l'opposition qui n'arrive pas à faire valoir ses revendications. La société civile s'exprime tout de même, mais le recours aux lois d'urgence et à la coercition arbitraire a, jusqu'à présent, permis au système de se maintenir en place. Les trois périodes étudiées sont séparées par des crises qui permettent de voir la vigueur de l'opposition mais aussi la résilience du système politique. L'analyse des années entre les crises permet de voir comment se déploient l'État rentier malaysien et ses institutions. Cette thèse nous aide à mieux comprendre un phénomène trop peu étudié – la stabilité dans des régimes non démocratiques – et de questionner les études qui soulignent le caractère particulier ou incomparable de la Malaysia.

*Mots clés : État rentier, autoritarisme, stabilité politique, gouvernement, Malaysia, partis politiques, institutions politiques, revenus, dépenses publiques, exportations, pétrole, ressources naturelles, dette publique, taxe, impôt.*

## SUMMARY

The Malaysian political system is at once authoritarian and remarkably stable. Since 1957, the same political party has been in power, winning all federal elections. Furthermore, Malaysia has enjoyed highly successful economic development. Since political science literature is not well equipped to explain such stability in an authoritarian/non-democratic political system, this thesis revisits more than 40 years of Malaysian economic and political history, from independence until late 1990's. It argues that political stability in an authoritarian regime need not be linked to a form of liberal democracy, consociational arrangements, or so-called "cultural features." Instead, in the Malaysian case, what must be examined is the nature of the rentier state and the complex institutions that support it. Rentier states are more autonomous from society than other systems, since they do not collect taxes from their citizens; such states' revenues come from international markets in form of rent. Civil society will consequently exercise less pressure for representation and transparency. Numerous studies predict institutional problems and weaknesses in this kind of state. But rent can be a tool for government when it chooses to finance and consolidate state institutions and richly finance public policies. This thesis demonstrates how through rent and political institutions, the Malaysian state adopts and finances developmental policies, escaping a national debt problem while investing large amounts into infrastructure and public services. By analyzing three periods of Malaysian history divided by three distinct political crises, comparing historical periods and using conventional indicators such as export activities, taxation structure, public investments, public policies, and authoritarian law, this thesis clarifies the mechanisms that allowed the Malaysian government to resist and sail through each major crisis it has encountered since 1957. This approach clarifies how the rentier state deploys its actions and its institutions to maintain political stability. The thesis argues, finally, that as a consequence of the government's high revenues and high expenditures, and through the political institutions that support the government's actions and policies, the Malaysian government can impose its will upon society, ultimately undermining civil society. This thesis provides us with tools to better understand the political stability of non-democratic regimes and goes beyond studies that too often emphasise the uniqueness of the Malaysian case.

*Key words : Rentier state, authoritarianism, political stability, government, Malaysia, political parties, institutions, natural resources, oil, revenues, public expenditure, exports, public debt, tax.*

## REMERCIEMENTS

Mes plus sincères remerciements vont tout d'abord à ma directrice de thèse, madame Jane Jenson, pour toute l'aide qu'elle m'a apportée, pour sa patience et ses encouragements. Sa pensée critique m'a été précieuse pour structurer mon travail et toujours améliorer la qualité de cette thèse. Je tiens aussi à remercier mon amie, la professeure Huguette Dussault, pour sa patience, sa générosité et pour m'avoir tant aidé dans ma réflexion et mon écriture. Je remercie aussi ma famille, et tout particulièrement Claire et André Beaulieu, mes parents, pour leur amour et leur soutien toujours extraordinaire et indéfectible. En terminant, un chaleureux merci à mes amis rencontrés en Malaysia, amis qui m'ont permis d'appivoiser et de mieux comprendre un pays étonnant. Parmi eux; Patricia Sloane-White, Heather Fairhead, Norani Othman, Alan D'Cuz, et Margaret Wong occupent une place toute particulière dans mon parcours. Merci encore pour les heures de discussion que nous avons partagées.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	p. 1
PREMIER CHAPITRE	p. 10
ÉTAT DE LA QUESTION ET CADRE D'ANALYSE	
A) Le cas et la littérature	p. 10
1. Le cas à l'étude : le système politique autoritaire et stable de la Malaysia	p. 10
Les concepts d'autoritarisme et de stabilité politique	p. 12
2. La Malaysia politique dans la littérature	p. 15
La Malaysia, une démocratie consociative ?	p. 17
L'approche culturelle : les <i>Asian Values</i>	p. 23
Les autres travaux	p. 26
Les études économiques	p. 27
B) Une nouvelle piste de recherche : l'articulation de l'État rentier et ses institutions politiques	p. 29
1. État rentier, un corpus théorique qui se développe	p. 30
Le concept de l'État rentier	p. 31
La rente : une ressource vendue à l'étranger	p. 33
2. Taxation et représentation dans l'État rentier	p. 35
État rentier et gouvernance	p. 37
La configuration institutionnelle	p. 38
Sécurité et construction institutionnelle	p. 39
3. L'État rentier, une « malédiction » ?	p. 40
L'État rentier, un concept pertinent	p. 43
4. La Malaysia, un État rentier depuis sa création	p. 44
L'État rentier malaysien dans la littérature	p. 47
Le gouvernement et ses appuis	p. 47
5. Les hypothèses et la démarche de recherche	p. 51
DEUXIÈME CHAPITRE	p. 56
BRÈVE MISE EN CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE ET DES INSTITUTIONS MALAYSIENNES	
A) Principaux repères géographiques et historiques	p. 56
1. Le territoire et sa population segmentée	p. 56
Les trois principaux groupes ethnoculturels	p. 61
La société traditionnelle malaise	p. 65
L'immigration	p. 66

Une société plurielle, marquée par la ségrégation	p. 67
L'occupation du territoire	p. 69
2. Géographie économique	p. 71
Une économie coloniale à deux vitesses	p. 71
La Malaysia contemporaine : un pays exportateur à la croissance remarquable	p. 75
3. Histoire politique coloniale	p. 79
Malacca, sur la route des épices	p. 79
Les <i>Straits Settlements</i> : des comptoirs commerciaux sous contrôle britannique	p. 80
Colonisation des sultanats malais : le système des protectorats	p. 82
La menace communiste et la décolonisation	p. 85
B) La mise en place des institutions politiques	p. 92
1. La Constitution de Malaysia : une fédération très centralisée	p. 92
Le partage des compétences et la taxation	p. 93
2. Une monarchie constitutionnelle à la britannique	p. 97
Le roi	p. 97
Le Parlement fédéral	p. 97
Les parlements des États fédérés	p. 98
Le gouvernement	p. 99
Les premiers ministres	p. 100
Les partis politiques « ethniques »	p. 102
Le système électoral	p. 106
<hr/>	
TROISIÈME CHAPITRE	p. 109
LA MISE EN PLACE DE L'ÉTAT RENTIER ET DE SES INSTITUTIONS : LES ANNÉES 1957 À 1969	
A) Les institutions politiques	p. 110
1. L'accession à l'indépendance dans un contexte de menace communiste	p. 111
Une décolonisation entre <i>gentlemen</i>	p. 111
La menace communiste et ses impacts politiques	p. 113
2. Un nouveau pays aux frontières changeantes	p. 114
De la Malaisie britannique à l'échec de l'Union de 1946	p. 117
Une nouvelle formule : la Fédération de Malaisie (1948)	p. 118
La Fédération indépendante : le pacte constitutionnel de 1957	p. 121
De la Fédération de Malaisie à la Fédération de Malaysia, l'épisode de Singapour	p. 123
La Malaysia en 1965 : des frontières et un système politique désormais fixés	p. 130

3. Les armes de l'élite	p. 131
L'Alliance : une coalition imbattable	p. 131
La fonction publique	p. 132
4. Les institutions autoritaires du pouvoir malaysien	p. 134
La force policière	p. 135
Le cadre législatif	p. 136
B) Le développement économique : le choix de la rente	p. 144
1. Le pacte de 1957 : la sphère politique aux Malais, les affaires économiques aux étrangers et aux Chinois	p. 147
2. Les revenus de l'État	p. 148
Les « contribuables » des années 1960	p. 149
Une dette publique contractée à l'interne : la caisse nationale de retraite	p. 152
3. L'action gouvernementale dans la tradition libérale	p. 156
Le choix en matière de développement économique: renforcer l'économie rentière	p. 160
L'agriculture commerciale : la priorité de cette économie rentière	p. 164
Le pétrole	p. 166
4. Une économie de la périphérie, ouverte, libérale et prospère	p. 166
La rente et la diversification	p. 168
La situation de l'emploi	p. 169
5. La première décennie en bref : la mise en place du système politique et économique	p. 171

---

QUATRIÈME CHAPITRE p. 174  
LE DÉPLOIEMENT DE L'ÉTAT RENTIER ET SES INSTITUTIONS :  
LES ANNÉES 1970-1987

A) La scène politique malaysienne : le pouvoir renforcé des Malais	p. 175
1. La crise de mai 1969 et ses racines	p. 175
Les tensions politiques entre, et au sein, des groupes ethnoculturels	p. 178
Les défis économiques conjoncturels	p. 181
L'opposition s'organise : stratégies électorales	p. 182
2. Le remodelage des institutions : les initiatives du pouvoir exécutif	p. 184
Le NOC impose le pouvoir des Malais	p. 184
Le renforcement du pouvoir exécutif	p. 186
Le rétablissement des institutions parlementaires	p. 190
Un <i>gerrymandering</i> efficace	p. 194
3. Les armes de l'élite politique : le contrôle du parlement et de la fonction publique	p. 195

L'invincible <i>Barisan Nasional</i>	p. 195
Le ralliement d'opposants notoires, le cas d'Anwar Ibrahim	p. 196
L'État... c'est l'UMNO	p. 197
La fonction publique, un bureau d'emploi	p. 199
Les ajustements constitutionnels	p. 201
4. Les institutions autoritaires du pouvoir malaysien	p. 204
Le cadre législatif	p. 204
Les médias malaysiens, un quatrième pouvoir?	p. 209
B ) La <i>New Economic Policy</i> , financée par la rente	p. 211
1. Les décennies 1970 et 1980 : quelques indicateurs économiques	p. 211
Performance de l'économie	p. 213
2. Les initiatives gouvernementales : la nouvelle politique économique (NEP)	p. 216
Objectif : restructuration de la richesse et éradication de la pauvreté	p. 216
Les interventions multiples de l'État	p. 219
Les entreprises publiques : l'État investisseur	p. 220
Une nouvelle société d'État : PETRONAS	p. 223
L'État régulateur : l' <i>Industrial Coordination Act</i> (ICA)	p. 225
Les zones franches	p. 226
3. La planification du développement	p. 229
<i>Look East Policy</i> , <i>Privatization</i> et <i>Malaysia Inc.</i>	p. 230
Les dépenses publiques de l'État rentier	p. 232
4. Les revenus de l'État	p. 236
L'impôt sur le revenu des particuliers	p. 238
Le secteur pétrolier	p. 238
Une dette publique contractée à l'interne	p. 240
5. Une économie libérale et prospère toujours basée sur son secteur primaire	p. 241
Le secteur primaire	p. 242
Le secteur manufacturier	p. 243
La propriété des entreprises	p. 244
6. Conséquences de la NEP : liens entre économie et politique	p. 246
La rente, un outil politique	p. 246
Les pratiques d'affaires « ethniques » et la classe de rentiers malais	p. 247
Les partis politiques et leurs activités commerciales	p. 249
Les compagnies de l'UMNO	p. 250
7. En bref, le déploiement de l'État rentier	p. 254

CINQUIÈME CHAPITRE	p. 256
LA RÉSILIENCE DE L'ÉTAT RENTIER ET DE SES INSTITUTIONS : LA DÉCENNIE 1988 À 1998	
A) La configuration institutionnelle : l'autoritarisme affirmé	p. 257
1. La crise de 1987	p. 257
Les tensions au sein de l'UMNO	p. 258
Les tensions à l'extérieur de l'UMNO	p. 263
2. L'affirmation du pouvoir exécutif	p. 265
L'utilisation de l'ISA : l'opération « lalang »	p. 266
La configuration institutionnelle ajustée de nouveau	p. 269
3. Des processus politiques inchangés	p. 272
Les armes des élites : la représentation politique figée	p. 273
Les outils de l'État : ses institutions et ses rentes	p. 276
4. La fermeture de l'espace public	p. 281
Les institutions autoritaires à l'œuvre : l'autocensure	p. 282
La démobilisation de la société civile	p. 286
L'opinion de la majorité silencieuse	p. 287
B) La vie économique : un État rentier et industrialisé	p. 292
1. Le profil économique : une décennie de croissance	p. 292
2. Les programmes de développement et les activités gouvernementales	p. 293
Les caractéristiques de l'action gouvernementale	p. 295
L'axe de développement privilégié : les infrastructures	p. 298
Les dépenses publiques	p. 302
3. L'activité économique, le marché et la politique	p. 304
Les exportations en croissance	p. 307
4. Les revenus d'un État qui ne taxe pas sa population	p. 310
La dette nationale	p. 310
La taxation	p. 311
L'impôt sur le revenu des particuliers	p. 314
Les revenus du secteur pétrolier	p. 315
L'entreprise qui demeure le fer de lance du secteur public : PETRONAS	p. 317
5. En bref : la crise de 1998, un nouveau test de la stabilité du système politique	p. 318
CONCLUSION	p. 325



Bibliographie	p. 338
Annexe I	p. 384
<i>Liste des tableaux</i>	<i>vii</i>
<i>Liste des graphiques</i>	<i>ix</i>
<i>Liste des sigles</i>	<i>x</i>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Revenu du gouvernement fédéral malaysien, 1990-2000	p. 46
Tableau 1.2 Dépenses publiques en pourcentage du produit national brut	p. 48
Tableau 2.1 Distribution de la population malaysienne	p. 61
Tableau 2.2 Ressortissants issus de l'immigration 1911 et 1938	p. 67
Tableau 2.3 Propriété des plantations de caoutchouc – 1960	p. 74
Tableau 2.4 Le fédéralisme malaysien : fonctions de chacun des deux paliers de gouvernement	p. 95
Tableau 2.5 Partage des revenus entre les deux paliers de gouvernement	p. 96
Tableau 2.6 Les premiers ministres de Malaysia	p. 100
Tableau 3.1 Structures politiques de la Malaysia: développement dans la continuité	p. 116
Tableau 3.2 Résultats des élections fédérales de 1959 et 1964	p. 131
Tableau 3.3 Situation de l'emploi dans la haute fonction publique 1957 – 1962	p. 134
Tableau 3.4 Malaysia : indicateurs sélectionnés 1960-1970	p. 147
Tableau 3.5 La propriété des entreprises en Malaysia, 1969	p. 149
Tableau 3.6 Revenus du gouvernement fédéral provenant de la taxation, indicateurs de 1955 à 1958	p. 151
Tableau 3.7 Dépenses publiques par secteurs	p. 162
Tableau 3.8 Dépenses publiques dans les trois grands secteurs privilégiés pas l'État	p. 163
Tableau 3.9 Produit intérieur brut par secteurs, 1955-1970	p. 168
Tableau 3.10 Exportations par secteurs, 1960-1970	p. 169
Tableau 3.11 Situation de l'emploi dans la péninsule malaise en 1966	p. 170
Tableau 4.1 Élections fédérales de 1974 à 1986, les victoires du <i>Barisan Nasional</i>	p. 196
Tableau 4.2 Effectifs de la fonction publique, comparaison : Indonésie Thaïlande Malaysia	p. 200
Tableau 4.3 Malaysia : indicateurs sélectionnés 1970-1990	p. 213
Tableau 4.4 Malaysia : croissance du produit national brut	p. 214
Tableau 4.5 Dépenses publiques de développement, plans quinquennaux : 1970-1990	p. 234
Tableau 4.6 Dépenses publiques de développement selon les plans quinquennaux	p. 235
Tableau 4.7 Revenus du gouvernement fédéral, indicateurs sélectionnés : 1970-1986	p. 237
Tableau 4.8 Gouvernement de Malaysia : revenus provenant de l'industrie du pétrole - 1973-1986	p. 239

Tableau 4.9 Proportion de la rente pétrolière dans les revenus du gouvernement fédéral	p. 240
Tableau 4.10 PNB par secteurs d'activités	p. 242
Tableau 4.11 Exportations malaysiennes par grands secteurs	p. 244
Tableau 4.12 Malaysia : propriété du capital d'action des entreprises privées, 1969-1990	p. 246
Tableau 4.13 Compagnies contrôlées en 1982 par la division commerciale de l'UMNO : <i>Fleet Group</i>	p. 251
Tableau 4.14 Compagnies contrôlées en 1990 par la division commerciale de l'UMNO : <i>Fleet Group</i>	p. 252
Tableau 5.1 Élections fédérales de 1990 et 1995, les victoires du Barisan National	p. 274
Tableau 5.2 Malaysia : investissement public, 1991-2000 indicateurs sélectionnés	p. 280
Tableau 5.3 Malalysia : indicateurs sélectionnés, 1990-2000	p. 293
Tableau 5.4 Taux de croissance annuel du PNB, 1987-1999	p. 293
Tableau 5.5 Projet d'infrastructures : investissements en cours ou planifiés, 1990-2002	p. 301
Tableau 5.6 Dépenses publiques de développement, plan quinquennaux de 1991 à 2005	p. 303
Tableau 5.7 Produit national brut (PNB) par secteurs	p. 307
Tableau 5.8 Exportation des produits manufacturés 1995-1998	p. 309
Tableau 5.9 Revenus du gouvernement fédéral, indicateurs sélectionnés, 1988-1998	p. 313
Tableau 5.10 Taxation du revenu des particuliers	p. 314
Tableau 5.11 Gouvernement de Malalysia : revenus provenant de l'industrie du pétrole 1988-1998	p. 315
Tableau 5.12 Proportion de la rente pétrolière dans les revenus du gouvernement fédéral	p. 316

**LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 2.1 Fédération de Malaysia	p. 57
Graphique 2.2 État de la Fédération de Malaysia	p. 59
Graphique 4.1 Position d'influence du ministre des Finances en 1985	p. 253

## LISTE DES SIGLES

- ABIM** : Angkatan Belia Islam Malaysia
- ASN** : Amanah Saham Nasional
- BA** : Barisan Alternatif
- BCIC** : Bumiputera Commercial and Industrial Community
- BN** : Barisan Nasional
- CPF** : Central Provident Fund
- DAP** : Democratic Action Party
- FELCRA** : Federal Land Consolidation and Rehabilitation Agency
- FELDA** : Federal Land Development Agency
- FMI** : Fonds monétaire international
- GDP** : Gross Domestic Product
- GNP** : Gross National Product
- HICOM** : Heavy Industries Corporation of Malaysia
- IBRD** : International Bank for Reconstruction and Development
- ICA** : Industrial Coordination Act
- EPF** : Employee's Provident Fund
- ISA** : International Security Act
- MARA** : Majlis Amanah Rakyat
- MCA** : Malaysian Chinese Association
- MCKK** : Malay College Kuala Kangsar
- MIC** : Malaysian Indian Congress
- NDP** : New Development Policy
- NEAC** : National Economic Action Council
- NEP** : New Economic Policy
- NERP** : National Economic Recovery Plan
- NOC** : National Operation Council
- NSTP** : New Straits Times Press
- OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
- ONU** : Organisation des Nations Unies
- OPP** : Outline Perspective Plan
- PAS** : Parti Islam Se-Malaysia

**PERNAS** : Peurbadanan Nasional

**PETRONAS** : Petroleum Nasional

**PIB** : produit intérieur brut

**PNB** : produit national brut

**PRM** : Parti Rakyat Malaysia

**RISDA** : Rubber Industry Smallholders Development Authority

**UDA** : Urban Development Authority

**UEM** : United Engeneer Malaysia

**UMNO** : United Malay National Organization

## INTRODUCTION

À la fin des années 1990, l'Asie du Sud-Est connaît un long épisode de smog intense qui a mobilisé pendant de nombreux mois les journalistes de CNN, de la BBC et d'autres grandes chaînes de télévision. Comme ses voisins, la Malaisie étouffe littéralement dans la fumée des gigantesques feux de forêt indonésiens. Au plus fort de ce désastre, même Radio-Canada dépêche un journaliste à Kuala Lumpur. Toutefois, le gouvernement malaysien, comme à son habitude, nie l'importance du problème qui finit par se résorber. À peine sortie de cette crise environnementale, la région est entraînée, à la fin de 1997, dans une crise économique qui naît en Thaïlande et se répercute ensuite dans toute l'Asie. Cette fois, les autorités malaysiennes ne peuvent nier le problème.

Les effets de cette crise économique sont dévastateurs. Les monnaies et les bourses s'effondrent, les capitaux fuient, les économies entrent en récession, les mises à pied se comptent par milliers, les discours politiques s'enflamment. Pris dans la tourmente de la crise, les gouvernements de plusieurs pays sont ébranlés par les revendications alors formulées par leur population qui descend dans la rue et réclame des réformes. Certains gouvernements, pourtant réputés solides, tombent. C'est le cas de l'Indonésie qui va revoir tout son système politique.

Dans la Fédération de Malaysia<sup>1</sup>, la crise divise la classe politique. Le premier ministre, Mahathir bin Mohamad, limoge son vice-premier ministre, Anwar Ibrahim<sup>2</sup>, jeune leader charismatique qui incarne le changement. Le gouvernement impose des mesures économiques draconiennes, en complète contradiction avec les recommandations du Fonds monétaire international. Les pouvoirs publics interviennent massivement pour sauver, entre autres, les amis du régime.

Au cours de son histoire, la Malaysia n'a pratiquement jamais vu de mouvements populaires s'organiser pour prendre la rue d'assaut. Pourtant, cette fois, les manifestations se multiplient. On réclame haut et fort des changements, mais en vain. Le gouvernement réagit avec ses canons à eau, ses arrestations massives, ses emprisonnements sans procès. La Malaysia, comme nous le verrons dans la thèse, est un pays autoritaire, l'espace public est fermé et le gouvernement, puissant. Le mouvement de réforme est cassé rapidement.

Que s'est-il passé pour que le système politique de la Malaysia résiste si bien aux demandes de changement? C'est la question qui ne nous a plus quittée depuis que nous avons assisté à tous ces événements qui ont marqué la fin des années 1990. Après avoir suivi des manifestations réunissant des milliers de Malaysiens, après avoir discuté avec des dizaines de militants, après avoir vu une « séance d'entraînement du manifestant 101 », après avoir rencontré les leaders de certains partis politiques, après avoir travaillé et fait des recherches dans ce pays pendant cinq

---

<sup>1</sup> L'ancien terme de Malaisie est souvent utilisé dans la littérature francophone pour désigner ce pays. C'est une erreur. Le toponyme Malaisie ne désigne qu'une partie du territoire et non toute la fédération post-coloniale composée de treize États (De Koninck. 2005 : 181).

<sup>2</sup> Les Malais ont adopté la tradition musulmane en matière de noms propres. Ils ne portent qu'un prénom suivi du prénom du père. Mahathir est le nom du premier ministre, bin Mohamad signifie « fils de Mohamad ». Dans la langue vernaculaire, il est courant d'utiliser seulement le nom, sans référence au père. Afin d'éviter des erreurs courantes, plusieurs personnes n'utilisent que leur nom. La signature du politologue Shamsul Amri Baharuddin illustre bien cette problématique, il signe ses articles Shamsul AB. Dans cette thèse, nous utiliserons les noms tels que couramment reproduits dans la littérature, soit par exemple Anwar et Mahathir.



années, la transformation semblait prendre naissance sous nos yeux et l'imminence des changements nous apparaissait clairement. Pourtant, rien ne s'est produit : le régime autoritaire se maintient en place, le pouvoir continue d'assurer sa stabilité et les structures politiques restent rigoureusement les mêmes. Comment expliquer que, dans une conjoncture si favorable aux réformes, le pays n'amorce pas les changements attendus. Voilà ce qu'il faut analyser.

Dans la littérature de science politique, on présente régulièrement la Malaysia comme un pays exceptionnel pour son développement économique et sa stabilité politique (Rodan. 2004; Case. 1996c, 1993b; Jesudason. 1989; Von Vorys. 1975). Pays stable bien qu'autoritaire, la Malaysia a connu différentes phases d'industrialisation pour atteindre des taux de croissance record. Emportée dans la tourmente de la crise asiatique de 1997, elle n'a pas, contrairement à plusieurs de ses voisins, fait appel à l'aide du Fonds monétaire international. Une publication récente de l'OCDE soulignait, une fois de plus, les performances exceptionnelles de la Malaysia :

« La Malaisie a remarquablement réussi, d'une part, à atteindre une croissance économique élevée et durable et, d'autre part, à réduire la pauvreté. Une combinaison de facteurs expliquent ces résultats dont, notamment : l'engagement résolu ainsi que la vision à long terme de l'État dans le sens de l'éradication de la pauvreté, la priorité donnée aux stratégies de croissance et de redistribution, l'efficacité de la planification et du dispositif de mise en oeuvre, la stabilité du pouvoir et une bonne gestion des affaires publiques. » (Halvorson-Quevedo et Schneider. 2000 : 205).

Le développement économique et la stabilité politique de la Malaysia impressionnaient déjà dans les années 1960. Un mémorandum écrit à l'attention du président américain Lyndon Johnson, en 1966, souligne :

« *Malaysia has become something of an economic and political showpiece in Southeast Asia, despite the drag of its troubles with Indonesia. Its leadership is responsible and Western-oriented.* » (U.S. Department of State. 1966)

Dans les pays en développement, la Malaysia est souvent perçue comme un exemple à suivre<sup>3</sup>.

Pays né de la décolonisation, exportateur de matières premières depuis le 19<sup>e</sup> siècle, puis de pétrole et maintenant de produits manufacturés à faible valeur ajoutée, la Malaysia fait figure de champion de la réussite économique, derrière Taiwan, la Corée, ou Singapour. Bien que son développement économique ait beaucoup été étudié, son système politique autoritaire, lui, n'a suscité qu'assez peu de recherches. Pourtant, ce système aurait dû intriguer les chercheurs car il s'accompagne d'une stabilité peu commune dans cette région du monde, mis à part Singapour. La thèse ici présentée s'est donc organisée autour de l'idée de la stabilité et de l'autoritarisme. L'étude d'un cas qui ne change pas, qui ne varie pas, semble d'un premier abord de peu d'intérêt, mais c'est justement cette stabilité d'un système autoritaire sur fond de développement économique impressionnant qui mérite d'être étudiée sous un angle nouveau.

Les études empiriques et théoriques sur la démocratie et l'autoritarisme occupent une place importante dans les travaux de science politique, et particulièrement en politique comparée. Les questions de démocratie et de démocratisation ont généré une littérature abondante<sup>4</sup>. À l'opposé, la persistance de régimes non démocratiques a

---

<sup>3</sup> Shamsul A.B. écrivait récemment :

« Malaysia is also perceived as 'a success story' of modernization by countries of the South, many of whom are Muslim countries, for successfully combining economic growth and political stability, not only within its majority Malay-Muslim population but also between the Muslims and Non-Muslims...Malaysia has recently played a central role in the reshaping of the Organization of Islamic Countries (OIC), which has 57 member countries, by slowly shifting its orientation from a highly political to a more socio-economic one. It is inevitable, therefore, with all these 'positive attributes' many countries of the South have proclaimed that Malaysia is a 'model' to be emulated » (2005 :1).

<sup>4</sup> Les préconditions de la démocratie, les liens entre développement économique et démocratisation, et les stratégies des élites menant à la démocratisation sont au cœur de l'agenda de recherche de la majorité des travaux de politique comparée portant sur la démocratie depuis les années 1970. Le triomphe de la démocratie libérale, proclamé avec la

été étonnamment peu étudiée (Letvisky et Way. 2002 : 63), sans doute parce que les théoriciens comme les praticiens prévoyaient la fin des régimes autoritaires, comme le rappellent Camau et Geissier (2003 : 13) :

« À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les régimes autoritaires passent volontiers pour une espèce en voie de disparition. Si l'on en croit de minutieuses statistiques du Programme des Nations unies pour le développement, leur nombre aurait chuté de manière spectaculaire en l'espace de deux décennies... Cette chronique chiffrée d'une mort annoncée rejoint par d'autres sentiers la thèse de la fin de l'histoire défendue tous les dix ans par Francis Fukuyama. »

L'une des théories connues de la science politique veut que la stabilité politique d'un pays découle de son système démocratique. Cette croyance est bien ancrée dans la pensée politique. La majorité des études sur la démocratie n'explorent donc pas la question de la persistance de systèmes politiques autoritaires, si ce n'est pour en souligner le caractère inévitablement instable ou transitoire (Huntington. 1996; Hall. 1993; O'Donnell, Schmitter et Whitehead. 1986).

Certaines études concluent à la possibilité qu'un régime non démocratique se maintienne dans le cas particulier où l'on est en présence d'une population isolée et passive, telle que la paysannerie, ou encore dans le cas où un pays vit une période

---

fin de la guerre froide, ainsi que la vague de démocratisation des années 1980, sont venus raviver le débat déjà très animé sur les processus de démocratisation, et sur les possibilités de voir s'étendre cette forme d'organisation politique à l'échelle de la planète. Plusieurs écoles de pensée ont articulé des argumentaires variés que l'on peut regrouper en deux grands ensembles. D'un côté, on retrouve les chercheurs qui s'accordent avec les théories de la modernisation et voient un lien direct entre développement économique et démocratisation (Fukuyama. 1998; Dahl. 1998; Diamond et Plattner. 1996, 1998; Crouch. 1993; Lipset. 1959). De l'autre, se retrouvent des chercheurs qui mettent en doute ce lien et identifient plutôt diverses variables pour expliquer la démocratisation ou son absence (Jones 1998; Otayek. 1997; Przeworski et alii. 1996; Case. 1996). Aujourd'hui, les approches stratégiques prévalent, bien que tous les chercheurs ne s'y rallient pas. La démocratie y est conceptualisée comme un produit des alliances stratégiques entre élites. On étudie la dynamique des processus de transition et de consolidation démocratique davantage que les prérequis et les conditions nécessaires à l'émergence de démocraties stables (O'Donnell, Schmitter et Whitehead. 1986; Shin. 1994). Samuel Huntington écrivait en 1996 : « *a major debate goes on concerning the issue of crafting versus preconditions... Clearly, however, both preconditions and crafting have roles to play, and certain preconditions can facilitate democratic crafting* » (1996 : 3).

initiale de développement économique (Huntington. 1968). Hormis ces situations, la stabilité basée sur l'autoritarisme est considérée impossible à atteindre dans une société moderne (Przeworski. 1995; Burton, Gunther et Higley. 1992).

Au sein de l'école de la transition démocratique (Diamond. 2002; Diamond et Plattner. 1998; O'Donnell et Schmitter. 1986), le débat s'est étendu aux questions concernant les démocraties incomplètes<sup>5</sup>. Ces régimes seraient inévitablement instables et transitoires, faute d'outils pour se maintenir au pouvoir. Ou bien les composantes autoritaires sont éventuellement renversées par l'électorat, ou au contraire, les éléments démocratiques sont progressivement minés par les pressions autoritaires. Quel que soit le cas de figure, la trame de fond que partagent plusieurs politologues demeure l'inévitable marche vers la démocratie<sup>6</sup>.

Pour de telles analyses, le cas de la Malaysia présente un intérêt particulier. Nous l'avons donc choisi pour mettre à l'épreuve des variantes du concept de démocratie. Aucune n'a paru convaincante et dans l'ensemble, elles résistent mal à l'analyse, comme nous le verrons. Aucune surtout, n'explique de façon satisfaisante le cas de la Malaysia, ce pays qui n'est pas démocratique mais qui est, incontestablement, un pays stable et ce, depuis plus de 50 ans.

Sans remettre en question la relation entre démocratie et stabilité, se pourrait-il que l'inverse ne se vérifie pas nécessairement, c'est-à-dire que la stabilité puisse découler

---

<sup>5</sup> Les différents concepts développés pour traiter de la *démocratie incomplète* seront traités en détail dans le chapitre 1.

<sup>6</sup> Dans un article paru en 2002, un auteur important de l'école de la transitologie, Larry Diamond, revient sur l'importance d'étudier davantage les régimes autoritaires toujours en place. On y décèle malgré tout l'idée de la marche inéluctable vers la démocratisation, entre autres dans des lignes telles que : « *The transformation of Taiwan, Mexico, and Senegal in the 1990s show that competitive authoritarian regimes can become democracies. But democracies, new and old, liberal and illiberal, can also become more democratic* » (2002 : 34).

d'autres facteurs que de la démocratie<sup>7</sup>? Stabilité et autoritarisme étant réputés ne pas faire bon ménage, la grande question qui a motivé cette thèse s'énonce simplement : comment expliquer la stabilité d'un système politique autoritaire? Après avoir étudié la question pendant des années, force est de constater qu'en 2005 cette interrogation reste toujours pertinente. Encore aujourd'hui, le système politique malaysien demeure stable, autoritaire et ses structures toujours inchangées.

Les résultats des élections fédérales de 2004 sont encore une fois venus contredire les prédictions de changement politique. Le même parti aux commandes du gouvernement depuis 1957 a été reporté au pouvoir avec le meilleur score de toute son histoire. Cette victoire électorale sans équivoque semble bien plus structurelle que conjoncturelle; elle s'est en effet matérialisée malgré le départ à la retraite du premier ministre Mahathir, qui a dirigé le pays pendant vingt-deux ans, de 1981 à 2003.

Afin de jeter un éclairage nouveau sur cet apparent paradoxe malaysien, il nous faut explorer plusieurs questions. La crise politique qui débute en 1998 est-elle unique dans l'histoire de ce pays? Comment fonctionnent les rouages du pouvoir pour que des élites parviennent à dominer ainsi la vie politique et économique d'un pays? Comment ces élites parviennent-elles à maintenir une si forte emprise sur les institutions politiques nationales? Pourquoi la stratégie du gouvernement fonctionne-t-elle dans ce cas-ci et réussit-elle à engendrer une grande stabilité politique? Quelles

---

<sup>7</sup> Cette question émerge dans la littérature de politique comparée au début des années 2000 alors que force est de constater la persistance de l'autoritarisme dans plusieurs parties du monde. Voir entre autres Brumberg. 2002; Carothers 2002; Camau et Geissier. 2003. Carothers (2002 : 6) dans un article intitulé *The End of the Transition Paradigm* écrit :

« The transition paradigm has been somewhat useful during a time of momentous and often surprising political upheaval in the world. But it is increasingly clear that reality is no longer conforming to the model. Many countries that policy makers and aid practitioners persist in calling "transitional" are not in transition to democracy, and of the democratic transitions that are under way, more than a few are not following the model ».

sont les conditions qui permettent aux élites à la tête de l'État de s'y maintenir sans modifier le régime politique? D'où vient cette résilience exceptionnelle des institutions du régime politique? Par quel mécanisme limite-t-on avec succès les revendications de l'opposition et les demandes de la société civile? Les succès politiques et économiques du gouvernement s'expliquent-ils par une gestion particulièrement compétente des finances publiques? Comment finance-t-on les ambitieux programmes de développement?

Plus en amont, cette thèse s'intéressera également aux sources du pouvoir, c'est-à-dire aux revenus qui rendent possibles les choix gouvernementaux et le financement de son appareil institutionnel, législatif et coercitif. La question qui s'est imposée rapidement se formule ainsi : la Malaysia ne serait-elle pas ce qu'on appelle un *État rentier*? Et si oui, quel rôle la rente a-t-elle joué dans la stabilité politique du pays? L'exploration du cas malaysien, de son indépendance en 1957 à la fin des années 1990, va nous amener à répondre à cette interrogation sur le caractère rentier de l'économie du pays. Elle nous conduira aussi sur la trajectoire de l'histoire politique et économique du pays, jusqu'à la crise de 1998, la troisième grande crise que le régime politique traverse, une fois de plus, avec succès. Héritière d'institutions politiques solides léguées par la puissance coloniale, la Malaysia est dotée de revenus importants pour soutenir ses politiques ambitieuses. Telles sont les sources de la stabilité du système politique qui permettent au gouvernement de fermer l'espace public.

Pour analyser cette dynamique, la thèse développe une approche historique découpée en trois périodes. Ces périodes sont séparées par des crises politiques qui auraient dû ébranler le pays. Mais il n'en est rien ; ces épisodes de désordre social n'ont été que passagers et la structure du système politique est demeurée inchangée. Dans chacun des trois chapitres historiques de la thèse, notre analyse s'articule autour de deux facteurs déterminants et interreliés : les institutions politiques et l'économie rentière, en portant une attention particulière aux revenus de l'État et à son rôle de redistributeur. C'est précisément l'interaction constante entre ces deux dimensions

qui a renforcé le pouvoir des élites coalisées et figé le paysage politique dans sa résistance au changement.

### Le plan de la thèse

Dans le premier chapitre, nous présenterons le cas d'étude et la littérature traitant de la stabilité du système politique de la Malaysia. Nous exposerons ensuite notre cadre d'analyse, cadre qui lui donne son sens et apporte un éclairage nouveau. En deuxième partie, viendront nos questions de recherche et la démarche suivie pour développer la thèse.

Un deuxième chapitre présentera les racines du système politique et du système économique de cette ancienne colonie britannique. Les éléments clés de son développement historique, de sa configuration institutionnelle, de la vie économique nationale seront abordés pour outiller le lecteur avant de procéder à l'analyse des trois périodes historiques, de l'indépendance à nos jours.

Les chapitres trois, quatre et cinq porteront sur chacune des trois périodes découpées par les crises politiques. L'étude de chaque période, abordée selon les deux dimensions de l'analyse, mettra en lumière deux constantes de l'histoire politique de la Malaysia : la manipulation des institutions politiques à l'avantage des élites au pouvoir et l'abondance des revenus de l'État pour financer ses politiques et ses actions. Ainsi pourrons-nous mettre en lumière les mécanismes de la stabilité et de la longévité du système politique malaysien, malgré ses comportements autoritaires.

Notre dernier chapitre permettra de conclure l'argumentation et de dégager les similitudes entre ces trois périodes de l'histoire politique récente de la Malaysia. On proposera finalement un retour sur les théories de l'État rentier et sur la stabilité politique.

## **CHAPITRE PREMIER**

### **ÉTAT DE LA QUESTION ET CADRE D'ANALYSE**

#### **A) Le cas et la littérature**

##### **1. Le cas à l'étude : le système politique autoritaire et stable de la Malaysia**

Le système politique malaysien ne s'est pas modifié depuis l'indépendance du pays en 1957, il est toujours stable et autoritaire. Plusieurs partis politiques ont pignon sur rue, et font élire quelques candidats au Parlement à toutes les élections, mais un seul domine toute la vie politique, le *United Malay National Organisation* (UMNO). La Constitution n'a jamais été suspendue en dehors d'une courte période de 1969 à 1971; et les militaires n'ont jamais joué de rôle politique.

Pourtant, en se référant au concept de démocratie, tel que défini par Robert Dahl (1971) et largement repris dans les études portant sur le développement politique (Case. 2002 : 6), et en se basant sur les critères de la démocratie procédurale<sup>1</sup>, la Malaysia ne peut être qualifiée de pays démocratique. La démocratie doit réunir des composantes minimales permettant l'expression des libertés civiles et la compétition politique, donc des élections régulières, une participation effective de la population, l'accès à l'information et la liberté d'expression et d'association. En d'autres termes, au sein d'un régime politique démocratique, l'accession au pouvoir est basée sur la

---

<sup>1</sup> Dans cette thèse, nous utiliserons ce concept, sans chercher à tester des critères plus englobants tels que l'équité ou la justice sociale. Pour une réflexion sur les limites du concept de démocratie procédurale, voir : Guillermo O'Donnell. 2002; Case. 2002 : 1-28.



concurrence et la compétition, la participation des citoyens, le respect des droits et libertés et la primauté de la règle de la loi<sup>2</sup>, ou comme le résumait ces auteurs :

« We define a democracy as a regime (1) that sponsors free and fair competitive elections for the legislature and executive; (2) that allows for inclusive adult citizenship; (3) that protects civil liberties and political rights; and (4) in which the elected governments really govern and the military is under civilian control. » (Mainwaring, Brinks et Pérez-Liñán. 2001 : 37)

Cette définition du concept de démocratie continue de faire consensus chez nombre de chercheurs.

Plusieurs composantes du système politique malaysien ne permettent pas de le qualifier de démocratie, même procédurale. L'organisation *Freedom House*, dont la classification des régimes politiques de la planète est régulièrement reprise, qualifie la Malaysia de *partly free*<sup>3</sup>. Le projet de recherche *Democracy and Development : Political Institutions and Material Well-being in the World, 1950-1990* (Przeworski, Alvarez, Cheibub et Limongi. 2000), pour sa part, ne classe pas la Malaysia comme démocratie. L'analyse des données de cette étude démontre que la Malaysia est un pays stable et autoritaire. Le type de pouvoir exécutif qui caractérise le régime politique est qualifié de dictature. Cette recherche distingue les dictatures autocratiques et bureaucratiques, l'existence d'institutions politiques en Malaysia lui confère le titre de dictature bureaucratique (Przeworski, Alvarez, Cheibub et Limongi. 2000 : 66)<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Cette définition recoupe la définition minimaliste inspirée de Joseph Schumpeter et raffinée par Robert Dahl (1971). Pour Schumpeter, se qualifient comme démocratiques les systèmes politiques où les postes de pouvoir s'obtiennent « *through a competitive struggle for the people's vote* » (1942 : 269).

<sup>3</sup> Pour classer les systèmes politiques, la *Freedom House* utilise une échelle de 1 à 7, 1 représentant le score le plus élevé de libertés civile et politique qu'un pays peut obtenir. Le Canada, la France, les États-Unis obtiennent la note de 1. La Malaysia, obtient presque toujours la note de 4,5, loin derrière les Philippines, le Sri Lanka, l'Indonésie, ou Taïwan, entre autres. Les rapports de la *Freedom House* sont publiés en ligne à l'url: <http://www.freedomhouse.org/ratings/index.htm>. Consulté juillet 2005.

<sup>4</sup> La base de données et tout le projet de recherche peuvent être consultés en ligne à l'url: <http://www.ssc.upenn.edu/~cheibub/data/Default.htm>. Consulté juillet 2005.

Comme nous le démontrerons dans cette thèse, le système politique malaysien est autoritaire. Les institutions ne permettent pas de compétition libre et ouverte entre les partis pour l'obtention des votes des électeurs. Une vaste panoplie de lois et règlements bâillonne les partis d'opposition. Enfreindre ces règlements expose les contrevenants à des amendes sévères ou des peines d'emprisonnement. De plus, l'État a recours à l'emprisonnement arbitraire et à la détention sans procès, son l'appareil législatif le lui permet. Des élections sont tenues régulièrement, mais le système électoral et politique est aménagé de façon à empêcher l'opposition de les remporter.

Néanmoins, ce régime se révèle très stable et ses institutions se reproduisent sans contestation importante et ce, malgré les trois crises politiques de 1969, 1987 et 1998. La même élite au pouvoir parvient toujours à s'y maintenir, comme en témoignent encore les élections fédérales de 1999 et de 2004<sup>5</sup>. Depuis son accession à l'indépendance en 1957, le gouvernement est dirigé, sans interruption, par un seul parti politique à la tête d'une coalition et cette configuration ne se modifie pas depuis des décennies. Le système autoritaire de Malaysia semble fait pour durer comme le soulignait encore récemment Garry Rodan :

« Authoritarianism in Singapore and Malaysia seemed capable of reproducing itself for the foreseeable future. In these societies, the middle class had been more a force for regime consolidation than regime change, while international capital also appeared content to operate within authoritarian frameworks... Nor was the universal body blow the Internet was expected to deliver to political controls of authoritarian regimes yet in evidence in Singapore and Malaysia. » (Rodan. 2004 : 2)

### Les concepts d'autoritarisme et de stabilité politique

La thèse pose donc la question de la stabilité politique dans un système autoritaire. Nous utilisons les concepts d'autoritarisme et de stabilité politique dans leur acception la plus courante chez les politologues. Par autoritarisme nous entendons un

---

<sup>5</sup> Lors des élections de mars 2004, le parti qui dirige le gouvernement depuis l'indépendance a remporté sa plus grande victoire électorale à ce jour. Le même parti, aux commandes d'une coalition comme nous le verrons, a récolté 63,5 pour cent du vote exprimé et 90,8 pour cent des sièges à l'assemblée législative (Welsh. 2004 : 154).

système politique qui n'est pas démocratique, sans toutefois être totalitaire. L'espace politique y est limité, l'usage de la force permis et fréquemment utilisé pour le verrouiller. Le pouvoir politique reste aux mains d'un seul groupe et l'opposition ne parvient pas à y accéder, les pouvoirs de l'État sont « *concentrés dans les mains d'individus ou de groupes qui se préoccupent avant toute chose, de soustraire leur sort politique aux aléas d'un jeu concurrentiel qu'ils ne contrôlèrent pas de bout en bout* » (Hermet. 1985 : 273). Par ailleurs, la société civile existe toujours. D'autres auteurs définissent ainsi l'autoritarisme :

« Le système autoritaire est par essence arbitraire, mais non totalisant. En ce sens, des pans entiers de la société peuvent rester en dehors de l'intrusion du pouvoir autoritaire tant qu'ils n'ont pas d'activité politique que celui-ci perçoit comme menaçante. » (Gazibo et Jenson. 2004 : 100)

« Authoritarianism... emphasizes the need for authority and public order over free expression, free competition, and free access to political processes. Public policy is imposed from above; the rights of political organization are restricted; and the latitude of political discussion is much more confined than in a democracy. » (Ibele. 1971 : 149)

Dans cette thèse, nous n'emploierons pas les termes de « semi-démocratie » ou de système « semi-autoritaire » comme le fait parfois la littérature sur la Malaysia (Case. 1993; Means. 1998); ainsi nous éviterons les problèmes de conceptualisation que ces termes occasionnent<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Les concepts de « démocratie avec adjectifs », ou de régime « hybride », font l'objet de débats théoriques chez les comparativistes. En avril 2002, le *Journal of Democracy* consacrait un numéro spécial à cette réflexion sous le titre « *Elections Without Democracy?* ». Doit-on s'en tenir à une définition dichotomique ou tenter de définir le degré de démocratie pour classer les régimes politiques? Ce débat est recensé, entre autres, dans : Collier et Levitsky. 1997 : 430-451 et Collier et Adcock. 1999 : 537-565. Deux problèmes sont liés à l'approche par la gradation. Certes, elle permet un raffinement conceptuel mais, premièrement, ayant été développée par des chercheurs intéressés par les mouvements de transitions démocratiques elle implique invariablement un mouvement de démocratisation. De plus, cette littérature utilise différents termes pour désigner la démocratie « moins quelque chose » soulevant des problèmes de conceptualisation; on utilise les termes semi-démocratie, démocratie virtuelle ou de façade, démocratie « illibérale », autoritarisme doux, autoritarisme électoral, autocratie libérale, etc. sans définition claire. Comme le soulignent certains, ces termes font référence à des catégories mal définies; « [they] are often residual categories and tend to gloss over important differences among regime types (Levitsky et Way. 2002 : 52) Voir également, Sartori (1987 : et 1991) et Geddes (2003) qui tendent à privilégier l'approche dichotomique. Parmi les concepts récemment développés dans la littérature, celui de

La notion de stabilité politique, quant à elle, fait référence au maintien des institutions politiques, dans un système politique qui ne change pas. Régime et système sont réputés stables quand non menacés dans leurs fondements, ce qui n'exclut pas des changements d'équipe au pouvoir.

« ...the definition offered here avoids the confusion of political instability with political change and political stability with absence of political change. If political stability is the regularity of the flow of political exchanges, then it is compatible with any amount of change as long as the change occurs in accordance with established role expectations. » (Ake. 1975 : 280)

La stabilité se constate par l'absence de coup d'État, de révolution, de guérilla, d'assassinat politique ou de toutes autres menaces sérieuses aux institutions politiques d'un pays. Un système politique stable est un système dans lequel les membres de la société « ...*restrict themselves to the behavior patterns that fall within the limits imposed by political role expectations* » (Ake. 1975 : 273). En contre partie, l'instabilité politique se caractérise par des changements majeurs dans la vie politique, non seulement par des coups d'État, mais par des changements fréquents et imprévisibles de gouvernements. En l'absence de tels changements, le système est qualifié de stable (Sanders. 1981). La Malaysia est un pays stable, comme cette thèse le démontrera.

---

*competitive authoritarianism* est intéressant puisqu'il ne sous-entend pas un mouvement de démocratisation, néanmoins il demeure problématique. L'autoritarisme, c'est l'absence de la compétition ou la compétition travestie. Lewitsky et Way catégorisent la Malaysia comme régime autoritaire compétitif (2002 : 52); pourtant le fondement même du régime autoritaire en Malaysia, c'est l'impossible compétition politique limitée par une panoplie de lois et règlements qui rendent légales les limites imposées à l'opposition. De plus comme, le soulignait Dahl, l'aspect compétitif et pluriel du jeu politique demeure le point central des systèmes démocratiques, qu'il préfère nommer polyarchiques. Sa conceptualisation met l'accent sur la compétition, l'opposition et la rivalité (Dahl. 1971 : 1) qui ne peuvent s'exprimer dans les régimes autoritaires comme celui de la Malaysia. Samuel Huntington évite aussi les concepts problématiques et utilise le concept de *Asian authoritarianism* pour parler de la Malaysia et ses voisins, pays ayant réussi à atteindre des taux de croissance économique importants à l'intérieur de régimes politiques autoritaires (1996 : 10), il n'utilise pas le concept de démocratie « moins quelques chose ».

## 2. La Malaysia politique dans la littérature

Les études sur la stabilité politique de systèmes autoritaires sont peu nombreuses, et particulièrement dans le cas qui nous intéresse, celui de la Malaysia. La majorité des travaux de science politique portant sur l'Asie du Sud-Est ou spécifiquement sur la Malaysia, étudient la croissance économique et les transformations sociales survenues depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le courant théorique de la modernisation a eu une influence importante sur l'agenda de recherche alors qu'on prévoyait des changements politiques imminents. Comme le résume Rodan : « *From this perspective, authoritarian regimes were regarded as remnants of traditional societies and inevitable casualties of modernisation* » (2004 : 4). En 1990, Lucien Pye prédisait la fin des régimes autoritaires dans cette région du monde :

« All governments are put under pressure by the increasingly significant flows of international trade, finance and communications; by the effect of contemporary science and technology; and by all the other elements that make up what we imprecisely call modernisation. But the authoritarian regimes are the most vulnerable and therefore are being seriously undermined. » (1990 : 6)

De nombreux travaux récents reprennent cette idée pour traiter le cas de la Malaysia (Nair, 2005)<sup>7</sup>.

Certains systèmes autoritaires de la région, et particulièrement celui de la Malaysia, ont toutefois démontré leur capacité à survivre et à poursuivre avec succès des politiques développementalistes<sup>8</sup> dans des régimes politiques qui ne s'ouvrent pas.

---

<sup>7</sup> À la suite de la crise de 1997, de nombreux travaux portant sur la Malaysia ont postulé le changement imminent. Pour la vaste majorité d'entre eux, le développement des classes moyennes, ou encore l'articulation de la société civile, ne peut que provoquer la démocratisation du pays. Voir, entre autres, les titres suivants : Edmunnud Terence Gomez (dir) 2004. *The State of Malaysia : Ethnicity, Equity, and Reform*; Francis Loh Kok Wah et Johan Saravanamuttu. 2003. *New Politics in Malaysia*; Meredith Weiss et Saliha Hassan. 2003. *Social Movements in Malaysia : From Moral Communities to NGOs*; Vindhu Verma. 2002. *State and Civil Society in Transition*; Amitav Acharya. 1999. « Southeast Asia's Democratic Moment ».

<sup>8</sup> Ce terme est utilisé dans cette thèse en référence au concept de *developmental state* ou d'État développeur tel qu'entendu par les travaux de Chalmers Johnson (1982, 1995) ou Manuel Castells (1996). Castell résume ainsi le concept :

Ces régimes ont produit des taux de croissance et des transformations sociales notoires, au point de faire admettre aux économistes de la Banque mondiale, dans un rapport intitulé *The East Asian Miracle, Economic Growth and Public Policy* (1993), que la recette des succès économiques de cette région pouvait inclure, comme ingrédient déterminant, l'intervention de l'État. Ce rapport avait suscité un vigoureux débat :

« The World Bank (1993) made an important bow to institutional factors in its much-debated *Miracle* report on the region's growth. That bow deepened during the 1990s as the international financial institutions placed greater and greater emphasis on « governance » as a central determinant of growth. » (Haggard. 2004 : 55)<sup>9</sup>

Face à ces succès économiques ayant pris place dans des régimes non démocratiques, les théories de la modernisation, qui prédisent une transition de la « tradition » à la « modernité » politique nous semblent moins pertinentes pour expliquer les processus politiques de la région ou de la Malaisie.

Une autre version de l'argumentaire de la modernisation s'est développée au sujet de cette région dès la fin des années 1980. L'attention y est moins posée sur les structures sociales et économiques mais davantage sur l'articulation de la société civile qui forcément s'organisera pour obtenir la libéralisation de la sphère politique (Weiss. et Saliha 2003; Verma. 2002; Diamond et Plattner. 1998). Ces travaux présentent des analyses pertinentes sur le développement des organisations non

---

« A state is developmental when it establishes as its principle of legitimacy its ability to promote and sustain development, understanding by development the combination of steady high rate of economic growth and structural change in the economic system... The historical expression of this societal project in East Asia took the form of the affirmation of national identity, and national culture, building or rebuilding the nation as a force in the world in this case by means of competitiveness and socioeconomic improvement. Ultimately, for the developmental state economic development is not a goal, but a means: the means of implementing a nationalist project... » (1996 : 182).

<sup>9</sup> De nombreux chercheurs ont étudié les liens entre institutions et développement économique en Asie. Pour une analyse détaillée de ce courant d'études voir : Haggard. 2004 : 53-81. Parmi les travaux importants ayant traité de cette question, soulignons les publications de Amsden. 1989, 2001; Noble. 1998; Evans. 1995; Rodrik. 1995; Haggard. 1990.

gouvernementales, sur l'articulation de leurs revendications et l'utilisation des médias parallèles qui leur permettent d'exprimer leurs demandes pour plus de liberté politique et une meilleure représentation. Pourtant, à ce jour, dans le cas qui nous intéresse, la Malaysia, il est encore impossible de prétendre que la société civile ait réalisé des avancées importantes pour contrebalancer le pouvoir de l'État ou prendre une place plus significative dans la sphère publique (Case. 2002 : 15).

Parmi les rares travaux qui posent spécifiquement la question de la stabilité de la Malaysia, on trouve le courant de la démocratie consociative et celui des *Asian Values*. D'autres travaux concentrent eux leurs recherches davantage sur l'élite au pouvoir. Nous présentons ci-dessous ces différentes catégories de travaux avant de proposer une autre approche qui nous apparaît plus pertinente : celle de l'État rentier.

#### La Malaysia, une démocratie consociative ?

Dans la majorité des travaux sur la Malaysia, on retrouve des affirmations récurrentes qui pointent toutes vers la même idée, à savoir que la société malaysienne est divisée en trois différentes communautés ethnoculturelles et que cette caractéristique explique tout. Par exemple : «...among national political determinants of the dependant variable, the most important explanatory variable is the nature of the communal settlement... » (Bowie. 1991: 9), ou encore : « ...the involvement of political parties in business has a long history and is partly linked to the multi-ethnic nature of Malaysia's ruling coalition » (Gomez. 2002 : 83). Ces affirmations sont en concordance avec le discours officiel du gouvernement qui justifie immanquablement ses politiques par le caractère « divisé » de la société nationale. Cette idée n'a toutefois jamais été testée parce que toute étude en ce sens est interdite par la loi du pays qui prohibe le débat ou la recherche sur les questions ethnoculturelles<sup>10</sup>.

---

<sup>10</sup> Comme nous le verrons plus loin dans cette thèse, la Constitution de Malaysia octroie un statut particulier à un groupe ethnoculturel, les *Bumiputras* ou la population dite « de souche » qui, en pratique, regroupe presque exclusivement les Malais. Le débat sur cette question, comme toute autre portant sur les tensions réelles ou non entre les groupes

Ce caractère divisé de la société est au coeur d'un premier courant de travaux qui ont analysé la stabilité malaysienne : le courant de la démocratie consociative. La théorie de la démocratie consociative affirme que la stabilité du pays est assurée par un régime démocratique de type consociatif (Lijphart. 1969; 1977; 1996). Selon cette thèse, les arrangements institutionnels de la Malaysia, dont notamment la pratique du gouvernement de coalition, permettraient d'assurer la stabilité dans une société divisée. Arend Lijphart, l'auteur clé de la réflexion sur la démocratie consociative affirme: «...*the all-important consociational device of Malaysia is the Alliance, a grand coalition of the principal Malay, Chinese and Indian political parties* » (Lijphart. 1977 : 11). Il réitère son affirmation sur le type consociatif de la démocratie en Malaysia dans un article paru en 1996 : « *India (since independence in 1947), Colombia (1958-1974), Malaysia (from 1955 on) and South Africa (since 1994) can be counted as largely successful examples [of consociational democracies]* » (Lijphart. 1996 : 236).

Plusieurs observateurs du système politique malaysien concluent également que l'on se trouve en présence d'un régime démocratique de type consociatif (Sity. 2001; Varshney. 1999; Means. 1996, 1970; Chee. 1991; Case. 1996, 1991; Zakaria. 1989; Milne. 1978; Von Vorys. 1975). L'élite politique malaysienne, dans son discours, fait aussi référence à ce concept (Abdullah Badawi. 2001).

Pour les tenants de cette approche, le gouvernement de coalition serait une consociation (un arrangement) des élites qui coopèrent afin de stabiliser le système et parer aux effets négatifs d'une représentation politique toujours menacée de fragmentation. Ce qui semble rapprocher la Malaysia du modèle lijphartien est la segmentation de la société et sa représentation politique figée dans un système de

---

ethnoculturels du pays, est prohibé par une panoplie de lois coercitives, et même une disposition de la Constitution depuis 1971.



partis ethniques (malais, chinois, indien<sup>11</sup>). La représentation des citoyens se manifeste à travers leurs élites. Depuis l'indépendance, les élites ont négocié, entre elles, un pacte qui leur assure un accès au pouvoir. Aujourd'hui plusieurs auteurs émettent des doutes quant à la qualité démocratique du régime malaysien que certains qualifient de régime semi-démocratique (Crouch. 1993; Jesudason. 1996), même si la thèse inspirée de Lijphart est encore largement partagée (Croissant. 2002; Sity. 2001).

### *La théorie de Lijphart et ses limites*

La théorie de la démocratie consociative, telle que développée depuis les années 1970, s'est fixé comme objectif d'étudier la stabilité de régimes politiques qui doivent composer avec une population divisée par des clivages profonds notamment en termes de culture, de langue ou de religion. Selon Lijphart : « *Consociational democracy means government by elite cartel designed to turn a democracy with a fragmented political culture into a stable democracy* » (1969 : 216). Cette définition est toujours partagée par les théoriciens de la démocratie consociative et par leurs critiques (McRae. 1974; Andeweg. 2000)<sup>12</sup>. Dans sa théorie, Lijphart identifie clairement quatre composantes fondamentales de la démocratie consociative. Les deux composantes de base sont la présence d'une large coalition des divers segments de la population et l'autonomie de chacun de ces segments. Les deux caractéristiques secondaires sont la proportionnalité et le veto accordé aux groupes minoritaires.

L'argument de base dans ce courant théorique consiste à dire qu'il est possible de faire contrepoids aux effets déstabilisateurs de divisions irréversibles. Pour cela, les

---

<sup>11</sup> La coalition au pouvoir est dominée par un parti malais secondé par un parti chinois et un parti indien. Les Malais sont regroupés dans le *United Malay National Organisation* (UMNO), les Chinois dans le *Malaysian Chinese Association* (MCA) et les Indiens dans le *Malaysian Indian Congress* (MIC). Même l'opposition s'organise selon des lignes de partage ethnoculturelles. Les deux partis d'opposition qui capturent majoritairement les votes de l'opposition depuis 1957 sont le *Democratic Action Party* (DAP) un parti presque qu'exclusivement composé de Chinois, et le *Partai Islam Se-Malaysia* (PAS) qui regroupe uniquement des Malais.

<sup>12</sup> Ce concept avait été utilisé avant Lijphart dans des études portant sur l'Afrique, par Lewis (1965) et Apter (1961).

élites doivent adopter des mécanismes pour résoudre les conflits de façon concertée sans s'en remettre aux règles de la démocratie libérale, dans laquelle le groupe majoritaire emporte le pouvoir au détriment des autres groupes. Une société hétérogène, profondément divisée, peut adopter avec succès cette construction institutionnelle. Les élites d'une telle société comprennent les dangers de laisser fonctionner les règles de la démocratie libérale basée sur la compétition simple et décident de mettre en place des institutions qui permettront de stabiliser le système politique en limitant, de façon délibérée et consensuelle, certaines formes de compétition démocratique.

Selon cette thèse, le caractère consociatif d'un régime politique n'est pas une variable qui qualifie la démocratie, mais bien une catégorie autonome dont la connotation est tout aussi « démocratique » que le concept de démocratie libérale classique. Cette littérature théorique sur la démocratie consociative a suscité un débat animé<sup>13</sup>, particulièrement dans les années 1980. Selon certains auteurs, l'âpreté du débat s'estompe et on utilise moins le concept vu sa faible valeur heuristique. Ce déclin s'accompagne d'une diminution du nombre de thèses récentes qui portent sur le sujet (Lustick. 1997 : 117). D'autres soutiennent le contraire, comme en témoignent des publications récentes (Crepaz, Koebble et Wilsfrod. 2000; Andeweg. 2000). Certains affirment même: « *It is fair to say that consociational democracy has been one of the most important concepts in the field of comparative politics...* » (Dalton. 2001 : 68). Sans chercher à invalider le concept, soulignons que les critiques de fond sont nombreuses. Un survol général permettra d'en prendre la mesure sans entrer dans le débat puisque ce n'est qu'un incident à notre thèse.

Pour plusieurs qui critiquent le concept de Lijphart, les sociétés évoluent, même celles dont les clivages pouvaient sembler irrémédiablement verrouillés. À cet égard, la démocratie consociative explique mal les changements importants intervenus dans

---

<sup>13</sup> Pour une réflexion théorique détaillée sur les limites du concept de démocratie consociative voir l'article de Ian Lustick (1997 : 88-117).

nombre de pays à régimes consociatifs, identifiés en 1969 par Lijphart. Par exemple, la démocratie consociative a largement disparu aux Pays Bas, en Autriche, en Inde et en Colombie. Elle a subi des échecs à Chypre et au Liban (Picard. 1997). En Tchécoslovaquie, le divorce à l'amiable entre les deux groupes (pilliers) de la société a signalé la fin du consociationisme. Au Canada et en Israël, considérés comme pays semi-consociatifs, la coopération entre élites ne s'y est pas accrue pour permettre une meilleure gestion de la compétition.

Ces cas qui échappent au modèle amènent certains analystes à affirmer que le consociationisme est un stade destiné à disparaître dans la transformation politique menant à la démocratie (Lembruch. 1993). Au contraire de Lijphart, il s'agirait d'une forme de démocratie « incomplète », en transition (Linder. 1998; Andeweg. 2000). Pour les théoriciens d'inspiration libérale, il est clair que la démocratie consociative n'est qu'une phase qui précède la démocratie plus achevée. La démocratie consociative pour les libéraux est une démocratie « moins quelque chose », un stade intermédiaire, et non une forme distincte de démocratie. C'est seulement lorsque la compétition peut s'exercer, et les individus s'exprimer, que l'on se retrouve en démocratie.

Une autre faiblesse de la théorie de Lijphart identifiée par plusieurs est liée à une affirmation circulaire : selon cette théorie, la coopération entre élites mène à la stabilité politique et à la coopération. Ceci ne nous aide en rien pour comprendre la source de cette coopération et la stabilité qui en découle, dans un type de régime plus qu'un autre. Ce raisonnement semble tautologique (Barry. 1975 : 479). Un article récent soulignait à ce sujet : « ...*(it) is not a theory of cause and effect but rather a descriptive category defined by a problem, the reaction to the problem by political elites, and the consequence of the reaction* » (Andeweg. 2000 : 517).

Un autre raisonnement problématique est la présence de segmentations dans les sociétés : précédent-elles ou sont-elles développées par les élites? L'élite politique qui doit mitiger les effets déstabilisateurs de la segmentation sociale n'est-elle pas en

même temps la source de ces divisions? Ces divisions sont-elles inévitables ou créées (Lubeck. 1990)? Soulignons en terminant le problème de la compétition, supposée absente dans le modèle de la démocratie consociative. Plusieurs auteurs soulignent que l'absence de compétition mine la démocratie. Pourtant, on ne peut postuler l'absence de compétition dans ce type de régime, au contraire, elle se développe mais sous des formes différentes (Bogaards. 2002; Andeweg. 2000; Picard. 1997). L'ignorer mine la valeur heuristique de l'édifice théorique.

Malgré ces réserves, mentionnons néanmoins que les théories de Lijphart posent, de manière très pertinente, la question de la stabilité dans des contextes de démocratie non libérale alors qu'en général, la littérature est pauvre pour éclairer la stabilité des régimes politiques non démocratiques (Hawkins. 2001 : 461).

*La Malaysia et son régime politique « consociatif »*

Au-delà de débats ontologiques et méthodologiques sur la démocratie consociative, cette thèse constate que la Malaysia ne peut être qualifiée de démocratie, consociative ou non. Ce régime politique n'a même jamais réuni les composantes de base d'une démocratie consociative : un seul parti exerce son pouvoir de manière hégémonique sur la coalition à la tête du gouvernement; les autres segments de la coalition n'ont aucun droit de veto ni de proportionnalité de représentation.

Il y a effectivement eu un arrangement entre les élites pour prendre le pouvoir lors du départ de la puissance coloniale britannique. Les trois grandes communautés étaient déjà constituées en segments, une seule cependant jouissait d'un veto et la représentation n'était pas proportionnelle. Le pays subissait dès 1957 l'hégémonie politique d'un groupe, les Malais, par l'entremise de leur parti politique *l'United Malay National Organisation* (UMNO).

Alors que certains auteurs soutiennent que la Malaysia a toujours un système politique de type consociatif, d'autres soulignent qu'il fut consociatif pendant une courte période, de 1957 à 1969, avant qu'il ne se transforme en régime plus

autoritaire suite à la première crise politique majeure (Von Vorys. 1975). Dans une parution récente portant sur le système politique de la Malaysia, Loh Kok Wah précisait :

« The consociational approach, which focuses on the moderate, responsible and even altruistic roles attributed to the Alliance elite, has been used by many researchers to elucidate the process of forming the Malaysian nation-state in 1957, a time which otherwise saw wide differences and rising tensions among masses. In fact, curbs on civil liberties and repressive measures were also instrumental in the formation of the new nation. » (2002 : 23)

Notre analyse détaillée démontrera que la Malaysia n'est pas une démocratie consociative et ne l'a jamais été, ni lors de l'indépendance, ni après. L'élite au pouvoir s'appuie sur un appareil d'État coercitif pour se maintenir en place. Le cas malaysien présente une forme intéressante de pacte qui perpétue au pouvoir une oligarchie basée sur une division figée des groupes ethnoculturels, dirigée par les Malais, et qui ressemble à une stratégie pour organiser le partage des biens, en particulier de l'État, considéré comme un enjeu et non comme un arbitre.

#### L'approche culturelle : les *Asian Values*

Posant la question de la stabilité et de l'autoritarisme, une nouvelle approche culturelle s'est développée dans les années 1990. Selon cette interprétation, les succès économiques et la stabilité politique de l'Asie du Sud-Est, et de la Malaysia, s'expliqueraient par les valeurs asiatiques. Les variables culturelles avaient déjà auparavant inspiré les sociologues et politologues spécialistes de la région. (Weber. 1964; Pye. 1985; Morishima. 1982). Dans les années 1990, c'est le miracle asiatique<sup>14</sup> qui vient relancer le débat.

« Cultural determinist arguments were revived, spearheaded by self-interested authoritarian leaders but often picked up with gusto by their functionaries and apologists who emphasised the distinctiveness of "Asian Values" and its implications for political regimes. » (Rodan. 2004 : 6)

---

<sup>14</sup> Comme nous l'avons mentionné, la publication du rapport de la Banque Mondiale *The East Asian Miracle* en 1993 a alimenté un important débat sur les causes des performances économiques exceptionnelles de l'Asie de l'Est.

L'argument va comme suit : à l'inverse des Occidentaux, les Asiatiques valoriseraient l'ordre et le consensus davantage que la liberté; la famille et la communauté davantage que leur individualité; le progrès économique davantage que l'expression politique; l'épargne et le travail plutôt que la consommation et les loisirs (Mahbubani. 1998). Pour plusieurs, les racines de ce particularisme culturel se trouvent dans le confucianisme (Whyte. 1996). Néanmoins, ce lien avec Confucius pose problème et s'applique mal aux pays très majoritairement musulmans comme l'Indonésie et la Malaysia.

Les anciens premiers ministres de Singapour et de Malaysia, Lee Kwan Yew et Mahathir, ont été les plus fervents défenseurs de la thèse des valeurs asiatiques (Milner. 1999 : 22; Lee. 2002 : 826-827). Ces valeurs spécifiques à l'Asie auraient permis de développer une forme de capitalisme et des systèmes politiques supérieurs au modèle occidental. L'utilisation de variables culturelles s'est également appuyée sur les thèses de Huntington (1993 et 1996a) qui soutient de manière générale que la culture est un facteur déterminant dans les comportements des sociétés et, de manière plus spécifique, que la civilisation de l'Asie sous influence confucéenne est réfractaire à la démocratie et valorise l'autorité et la stabilité.

Ayant pris naissance dans l'arène politique et ayant été développées par des instituts de recherche liés aux gouvernements dans ces pays, l'opérationnalisation et la conceptualisation des « valeurs asiatiques » restent suspectes (Mendes. 2002). Malgré tout, un débat sur la question s'est engagé entre universitaires et dirigeants asiatiques<sup>15</sup>. Les critiques majeures que soulève cette approche s'articulent autour de deux grands axes : l'un conteste l'existence d'une corrélation directe entre valeurs et développement économique ou politique; l'autre remet en question l'interprétation même qui est faite des valeurs culturelles de l'Asie.

---

<sup>15</sup> Pour une analyse détaillée de cette approche, une synthèse de son argumentation et un débat sur sa valeur heuristique, voir les travaux de : Sen 2004, 1999, 1997; Bell. 2000; Englehart. 2000; Sang-in. 1999; Fukuyama. 1998; Mauzy. 1997; Emmerson. 1995; Kausikan. 1993.

Cette piste de recherche sur les valeurs asiatiques, bien que malmenée par la critique, continue de se développer, toujours aussi chargée d'idéologie, véhiculant un contenu très normatif et peu scientifique (Fukuyama. 1998; Hood. 1998). La valeur heuristique a été taillée en pièces autant par la démonstration des problèmes fondamentaux à la base de cette réflexion que par des vérifications empiriques.

L'histoire des idées en Asie démontre l'impossibilité de réunir une région aussi hétérogène dans un seul système de valeurs. De surcroît, il est impossible de démontrer que des valeurs davantage autoritaires sont plus présentes dans l'histoire des idées de cette partie du globe que dans l'histoire des idées en Occident (Sen. 1997 et 1999). D'autre part, des études empiriques démontrent que les valeurs partagées par les Asiatiques aujourd'hui diffèrent moins des valeurs partagées en Occident que ce que les tenants des *Asian Values* soutiennent (Ho et Yu. 2000). Les « valeurs occidentales » seraient davantage « modernes » qu'occidentales et l'Occident ne détient pas le monopole de la modernité. Lors d'une conférence organisée par les Nations Unies à Genève en 1998, Josee Ramos-Horta, leader du mouvement indépendantiste du Timor oriental et prix Nobel de la paix en 1996, résumait ainsi le problème des *Asian Values* :

« This so-called "Asian values" argument is nothing but a political slogan. It has no content, no substance. Those who talk about "Asian values," especially Mahathir Mohamad in Malaysia, the Singaporeans, and the Chinese, they never really articulated what are these "Asian values" that are so special, so different from the principles enshrined in the Universal Declaration of Human Rights such as freedom from persecution, from torture, from arbitrary arrest, and so on... The reality is, if you look at the behavior of Li Peng, Jiang Zemin in China, Lee Kwan Yew in Singapore, Mahathir in Malaysia, Suharto in Indonesia, they certainly are not very humble, not very modest, not compassionate, not forgiving, not tolerant. » (Ramos-Horta. 1998 : 183)

Sans s'imbriquer dans le débat des valeurs asiatiques, d'autres travaux de la tradition culturaliste soutiennent également l'argument que la culture joue un rôle fondamental dans l'organisation politique des sociétés du sud-est asiatique. L'islam, le bouddhisme, l'hindouisme, le confucianisme, seraient autant de freins au développement politique de type libéral dans la région, ce qui expliquerait les

insuccès de la démocratisation : « *...area specialists taking culturalist approaches contend that irrespective of fluctuating economic records and processes of class formation, attitudes continue to militate strongly in Southeast Asia against democracy* » (Case. 2002 : 8).

### Les autres travaux

La majorité des études spécifiques sur le système politique malaysien adoptent des approches davantage descriptives qui mettent l'accent sur les mécanismes permettant à l'élite de se maintenir au pouvoir plutôt que sur la source de ce pouvoir qui se perpétue. Jusqu'à maintenant, on a examiné des questions particulières liées à l'évaluation de la qualité démocratique du régime telles que : l'autonomie de l'exécutif et son pouvoir sur le judiciaire (Khoo. 1999; Case. 1993); les problèmes du système électoral (Loh Kok Wah. 2002; Chandra. 1986); les crises liées aux transformations rapides de la société (Sloane. 1999; Khoo. 1997; Kessler. 1992.); la corruption (Jomo. 1995; Gomez. 1990). La littérature plus récente souligne régulièrement un point important : ce sont davantage les institutions politiques et les stratégies qu'elles permettent à l'élite, et non la nature divisée de la société, qui minent la démocratie en Malaysia (Loh Kok Way. 2002; Jomo. 1997).

Parmi ces publications, on retrouve également de nombreux travaux inspirés des théories de la modernisation qui voient, dans le développement capitaliste et la formation de nouvelles classes moyennes, des phénomènes minant l'État autoritaire (Crouch et Morley. 1993 : 277). Posant l'hypothèse du changement politique imminent, plusieurs travaux ont plus récemment souligné la vitalité de la société civile ou encore l'impact des technologies de l'information comme outil de résistance leur permettant d'envisager la fin du régime autoritaire entièrement contrôlé par l'UMNO (Weiss et Hasan. 2003). Toutefois, des analyses détaillées des impacts de l'Internet et des mouvements sociaux conduites par Rodan ou Abbott mettent en doute ces prédictions de changements, la société civile ne formule que peu de



demandes, et l'Internet n'est qu'un outil, et non pas un projet social (Abbott. 2001 et 2004; Rodan. 2004).

### Les études économiques

Enfin, soulignons que les auteurs ayant étudié le développement économique sont plus nombreux et leurs réflexions, autant que leurs recherches empiriques, soulèvent des questions pertinentes lorsqu'elles sont abordées, comme ici, dans la perspective de la stabilité politique. Nicolas White (2004), dans une analyse historique, conteste de manière convaincante la thèse d'un État post-colonial aux mains d'une classe d'affaires essentiellement britannique. Il démontre combien l'État malaysien, dès son indépendance, est fort et non simplement vassal du capital britannique et européen (White. 2004).

Garry Rodan de son côté, dans différents travaux portant sur le développement économique de la Malaysia, a mis en lumière le lien possible entre développement et autoritarisme soutenant l'hypothèse que le capitalisme peut très bien engendrer la croissance économique sans provoquer la libéralisation politique. Comme dans le cas de la Malaysia, des institutions fortes et une bonne gouvernance peuvent engendrer la stabilité politique dans un régime autoritaire (Rodan. 2004). Alors que nombre d'études soutiennent que le développement capitaliste exerce une pression qui force les institutions politiques à s'ouvrir pour permettre davantage de libéralisation politique, le cas de la Malaysia, comme celui de Singapour, démontrent le contraire (Khoo. 1997; Hewison, Robinson et Rodan. 1993). Rodan écrivait récemment;

« ...due to historically specific conjunctures of class and state interests, continued accommodations between advanced forms of capital and authoritarian regimes remained possible and viable within the region. »  
(Rodan. 2004: 6)

De façon plus accessoire, la Malaysia a aussi retenu l'attention de chercheurs en économie politique intéressés par l'État rentier. Michael Ross, qui étudie le phénomène du « *resource curse* », que nous aborderons dans la seconde partie de ce

chapitre, est amené à conclure que la Malaysia fait partie des exceptions, elle est stable et en croissance, mais on n'explique pas ce phénomène (Ross. 2002). Toutes ces réflexions nourrissent la thèse ici présentée.

## **B) Une nouvelle piste de recherche : l'articulation de l'État rentier et ses institutions politiques**

La question demeure entière; comment expliquer que la Malaysia soit parvenue à traverser trois crises politiques importantes (en 1969, en 1988 et en 1998) tout en maintenant inchangé son système politique autoritaire? Comme nous le verrons dans les chapitres de cette thèse, malgré un développement économique impressionnant, l'émergence d'une classe moyenne éduquée, l'industrialisation du pays, comment expliquer la stabilité de ce système politique dans lequel l'élite se maintient au pouvoir malgré les crises épisodiques? La combinaison d'institutions fortes, et l'accès à des ressources rentières substantielles, nous apparaît être la clé de l'explication. Notre hypothèse est la suivante : la stabilité du système repose sur deux facteurs déterminants et interreliés, le caractère rentier de l'économie et la configuration institutionnelle du système politique. La Malaysia est un État rentier dans lequel l'élite dispose d'outils puissants lui permettant de saisir et de monopoliser le pouvoir politique. L'opposition existe, toutefois elle ne parvient pas à jouer un rôle significatif.

L'élite à la tête de l'État a donc accès à des ressources abondantes qu'elle utilise pour se maintenir au pouvoir. Cette situation est facilitée par la configuration institutionnelle qui avantage considérablement les détenteurs du pouvoir<sup>16</sup>. Des travaux d'économie politique ont déjà identifié certains éléments de la stratégie déployée par les élites malaysiennes. Sans parler d'État rentier, les ouvrages de Rodan (1996), de Crone (1988), ou de Higgott et Robinson (1985) mettent en relief des mécanismes utilisés par l'élite, dont la redistribution qui permet de consolider son soutien populaire :

« The government's substantial support among each ethnic group derives from patronage and policy measures channelled through political party structures

---

<sup>16</sup> Dans la veine des néo-institutionnalistes (Evans, Rueschemeyer, et Skokpol. 1985), et contrairement aux théories marxiste et pluraliste, cette thèse postule une indépendance relative de la classe politique et des hauts fonctionnaires dans l'élaboration des politiques publiques.

rather than from inclusion of groups such as unions and peasant associations in the dominant elite. » (Crone. 1988 : 13)

Cette affirmation prend un sens nouveau si on l'intègre dans un cadre d'analyse prenant en compte les théories de l'État rentier.

### 1. État rentier, un corpus théorique qui se développe

La réflexion sur l'État rentier, introduite en 1970 par Hossein Mahdavy<sup>17</sup>, s'est développée d'abord par l'étude des pays exportateurs de pétrole (Ross. 2002; Karl. 1997; Crystal. 1995; Brynen. 1992; Beblawi et Luciani. 1987; Skocpol. 1982). On distingue dans ces travaux, une attention portée sur deux types de phénomènes : les caractéristiques particulières de la relation État-société engendrée par une économie de type rentier<sup>18</sup>; et les performances économiques des États qui tirent une grande proportion de leurs revenus de l'exportation de ressources naturelles<sup>19</sup>. Le premier type d'étude est davantage le fruit de travaux de la science politique et le second, le fruit de la science économique ou de l'économie politique.

---

<sup>17</sup> Mahdavy (1970) a proposé la notion d'État rentier – en écrivant sur l'Iran – dans le sens d'un pays qui tire ses revenus de la vente de ses matières premières (le pétrole) pour financer son appareil d'État et ses dépenses publiques. Cette notion ne doit pas être confondue avec celle de Lénine. Ce dernier utilisait le concept d'État rentier dans le sens d'État impérialiste puisant ses ressources dans ses colonies, tel que dénoncé dans son ouvrage *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*. Il écrivait alors : « *L'État-rentier est un État du capitalisme parasitaire, pourrissant; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général...* » (Lénine. 1916 : 42). Cette thèse reprend le concept introduit par Mahdavy.

<sup>18</sup> Divers aspects des impacts politiques et sociaux ont été étudiés dans le contexte d'États rentiers, voir entre autres : Robinson, Torvik et Verdier. 2005; Russell. 2005; Heradstveit et Hveem, 2004; Feldman. 2003; Friedman. 2003; Juan Long. 2003; Therkildsen. 2002; Lam et Wantchekon. 2002; Ross. 2001; Horn. 1999; Vandewalle. 1998; Bouroujerdi. 1996; Yates. 1996; Shambayati. 1994; Chaudhry. 1991.

<sup>19</sup> Un deuxième type de travaux portant sur l'État rentier évaluent les performances économiques de ces pays. L'impact de la rente sur les taux de croissance est au cœur de ces recherches. Voir entre autres; Matsen et Torvik. 2004; Stevens. 2003; Isham et alii. 2002; Auty. 2001. Sachs et Warner. 2001. 1999; Gylfason. 1999. Gelb. 1988.

Les mauvaises performances économiques de ce type de régime, ainsi que l'instabilité politique, sont au cœur de cet agenda de recherche (Sach et Warner; 2001; Karl. 1997; Shafer. 1994; Beblawi et Luciani. 1987). De récents travaux ayant raffiné la réflexion et la recherche empirique mettent en doute les liens entre État rentier et une mauvaise performance économique ou politique (Stevens. 2003; Smith. 2002).

### Le concept de l'État rentier

Le concept d'État rentier est nouveau et peu utilisé, entre autres, parce qu'inexistant dans le contexte occidental, hormis l'épisode du 16<sup>ième</sup> siècle où l'Espagne a eu accès à une rente considérable sous la forme d'or extrait d'Amérique du Sud (Karl. 1997). Les États rentiers sont des créatures historiques récentes comme le spécifie Moore (2004 : 304) :

« The concept of a *rentier state* is recent, in large part because the phenomenon itself is largely new. Rentier state lives largely on *unearned income*: the state is resourced with little organizational or political effort on the part of state apparatus, and especially little such effort in relation to their domestic populations. »

Bien que récent, ce concept suscite de plus en plus d'intérêt en science politique tout comme en économie politique<sup>20</sup>. La source de leurs revenus – des rentes générées sur les marchés étrangers – distingue les États rentiers et les singularise. Cette source de revenus affecte les conditions sociales, politiques et économiques du pays ainsi que les fonctions de l'État. Bien que le corpus théorique soit encore peu unifié, les travaux dans ce domaine ont identifié des tendances qui, en général, accompagnent l'afflux de rentes externes dans l'économie domestique : ces afflux renforcent le pouvoir de l'État parce qu'il devient possible de livrer des services sans taxer la population; la rente bien que gérée par une groupe limité bénéficie à un grand nombre

---

<sup>20</sup> Le développement récent et l'engouement nouveau pour cette approche sont exposés et analysés par: Isham et alii. 2005; Kienle. 2005 : 40-41; Humphreys. 2003 : 200-204; Stevens. 2003 : 3-25; Okruhlik. 1999 : 295-298.

de citoyens; finalement, la rente permet au gouvernement de monnayer sa légitimité (Smith et Borocz . 1995 : 6). Gwenn Okruhlik (1999 : 295) résume ainsi le concept :

« A rentier state depends on external sources for a large portion of its revenue. These revenues from abroad are called rent. The rent accrues directly to the state, not to private corporations or individuals. Rent is not the only income, but it certainly predominates. In the past, rentier states have been based on international trade in gold and bat guano. Today, the term refers most often to the oil states whose income is derived from the international sale of petroleum. »

L'État rentier se caractérise non seulement par ses revenus mais par ses dépenses publiques qui représentent une part importante de l'économie nationale (Matsunaga. 2000 : 47; Okruhlik. 1999 : 296). La source des revenus de l'État et sa fonction de redistributeur distinguent donc cette forme d'organisation sociopolitique (Matsunaga. 2000 : 49; Smith et Borocz. 1995 : 201).

L'État rentier est un État dont les recettes proviennent, en grande partie, de l'étranger (Mahdavi. 1970; Beblawi. 1990). Ses revenus ne sont pas dépendants de la production domestique et le rôle des autorités publiques n'est pas d'extraire des ressources de sa population :

« The rentier nature of the state changes the nature of challenges it faces. The state and its clientele are not engaged in the economic exploitation of the domestic population. » (Shambayati. 1994 : 308)

Puisque ses revenus ne sont pas extraits de l'activité économique domestique, l'État rentier diffère de manière marquante de l'État producteur (Beblawi et Luciani. 1987). Ceci induit une forme de relation État-société particulière, comme le résume clairement Eberhard Kienle :

« ... Selon l'accent mis par les différents auteurs, l'État rentier et ses homonymes comme le « hydrocarbon state », grâce à ses importantes recettes découlant de la facturation élevée aux non-résidents de biens et de services produits à des prix par comparaison dérisoires comme le pétrole, se reproduit et se développe sans percevoir des impôts de ses résidents, s'autonomise par rapport à la société qu'il contrôle de mieux en mieux en accumulant des ressources disponibles pour renforcer l'appareil répressif, améliorer les services sociaux et acheter la loyauté des résidents. » ( 2003 : 8-9)

La littérature portant sur le phénomène d'État rentier étant récente, plusieurs débats restent à faire dont celui de la définition des critères de classification. Pour se qualifier comme État rentier, la littérature spécifie que les rentes doivent constituer une part importante sinon dominante des revenus de l'État, sans toutefois établir une référence précise.

On peut par ailleurs se référer à des critères qualitatifs tels que celui de la fonction de l'État, qui est redistributeur et non extracteur de ressources auprès de sa population comme dans le cas des économies exportatrices de pétrole. Citant Delavoix (1980 : 18), Smith (2004 : 232) écrit :

« As oil revenues increase to the point at which they dominate a government revenue sources, the government evolves from an extractive state into a distributive one : “the bulk of internal activities of the state are concerned with distribution”. »

#### La rente : une ressource vendue à l'étranger

« A rentier state is characterized by a high dependence on external rents produced by a few economic actors. Rents are typically generated from exploitation of natural resources, not from production (labour), investment (interest) or management of risk (profits). » (Lam et Wantchekon. 2002 : 4)

Dans ce champ d'étude, plusieurs chercheurs ont travaillé exclusivement sur les impacts de la rente pétrolière, mais l'État rentier peut tirer ses rentes d'autres sources. C'est l'existence et non la nature de la rente qui a un impact sur la vie politique, sociale et économique d'un pays.

Les matières premières comme l'étain ou le bois, mais aussi les productions commerciales liées aux cultures pérennes sont génératrices de rentes<sup>21</sup>. Il peut s'agir, par exemple, de productions commerciales aux barrières à l'entrée très élevées tels que le caoutchouc ou l'huile de palme comme dans le cas de la Malaysia. Ces

---

<sup>21</sup> L'agriculture commerciale peut générer des rentes mais seulement si elle se compose de cultures pérennes et non pas de type maraîchères, l'élément clé étant la nature capitaliste de ce type d'activités (DiJohn. 2002 : 2).

ressources permettent la création d'un flux de rentes en provenance des marchés étrangers, vers les coffres de l'État, par divers mécanismes; par l'imposition de tarifs, de droits d'exploitation, ou plus simplement par la propriété publique.

La Banque Mondiale suggérait, il y a plus de vingt ans, de classer dans la catégorie « rentier », les pays dont les revenus proviennent des exportations de pétrole et de minerai constituant 40 pour cent du total de leurs exportations et 10 pour cent de leur produit national brut (Nankani. 1979). Aujourd'hui, plusieurs économistes classifient les États rentiers en établissant la barre des exportation de matières première à 30 pour cent du total des exportations de marchandise du pays (Stevens. 2003 : 7).

Cette définition basée sur la composition des exportations est celle proposée par les économistes qui évaluent l'impact de ces exportations sur la croissance économique du pays. Les travaux des politologues vont davantage prendre en compte la source des revenus de l'État pour identifier les États rentiers, c'est-à-dire des rentes générées sur les marchés étrangers. Ces rentes peuvent prendre la forme de revenus tirés de l'exportation de pétrole; du commerce de matières premières; de la location de droits de passage (par exemple dans le Canal de Panama, le Canal de Suez); de remises d'argent par des travailleurs à l'étranger; ou encore des fonds d'aide étrangère<sup>22</sup>.

Prendre en compte, comme le suggèrent les études économiques, les exportations de matières premières, est utile, et nous le ferons dans cette thèse, sans toutefois omettre

---

<sup>22</sup> Cette définition plus englobante des rentes en provenance des marchés étrangers se trouve, entre autres, dans les travaux de Michael Ross (2001 : 329):

« Area specialists often describe most of the governments of the Mideast and North Africa as "rentier states", since they derive a large fraction of their revenues from external rents. More than half of the government's revenues in Saudi Arabia, Bahrain, the United Arab Emirates, Oman, Kuwait, Qatar, and Libya have, at times, come from the sale of oil. The governments of Jordan, Syria, and Egypt variously earn large locational rents from payments for pipeline crossings, transit fees, and passage through the Suez Canal. Workers' remittances have been an important source of foreign exchange in Egypt, Yemen, Syria, Lebanon, Tunisia, Algeria, and Morocco, although these rents go (at least initially) to private actors, not the state. The foreign aid that flows to Israel, Egypt, and Jordan may also be considered a type of economic rent ».



un volet important de la réflexion sur l'État rentier : le volet taxation et finances publiques de l'équation. Cet aspect doit être intégré au cadre d'analyse puisqu'il affecte directement la relation entre l'État et ses citoyens. La structure de la taxation permet d'identifier les pays rentiers, comme la Malaysia, lorsque les dépenses publiques ne dépendent pas de la taxation des citoyens. Cette précision nous permet également d'exclure de notre définition des pays exportateurs de matières premières comme le Canada<sup>23</sup>. Dans un État rentier, les taxes directes à la population demeurent limitées, les pouvoirs publics dépendent des recettes non fiscales et des revenus générés par des sources situées hors des frontières nationales (Shambayati. 1994 : 308). Les gouvernements taxent peu, non pas pour des raisons de manque de ressource, mais par choix.

Jusqu'à présent, les études ont majoritairement porté sur les impacts négatifs d'une telle situation : les freins à la croissance économique, l'instabilité politique due à des institutions faibles, et la tendance à l'autoritarisme, conséquences d'un pouvoir qui peut se tenir à distance d'une population qu'il ne taxe pas. Deux courants de réflexion se développent en parallèle depuis quelques années. Un premier prédit tous les impacts négatifs dans les situations d'État rentier, impacts autant économiques que politiques, engendrés par ce type d'économie et conclut qu'ils sont irréversibles (Sach et Warner. 2001). Un autre soutient que la construction institutionnelle a des impacts économiques et politiques variables selon la configuration institutionnelle des pays étudiés (Mehlum, Moene et Torvik. 2005. Smith. 2002).

## **2. Taxation et représentation dans l'État rentier**

Tel que nous venons de le mentionner, les États rentiers sont réputés autonomes et peu dépendants de la société dont ils sont issus, parce que leurs revenus ne proviennent pas de la taxation de leur population (Ross. 2001, 2004; Robinson. 2001;

---

<sup>23</sup> Le Canada est un important exportateur de matières premières, mais à l'instar des autres pays de l'OCDE, ses revenus proviennent en majeure partie de la taxation du revenu de ses citoyens (Joumard. 2002 : 99).

Wantchekon. 1999; Brynen. 1992; Chaudhry. 1989). N'ayant pas besoin de prélever de taxe auprès des individus tout en livrant des services publics, l'État est moins sollicité pour davantage de transparence ou de représentation, les pressions de la société sont moins prononcées. Toutefois cela ne signifie pas qu'il y ait totale absence d'opposition ou de tension politique (Okruhlik. 1999; 296).

Le lien entre le développement de la démocratie libérale comme mode d'organisation politique et le besoin de l'État d'extraire des ressources de sa population a fait l'objet de nombreuses études dont celles de Charles Tilly (1985; 1990). L'absence de taxation, ou le faible taux de taxation, dans un pays en mesure de livrer des services publics, est un des éléments clés de la réflexion sur l'État rentier, c'est le *no taxation without representation* inversé. Charles Tilly, en étudiant la formation des États européens, a clairement identifié un lien entre taxation et construction de l'État d'une part, et un lien entre taxation et représentation d'autre part.

Tilly soutient l'argumentation suivante : la perception de taxes pour mener des guerres et protéger son territoire, va provoquer un double mouvement menant à la formation de l'État en Europe. Le premier mouvement consiste en la nécessaire collaboration entre princes et bourgeois pour mobiliser des ressources; le deuxième mouvement consiste en la construction d'un appareil d'extraction de ressources, soit une première forme de bureaucratie. La nécessaire négociation entre taxés et « taxeurs » tendrait à produire des institutions plus représentatives. Ce lien entre taxation et représentation a été étudié et confirmé par plusieurs (Ross. 2004; Moore. 2004; Luciani. 1994).

L'étude du développement politique en Occident démontre donc que la mise sur pied des premières institutions qui donneront naissance à la démocratie libérale, c'est-à-dire la constitution de parlements et l'adoption de règles limitant le pouvoir de l'exécutif, ont souvent été le résultat de luttes et de revendications de citoyens cherchant à limiter le pouvoir de taxation de l'État, ou exigeant une représentation en contrepartie des taxes qu'ils se voient contraints de payer. Ces pressions sont

pratiquement inexistantes dans les États rentiers (Brynen. 1992). De son côté, l'État rentier est dispensé de rendre compte de ses actes; son autonomie politique découle de son autonomie fiscale. Ses politiques de redistribution tendent à dépolitiser la population qui revendique moins de participation ou de représentation politique (Matsunaga. 2000: 46).

Découle de cette situation une idée corollaire qui lie État rentier et autoritarisme (Cramer et Goodhand. 2003 : 140-146; Lam et Wantchekon. 2002 : 4). Cette situation produirait un pouvoir politique autonome, autoritaire et instable (Karl. 1997; Yates. 1996; Siemsen-Maki et Goldfrank. 1995 : 58). De plus en plus de travaux remettent toutefois en cause ces conclusions déterministes pour réintroduire les facteurs politiques de l'équation, et particulièrement les institutions, qui ne sont pas sans impact sur les États rentiers<sup>24</sup>.

#### État rentier et gouvernance

Le rôle de redistributeur marque toute l'organisation de la vie économique et politique de ces États: « *rentierism enhances state autonomy by eliminating economically motivated pressure groups and by making a segment of the bourgeoisie dependant on the state* » (Shambayati. 1994 : 307). Pour avoir accès à la rente, les stratégies ne sont pas nombreuses, il faut passer par les institutions de l'État.

« In general, steady inflow of rents allow government to offer general and selective benefits to society as a means of solidifying the state's role as a central political actor and allocator of resources. » (Cooley. 2001 : 166)

La rente induit trois tendances; une au niveau de la population, une deuxième au niveau de la classe d'affaires et finalement une troisième au niveau de l'État : la population non taxée exerce moins de pressions sur son gouvernement; l'élite

---

<sup>24</sup> Les analyses empiriques démontrent que tous les États rentiers ne sont pas instables et aux prises avec des institutions politiques faibles. Smith (2004 : 243) le démontre et souligne l'importance d'étudier le contexte politique et les institutions pour mieux analyser les États rentiers, il rappelle que : « *oil revenues are filtered into domestic political setting* ».

d'affaires est dépendante de l'État qui joue un rôle dominant dans l'économie nationale; et l'élite à la tête de l'État a les moyens de financer un appareil coercitif qui la sert (Humphreys. 2003 : 200-202).

Étant riches et autonomes, les États rentiers sont donc moins sensibles aux demandes qui émanent de la société, et celles-ci sont limitées : « ... *the rentier nature of the state is a strong factor in discouraging democratisation in states that have access to a significant oil rent* » (Schwartz. 2004 : 15). La création d'une élite dépendante de l'État sera une caractéristique importante des États rentiers; la Malaysia est, à cet égard, un cas typique comme nous le verrons dans cette thèse. La redistribution de la rente orchestrée par les détenteurs de pouvoirs et non le marché, rend les entrepreneurs dépendants des forces politiques pour survivre.

#### La configuration institutionnelle

La stabilité politique est aussi une caractéristique de nombreux États rentiers. Le lien entre rente et instabilité ou mauvaise performance économique est plus souvent supposé que démontré (Smith. 2002 et 2004). Selon certains, les États rentiers seraient aux prises avec des tensions que les États producteurs n'expérimenteraient pas, et ce, même au sein de leurs institutions:

« La régulation institutionnelle, dans le cas du régime rentier, est une nécessité qui s'impose encore plus qu'ailleurs car l'antagonisme qui est au cœur de la rente n'est pas seulement lié à sa redistribution entre les rentiers, mais surtout à son partage entre la répartition et la production, la consommation et l'investissement. » (Talha. 2003 : 9)

Trop souvent les études sur l'État rentier et ses impacts négatifs ignorent le rôle des institutions, ou même celui des acteurs, en prédisant invariablement leurs stratégies de prédateurs (DiJohn. 2002 : 4). Des recherches récentes ont démontré qu'on ne peut pas confirmer l'existence d'un lien direct entre État rentier et instabilité. Il faut introduire dans le cadre d'analyse les institutions politiques, comme le soulignait Benjamin Smith :

« ...there is little to guide scholarship in the study of how oil wealth and strong institutions might mix. Theories to explain, and studies to trace, the processes through which many regimes in oil-rich countries might have indeed built strong states, are currently in short supply and future research in this direction is likely to be extremely fruitful. » (Smith. 2004 : 243)

L'analyse de notre cas permettra également de mettre en doute le caractère instable des régimes rentiers. Le caractère rentier de l'État malaysien a favorisé le compromis et le renforcement de l'État. Les choix politiques entre répartition, production, consommation et investissement ont été facilités par l'abondance des ressources à la disposition du gouvernement. Les tensions entre élites du pays ne sont apparues qu'à de brefs moments, alors que la conjoncture économique difficile, et non l'abondance, mettait les questions d'arbitrage à l'ordre du jour. La configuration institutionnelle a favorisé l'élite au pouvoir qui a ainsi monopolisé la rente et adopté des politiques publiques qui servent son pouvoir.

#### Sécurité et construction institutionnelle

Un deuxième volet de la réflexion de Charles Tilly portant sur les liens entre sécurité nationale, mobilisation de ressources, et construction des institutions étatiques, s'applique dans le cas des pays rentiers. Il a été souligné qu'au cours du développement politique des pays occidentaux un lien existait entre nécessité de sécurité, mobilisation de ressources, et construction des institutions (Tilly. 1985). Une logique similaire est observable dans nombre de pays nés de la décolonisation après la Deuxième Guerre mondiale. À la différence de l'Europe toutefois, la construction et l'institutionnalisation des nouveaux États se font principalement dans un contexte de menaces internes et non pas externes. Tout comme en Malaysia cette logique se retrouve dans d'autres cas (Callahan. 2002). Toutefois, jusqu'à présent ce phénomène est peu étudié hors de l'Occident.

Le cas de la Malaysia illustre bien ce phénomène. Lors de l'accession à l'indépendance en 1957, alors que l'on dessine l'État malaysien, le gouvernement

doit relever deux défis : affronter la guérilla communiste et gérer les divisions ethnoculturelles qui compliquent éminemment la création d'un État national cohérent. Cette situation a eu un impact direct sur la forme de l'État malaysien qui est toutefois en mesure de financer la construction de ses institutions pour y faire face et assurer sa sécurité. Dès les années 1940 et 1950, les impératifs de sécurité ont accéléré le développement de la bureaucratie, elle-même structurée pour mobiliser la rente. Comme nous le verrons plus tard, la taxation touche alors les investisseurs étrangers et les exportations de matières premières et, de son côté, l'appareil législatif et répressif vise l'opposition locale.

On voit donc que le développement du lien entre sécurité et construction institutionnelle diffère dans les situations hors de l'Europe, mais il n'est pas absent. Ce développement intervient à des moments différents, selon des trajectoires historiques diverses, mais dans tous les cas, extraction de ressources et sécurité nationale ont des impacts sur la formation des États qui, dans une situation d'État rentier, s'en trouve grandement facilitée. Dans le cas malaysien, la disponibilité des ressources a permis le financement de forces de sécurité professionnelles et bien entraînées qui parviennent efficacement à limiter les actions subversives des groupes communistes; l'accès à des rentes va permettre le financement d'un appareil législatif et coercitif efficace pour protéger les détenteurs de pouvoir dès l'accession à l'indépendance. En puisant aux théories qui ont examiné les liens entre représentation, taxation, et formation des États, on jette un nouvel éclairage sur la situation des États rentiers, ce qui permet d'étudier le cas malaysien en mettant à l'avant-scène les deux facteurs qui nous semblent déterminants : la configuration institutionnelle et les ressources de l'État.

### **3. L' État rentier, une « malédiction » ?**

Cette discussion sur l'approche théorique de l'État rentier serait incomplète sans un survol du débat qui continue de faire rage sur tous les effets négatifs de ce type d'État. Une grande partie des travaux portant sur l'État rentier se concentre sur les

impacts négatifs de ce type d'économie. Ils étudient les liens entre le caractère redistributeur d'un État qui taxe peu sa population, les lacunes institutionnelles de ces pays, ou encore les freins au développement économique dans ces pays aux prises avec ce qu'on nomme dans la littérature un « *resource curse* » (Ross. 2001), ou la malédiction de la dotation favorable en ressources naturelles. Du point de vue économique, la rente nuit à la croissance. Dans une publication récente, Sach et Warner soulignent :

« This paper summarizes and extends previous research that has shown evidence of a “curse of natural resources” - countries with great natural resource wealth tend nevertheless to grow more slowly than resource-poor countries. » (2001 : 827)

Du point de vue politique, les États rentiers seraient condamnés à être faibles (Beblawi et Luciani : 1987 : 7), distribuant des revenus importants pour acheter le consensus, les rendant vulnérables à la première crise.

« There are countless studies documenting the correlation between resources wealth and a series of negative economic and political outcomes, including poor economic performance, unbalanced growth, weakly institutionalized states, and authoritarian regimes, across the developing world.» (Jones Luong. 2003 : 1)

L'argument se développe ainsi : la rente générée par les exportations conduit invariablement à une distorsion des structures productives et à un dysfonctionnement de l'État. On voit une corrélation entre, d'une part, des revenus importants tirés de l'exportation de pétrole, et les tendances à l'autoritarisme d'autre part (Ross. 1999. Smith. 2002). Plusieurs études concluent que les problèmes d'instabilité de tels régimes sont dûs à la faiblesse de leurs institutions et leur système autoritaire. Les gouvernements autoritaires se serviraient de la rente pour financer la répression et ainsi assurer leur longévité par la force (Wantchekon. 1999; Karl. 1997; Sachs et Warner. 1995; Shafer. 1994; Beblawi et Luciani. 1987).

Dans la sphère économique, on évoque aussi le problème endémique de l'instabilité. Différents facteurs y contribueraient : les mauvaises décisions des élites dans un tel contexte économique; les problèmes causés par des demandes et actions des classes

favorisées par ce type d'économie ou encore; le « *Dutch Disease* » cette maladie qui affecte de myopie administrative les gouvernements momentanément trop riches (Sachs et Warner. 2001; Karl. 1997; Corden. 1984). Les analyses du type « choix rationnel » prédominent et beaucoup d'études tendent à conclure que les régimes sont tels qu'ils sont tant qu'il en va de l'intérêt de tous. L'État redistributeur achète sa légitimité et peut se maintenir en position de pouvoir tant que des crises économiques ne tarissent pas sa source de revenus.

Un article récent de Moore (2004) précise que l'État rentier est affligé de « *political pathologies* », il en dénombre sept: appareil étatique autonome et distant des citoyens; interventions extérieures dans l'arène politique nationale; tendance à la violence et aux coups d'État; déclin de la participation civique; vulnérabilité à la subversion; absence de transparence des finances publiques; administration publique déficiente.

Néanmoins, le lien entre État rentier et instabilité a été mis en doute, mais aussi le lien entre État rentier et médiocre performance économique, parce que trop de variations ont été constatées depuis le développement d'études dans ce champ de recherche (Jones Luong 2003 : 1-2; DiJohn. 2002 : 4; Mehlum, Moene et Torvik : 1-4). Des chercheurs proposent même d'abandonner l'expression consacrée du « *resource curse* » pour parler de « *resource impact* » (Stevens. 2003 : 3). La rente en soi n'est ni une malédiction, ni une bénédiction pour l'économie d'un pays. Son impact varie selon les formes institutionnelles régulatrices dudit pays (Talha. 2003: 3), tout comme la configuration institutionnelle qui, nous l'avons dit, influence les processus politiques et la stabilité des États rentiers. Dans l'étude des pays rentiers, il faut prendre en compte le fait que « *...les possesseurs de la rente peuvent aussi la dépenser productivement, c'est-à-dire l'investir dans la formation de capital* » (Talha. 2003 : 8), et adopter des comportements autres que prédateurs (DiJohn. 2002 : 4).

L'étude des institutions et des relations entre État et société dans les pays rentiers permet d'éclairer la question de la stabilité sous un angle nouveau. Dans certains cas, les rentes ne servent pas seulement à acheter une légitimité, mais permettent à l'élite



de développer une structure institutionnelle servant à asseoir son pouvoir ou à mettre en place des politiques développementalistes<sup>25</sup>. Le pétrole, ou autre rente, devient alors «... *a political resource in the hands of leaders who use it in varying ways depending on the circumstances under which it becomes available to them* » (Smith. 2001 : 2)

L'impact qu'aura l'afflux des rentes varie selon les pays et les institutions politiques. Il est important d'en tenir compte dans la démarche de recherche, comme le soulignait déjà Chaudhry en 1989, en étudiant le cas des États rentiers que sont l'Arabie Saoudite et le Yémen. Elle écrivait : «... *this analysis highlights the importance of social context in assessing the domestic impact of international economic forces* » (Chandhry. 1989).

#### L'État rentier, un concept pertinent

En résumé, cette thèse retient que l'État rentier a pour caractéristique d'être un pays exportateur de matières premières. Celles-ci doivent composer au moins 30 pour cent de la valeur totale des exportations nationales. Les revenus de l'État réalisés grâce au commerce des matières premières doivent excéder les revenus en provenance de la taxation des individus.

Le gouvernement de cet État est un acteur important dans l'économie nationale et réalise des dépenses et des investissements publics qui touchent autant la classe d'affaires que la population en général. Cette configuration a des impacts sur la société qui exerce alors moins de pression pour plus de représentation ou de redistribution mais aussi sur la classe d'affaires qui développe une relation de dépendance avec l'État propriétaire de la rente en tout ou en partie. Les choix politiques qui seront faits par l'élite au pouvoir seront fonction de cette position

---

<sup>25</sup> Rappelons que cette expression traduit le sens de *developmental state* tel que défini par Jonhson (1982. 1995) et Castells (1996).

avantageuse mais également seront modelés par les institutions du pays qui rendent possibles des stratégies différentes selon leur configuration. Comme nous le verrons, le régime parlementaire de type britannique dans le cas malaysien, autant que l'existence d'institutions telle que la caisse nationale de retraite qui permet d'accumuler de l'épargne domestique, sont des éléments clés de ce système politique.

Soulignons en terminant qu'il faut distinguer, dans l'analyse des régimes politiques, deux phénomènes distincts engendrés par une économie de type rentier : la stabilité politique d'une part et le type de régime politique (autoritaire ou démocratique) d'autre part. Dans la thèse ici présentée, c'est la stabilité du régime qui est le point focal de la recherche.

#### **4. La Malaysia, un État rentier depuis sa création**

Des travaux portant sur les élites en Asie du Sud-Est avaient déjà souligné l'autonomie de l'État malaysien : « *The state's considerable autonomy derives from the breadth of underlying elite support, as well as from structured mass support* » (Crone. 1988 : 253). Les théories et réflexions sur l'État rentier peuvent éclairer ce phénomène; notre hypothèse est que le support qu'obtient l'équipe au pouvoir est lié au caractère rentier de l'État. Nous allons démontrer dans cette thèse que lors des crises épisodiques, le gouvernement impose des mesures coercitives mais légales pour se maintenir en place. Ces actions sont possibles, et couronnées de succès, parce qu'elles prennent place dans un environnement où l'État et les élites sont puissants et autonomes et que d'autre part, les demandes de la société sont limitées.

Pour mieux comprendre le cas malaysien, l'analyse doit se porter sur les périodes entre les crises. Au fil des années, les élites ont su modeler à leur avantage les institutions politiques et consolider leur accès aux ressources économiques du pays pour renforcer leur pouvoir. La Malaysia est en fait un État rentier à l'intérieur duquel la relation État-société n'est pas soumise à une tension de dépendance réciproque qui caractérise la majorité des systèmes politiques aujourd'hui. De plus, le régime

politique malaysien a toujours su garder une apparente légitimité grâce à la tenue régulière d'élections; grâce à la poursuite de politiques développementalistes; et grâce à une croissance économique exemplaire.

Du corpus sur l'État rentier, cette thèse retiendra la réflexion sur l'autonomie de l'État et l'abondance de la rente comme outil politique d'une élite qui se maintient au pouvoir. Notre hypothèse porte sur la stabilité et non la nature du régime engendré. Dans une trajectoire similaire à celle qu'avaient suivi à leur naissance les pays occidentaux, la Malaysia a dû mobiliser des ressources et développer ses institutions lors de son indépendance pour assurer sa sécurité. Sa configuration institutionnelle est liée aux trajectoires historiques et influencée par le besoin de ressources pour gérer ses problèmes de sécurité, sa cohésion sociale et son développement économique. La rente a permis de mobiliser les ressources nécessaires à l'État pour assurer son pouvoir et le développement économique du pays.

Ce qui qualifie la Malaysia comme État rentier redistributeur, outre ses revenus importants générés par les exportations de matières premières, c'est la faible proportion des ressources de l'État provenant de la taxation des citoyens et la part importante de dépenses publiques dans le revenu national. Le rôle de l'État est davantage de redistribuer que d'extraire des revenus de sa population.

Des chercheurs ont déjà identifié l'importance des rentes dans l'économie malaysienne. Gomez et Jomo, deux universitaires malaysiens réputés, ont documenté et analysé le développement du pays. Ils écrivent :

« As a major exporter of tin, rubber, palm oil, pepper, tropical timber and petroleum, and with a rapidly developing manufacturing sector, Malaysia has an open economy which is widely seen as being one of the most successful in the world. Access to considerable resource rents has undoubtedly facilitated economic growth and diversification. » (1999 : 1)

Les institutions et les activités du gouvernement ont été financées par la taxation des exportations, d'abord limitée aux ressources naturelles telles que l'étain et le

caoutchouc. Après les années 1970, les exportations de pétrole viennent garnir les coffres de l'État. Même l'industrialisation du pays perpétue cette organisation rentière, on taxe les exportations et les activités industrielles certes, mais elles sont encore fortement contrôlées par des capitaux étrangers. La part des recettes non fiscales dans les revenus de l'État est toujours demeurée élevée, ainsi que la taxation des activités liées au commerce international, alors que les individus demeurent très peu taxés. Nous le verrons plus en détail dans les chapitres subséquents, mais mentionnons dès maintenant que cette structure de revenus se perpétue même à la fin des années 1990 comme le démontre le tableau 1.1 qui reproduit les données publiées par le gouvernement malaysien dans le *Seventh* et le *Eighth Malaysia Plan*. Entre 1990 et 2000, la part des revenus de l'État provenant de la taxation des revenus des individus reste très faible et oscille entre 8,5 et 11,3 pour cent :

Tableau 1.1

**Revenu du gouvernement fédéral malaysien, 1990-2000**

	Millions RM			Répartition par poste de revenus (%)		
	1990	1995	2000	1990	1995	2000
<b>Taxes directes</b>	10 402	22 699	29 156	35,3	44,5	47,0
<i>Compagnies</i>	4 497	11 707	13 905	15,2	23,0	22,5
<i>Individus</i>	2 506	6 203	7 015	8,5	12,1	11,3
<i>Pétrole</i>	2 644	2 185	6 010	9,0	4,3	9,7
<i>Autres</i>	755	2 604	2 140	2,6	5,1	3,5
<b>Taxes indirectes</b>	10 842	18 972	18 017	36,7	37,2	29,1
<b>Recettes non fiscales et autres revenus</b>	8 277	9 281	14 691	28,0	18,3	23,9
<b>Total</b>	29 521	50 952	61 864	100	100	100

Source : Malaysia. 1996 : 184; Malaysia. 2001b : 170

### L'État rentier malaysien dans la littérature

Très peu de publications ont lié la théorie de l'État rentier à la Malaysia. Seules quelques recherches y font référence comme le chapitre de Mahani dans l'ouvrage de Auty (2001) et Jomo et Rock (1998), qui s'inscrivent davantage dans les études sur le développement et évaluent la croissance d'un pays exportateur de matières premières. Dans leurs travaux, Deacon et Mueller (2004 : 32) ainsi que Stevens (2003 : 15-16), citant le travail de Mahani, mentionnent la Malaysia comme État rentier stable et prospère en soulignant que les institutions y ont joué un rôle important. Nous proposons dans cette thèse, d'étudier en détail cette piste de recherche.

Des recherches aussi fouillées que pertinentes, comme celle de Ross (1999), soutiennent pour leur part que le pétrole de la Malaysia nuit à sa démocratisation : «...*the harmful influence of oil is not restricted to the Middle East. Oil wealth has probably made democratization harder in states like Indonesia, Malaysia, Mexico...* » Notre thèse réfute cette affirmation, ce n'est pas la présence de pétrole qui influence la vie politique malaysienne, mais toute l'architecture de son économie et ses institutions politiques. Aujourd'hui, les exportations de pétrole représentent à peine 10 pour cent des exportations totales de la Malaysia qui s'est industrialisée. Le secteur manufacturier, par contre, est dominé par les firmes étrangères qui payent taxes, redevances, licences et permis au gouvernement. Notre thèse repose sur l'idée que c'est la source des revenus qui importe, à savoir des revenus générés par les marchés étrangers.

### Le gouvernement et ses appuis

L'État rentier malaysien est un fournisseur de services publics et un investisseur de taille dans l'économie du pays. Ceci a des répercussions politiques. Dans un article portant sur la Malaysia et Singapour, Gordon Means souligne le lien entre l'intervention de l'État et la légitimité ainsi construite;

« This growth has been accomplished by massive state intervention in the form of direct economic controls, by heavy state investments in infrastructure, by investments in state-owned corporations, and by direct state investments in the share market. Observers call this "statist capitalism", "statist democracy," or a Southeast Asian form of "neocorporatism". For both states, this has meant that a large portion of the economy is under the direct control of the government or its closely allied parties. With rapid economic growth and the expansion of employment, people in all walks of life have a stake in the status quo. They accord the government what some have called "performance legitimacy"; issues of the regime's commitment to democracy or to civil and human rights receive scant attention from dominant majorities. » (Means. 1996 : 113-114)

Les dépenses publiques de la Malaysia ont toujours été plus élevées que celles de la moyenne des pays en développement, et davantage en comparaison avec les pays asiatiques, comme le démontre le tableau 1.2 :

Tableau 1.2

**Dépenses publiques en pourcentage du produit national brut**

	1980	1990	1998
	%	%	%
Pays africains	28,46	26,25	27,64
Pays d'Amérique latine	16,84	15,47	16,60
Pays asiatiques	19,06	16,82	15,23
<i>Malaysia</i>	<i>28,49</i>	<i>30,12</i>	<i>21,76</i>

Source : Fan et Rao. 2003 : 4

Les politiques développementalistes de l'État malaysien l'on amené, entre autres, à investir massivement en priorité dans les infrastructures du pays, dans l'ouverture et la mise en production de terres, et dans l'éducation (Barlow. 2001 : 25), et ses politiques publiques sont financées par des budgets substantiels comme le souligne R. DeKoninck :

« Grâce à une conjoncture économique tout à fait favorable pendant les années 1970, les exportations de matières premières – dont le pétrole – progressant rapidement, l'État malaysien disposait de moyens financiers considérables pour intervenir directement à tous les niveaux, y compris dans l'aménagement

du territoire même. ... l'intensité de l'intervention devint tout à fait exceptionnelle comme en témoignent les budgets. » (De Koninck. 2005 : 190)

La période d'investissements publics la plus faste demeure effectivement située dans les années 1970, bien que les chiffres de 1998 dans le tableau 1.2 démontrent la persistance de l'importance des dépenses publiques dans l'économie nationale.

Malgré la taille de ses dépenses publiques, le gouvernement malaysien reste peu dépendant de la taxation de sa population et ce, même au début du 21<sup>e</sup> siècle, situation qui avantage le gouvernement. À l'appui de cette idée, il est intéressant de souligner qu'en 1998, en pleine crise économique et politique comme nous le verrons plus tard, le gouvernement a déclaré l'année totalement *income tax free* pour tous les citoyens et résidents du pays<sup>26</sup>. Peu de gouvernements peuvent se permettre de se priver totalement de l'impôt sur le revenu des individus pour une année entière.

Au cours des années que cette thèse analyse, on peut voir que les rentes n'ont pas servi à l'élite politique pour acheter directement sa légitimité : les rentes ont permis de développer une structure institutionnelle et de financer des programmes de développement ambitieux<sup>27</sup>. On a aussi créé une classe d'affaires dépendante de l'État. La classe des entrepreneurs locaux privés s'est peu développée et n'est pas devenue autonome mais encore plus dépendante du pouvoir de l'élite politique et des institutions de l'État (Gomez. 2002). En analysant des cas de pays rentiers au Moyen Orient, Albrecht et Schlumberger (2004 : 382) notaient que les régimes populistes et autoritaires se maintiennent en place parce qu'ils ont des appuis importants dans la

---

<sup>26</sup> Observation de l'auteure (voir annexe 1).

<sup>27</sup> Comme nous le verrons dans les chapitres de cette thèse, le gouvernement a toujours investi dans les infrastructures du pays, dans le développement économique et l'éducation tout en finançant un appareil d'État et une fonction publique de taille importante (Athukorala. 2001 : 13-26). Les dépenses publiques per capita sont aussi beaucoup plus élevées que dans les pays de la région :

« Per capita government expenditure in Malaysia is much higher than in neighbouring countries. For example, the Federal government per capita expenditure in Malaysia is almost ten times that in Indonesia, five times that in the Philippines and three times that in Thailand » (Sinha. 1998 : 71).

population : « *This populist authoritarian game was accomplished through a “social pact” between the ruler and the ruled, financed by the massive oil rents that flooded from the mid-1970s onward* ». Cette idée semble correspondre à la réalité malaysienne.

Dans un tout autre domaine, des chercheurs en anthropologie ont identifié des racines historiques à cette organisation sociale qui perpétue en Malaysia une classe d'individus rentiers et ce, bien avant l'exploitation du pétrole. Les individus formant la classe au pouvoir ont eux-mêmes une longue histoire de rentiers. Sous le régime colonial, par leur politique de *indirect rule*, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, les Britanniques ont même favorisé ce phénomène; « *...the pattern of rentier accumulation established during colonial-rule remains unchanged* » comme le soulignait Lubeck (1992 : 143). Les élites, encore aujourd'hui, sont coalisées pour garder un accès à la rente.

Notre hypothèse est donc, qu'au-delà des différences ethniques qui engendrent la démocratie consociative ou retardent l'avènement de la démocratie libérale en Malaysia, différences qui de surcroît ont été modelées et exacerbées par les élites coloniales et post-coloniales (Lubeck. 1990; Kessler. 1989), au-delà des stratégies des élites ou des masses, le système politique autoritaire est stable et se reproduit à toutes les élections parce que l'élite politique a des outils puissants : des ressources abondantes provenant d'autres sources que les revenus des citoyens, et des institutions solides. La légitimité du système est entretenue par la redistribution qui est faite de la rente et la longévité de l'équipe à la tête de l'État est liée aux institutions que le pouvoir exécutif a pu modeler à son avantage.



## 5. Les hypothèses et la démarche de recherche

Les hypothèses qui ont guidé la recherche scientifique s'articulent autour de trois grands axes.

1. La configuration institutionnelle d'abord, héritée de la période coloniale, parce qu'elle favorise la stabilité politique du pays et ce de deux manières :
  - en donnant une grande légitimité à l'équipe au pouvoir par l'entremise d'un système de partis de masse et la tenue régulière d'élections dans un système parlementaire de type britannique;
  - et par la fermeture de l'espace public qui limite la production et l'expression des acteurs ou des groupes pouvant émettre des voix discordantes.

La panoplie de lois et règlements qui limitent la liberté d'expression, conjuguée au succès des politiques publiques pour le développement économique et social du pays, étouffe toute forme d'opposition. L'élite au pouvoir a modelé et remodelé les institutions politiques à son avantage, de manière à bloquer l'opposition et maintenir le système politique autoritaire en place.

2. Ensuite, le pouvoir de l'élite à la tête de l'État et les institutions elles-mêmes sont renforcés par le caractère rentier de l'économie nationale. Les ressources abondantes que les pouvoirs publics mobilisent permettent la poursuite de politiques développementalistes tout en gardant l'économie ouverte et orientée vers les activités d'exportation. Les succès économiques du pays et ses taux de croissance remarquables ont changé le visage de la Malaysia et renforcé la légitimité du système politique.
3. Finalement, il serait faux de prétendre que seules la coercition et la répression permettent au régime de se maintenir au pouvoir tout en assurant la stabilité politique du pays. Le régime malaysien n'est pas fort parce qu'il est fort. Les

institutions sont solides parce que l'élite au pouvoir contrôle la rente, outil formidable pour l'équipe qui l'utilise, qui impose ou qui séduit, qui utilise parfois la carotte et non le bâton. Plus viscéralement, les années de croissance dans un climat autoritaire ont ancré dans l'opinion publique l'idée que ce type de régime détient la clé du succès économique et de l'amélioration de leurs conditions de vie matérielle.

La configuration des institutions et l'économie rentière sont les deux facteurs interreliés qui permettent d'expliquer la stabilité du système politique malaysien.

La démarche de cette thèse s'inscrit dans la tradition des comparativistes. Il s'agit de valider nos questions de recherche en portant notre attention sur des périodes historiques découpées par trois crises politiques qui auraient pu ébranler les structures du système politique malaysien. L'analyse de chacune des périodes entre les crises sera au cœur de notre travail pour identifier les similitudes et les récurrences. Cette démarche nous permettra de démontrer la pertinence de notre hypothèse : que les rentes et la configuration institutionnelle peuvent engendrer la stabilité politique de régimes autoritaires. Les objectifs sont réalistes puisqu'il s'agit bien de mettre en lumière des trajectoires similaires entre 1957 et 1998, et non pas de prédire ce qu'il adviendra de ce régime politique dans l'avenir.

Dans cette thèse, l'élite sera au cœur de la recherche mais comme objet d'analyse et non pas comme principe d'explication. Nous réfutons la thèse d'une « bonne stratégie de l'élite » qui expliquerait la stabilité politique, comme le font les travaux inspirés des théories sur la démocratie consociative, pour proposer la thèse des conditions favorables : c'est-à-dire un régime avec des ressources économiques importantes et des institutions fortes. Les conditions qui influencent la vie politique malaysienne de manière déterminante sont liées à l'autonomie des institutions étatiques, autonomie qui doit être analysée avec l'aide des outils développés par les études qui portent sur la taxation et la représentation, et sur les phénomènes de redistribution supportés par des institutions fortes.

Dans cette thèse nous proposons d'étudier les conditions qui influencent les choix des acteurs, et non pas leurs stratégies, c'est-à-dire les institutions avec lesquelles ils doivent composer. Cette question est importante, elle est d'ailleurs de plus en plus posée aussi dans un autre champ d'étude qui s'était jusqu'à présent concentré sur l'étude des stratégies d'acteurs : le champ de la démocratisation (Bunce. 2003 : 167-192). Les variables culturelles ne seront pas utilisées. Les réalités culturelles sont construites et reconstruites, instrumentalisées parfois par le politique, comme c'est le cas en Malaysia (Lubeck. 1992).

Nous circonscrivons notre démarche à un seul cas pour permettre une recherche approfondie, visant à explorer un phénomène politique trop peu étudié jusqu'à présent. Notre intention est d'illustrer, de clarifier, de raffiner le débat théorique sur la stabilité dans un système politique autoritaire, non pas de valider une théorie puisque le cas d'étude a été sélectionné en fonction de l'articulation de cette réflexion<sup>28</sup>.

Notre démarche s'inspire du type d'approche comparative désignée par Skocpol et Somers (1980 : 175) comme *parallel demonstration of theory*, et se distingue d'approches où l'on cherche les contrastes pour singulariser et contextualiser des trajectoires particulières, ou encore d'approches qui cherchent à mettre en lumière des variations entre multiples cas (ou entre un cas et un idéal-type). Elle se distingue également de démarches plus vastes, plus inductives, où sont développées des analyses historiques macro-causales. Il s'agit ici d'étudier un cas, sur trois périodes historiques, pour contribuer à enrichir la théorie.

---

<sup>28</sup> Bien que l'on ait déjà mis en doute la validité des études de cas pour cette raison (Goldthrope. 1991; Geddes. 1990) il nous semble au contraire que ce type de démarche permet à la science sociale des avancées importantes comme le souligne Dietrich Rueschmeyer:

« ...while any explanation requires theoretical premises, the study of single cases can do much more than merely generate initial hypotheses. It not only can develop new theoretical ideas it can also put them to the test and use the results in the explanation of outcomes... More modest results still constitute worthwhile cognitive advances » (Rueschemeyer. 2003 : 307).

Les développements politique et économique de ces périodes seront analysés dans une perspective historique et évolutive. D'une période à l'autre, l'État reste fort, ses institutions se montrent solides, et son accès à des rentes nourrit cette configuration. Le développement institutionnel et la mise en place d'une pléthore de règlements limitant l'arène politique seront analysés pour démontrer l'autonomie de l'État et sa force toujours grande pour réagir en temps de crise.

Cette thèse, bien que modeste, apporte une contribution significative à la réflexion sur la stabilité des régimes politiques non démocratiques et sur l'influence des structures économiques et institutionnelles dans le rapport entre gouvernants et gouvernés. En analysant un cas d'État rentier dans une zone géographique très peu étudiée sous cet angle, l'Asie du Sud-Est, cette étude viendra élargir le corpus théorique développé jusqu'à présent. Il n'est pas sans intérêt de souligner que notre analyse nous amène à observer dans une nouvelle perspective le cas de la Malaysia trop souvent montré comme un cas particulier et incomparable.

La démarche s'appuiera sur des sources primaires et secondaires, combinant approche historique et évaluation des politiques nationales, documentées par les publications officielles du gouvernement. De nombreuses recherches historiques seront utilisées pour leur valeur heuristique permettant ainsi de reconstruire la trajectoire du développement institutionnel et économique du pays. Toutefois, pour identifier les sources de la stabilité du régime, liée à la rente, la thèse présente une approche originale en ce sens qu'elle s'appuie aussi sur des données économiques pour démontrer la pertinence d'introduire, dans la réflexion, les théories de l'État rentier.

Les observations suivantes ont toutefois été prises en compte dans le traitement des diverses informations disponibles : les données économiques publiées par le gouvernement de Malaysia sont parfois incomplètes, c'est pourquoi cette thèse de science politique cherchera d'abord et avant tout à analyser des tendances en ce qui a trait aux réalités économiques du pays tout en évitant les analyses économétriques. L'expérience de terrain, et la connaissance de la réalité malaysienne que possède

l'auteure pour y avoir travaillé dans le domaine de la recherche économique et sociale de août 1995 à décembre 1999<sup>29</sup>, permettent de soutenir que les tendances dégagées dans les documents officiels et utilisées dans la thèse sont rigoureuses. Finalement, soulignons que l'analyse des processus politiques et économiques du pays n'a pas utilisé le facteur ethnoculturel comme facteur explicatif déterminant de la vie politique malaysienne. La littérature surabondante sur le sujet, masque des dynamiques qui nous apparaissent plus déterminantes, à savoir la configuration institutionnelle du système politique et le caractère rentier de l'économie du pays.

---

<sup>29</sup> Voir annexe 1.

## **DEUXIÈME CHAPITRE**

### **BRÈVE MISE EN CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE ET DES INSTITUTIONS MALAYSIENNES**

#### **A) Principaux repères géographiques et historiques**

L'analyse de la situation politique de la Malaysia contemporaine ne peut se faire sans la connaissance des principales caractéristiques géographiques, historiques et politiques de cet État. Nous présentons donc dans ce chapitre les grands repères géographiques, historiques (territoire, démographie, économie, histoire politique coloniale, accession à l'indépendance) et institutionnels de la Malaysia. Ainsi outillés, nous pourrons mieux développer notre analyse dans les chapitres subséquents.

#### **1. Le territoire et sa population segmentée**

La Fédération de Malaysia, située juste au nord de l'équateur, dans le Sud-Est asiatique, a pour voisins immédiats la Thaïlande, Singapour, l'Indonésie et Brunéi. Cet ensemble territorial est situé au cœur de l'Asie du Sud-Est comme l'illustre la carte suivante.

Aujourd'hui, comme son nom officiel l'indique, c'est une fédération d'États, treize au total, inégalement répartis sur deux territoires géographiques distincts : la Malaysia péninsulaire et la Malaysia orientale<sup>1</sup>. Ce pays, ancré de chaque côté de la mer de Chine méridionale porte, depuis 1963, le nom de Malaysia.

---

<sup>1</sup> La toponymie de l'ensemble malaysien est complexe. Pendant la période coloniale, on nomme Malaya le territoire de la péninsule malaise sous contrôle britannique. À l'indépendance le nom officiel du pays devient : Fédération de Malaya. Comme nous le verrons plus en détail dans le troisième chapitre, cette fédération change de nom en 1963

## FÉDÉRATION DE MALAYSIA



Source : Perry-Castañeda Library Map Collection. University of Texas<sup>2</sup>.

La Malaysia péninsulaire regroupe onze des États de la fédération sur une bande de terre qui s'allonge au sud de la Thaïlande et s'arrête aux ponts menant à l'île de Singapour. Cette péninsule de 320 km à son point le plus large, fait un peu moins de 800 km de longueur. Ses côtes sont baignées à l'ouest par le détroit de Malacca et à l'est par la mer de Chine méridionale. Plus de 80 pour cent de la population malaysienne réside dans la péninsule dont la superficie ne couvre que 40 pour cent du territoire national (De Koninck. 2005 : 182).

---

alors que les protectorats britanniques de Sabah, Sarawak et Singapour entrent dans la fédération, le nom officiel devient alors : Fédération de Malaysia. La dénomination des deux ensembles qui composent ce pays depuis 1963 a également changé. Jusqu'à récemment on utilisait l'expression *East Malaysia* pour désigner les provinces situées au nord de l'île de Bornéo, mais aujourd'hui l'usage officiel veut que l'on utilise le nom des provinces, soit Sabah et Sarawak. La Malaysia péninsulaire quant à elle porte le nom officiel de *Peninsular Malaysia* et non plus celui de *West Malaysia* comme auparavant.

<sup>2</sup> Dïponible en ligne à l'url:

[http://www.lib.utexas.edu/maps/cia05/malaysia\\_sm05.gif](http://www.lib.utexas.edu/maps/cia05/malaysia_sm05.gif)

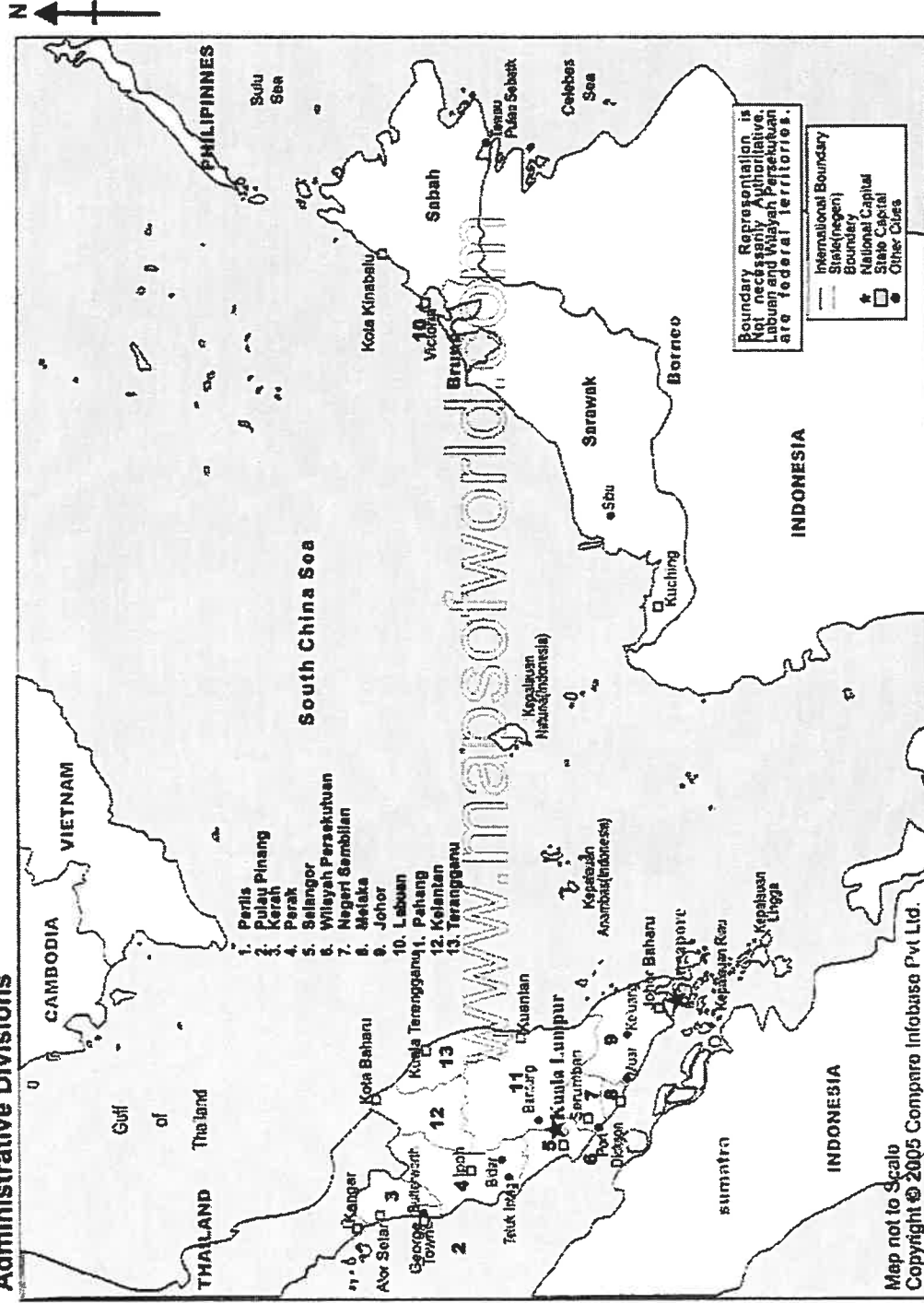
La Malaysia orientale comprend les deux autres États de la fédération, le Sabah et le Sarawak, situés à plus de 600 km de Kuala Lumpur, la capitale, loin, de l'autre côté de la mer de Chine méridionale. Sabah et Sarawak occupent la partie septentrionale de l'île de Bornéo dont le sud appartient à l'Indonésie. Enclavé dans cette partie du territoire de la Malaysia, se trouve le minuscule État indépendant de Brunéi, une monarchie absolue exploitant des gisements de pétrole. Avec une telle dispersion du territoire, la Malaysia s'annonce déjà comme une terre de contrastes auxquels vient s'ajouter celui des populations. Les divisions administratives de la Malaysia sont reproduites sur le graphique 2.2.



Graphique 2.2

États de la Fédération de Malaysia

**Malaysia  
Administrative Divisions**



Disponible à l'URL : <http://www.mapsofworld.com/malaysia/malaysia-administrative-division-map.html>

Lorsque la Malaisie (c'est-à-dire la Malaysia péninsulaire actuelle) obtient son indépendance en 1957, sa population totalise un peu plus de 6 millions d'habitants. Au début du siècle, cette population totalisait à peine plus de 2,3 millions. Après l'indépendance, la population va croître plus rapidement : en 1970, elle compte 10,4 millions d'habitants (Hock. 1988: 50) et aujourd'hui, approximativement 23,2 millions d'habitants (Malaysia. 2002).

La Malaysia est un pays peu peuplé si on la compare à ses voisins tant en valeur absolue qu'en terme de densité (69 habitants par km<sup>2</sup> en 1999). Ce pays est par ailleurs marqué par sa diversité ethnoculturelle comme le souligne toute la littérature sur la Malaysia. Différents groupes ethnoculturels, ou communautés, peuplent le territoire, mais deux de ces groupes, les Malais et les Chinois, forment à eux seuls environ 85 pour cent de la population et ce depuis le début du siècle. Le troisième groupe, la population d'origine indienne, a longtemps constitué 10 pour cent de la population, mais il accuse, proportionnellement, un certain recul<sup>3</sup>.

Pour distinguer les groupes qui composent la population de la Fédération de Malaysia, on emploie des termes qui sous-entendent une réalité donnée et figée. Les autorités malaysiennes utilisent le vocable « race ». La race des citoyens et des résidents figure sur tous les documents officiels. La littérature portant sur la Malaysia opte quant à elle, dans une grande proportion, pour l'expression « communauté ethnique ». Bien que deux de ces communautés, chinoise et malaise, représentent

---

<sup>3</sup> La diversité culturelle de l'Asie du Sud-Est est grande et celle de la Malaysia tout particulièrement :

« En Malaysia, cette diversité s'articule autour de trois communautés qui représentent les plus importantes civilisations d'Asie : la musulmane, la chinoise et l'indienne. Mais elles représentent aussi trois grands ensembles culturels propres au Sud-Est asiatique : la culture malaise, celle des Chinois du Nanyang et celle des Indiens d'Asie du Sud-Est. Enfin, les cultures propres aux ethnies dites aborigènes servant en quelque sorte de substrat, il en résulte un peuplement exceptionnellement complexe et dynamique » (De Koninck. 2005 : 185).

Comme le précise un spécialiste de la Malaysia : « Most students of Malaysia have certainly been struck by the pluralism of the country. It is commented on in nearly every book and article » (Milner. 1991 : 105).

ensemble plus de 80 pour cent de la population, le discours de l'administration publique, comme la langue populaire, distingue quatre groupes : les Malais, les Chinois, les Indiens et les « autres ». La langue, la religion, les coutumes et la descendance les singularisent. Parmi les « autres » sont amalgamés avec diverses communautés autochtones, les descendants des Portugais qui portent le nom de *Eurasians* en Malaysia (Fernandis. 2000 : 261-268).

Tableau 2.1

**Distribution de la population malaysienne (%)**

Année	Malais	Chinois	Indiens	Autres	Total
1911	58,6	29,6	10,2	1,6	100
1947	49,5	38,4	10,8	1,3	100
1970	53,1	35,5	10,6	0,8	100
1991	60,6	28,1	7,9	3,4	100
2000	65,1	26	7,7	1,2	100

Source : Malaysia. 2002. Fernandez. 1975<sup>4</sup>

Les trois principaux groupes ethnoculturels

*Les Malais*

Aujourd'hui le terme *Bumiputra* (de la langue malaise, signifiant « fils du sol ») est souvent employé en lieu et place du terme Malais, pour désigner la communauté « de souche » descendant de l'époque précoloniale (Robertson. 1984 : 236). Entrent dans cette catégorie les descendants de Malais musulmans de Malaysia et des régions voisines (Thaïlande, Java, Sumatra, etc.), ainsi que les autochtones nommés *Orang Asli* et les peuples aborigènes de Bornéo où plusieurs groupes autochtones peuplent

---

<sup>4</sup> Dans le tableau, les années 1911, 1947 et 1970, représentent la population de la Malaisie péninsulaire alors que les statistiques de 1991 et 2000 incluent la population des deux États de la Malaisie orientale, le Sabah et le Sarawak. Ces deux États comptaient un peu plus de deux millions d'habitants en 1970 alors qu'au recensement de 2000 on dénombrait un peu plus de quatre millions. La population y est beaucoup moins homogène. Plusieurs communautés autochtones y cohabitent et les Malais y sont à peine 20 pour cent (Malaysia. 2002; Fernandez. 1975).

toujours les États de Sarawak et de Sabah. Dans les différents écrits qui portent sur la Malaysia il arrive fréquemment que l'on fasse indifféremment référence aux Malais et aux *Bumiputras* comme s'il s'agissait de synonymes. Mais analytiquement une différence doit être faite (Van Wassenhove. 2002). Les Malais sont tous *Bumiputras* mais les *Bumi* (diminutif du terme) ne sont pas tous Malais.

Les Malais, comptabilisés ou non avec les peuples indigènes, forment un peu plus de la moitié de la population depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. L'immigration est presque inexistante dans le pays depuis la Deuxième Guerre mondiale (Fernandez. 1975; Hirschman. 1975). La Constitution, ainsi que les lois, règlements et politiques publiques du pays, accordent des privilèges aux *Bumiputras*, privilèges auxquels aucun Malaysien d'origine chinoise, indienne ou autre n'a accès. Dans les faits, seuls les Malais musulmans ont accès à ces privilèges et non les autochtones (les *Orang Asli*) (Jomo et Wen Chong Hui. 2003 : 8). La langue malaise – le *Bahasa Malaysia* – et l'islam sont les fondements de l'identité malaise (Nagata. 1984 : 3). Bien que les différentes communautés qui peuplent l'Indonésie aient une langue maternelle propre, notons que c'est également la langue que ce pays voisin de la Malaysia adopte après la Deuxième Guerre mondiale, nommée là-bas *Bahasa Indonesia*. Le malais était la *lingua franca* des commerçants de tout l'archipel sud-est asiatique depuis des siècles.

### *Les Chinois*

Les Chinois de Malaysia sont originaires de différentes régions de Chine. Des Hokkiens, Cantonnais, Hakka, Teochew, Hainanese, Hockchu et autres groupes sont venus s'installer dans la péninsule avant l'indépendance et ont gardé leur langue et leurs coutumes. Les diverses communautés chinoises qui composent ce groupe parlent des dialectes bien distincts. Ces citoyens malaysiens sont majoritairement bouddhistes. On y dénombre également une communauté chrétienne importante et quelques musulmans.

### *Les Indiens*

Sont répertoriés dans cette catégorie, les Indiens, les Cingalais<sup>5</sup>, les Tamouls, les Pakistanais, et autres individus originaires de l'Asie du Sud. Une majorité est de religion hindoue mais une forte proportion est musulmane ou sikh. Ils ont également gardé leur langue maternelle et leur culture distincte.

Bien que souvent présentée comme explosive, cette pluralité a produit peu d'événements racistes. Lié à la diversité ethnoculturelle, seul un événement grave a perturbé l'histoire de ce siècle en Malaysia; les émeutes de 1969. Des centaines de personnes y ont trouvé la mort. Mais cette crise est sans égal avec les émeutes et la violence qu'ont connues l'Indonésie ou l'Inde au 20<sup>e</sup> siècle, pour ne nommer que ces pays<sup>6</sup>.

Quelles qu'en soient les racines historiques, mentionnons que le caractère pluriel de l'identité nationale contemporaine a été renforcé par l'organisation politique et économique pratiquée par les Britanniques et les gouvernements malaysiens depuis l'époque coloniale. Les mariages mixtes sont pratiquement inexistants même à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle. Le mariage avec une personne musulmane, hier autant qu'aujourd'hui, oblige la conversion à l'islam, l'inverse n'est pas toléré. Les autorités religieuses et publiques voient au respect de cette règle<sup>7</sup>. Mentionnons la polygamie est toujours

---

<sup>5</sup> Cette population est originaire du Sri Lanka, autrefois nommé Ceylan, les orthographes *Cinghalais* ou *Singhalais* sont également en usage.

<sup>6</sup> Dans un article récent portant sur la construction et la gestion du pluralisme identitaire en Malaysia, Shamsul A.B. (2005 : 5) souligne :

« Viewed on a wider canvass, Malaysia's 'problematic' inter-ethnic relations seems to be very tame and is not as serious as it has been made out to be when compared to what has been happening in Sri Lanka, Rwanda or in the ex-Yugoslavia. Some observers believe that, in pure statistical terms, there have been more ethnic clashes in Britain, Germany and France in the last five years than in the last 45 years of Malaysian post-war history. The 'peaceful Malaysia' image comes out very well if perceived in such a comparative context ».

<sup>7</sup> Un exemple récent l'a confirmé, en 1998 une jeune malaise, musulmane, s'est convertie au christianisme pour épouser son fiancé chinois. La famille de la mariée a fait intervenir les tribunaux et la police accusant l'époux de kidnapping. Bien que la jeune femme ait entamé

légale pour les musulmans. Les conditions sociales et les activités économiques, tout comme la langue et la religion, séparent les Malaysiens d'origines différentes. Les communautés vivent plus ou moins en parallèle (Hirschman. 1975).

Ce thème de la pluralité est au cœur de nombreux écrits sur la Malaysia. Il est posé comme variable explicative incontournable (Hefner. 2001; Nagata. 1997; Milner. 1991; Von Vorys. 1975; Jesudason. 1976; Means. 1976). Pourtant cette variable explicative est donnée et rarement démontrée. Dans un discours prononcé à l'OCDE en 1999, le Directeur général de l'Unité de mise en œuvre et de coordination du cabinet du premier ministre de Malaysia résumait bien cette pensée en déclarant :

« La Malaysia est une société plurielle, formée de divers groupes ethniques d'affiliations et de culture différentes. Une telle hétérogénéité ne peut qu'aboutir à une dynamique sociopolitique complexe. La politique et l'économie malaysiennes sont dominées en effet par l'« arithmétique raciale ». Par conséquent, les politiques, les activités et les plans nationaux de développement sont empreints de considérations ethniques. » (Zainul. 1999)

Néanmoins la question de la pluralité, élément supposé déterminant, peut être posée différemment. Le caractère plural, « divisé », de la société malaysienne est peut-être le résultat de stratégies politiques plutôt que la cause qui explique ces stratégies (Lubeck 1992 : 176-197). Et ce, surtout dans un environnement où une majorité claire de nationaux dits « de souche » peut être identifiée. Cette majorité s'accommode de la présence des autres groupes distincts qui participent activement depuis près de 100 ans au développement économique et social de la Malaysia. Comme le précise Hua: « *The segregation in occupation and domicile of the various communities can also be seen as the result of imperial policy, rather than "natural" orientation of different ethnic groups* » (1983 : 3).

---

des procédures légales pour défendre son choix, le couple est parvenu à fuir le pays pour s'établir à Singapour et éviter de nouvelles procédures judiciaires (Jayasankaran. 1998 : 21).

### La société traditionnelle malaise

À l'arrivée des Britanniques, les Malais constituent une société traditionnelle, paysanne<sup>8</sup>. La culture est fortement influencée par l'islam venu de l'Inde. Au début du 19<sup>e</sup> siècle, les Malais sont à peine un million d'habitants dans toute la péninsule. Ils vivent le long des rivières, sur des territoires isolés les uns des autres par des milliers d'hectares de jungle dense.

« They were river mouth societies, for the most part, centered on port towns lying where the river debouched onto the sea, placed so as to control what came down and to participate in what passed by. The political power « the state » or *negeri*<sup>9</sup>, at the mouth of the river, sought to establish sufficient authority over the people upriver and in the interior, to ensure a flow of produce that could be taxed or sold... state boundaries tended to be vague and relatively unimportant, for what mattered was control of waterborne traffic, not land. » (Steinberg. 1987 : 77)

La société traditionnelle malaise est composée de deux groupes; une classe de dirigeants, les sultans et leurs nombreuses familles, et une classe de paysans, leurs sujets. Les sultans détiennent tous les pouvoirs : politique, économique, juridique, religieux et militaire sur un territoire aux frontières floues. Leur autorité se transmet de père en fils. La mobilité sociale est impossible (Hua. 1983 : 13). Les paysans cultivent la terre et doivent remettre une partie de leur production au chef local, désigné par le sultan, contre protection. Ils pratiquent une agriculture de subsistance qui ne génère que peu ou pas de surplus. Ils sont aussi corvéables à merci (Kratoska. 1985 : 19).

Les sultans malais trouveront de nouvelles sources de revenus lucratives pendant la période coloniale. Ils taxent les nouvelles activités économiques: les exportations d'étain, le commerce d'alcool et le jeu (contrôlé par les Chinois). Les sultans gardent aussi des parts dans les mines exploitées par des étrangers, ou imposent un loyer aux

---

<sup>8</sup> Le présent chapitre reprend les grands thèmes de l'histoire de Malaysia tel que retracés et analysés dans de nombreux ouvrages dont : Nonini. 1992; Mohamed et Caldwell. 1977; Ryan. 1976; Gullick. 1969, 1988; Purcell. 1967; Parkinson et Northcote. 1960.

<sup>9</sup> Mot malais qui peut se traduire par « province » ou « sultanat ».

exploitants. Cette société traditionnelle et rurale reste inchangée pendant des décennies, malgré l'occupation britannique qui concentre ses activités dans les villes. Comme nous le verrons plus tard, l'autorité coloniale s'assure de la collaboration des sultans en leur laissant pleine autorité en matière de religion et de coutumes et en créant l'impression de les consulter sur les affaires importantes (SarDesai. 1994 : 101).

### L'immigration

Pour soutenir le développement de la colonie, dès le début du 20<sup>e</sup> siècle l'immigration massive sera encouragée par les Britanniques<sup>10</sup>. Cette immigration de main-d'œuvre chinoise et indienne transforme en profondeur le paysage démographique de la Malaya. La population chinoise va plus que doubler et les communautés en provenance de l'Inde vont tripler. Les succès économiques de la colonie et l'« harmonie sociale » observée dans cette région traversée de transformations profondes, font l'orgueil des Britanniques qui ne manquent pas d'en donner, dans leur littérature, une image positive. « *In fact, British boasted that Malaya's pluralist society and its booming colonial economy made it the showpiece of the empire* » (SarDesai. 1994 : 182).

Cette vision occulte toutefois plusieurs réalités, et particulièrement l'extrême pauvreté des paysans malais, des mineurs chinois et des travailleurs agricoles indiens. Les chiffres du tableau 2.2 illustrent la croissance de la population issue de l'immigration au début du siècle.

---

<sup>10</sup> Plusieurs auteurs ont retracé l'histoire de l'importation de ressources humaines sur le territoire de la Malaya britannique, voir entre autres : Blythe. 1947; Jackson. 1961; Hock. 1988. Et l'excellent « *Arranging and Rearranging The Interior Frontiers of Society* », chapitre 2 dans Chin. 1998.



Tableau 2.2

**Ressortissants issus de l'immigration 1911 et 1938**  
(en milliers)

	1911	1938
Chinois	917	2 220
Indiens	267	744
Européens	11	28
<i>Eurasians</i> <sup>11</sup>	11	18
Total	1 206	3 010

Source : Hua. 1983 : 48

Une société plurielle, marquée par la ségrégation

Sous le régime colonial, la société est marquée par un cloisonnement rigide entre les différentes communautés qui ne se côtoient pas. Tout les sépare : leur culture et leur religion, mais aussi l'occupation du territoire et leurs activités économiques (Hefner. 2001).

Une petite élite malaise, issue des familles royales, est éduquée « à la britannique » et embauchée dans l'administration publique<sup>12</sup>. Les paysans malais sont agriculteurs ou pêcheurs. L'administration encourage l'immigration chinoise qui fournit les travailleurs des mines et les petits commerçants dans les villes naissantes. Des clans chinois de type *mafieux* dominant tout le secteur minier de l'étain, s'occupent de faire venir des travailleurs, et voient à leur installation. Les Chinois procèdent à l'extraction de l'étain, les Britanniques en font le commerce.

---

<sup>11</sup> Nom donné, en Malaysia, à la population catholique descendante des Portugais, le maître colonial au 15<sup>e</sup> siècle (Fernandis. 2000 : 261-268).

<sup>12</sup> Pour plus de détails sur les politiques britanniques en matière d'éducation voir, entre autres, l'ouvrage de Stevenson. 1975 intitulé *Cultivators and Administrators: British Educational Policy Towards the Malays, 1875–1906*. Voir également le chapitre « Education and Political Development in Malaysia » de Robert O. Tilman dans l'ouvrage qu'il a dirigé en 1969: *Man, state, and society in contemporary Southeast Asia*.

L'organisation du travail est différente dans le secteur du caoutchouc puisque qu'il s'agit d'un type de production qui exige la mobilisation d'importants capitaux. Une fois plantés, les hévéas ne commencent à produire suffisamment de latex pour l'exploitation que sept années plus tard. Seuls les Européens ont accès à ce type de capital. Les grandes plantations de caoutchouc seront donc européennes (Puthucheary. 1960)<sup>13</sup>. Pour fournir la main-d'œuvre nécessaire les exploitants, surtout Britanniques, se tournent vers leur colonie voisine, l'Inde. L'immigration indienne sera concentrée dans les plantations de caoutchouc mais aussi employée dans les travaux publics.

Le tissu social sera profondément marqué par le développement économique. Les Britanniques favorisent la division du travail sur une base ethnique. Ils voient là le meilleur modèle pour maintenir la paix sociale dans leur colonie (Furnivall. 1948). Comme le souligne Lubeck (1990: 186):

« In Malaya as elsewhere, British colonial policy relied on so-called scientific theories of race to organize the social division of labor. Officials assumed each racial and ethnic group possessed inherited predispositions toward performing needed roles in the colonial division of labor... In turn, these beliefs provided the necessary ideological rationalization of colonial Malaya's social order as well as the basis for profitability in the Imperial economic system... officials constructed a discourse on the docility of the Indians, the indolence and courtesy of the Malays and the industry and competitiveness of the Chinese. »

---

<sup>13</sup> Les analyses de Puthucheary sont particulièrement éclairantes sur cette problématique. Voir les pages 23 à 41 de son ouvrage publié en 1960. Les industriels chinois n'avaient pas accès aux mêmes sources de capital que les Européens et, de surcroît, ils ne contrôlaient pas le gouvernement du pays. L'auteur rappelle que :

«Chinese ownership of rubber estates is negligible in comparison [des Européens] and it seems evident that the reasons for this have nothing to do with "know-how" and "enterprise". The reasons are found in political and economic history. European firms had definite advantage over the Chinese. Europeans were in a far better position to wrest large acreages in concessions from predominantly European Civil Service who, directly or indirectly were in control of the whole country» Puthucheary. 1960 : 40).

### L'occupation du territoire

Le mode d'occupation du territoire marque encore davantage la séparation des communautés dans le pays. Le développement économique concentre les Chinois dans quelques nouvelles zones urbaines, et les Indiens dans les zones de plantations commerciales. L'autorité coloniale, elle, va créer des zones réservées exclusivement aux Malais dans les régions rurales. À cet effet et surtout au cours des années 1930, les Britanniques adoptent des lois créant des réserves malaises, c'est-à-dire des zones où la terre ne peut être vendue à des non-Malais :

« As a general concept, and in a very general sense, Malay reservation lands can be said to represent lands within the boundary of a state which at law can only be owned or transferred to a Malay. This general concept embraces the Malay holdings in Terengganu and the Malacca customary lands. » (Shaikh et Begum. 2005: 88)

Le concept général des réserves malaises est simple; il s'agit de terres régies par des lois particulières qui délimitent une certaine superficie à l'usage exclusif des Malais, terres qui ne peuvent être transférées qu'à des Malais (Yun. 1988 : 64-65). Bien que développées surtout dans les années 1920 et 1930, les premières réserves malaises ont été créées en 1891<sup>14</sup>. Cette occupation du territoire a été inscrite dans la Constitution de 1957<sup>15</sup>. On a enchâssé de façon permanente les réserves malaises dans la vie institutionnelle du pays pour en faire une caractéristique de la réalité malaysienne contemporaine.

---

<sup>14</sup> Shaikh et Begum précisent:

« A recent survey of historical documents have revealed two remarkable findings, namely : the earliest legislation on Malay reservation could be traced to the Selangor Land Code of 1891 introduced by the then Resident of Selangor, W.E. Maxwell. Though the enactment did not specifically use the term 'Malay' but used instead the more embracing term 'Mohameddan' the idea of imposing a restriction on dealings with these lands was clear indeed » (2005: 89).

<sup>15</sup> L'article 89 (6) de la Constitution stipule :

« In this Article 'Malay Reservation' means land reserved for alienation to Malays or to natives of the state in which it lies: and 'Malay' includes any person who, under the law of the state in which he is resident, is treated as a Malay for the purposes of the reservation of the land » (cité par Shaikh et Begum. 2005: 88).

Avec cette politique de réserves, les Britanniques soutiennent vouloir défendre les Malais, leur culture, leur mode de vie et leurs coutumes, et leur assurer la conservation de leur terre. Plusieurs observateurs y voient plutôt une stratégie des colons européens visant à contrer la concurrence du capital chinois (Gomez. 1998 : 29). Shaikh et Begum (2005: 88) en font la même lecture :

« ...an analysis of the political and economic conditions prevailing at the time prior to the introduction of the earliest reservation enactments revealed that, the economic advancement of the Chinese immigrant populace and their widespread practice of buying up Malay lands posed an internal challenge to the British rule. The British feared Malaya could fall into the hands of the Chinese. »

Aujourd'hui, ces terres réservées aux Malais représentent un peu plus de 4,5 millions d'hectares (Shaikh et Begum. 2005: 88). Cette forme d'occupation du territoire, et plus généralement l'écoumène agricole morcelé ont eu des impacts directs sur la distribution de la richesse dans la communauté malaise en avantageant de façon marquée l'élite malaise, les sultans et leurs familles, au détriment des paysans. Alors que le paysan malais est souvent aux prises avec des dettes substantielles, dans de très nombreux cas il ne peut vendre, louer ou hypothéquer sa terre qu'à des Malais (et cela tant en 1990 qu'en 1935).

« Indebtedness as a cause of change in the ownership of land has been generally recognised. It was in an attempt to prevent land changing hands through debt that the Malay Land Reservation Ordinance was passed in most of the States. ... These laws have not, however, helped the Malay farmer to retain his land. The laws simply restricted ownership of land to one community. ...The farmer pressed by debt into mortgaging his land can do so only to a well-to-do Malay. ...The Reservation laws have mainly helped to increase the numbers of Malay rentiers. » (Puthuchery. 1960: 10)

À l'époque coloniale, les Malais, pauvres ou riches, demeurent en très grande majorité sur leurs terres, et l'écart entre riches et pauvres se creuse. La population chinoise pour sa part est majoritairement urbaine, elle n'a pas accès à la terre et se concentre surtout dans les activités commerciales et les métiers de la ville (De Koninck. 2005 : 102). Cette forme d'occupation du territoire, conjuguée à la séparation des races en fonction de l'activité économique, scelle une organisation

sociale figée selon des lignes d'allégeance verticales et bloque toute alliance de classe. Ce phénomène explique probablement, en partie du moins, le peu de succès du mouvement ouvrier ou du mouvement communiste dans cette partie de l'Asie du Sud-Est<sup>16</sup>.

## 2. Géographie économique

### Une économie coloniale à deux vitesses<sup>17</sup>

Dotée d'un climat tropical très humide, la Malaysia possède une très grande diversité végétale. Elle occupe le 14<sup>e</sup> rang parmi les dix-sept pays les plus riches en biodiversité terrestre, marine et d'eau douce (Skutnabb-kangas, Maffi et Harmon. 2003: 13). Le mercure y oscille entre 23°C et 34°C tout au long de l'année. Ce climat tropical a favorisé, entre autre, l'essor des cultures commerciales de l'hévéa et des palmiers à huile. Le pays dispose de réserves marines de pétrole et de gaz naturel considérables dont la production a augmenté de façon substantielle depuis les années 1970. L'étain est également une des matières premières qui génère des revenus notables même si cette production a beaucoup diminué. Jusqu'à la fin des 1980, la Malaysia sera essentiellement un pays exportateur de matières premières, les rentes que ces exportations génèrent dominent les revenus du gouvernement pendant des décennies.

Aujourd'hui grand producteur de bois d'œuvre et de contre-plaqué, ce pays a surexploité ses ressources forestières, particulièrement en Malaysia orientale. La forêt

---

<sup>16</sup> C'est la thèse développée, entre autres, par Hua qui écrit:

« By isolating the mainly non-Malay working class from the Malay peasantry, the British colonial state ensured that the unity around the proletariat would not rise. At the same time, the traditional Malay ruler's ideological domination over the peasantry also shielded them from the influences of the radical Malay petty bourgeoisie » (1983 : 63).

<sup>17</sup> L'analyse historique du développement économique de la Malaysia est bien étayée dans l'ouvrage de Drabble. 2000. Voir également : Cho. 1990; Andaya et Andaya. 1982; Silcok et Fisk. 1963.

occupait encore, au début des années 1990, près des deux tiers du territoire de Sabah et Sarawak. Depuis, l'industrie du contre-plaqué y a fait des ravages (Jomo, Chang et Khoo. 2004 : 85).

L'économie de la Malaysia à la fin de la présence britannique est le produit de deux systèmes distincts ayant très peu d'interactions. D'abord, un système autochtone aux caractéristiques précises : c'est un secteur agricole de subsistance, organisé autour de la vie en villages et presque exclusivement malais. L'autre système est commercial, aux mains des étrangers surtout britanniques, enraciné dans des nouveaux centres urbains. La main-d'œuvre dans ce second secteur n'est pas malaise mais d'origine chinoise et indienne. C'est la colonie la plus lucrative de l'empire britannique, contribuant même largement, au Royaume-Uni, à la reconstruction de l'après-guerre (Tarling. 1992 : 354).

Sous l'influence coloniale anglaise l'économie du pays s'est transformée de façon significative. Le pays devient, dès le 19<sup>e</sup> siècle, un important producteur et exportateur de matières premières. Les Britanniques construisent les infrastructures nécessaires au développement des industries naissantes. Dès 1908 un réseau ferroviaire est complété du nord au sud de la péninsule. En 1923 on le prolonge au sud par un pont qui permet de relier l'île de Singapour; puis en 1931, vers le nord, c'est jusqu'à Bangkok que les trains peuvent rouler. Pour soutenir les activités commerciales, on met également en place un système administratif et juridique calqué sur les pratiques britanniques.

Dès 1920, la Malaysia compte pour 50 pour cent de la production mondiale de caoutchouc et pour près de 60 pour cent de la production mondiale d'étain. L'exploitation de ces ressources et le développement économique se font au profit de l'élite européenne mais sans abuser de la population locale. C'est une situation assez inusitée, la population locale reste sur ses terres, abondantes, à pratiquer une agriculture de subsistance, loin des zones urbaines où s'installent les étrangers.

L'agriculture commerciale destinée à l'exportation est contrôlée par les Européens qui importent main-d'œuvre et nourriture pour développer leurs affaires naissantes<sup>18</sup>.

Les événements politiques de l'après guerre menant à l'indépendance prennent place dans un ensemble colonial où presque un tiers de la population dépend d'activités vivrières, c'est-à-dire d'activités non salariées, dans les secteurs de l'agriculture et la pêche. Nous qualifions d'activités de subsistance l'agriculture et la pêche à très petite échelle, activités qui sont réalisées par un individu seul, ou avec sa famille, même si les gens doivent tout de même entrer sur le marché<sup>19</sup>. L'endettement rural est grand et les petits producteurs doivent entrer dans l'économie de marché et vendre leurs prises ou leurs récoltes afin de rembourser leurs dettes et acheter du riz, souvent importé, pour survivre<sup>20</sup>.

Grâce à son deuxième secteur d'activités économiques distinct, le secteur tourné vers l'exportation, aux mains des Européens et quelques Chinois, cette colonie est bien insérée dans l'économie mondiale dès le début du 20<sup>e</sup> siècle. Les compagnies

---

<sup>18</sup> Cette exploitation coloniale se fait en marge de la société traditionnelle dans la péninsule malaise. Cette organisation est singulière et caractérise la présence britannique dans ce pays. Afin d'exploiter les ressources naturelles on importe nourriture et force de travail d'autres pays :

« The export sector in British Malaya was unusual in that it did not depend on the indigenous subsistence sector for any essential inputs. Tin and rubber, the principal exports, were produced by importing labour subsisting on imported rice » (Kratoska. 1982: 298).

<sup>19</sup> Cette formulation est empruntée à Puthuchear qui écrit:

« ...in Malaya, the small-scale producers are very significant... Very few farmers or farming communities produce all their own requirements. They depend for most of their needs on the Chinese traders. So padi farmers are almost as much a part of the market economy as rubber farmer or vegetable farmers. All these are subsistence activities – but in a different sense. They are *activities in which the producer lives at subsistence level* » (1960 : 2). Italique dans l'original.

<sup>20</sup> *The London Gazette* publie en 1948 un rapport sur les opérations en Malaya dans lequel il est écrit :

« The food supply for the civil population of Malaya was a complicated problem... In peace-time only rice-growing areas of Malaya are self supporting. To all other areas, and especially to Singapore Island, rice has to be imported. Malaya had to import annually from Thailand and Burma two tons of rice for every ton grown » (United Kingdom. 1948 : 2).

européennes contrôlent environ 75 pour cent des activités d'exportations, le reste est aux mains des marchands chinois (Puthuchearry. 1960 : 70).

Tableau 2.3

**Propriété des plantations de caoutchouc, 1960**

Taille	Propriétés européennes		Propriétés asiatiques (malais, chinois, indiens)	
	<i>Nombre</i>	<i>Acres cultivés</i>	<i>Nombre</i>	<i>Acres cultivés</i>
Moins de 1000 acres (400 hectares)	110	63 357	1 629	425 470
Plus de 1000 acres (400 hectares)	382	1 107 474	153	345 871
<b>Total</b>	<b>492</b>	<b>1 170 831</b>	<b>1 782</b>	<b>771 341</b>

Source : Ooi Jin Bee. 1963 : 214

Des familles chinoises riches, prospèrent sur le territoire mais celles-ci ne représentent que 2 pour cent de la population chinoise de la péninsule<sup>21</sup>. La majorité des Chinois de la péninsule travaille comme ouvrier, mineur, employé dans les services, ou petit travailleur autonome à faire du commerce sur la rue et les marchés. Les données sur les activités économiques des grands entrepreneurs chinois sont rares et partielles. Néanmoins, bien qu'ils aient été importants dans l'économie nationale, la part du lion est réservée aux Européens.

« We can, however, say with confidence that the commonly held view that Chinese dominate the economy is false. As yet, the Chinese are mainly middle-men and compradors of European capital. » (Puthuchearry. 1960 : 19)

---

<sup>21</sup> Les études de Puthuchearry soulignent le manque de données précises sur la répartition du capital et des activités économiques en Malaya. Son travail de recherche lui permet toutefois de tracer les grandes lignes de la situation à la fin des années 1950 :

« ...it must be emphasised that the vast majority of the Chinese in Malaya are wage-earners, mainly labourers or subsistence producers. Only a little more than 20 000 or about 2 per cent of a Chinese working population of more than 950 000 were employers of labour... The fact that 98 per cent of the Chinese are subsistence-producers or labourers is perhaps simply not known » (1960 : 124).



En 1957, les Britanniques vont octroyer la souveraineté à cet État en s'assurant de conserver et de protéger leurs intérêts commerciaux et financiers et en gardant une position stratégique dans cette partie du monde (Tarling. 1992 : 354). Le nouveau gouvernement qui hérite de cette structure économique ne la change aucunement. Il va poursuivre les efforts de développement économique et social déjà entrepris. La santé et l'éducation ne seront pas négligées (Mehrotra. 2001) avec une préoccupation particulière pour le développement économique et social des populations rurales, surtout malaises.

Le gouvernement aux commandes du nouvel État indépendant a certes de nombreux défis à relever, mais il dispose de deux atouts : une économie dynamique et une population relativement faible. Les succès macro-économiques qui ont suivi ont été largement documentés. Récemment le FMI résumait ainsi cette trajectoire (Mahmood. 2002: 25):

- In Malaysia, a high and stable rate of economic growth has been generated by;*
- *Reasonable political stability and continuity in economic reforms and policies;*
  - *High levels of domestic saving and investment;*
  - *Macroeconomic stability;*
  - *Openness of the economy to trade and investment and flexible domestic markets; and*
  - *High level of public investment in building the physical and social infrastructure (health and education) of the country.*

#### La Malaysia contemporaine : un pays exportateur à la croissance remarquable

Dès la fin des années 1950, les pouvoirs publics se déploient pour favoriser le développement de l'économie nationale qui garde le cap sur les exportations comme moteur de croissance<sup>22</sup>. L'intervention de l'État ira en s'accroissant après 1970. Les politiques d'industrialisation ont permis de créer des emplois et ainsi contribuer à l'accroissement des revenus de la population. Le développement rural et la croissance

---

<sup>22</sup> L'étude du développement économique basée sur l'exportation, abordée dans une perspective historique a fait l'objet de quelques publications. Voir entre autres : Cho. 1990 : 10-34; Ness.1967 : 62-68; et Jomo. 1993 : 14-39.

agricole ont également fait l'objet d'interventions concertées pour accroître le niveau des revenus, et la qualité de vie, des population rurales (Sity. 2001 : 175).

Les résultats ont été remarquables. De 1960 à 1990, le taux de croissance du PNB s'est maintenu en moyenne à plus de 6 pour cent par année, pour atteindre plus de 8 pour cent dans les années 1990. « *The country has been praised as one of the most successful cases of economic development in the developing countries until the outbreak of financial crisis in mid 1997* » (Lee. 2002 : 105). Aujourd'hui, la Malaysia reste toujours un joueur important dans le marché des exportations de matières premières et de produits agricoles. Un secteur manufacturier performant s'est développé, si bien que les exportations de produits manufacturiers comptent aujourd'hui pour plus de 80 pour cent de ses exportations, segment largement dominé par les produits électroniques (*Economist Intelligence Unit*. 2004 : 21).

Le développement phénoménal de la Malaysia a été soutenu par des politiques publiques résolument développementalistes<sup>23</sup>, elles-mêmes soutenues par des revenus et des dépenses publiques importants, un taux d'épargne domestique élevé et des investissements étrangers abondants.

Dans les années 1990, le secteur primaire occupe toujours une partie importante de la main-d'œuvre malaysienne. Les activités qui dominant, soit l'agriculture, la foresterie, les pêches et les mines, sont d'abord celles destinées aux marchés extérieurs. En tête de liste se trouvent toujours le pétrole, l'huile de palme, le bois d'œuvre, ainsi que le caoutchouc. Un deuxième groupe d'activités primaires est encore important aujourd'hui, celui des activités de subsistance et la production pour consommation domestique. En ce qui a trait aux cultures rizicoles, elles sont toujours

---

<sup>23</sup> Dans le sens de *developmental state* ou de l'État développeur qui mobilise ses ressources pour accélérer le développement économique. Afin d'y parvenir, à l'image du Japon (Johnson 1982. 1995) on a mobilisé des ressources importantes ainsi que l'ensemble des institutions du pays.

soutenues par le gouvernement mais la Malaysia ne produit pas suffisamment de riz pour sa population et importe toujours quantité de cette céréale de pays voisins.

Depuis les années 1960, le pétrole et le gaz naturel dominant l'activité minière. À la fin des années 2000, le pétrole et le gaz proviennent pour 63 pour cent de la production des puits marins le long de la côte est de la péninsule, alors que Sarawak compte pour 23 pour cent de la production nationale et Sabah 14 pour cent. L'extraction de l'étain poursuit toujours son déclin même si une quarantaine de mines sont encore en opération. Le cuivre, la bauxite et le fer sont aussi extraits en Malaysia mais dans de petites proportions. Dans le secteur primaire, le pétrole et ses dérivés, le bois d'oeuvre et l'huile de palme constituent les principaux produits exportés. Dans le total des exportations du pays, le caoutchouc ne représente même plus 0,05 pour cent et l'étain est à peine mesurable (Malaysia. 2001b : 46).

Les activités industrielles, manufacturières et de construction ont connu un essor important depuis les années 1950 et particulièrement à partir des années 1970. Après quelques années de politiques publiques favorisant timidement la substitution des importations dans les années 1960, la Malaysia s'est résolument tournée vers le développement de ses marchés d'exportation en favorisant les investissements étrangers sur son territoire (Rokiah. 1996 : 32-45). Le gouvernement intervient pour moderniser les infrastructures et met sur pied des zones industrielles assorties d'incitations fiscales pour les investisseurs étrangers. Aujourd'hui, l'économie du pays dépend de ses exportations de produits manufacturés davantage que de ses matières premières. On exporte beaucoup de matériel électronique, pour plus de 50 pour cent du total des exportations de produits manufacturés. La Malaysia figure parmi les pays qui produisent le plus pour les marchés étrangers.

« The strong performance of Malaysia's exports improved its ranking in world exports from 19th position in 1995 to 17th in 1999 and contributed to 1.5 per cent of world exports. ... Both electronics as well as electrical machinery and appliance and parts industries continued to be the major contributors to manufactured exports, with its share increasing from 65.7 per cent of total manufactured exports in 1995 to 72.5 per cent in 2000...Export growth was

also contributed by higher export prices of palm oil and petroleum during the period 1997-1998... » (Malaysia. 2001b : 29)

À partir de 1970, l'économie nationale est marquée par le développement de grands conglomérats locaux, contrôlés par des amis du gouvernement, aidés par les autorités publiques. Ils investissent surtout les marchés des infrastructures, des développements immobiliers, de la production automobile, et des services (Gomez et Jomo. 1999a).

Célébrant la prospérité de la Malaysia, les années qui ont précédé la crise de 1998 ont été caractérisées par la construction de grands projets de prestiges: parc de type olympique pour la tenue des jeux du Commonwealth de 1999, réseau de trois différents métros à Kuala Lumpur, nouvel aéroport international dernier cri, circuit de Formule 1, et les plus grandes tours jumelles au monde, les tours PETRONAS.

En terminant, soulignons que le secteur tertiaire et notamment les services financiers sont également en croissance constante dans l'économie nationale depuis l'indépendance. Le secteur des services, publics comme privés, représente à lui seul, dès les années 1980, un peu plus de 40 pour cent de tous les emplois du pays (Malaysia. 1991b : 110).

Le secteur financier s'est développé pour attirer des capitaux étrangers. Il est aujourd'hui important et totalement imbriqué dans l'économie internationale. À cet égard, mentionnons que la capitalisation de la bourse de Kuala Lumpur avant la crise de 1998 et même après, a toujours été supérieure à celle de Singapour, elle-même reconnue comme centre financier international (Cheung et Chan. 2004 : 12).

### 3. Histoire politique coloniale

Afin de mieux comprendre les racines du pouvoir politique de ce pays, intégré à l'économie internationale depuis longtemps, voici le rappel des grandes lignes de l'histoire politique Malaysia avant son indépendance.

#### Malacca, sur la route des épices

L'histoire de la Malaysia est étroitement liée à l'évolution du commerce dans cette région. Zone de passage depuis des siècles, la Malaysia a subi des influences multiples et son histoire politique est faite de conquêtes et de reconquêtes<sup>24</sup>. Dès l'an 1000 et jusqu'à l'arrivée des Européens au 16<sup>e</sup> siècle, parce que située sur la route commerciale reliant la Chine et l'Inde, elle subit les influences des grands empires de l'époque (mongol, thaï, khmer, etc.) ainsi que celles des mondes persan et arabe. Au cours du premier millénaire de notre ère, l'hindouisme et le bouddhisme vont pénétrer dans l'archipel malais<sup>25</sup>, puis l'islam s'y répand à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence des marchands musulmans venus d'Inde (Jacq-Hergoualc'h. 2002).

La ville de Malacca et son port regorgent d'activités commerciales dès le 15<sup>e</sup> siècle alors que le reste du pays malais demeure à l'écart de ces nouvelles activités. Un prince venu de Sumatra (Indonésie) a fondé la ville vers 1402. Grâce à sa situation géographique, située au passage le plus étroit du détroit du même nom, ce port devient un lieu stratégique pour le commerce des épices et reste fréquenté assidûment par les navires venus d'Occident et d'Orient.

---

<sup>24</sup> L'histoire politique et sociale de Asie du Sud-Est dans son ensemble est traversée des influences de ses puissants voisins (De Koninck 2005 : 43-51). Pour un bref exposé de l'histoire des premiers royaumes ayant dominé la région voir SarDesai (1994 : 40-58).

<sup>25</sup> L'archipel malais est constitué principalement des îles qui forment aujourd'hui la Malaysia et l'Indonésie.

Les Portugais s'en emparent en 1511. Ils y restent plus d'un siècle sans parvenir à se concilier la faveur des sultans malais de la région. Les Hollandais, profitant du déclin de l'empire portugais et de la division des sultans malais de la péninsule, se saisissent de la ville au 17<sup>e</sup> siècle. Ils y resteront à leur tour plus d'un siècle, sans toutefois déployer d'efforts de peuplement ni de développement, préférant concentrer leurs activités à Jakarta et dans les îles voisines, aujourd'hui devenues l'Indonésie.

### Les *Straits Settlements* : des comptoirs commerciaux sous contrôle britannique

C'est au 18<sup>e</sup> siècle que l'Empire britannique commence à s'intéresser au détroit de Malacca. Afin de soutenir leur commerce qui s'est fortement développé dans la région, notamment entre l'Inde et la Chine, les Britanniques mettent donc en place un réseau de comptoirs portuaires sur les rives du détroit de Malacca (De Koninck. 2005 : 58-62). Ils ont besoin de ports d'escale et d'entrepôts pour les tissus et l'opium indien, le thé et la porcelaine de Chine mais surtout pour le fer et les produits manufacturés au Royaume-Uni et importés dans la région. Rapidement ils auront également besoin de matières premières et de travailleurs à bon marché<sup>26</sup>.

« Historically, the development of the modern economy of Malaysia may be said to date approximately from the founding of Penang and Singapore. Both ports had been founded for rather mixed motives, but the most enduring aim was the provision of intermediate ports of call along the trade route to China for the development of the British trade in Southeast Asia. » (Wong. 1965 : 248-249)

En 1786, les Britanniques prennent le contrôle d'une île du nord de la Malaysia péninsulaire, l'île de Penang, en signant un traité avec le sultan de la région en échange de leur protection. Ils y établissent le comptoir qui prend le nom de Georgetown. En fait, la Compagnie des Indes orientales (*East India Company*) loue tout d'abord l'île au sultan de l'État malais de Kedah et offre en retour de le protéger

---

<sup>26</sup> L'expansion coloniale britannique dans la région a fait l'objet de plusieurs publications. Voir entre autres : Tarling. 1992; Bowle. 1974; Dun Jen. 1955; Mills. 1942; Emmerson. 1937; Windstedt. 1935.

des visées du voisin au nord, le Siam. Toutefois, suite à des désaccords, la compagnie s'approprie l'île et les terres en face, le long des côtes de la péninsule malaise.

Contrairement aux Portugais et aux Hollandais, les Britanniques pratiquent le libre-échange et parviennent rapidement à rendre florissante l'économie de ce comptoir. Puis, en 1819, Sir Stamford Raffles, au nom de la Compagnie des Indes orientales, achète l'île de Singapour et finalement, en 1824, les Hollandais cèdent Malacca aux Anglais, préférant concentrer leurs activités à Sumatra. Cette entente entre la Hollande et la Grande-Bretagne est conclue dans la foulée du Congrès de Vienne et des jeux d'alliances, au lendemain des guerres napoléoniennes qui ont bouleversé l'Europe.

En 1826, la Compagnie des Indes orientales fusionne en une seule administration ces trois villes situées sur le détroit de Malacca : Penang, Malacca et Singapour. Ces comptoirs deviennent alors les « établissements des détroits » ou *Straits Settlements* en anglais (Caldwell et Mohamed. 1977; Ginsburg et Roberts. 1958; Bowle. 1974).

À ce moment, en Asie du Sud-Est, la couronne britannique ne cherche qu'à consolider un système de défense pour soutenir sa présence dans la région et protéger son commerce avec la Chine et l'Inde. Pour ce faire, elle estime que ses possessions portuaires de Penang, Malacca et Singapour, les *Straits Settlements*, suffisent. Le *Colonial Office* s'en tient à sa politique de non intervention. La région est stable et la navigation dans cette région du monde encore sécuritaire. Le libre-échange favorise la santé économique des ports des *Straits Settlements*. L'Angleterre ne cherche pas à acquérir de nouveaux territoires non plus que de nouvelles responsabilités administratives.

Le cas du nord de l'île de Bornéo illustre bien cette position du *Colonial Office*. En effet, le gouvernement britannique et la Compagnie des Indes Orientales laisseront s'installer James Brook, un citoyen britannique, sur un territoire, le Sarawak, où il s'imposera en maître pour son profit personnel s'octroyant même le titre officiel de

« Rajah ». Sa famille règnera pendant trois générations sur ce territoire, et y restera jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'avènement de la décolonisation.

### Colonisation des sultanats malais : le système des protectorats

Les marchands anglais, prospérant dans les *Straits Settlements* souhaitent exploiter le potentiel économique de l'arrière pays malais. Une combinaison de facteurs viendra les aider à persuader Londres de soutenir l'expansion du contrôle britannique dans les sultanats malais. Le développement commercial de la région et la présence de nouveaux concurrents, français entre autres, ainsi que l'instabilité chronique des sultanats finiront par convaincre la métropole d'abandonner sa politique de non intervention<sup>27</sup>.

Plusieurs facteurs entretiennent l'instabilité intérieure dans la péninsule malaise, ce qui freine les investissements britanniques. Les marchands installés dans les *Straits Settlement* sont conscients depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle du potentiel économique du territoire malais et particulièrement des mines d'étain. Mais, pour développer ce secteur d'activités à grande échelle il faut des investissements importants, impossibles à mobiliser en l'absence de stabilité et d'ordre. Les disputes dynastiques entre les nombreuses familles princières malaises et la dispersion du pouvoir dans les sultanats affaiblissent ces derniers face aux Britanniques et entretiennent un climat d'instabilité dans la région. Le jeu d'alliance est singulièrement compliqué par la fragmentation du pouvoir au sein de chaque sultanat (Kessler. 1978). De plus, sur les rivières, seul moyen de transport, la piraterie est très répandue, accentuant les dangers et menaçant la circulation commerciale à l'intérieur du pays.

L'activité minière naissante vient accroître cette instabilité. En effet, l'extraction de l'étain en progression rapide est assurée par des travailleurs immigrés de Chine,

---

<sup>27</sup> Les ouvrages suivants présentent une analyse détaillée de l'organisation politique de la période coloniale de la Malaisie : Turnbull. 1980; SarDesai. 1964-1965; Cowan. 1961.



placés sous la férule des *Chinese Captains*<sup>28</sup>. Ces caïds chinois qui contrôlent majoritairement le secteur de l'extraction minière sont à la tête de sociétés secrètes rivales, liées elles-mêmes aux sociétés secrètes en Chine, qui au gré des disputes dynastiques s'allient avec différents chefs et sultans malais pour garantir leur accès au précieux minerai (Azizan. 2002; Chin. 1998; SarDesai. 1977; Jackson. 1961).

Deux autres facteurs importants, externes ceux-là, viendront aider les marchands britanniques dans leur lobby en faveur d'une intervention de Londres : la demande croissante d'étain et la compétition des autres puissances coloniales (SarDesai 1994 : 95). En effet, la demande mondiale pour l'étain croît rapidement avec l'avènement des aliments en boîtes de conserve au 19<sup>e</sup> siècle; la demande explose quand l'usage se répand en Europe et en Amérique<sup>29</sup>. Au même moment, d'autres puissances européennes s'installent dans la région, à la faveur des formidables avancées technologiques dans les transports et les communications (bateaux à vapeur rapides, télégraphe, percement du canal de Suez). À la fin de 1873, le *Colonial Office* donne finalement son feu vert à l'administration anglaise basée à Singapour pour promouvoir et supporter l'expansion de la présence coloniale britannique dans les sultanats malais.

En conséquence, la Couronne britannique établit des protectorats dans les sultanats malais en signant des traités avec les sultans locaux. Du point de vue juridique, un

---

<sup>28</sup> Pour une analyse détaillée des sociétés secrètes chinoises, leurs rituels et leur rôle dans la colonisation, voir entre autres: Koon. 1988; Fong. 1981; Vaughan. 1879.

<sup>29</sup> Les boîtes de conserves sont le produit des guerres napoléoniennes. La malnutrition des soldats étant un fléau pour ses troupes, Napoléon lance un concours et offre un prix à celui qui saura proposer une méthode de conservation pour les aliments. Nicola Appert remporte le prix en 1809. On utilise d'abord des récipients en verre mais rapidement la boîte de fer blanc devient le récipient idéal. À la même époque le procédé est patenté par un britannique et un américain. L'armée et la marine britannique, les colons américains, les chercheurs d'or et la guerre de Sécession vont faire exploser la demande pour les aliments en conserve donc pour les boîtes de fer blanc qui sont composées en partie d'étain. Pour plus de détails, voir le document de Blumenthal (1990) archivé sur le site de la *US Food and Drug Administration* disponible à l'url:

<http://www.fda.gov/bbs/topics/CONSUMER/CON00043.html> ou encore le site:  
<http://www.cancentral.com/history.htm>. Consulté le 15 juin 2005.

protectorat ne perd pas sa souveraineté ni son chef, le sultan, mais il accepte de se placer sous la protection de la Couronne britannique. Les différents traités signés entre l'administration britannique et chacun des sultanats se ressemblent tous en substance. On y retrouve trois clauses importantes :

- Le sultanat malais accepte la protection de la Couronne britannique et ne doit entretenir aucun lien avec d'autres puissances étrangères;
- La Couronne britannique garantit sa protection au sultanat en cas d'attaque extérieure;
- La Couronne britannique désigne un officier britannique pour administrer le sultanat, un *Resident*. Les conseils et avis de cet officier devront être suivis, sauf en matière de religion et de coutume<sup>30</sup>.

Les sultans gardent leur autorité en matière de coutumes et de religion mais cèdent l'administration de leur territoire aux Britanniques qui mettent ainsi en pratique leur formule de contrôle indirect des territoires conquis. Afin d'y parvenir, ces derniers ont usé davantage de diplomatie que de menaces dans leurs rapports avec les nombreuses factions des familles de sultans. Pour obtenir la coopération des Malais et assurer leur propre prospérité, les Britanniques vont respecter le prestige des dirigeants locaux tout en prenant le contrôle de l'économie (Bowlé. 1974; Marshall. 1996; Winstedt. 1935)<sup>31</sup>. Ce nouvel arrangement politique permet aux sultans et leur famille de s'enrichir. L'administration coloniale leur verse des salaires honorifiques, des droits sur l'exploitation minière, des redevances symboliques sur le commerce et une partie des taxes sur le jeu. Ce système sera perturbé seulement par la guérilla communiste qui s'amorce dans les années 1930.

---

<sup>30</sup> Formule résumée dans « Federation of Malaya ». *Annual Report, 1952*: 322.

<sup>31</sup> Analysant l'impact de la présence britannique à cette époque Stockwell conclut :  
« ... the position of the Malays was enhanced rather than reduced by the British presence; for the British, by acknowledging the sovereignty of the Malay Rulers and by providing posts and pensions to Malay princes, had reinforced traditional Malay society... » (1977 : 482).

Pour plus de détails sur les sultans de Malaysia voir entre autres Muhammad Kamil. 1998.

## La menace communiste et la décolonisation

### *Le mouvement communiste*

Au cours des années 1920, la grande pauvreté de milliers de travailleurs chinois exploités dans les mines d'étain favorise l'émergence d'un mouvement communiste. Ce mouvement est nourri par les courants d'idées issus de la révolution bolchevique qui commencent à circuler dans la région, notamment en Chine et en Indochine française. La crise économique mondiale des années 1930, qui perturbe considérablement les marchés d'exportation de la Malaisie, vient renforcer ce mouvement. La population chinoise est durement touchée par le ralentissement des activités économiques. Beaucoup de Chinois perdent leur seul moyen de subsistance et deviennent *squatters* sur les terres publiques. Un grand nombre de Chinois adhèrent alors aux idéaux communistes et organisent une guérilla contre l'occupant britannique. Ce mouvement révolutionnaire n'atteindra jamais l'envergure des guérillas des pays voisins parce qu'incapable de forger des alliances avec les autres communautés malaysiennes. Les alliances sont en effet complexes dans une société divisée le long de lignes ethnoculturelles (SarDesai. 1994: 185).

Même à la faveur de l'occupation japonaise, de 1941 à 1945, le mouvement communiste/nationaliste fait peu de gains et les têtes dirigeantes du Parti communiste sont décimées (Ramakrishna. 2002 : 32). Les Malais composent avec l'occupant, tandis que les Chinois sont ciblés et tués en grand nombre par les Japonais. Seule la population chinoise de la péninsule va rejoindre massivement les rangs de la guérilla communiste et anti-japonaise, soutenue par la Chine (SarDesai 1994 : 253-254).

À leur retour en 1945, les Britanniques trouvent la société multiculturelle de cette colonie plus divisée que jamais, les divisions locales s'étant cristallisées autour de la question de la résistance à l'occupation japonaise. Ils trouvent également une guérilla communiste bien armée pouvant compter sur plusieurs milliers de combattants<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> Le mouvement communiste et la période d'urgence décrétée par les autorités britanniques

Entraînés à lutter contre les Japonais, les communistes dirigent leurs forces contre l'occupant britannique.

Deux éléments vont nourrir l'ardeur de la guérilla : d'abord l'idéologie communiste qui, en Asie, porte davantage le discours nationaliste et de libération contre l'impérialisme colonial que le discours marxiste; mais également la problématique du statut légal des populations chinoises dans l'avenir politique de la Malaysia<sup>33</sup>.

De 1945 à 1948 c'est aussi le mouvement ouvrier qui se développe, avec l'appui du Parti communiste local. Les activités syndicales foisonnent. L'agitation populaire prend de l'ampleur mais le pouvoir colonial intervient rapidement. Après des grèves de plus en plus violentes et des troubles dans toute la péninsule, le droit d'association des travailleurs est limité et l'état d'urgence déclaré en mai 1948. On bannit le Parti communiste ainsi que les deux grandes fédérations syndicales actives dans la péninsule et à Singapour. Les communistes se replient dans la jungle et entament une guérilla qui restera intense jusqu'en 1954. L'état d'urgence permet à l'administration coloniale d'adopter une série de mesures et règlements pour limiter les libertés civiles et pourchasser les sympathisants communistes. Des nouvelles recrues pour les forces de l'ordre sont engagées afin de limiter l'action de ces mouvements qui toutefois resteront actifs dans l'ombre (Hua. 1983 : 87-88; Zakaria. 1977 : 64-74).

Une stratégie militaire et de renseignements bien coordonnée de la part des Britanniques (l'identification visuelle des combattants non malais est particulièrement aisée puisque les individus d'origine malaise et chinoise ne se ressemblent pas), l'adoption de premières mesures sociales pour contrer la grande pauvreté, et la

---

ont fait l'objet de plusieurs publications. Pour un récit détaillé et une analyse de cet épisode de l'histoire de la Malaysia voir entre autres les monographies portant sur le sujet : Hack. 2001; Carruthers; 1995; Coates.1992; Jackson. 1991; Stubbs. 1989.

<sup>33</sup> Les débats idéologiques ayant divisés les leaders communistes de Malaya sont nombreux mais ces deux grandes lignes sont toujours demeurées importantes. Pour une analyse de l'idéologie du mouvement, de la sociologie de ses acteurs et du déroulement historiographique du mouvement communiste en Malaya, voir Ramakrishna (2002).

volonté de trouver une solution politique à la situation a permis aux Britanniques d'obtenir plus de succès que les Français au Viêt-Nam. De l'après-guerre à l'indépendance, l'administration britannique a toujours fait preuve dans le discours et les actions, de son désir de trouver d'abord et rapidement une solution politique négociée, pour, ensuite, pouvoir quitter la Malaisie. Par cette position claire elle s'est assurée la collaboration des Malais.

La construction politique de la Malaysia indépendante voit donc le jour sur fond d'état d'urgence, déclaré en 1948 à cause de la guérilla communiste et qui ne sera levé qu'en 1960. Malgré tout, l'indépendance s'est faite dans l'ordre, entre élites, et les mouvements communistes n'ont pas stoppé les négociations. Comme le souligne Tommy Thomas :

« Yet civil liberties and the rule of law were never seriously undermined. The fact that the nation was going through a violent insurrection was not used by the imperial power as an excuse to deny or delay our independence. » (2001 : 99)

#### *Les étapes du retrait britannique*

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'ère de la décolonisation débute aux quatre coins du monde, les Britanniques vont d'abord réorganiser leur commerce avant de planifier leur départ. Dès 1946, les Britanniques planifient la mise sur pied d'un État unitaire et centralisé qui prend le nom de *Union de Malaya*, Union de Malaisie en français. C'est l'organisation qu'ils favorisent pour maîtriser les éléments communistes et nationalistes et négocier leur départ en protégeant leurs intérêts.

Pour enrayer le mouvement communiste, le Royaume-Uni adopte une stratégie à plusieurs volets. Le pouvoir colonial agit sur différents fronts, pas seulement militaire mais aussi politique et social. En 1950 le Secrétaire d'État à la guerre déclarait : « *I do not believe that the Army alone, as such, can finish them off. In order to finish them off we have got to have a large military effort... and an equally large police and administrative and political effort* »<sup>34</sup>. La stratégie doit être globale et le pouvoir

---

<sup>34</sup> *Memorandum from John Strachey to Malaya Committee. 17/06/1950. Cité par Deery. 2002:28.*

colonial développe sa collaboration avec les élites locales puisqu'ils ont des intérêts similaires :

« The military repression of the communist-led armed insurgency from June 1948 was not especially successful in the early years until it sought to 'win hearts and minds' from 1951. The new strategy involved a range of political reforms to establish partially elected legislatures and municipal authorities for the first time, labour reforms to build and legitimise a 'moderate' and 'responsible' anti-communist trade union movement, agrarian reforms to reduce rural exploitation and poverty as well as to consolidate an ethnic Malay yeoman peasantry, and the beginnings of pro-Malay ethnic affirmative action programmes. » (Jomo et Hui. 2003 : 2)

Pendant les douze années d'état d'urgence, les élites malaises et britanniques collaborent pour maintenir l'ordre<sup>35</sup>. De 1948 à 1960, 11 035 personnes sont tuées, 21 916 blessées. Parmi les victimes, Henry Gurney trouve la mort dans un attentat, il a été l'avant-dernier haut-commissaire britannique en poste à Kuala Lumpur. La campagne contre les insurgés communistes mobilisera des efforts importants. Les gouvernements de Clement Atlee puis de Winston Churchill autorisent des budgets substantiels et dépensent des sommes considérables alors qu'à cette même époque, l'économie du Royaume-Uni est dans un état critique. Cette attitude s'explique par le fait que les intérêts britanniques sont considérables en Asie du Sud-Est, et particulièrement en Malaisie et à Singapour (Deery. 2002 : 6).

Dès 1946, Londres est déterminé à reprendre en main la Malaisie pour sa capacité à générer des revenus. Le secrétaire d'État aux colonies, Creech Jones, déclarait au Cabinet de Londres en 1948 :

« Malaya is by far the most important source of dollars in the colonial empire and it would gravely worsen the whole dollar balance of the Sterling Area if there were serious interference with Malayan exports. » (Cité par Deery. 2002 : 10)

---

<sup>35</sup> Ces événements et la recension des liens entre les élites locales et européennes ont fait l'objet de très peu d'études. Le travail de N.J. White (1998) est néanmoins à souligner, il a étudié ces liens pendant la période de l'état d'urgence.

Londres étant lourdement endetté envers les Américains au sortir de la guerre, les revenus du caoutchouc et de l'étain de la Malaya sont vitaux pour la survie économique du Royaume-Uni comme le confirment différents spécialistes; « *Indeed, it is no exaggeration to say that the recovery of the British economy would have been problematic without Malaya's crucial contribution* » (Morgan. 1984 : 533) ou encore : « *Without Malaya the Sterling system as we know it could not exist* » (Purcell. 1967 : 172). La sécurité des intérêts commerciaux britanniques en Malaya est donc une priorité pour le gouvernement impérial.

### *Les élites locales*

Devant la menace communiste et l'éventualité d'un retrait des Britanniques, les élites locales s'organisent et fondent leurs partis politiques. Afin de discuter de l'avenir du pays, se tiennent des assemblées publiques dans toute la péninsule. L'administration britannique accepte alors l'idée de créer une assemblée législative<sup>36</sup>. En 1955, le Gouverneur général organise les premières élections législatives, avec succès. Une coalition réunissant trois nouveaux partis – le *United Malay National Organisation* (UMNO), le *Malayan Chinese Association* (MCA) et le *Malayan Indian Congress* (MIC) – voit le jour. Cette coalition dirigée par l'UMNO remporte 51 des 52 sièges du nouveau Parlement fédéral.

Le nouveau premier ministre élu, *Tunku*<sup>37</sup> Abdul Rahman, un prince de la famille royale de l'État de Kedah, est investi d'une légitimité impressionnante par la victoire électorale de sa coalition. Il négocie le départ des Britanniques qui va se réaliser en 1957. Le 31 août 1957, l'indépendance de la Malaya est déclarée. Le pays reste membre du Commonwealth, des accords sont signés pour renoncer à tout projet de nationalisation économique ainsi que pour préserver les intérêts économiques des étrangers.

---

<sup>36</sup> Ce premier Parlement sera consultatif et non pas responsable devant l'électorat.

<sup>37</sup> *Tunku* (ou *Tungku*, ou *Tuanku*) signifie « prince » en malais.

L'UMNO, secondé par le MCA, dirigent maintenant le pays. Ces partis ont en commun d'être aux mains de l'élite de leur communauté. Élités d'affaires, bureaucratique, ou royale, elles ne revendiquent pas de transformation de la société. Rappelons que les partis n'ont pas été constitués par les mouvements anti-impérialistes, mais bien davantage pour collaborer, contrer la menace communiste, et protéger leurs droits et leurs intérêts. Maintenant ils coopèrent pour se maintenir au pouvoir, au sein de leur coalition de partis.

L'UMNO veille, après comme avant l'indépendance, aux intérêts de l'élite malaise (Shamsul. 1986). Le cas particulier de l'accès à la terre, dès les premières années d'indépendance illustre cette dynamique. Une étude de documents d'archives a mis en évidence les liens entre fonction publique et allocations de terres à l'élite malaise, pour conclure : « *the new salaried class, by virtue of its political position and social connections, was able to maintain its continued interests in land even after the collapse of its former forms of domination* » (Talib. 1984 : 225).

L'UMNO est un instrument pour assurer à l'élite l'accès aux affaires économiques de l'État, aux licences et permis, aux terres réservées aux Malais, aux droits des mines, à l'éducation supérieure, aux subventions du gouvernement, etc. La fonction publique et l'UMNO ne font qu'un, les hommes de l'administration publique et de l'UMNO sont en très grande partie les mêmes, tous issus de la classe des Malais éduqués (Adloff. 1947 : 131). À quelques exceptions près, tous les leaders de l'UMNO et du gouvernement, de 1957 à aujourd'hui, auront été d'abord fonctionnaires ou fils de fonctionnaires, fondateurs ou fils de fondateur de l'UMNO en 1946. Ces hommes ont, de plus, fréquenté la même institution scolaire de prestige : le *Malaysian College of Kuala Kangsar* (Sloane. 1999 : 46-47)<sup>38</sup>. Le parti de l'élite chinoise, le MCA, collabore avec l'UMNO et compte parmi ses dirigeants de riches planteurs ou des

---

<sup>38</sup> Ce collège, connu aujourd'hui sous son acronyme, MCKK, a été fondé en 1905 par les Britanniques. Le but est d'éduquer l'élite malaise et la préparer à travailler dans la fonction publique, dans la plus pure tradition des grands pensionnats britanniques. Seul Mahathir ne l'a pas fréquenté, mais il a fréquenté une institution similaire à Singapour.



capitaines d'industries. Ils favorisent la négociation et le compromis avec l'UMNO pour assurer la stabilité politique et économique de la Malaysia. Le MCA a l'appui majoritaire des gens d'affaires chinois. Les Malais gardent le pouvoir sur les symboles de l'État et l'appareil administratif du pays, les Chinois en retour obtiennent la citoyenneté et la liberté de commercer sans entrave. Les Malais contrôlent la sphère publique et les Chinois la sphère privée (Christie. 2001 : 176-178). Les élites du pays gardent le contrôle sur le pouvoir exécutif. Le régime politique de type britannique concentre un grand pouvoir dans les mains du premier ministre et de son conseil des ministres, d'où l'intérêt des élites de collaborer pour s'y assurer un accès.

## **B) La mise en place des institutions politiques**

### **1. La Constitution de Malaysia : une fédération très centralisée**

À leur départ, comme ils l'ont fait dans la majorité des pays du Commonwealth, les Britanniques laissent en place une construction institutionnelle calquée sur la leur. Les élites locales, formées au Royaume-Uni, l'ont conservée sans en contester les formes. La Malaisie est donc une monarchie constitutionnelle parlementaire selon le modèle de Westminster<sup>39</sup>. La configuration des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est davantage marquée par la collaboration que par la séparation<sup>40</sup>. Même dans le discours officiel, on reconnaît la fusion des pouvoirs entre législatif et exécutif. En 1999, dans une allocution à l'OCDE, un représentant du gouvernement malaysien déclarait :

« ...la séparation entre législatif et exécutif n'est pas toujours très marquée. Il est en effet impossible de distinguer totalement les deux. Le Cabinet<sup>41</sup> doit avoir certains pouvoirs sur l'administration pour ne pas que cette dernière néglige totalement les souhaits du peuple tels que le gouvernement élu les exprime. » (Zainul. 1999)

Malgré une organisation de type fédératif, le pouvoir est fortement concentré dans les institutions du gouvernement central. Dans le gouvernement fédéral malaysien, comme les régimes parlementaires de type britannique, le pouvoir est détenu par l'exécutif (Gomez. 1998; Lorient. 1992 : 428-447).

La Constitution du pays, écrite, reflète dans ses grands traits les composantes communes des constitutions des démocraties libérales, celles qui garantissent aux citoyens des droits et des libertés de base, universellement reconnus (Pactet. 2000). La formule d'amendement reflète aussi des dispositions courantes; le vote des deux

---

<sup>39</sup> Les publications de Abdul Aziz 2004; Chin. 1996a; Das. 1996; Lee. 1995; et Rais. 1995; proposent des analyses pertinentes du système constitutionnel de la Malaysia.

<sup>40</sup> Pour une analyse du parlementarisme, voir Colliard. 1974. Pour une discussion sur les éléments fondateurs du parlementarisme versus le présidentielisme, voir Stepan et Skach. 2001.

<sup>41</sup> Cette traduction utilise ici le mot Cabinet dans le sens de Conseil des ministres.

tiers des élus de l'assemblée législative est requis pour modifier la Constitution. Cependant, cette structure fédérale centralisée ne laisse que peu de pouvoir et peu de marge de manœuvre aux États fédérés. Pour modifier la Constitution, les États fédérés sont exclus de la formule d'amendement; seul le Parlement fédéral peut modifier la loi fondamentale du pays et ce, sans avoir l'approbation des autres gouvernements de la fédération. Une autre caractéristique peu commune dans les constitutions de ce type concerne l'enclassement de droits spécifiques à une seule communauté, la communauté majoritaire et « de souche », les Malais. Plusieurs dispositions de la Constitution protègent des droits réservés à cette population<sup>42</sup>. Ces droits constitutionnels qui créent une discrimination entre les citoyens de la fédération soulèvent des doutes quant à la normalité de cette Constitution voire même quant à son caractère démocratique. Soulignons que plus d'une quarantaine d'amendements importants ont été apportés au texte fondamental depuis son adoption en 1957<sup>43</sup> (Rais. 1995; Lee. 1995).

#### Le partage des compétences et de la taxation

Le partage des compétences entre États fédérés et gouvernement central confirme sans équivoque que la Malaysia est une fédération très centralisée. Tous les grands domaines d'intervention de l'État sont de compétence fédérale : la santé, l'éducation

---

<sup>42</sup> L'article 153, partie 2 spécifie clairement le rôle du roi dans la défense des privilèges de la population malaise :

« ...the Yang di-Pertuan Agong [le roi] shall exercise his functions under this Constitution and federal law in such manner as may be necessary to safeguard the special position of Malays and to ensure the reservation for Malays of such proportion as he may deem reasonable of positions in the public service (other than the public service of the State) and of scholarships, exhibitions and other similar educational or training privileges or special facilities given or accorded by the Federal Government and, when any permit or licence for the operation of any trade or business is required by federal law, then, subject to the provision of that law and this Article, of such permits and licences ».

<sup>43</sup> Un des responsables du *Malaysian Law Journal* qui publie la littérature légale et la jurisprudence des cours malaysiennes, ainsi que des avocats malaysiens, confirment le défi que représentent les mises à jour répétées de pans entiers de la Constitution (entrevue réalisée par l'auteure, voir annexe 1).

autant que l'administration de la justice civile et criminelle. Les pouvoirs résiduels sont de compétence fédérale. Le tableau 2.4 résume le partage des compétences tel que défini par la Constitution de Malaysia.

Autre révélateur du caractère centralisé de cette fédération, le pouvoir de taxation et la capacité de mobiliser des ressources sont concentrés dans les mains du gouvernement fédéral. Le tableau 2.5 montre bien que le partage des ressources a été largement configuré au profit du gouvernement central.

Tableau 2.4

**Le fédéralisme malaysien : fonctions de chacun des deux paliers de gouvernement**

Fonctions attribuées au gouvernement fédéral	Fonctions attribuées aux États fédérés	Fonctions partagées
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Affaires étrangères</li> <li>2. Défense</li> <li>3. Sécurité intérieure</li> <li>4. Droit civil et criminel</li> <li>5. Citoyenneté et immigration</li> <li>6. Fonction publique</li> <li>7. Finances</li> <li>8. Industrie et commerce</li> <li>9. Pêches et navigation</li> <li>10. Transports et communications</li> <li>11. Travaux publics et énergie</li> <li>12. Études, enquêtes et recherches</li> <li>13. Éducation</li> <li>14. Médecine et santé</li> <li>15. Travail et sécurité sociale</li> <li>16. Affaires autochtones</li> <li>17. Ordres professionnels</li> <li>18. Fêtes fédérales et services de l'heure</li> <li>19. Sociétés non corporatives</li> <li>20. Agriculture – contrôle des prédateurs</li> <li>21. Publications</li> <li>22. Censure</li> <li>23. Théâtres et cinémas</li> <li>24. Coopératives</li> <li>25. Prévention et extinction des feux</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Lois et coutumes musulmanes</li> <li>2. Terres</li> <li>3. Agriculture et forêts</li> <li>4. Gouvernements locaux</li> <li>5. Services publics locaux : pensionnats, cimetières, foires et marchés, licences pour théâtres et cinémas</li> <li>6. Travaux publics locaux et eau</li> <li>7. Fonction publique locale</li> <li>8. Jours fériés locaux</li> <li>9. Enquêtes et recherches pour le gouvernement local</li> <li>10. Tortues et pêche locale</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Aide sociale</li> <li>2. Bourses d'études</li> <li>3. Parc nationaux et protection des animaux</li> <li>4. Élevage des animaux</li> <li>5. Planification des villes et cantons</li> <li>6. Vagabondage et commerces itinérants</li> <li>7. Santé publique</li> <li>8. Drainage et irrigation</li> <li>9. Réhabilitation des sols</li> <li>10. Mesures de sécurité contre les incendies</li> <li>11. Culture, sports et logement</li> </ol>
	<p><i>Liste additionnelle pour Sabah et Sarawak</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Loi et coutumes autochtones</li> <li>2. Constitution des agences publiques locales</li> <li>3. Ports autres que fédéraux</li> <li>4. Cadastre</li> <li>5. Trains</li> </ol>	<p><i>Liste additionnelle pour Sabah et Sarawak</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Droit civil limité aux individus</li> <li>2. Adulteration des aliments et autres biens</li> <li>3. Expédition des marchandises de moins de 15 tonnes</li> <li>4. Énergie hydraulique</li> <li>5. Recherche en agriculture et foresterie</li> <li>6. Organismes de charité</li> <li>7. Théâtres, cinémas et parcs d'amusement</li> </ol>

Tableau 2.5

**Partage des revenus entre les deux paliers de gouvernement**

<b>Gouvernement fédéral</b>	<b>États fédérés</b>
<i>Recettes fiscales</i>	<i>Recettes fiscales</i>
<b>1. Taxes directes</b> a) Taxe sur le revenu des individus des compagnies des coopératives taxe sur le pétrole taxe sur le développement b) Taxe sur la propriété immobilière	a) Taxe d'accise sur certains produits pétroliers et de la forêt pour Sabah et Sarawak b) Taxe sur l'exploitation de la forêt c) Taxe sur les terres et les mines d) Taxe sur les spectacles
<b>2. Taxes indirectes</b> a) Taxe sur le commerce extérieur droits d'exportation : huile de palme, pétrole droits d'entrée : tabac, cigares, cigarettes, pétrole, véhicules motorisés, surtaxe sur les importations b) Taxe sur la production et la consommation taxe d'accise : mazout, pétrole, spiritueux, véhicules motorisés taxe de vente taxe sur les services c) Autres droits sur les timbres taxe sur le jeu, loteries et casinos	
<i>Recettes non fiscales et autres encaissements</i>	<i>Recettes non fiscales et autres encaissements</i>
1. Taxe sur immatriculation des véhicules 2. Licences 3. Frais de services 4. Amendes et confiscations 5. Intérêts 6. Contributions d'agences internationales et gouvernements étrangers 7. Remboursement des dépenses 8. Encaissement provenant des agences gouvernementales 9. Redevances	1. Licences et permis 2. Redevances 3. Frais de services 4. Revenus sur l'eau, le gaz et les ports 5. Ventes de terres 6. Loyers sur les terres publiques 7. Taxes religieuses 8. Dividendes et intérêts 9. Subventions et transferts fédéraux

Source : Jomo et Hui 2003 : 11

## 2. Une monarchie constitutionnelle à la britannique

### Le roi

Le rôle du chef d'État dans cette monarchie constitutionnelle est assumé par un roi aux pouvoirs limités sinon symboliques (Muhammad Kamil. 1998). Dans les faits, c'est le premier ministre qui dirige le pays. Le roi, remplacé tous les cinq ans, est choisi parmi les sultans, c'est-à-dire par les souverains héréditaires issus des neuf familles royales des neuf sultanats de la péninsule. Les neufs sultans sont regroupés au sein d'une Conférence qui désigne un roi parmi les sultans pour une période de cinq ans<sup>44</sup>. Dans cette construction institutionnelle, le roi est appelé le *Yang di-Pertuan Agong* (le leader suprême). Son pouvoir symbolique s'étend sur tous les actes du gouvernement puisqu'ils émanent de son autorité. Il nomme le premier ministre et a le pouvoir de dissoudre le Parlement. Il est le commandant suprême des forces armées. Dans les faits, il entérine les décisions du premier ministre et de son Conseil des ministres, sans intervenir dans les affaires publiques. Il a également la charge de défendre les droits et privilèges des Malais.

### Le Parlement fédéral

Le Parlement fédéral se compose de deux chambres : la Chambre basse<sup>45</sup> ou *Dewan Rakyat*, « la chambre du peuple » et le Sénat ou *Dewan Negara*, « la chambre de la nation ». Les mandats au Sénat sont de six ans. Aujourd'hui le Sénat compte 70 membres, deux sont nommés par chacun des treize États fédérés et 44 autres par le roi sur recommandation du premier ministre<sup>46</sup>. La Chambre des représentants compte,

---

<sup>44</sup> Cette Conférence réunit également quatre représentants des États sans monarchie locale, mais ils ne participent pas à la nomination du *Yang di-Pertuan Agong*.

<sup>45</sup> Le gouvernement de Malaysia préfère utiliser, dans ses publications en anglais, le vocable Chambre de représentants pour désigner sa chambre basse.

<sup>46</sup> La construction des institutions sur le modèle britannique est bien étudiée dans l'ouvrage de Von Vorys. 1975. Voir aussi Noore Alam. 2005 :109-112; ou le site du Parlement de Malaysia à l'url : <http://www.parlimen.gov.my>. Consulté en avril 2005.

quant à elle, 219 membres, élus au suffrage universel<sup>47</sup> pour une période maximale de cinq ans. De 1957 à 1969, il y avait 104 sièges au Parlement fédéral. Depuis le nombre de sièges a augmenté graduellement à 154 en 1974, puis à 219 aux élections de 2004. Le mode de scrutin est uninominal à un tour. Les élus de la Chambre basse forment le gouvernement, discutent et votent les lois. Le gouvernement est constitué du premier ministre et des ministres, qui forment le Conseil des ministres, issus de la majorité parlementaire. Les lois sont formulées et présentées à l'assemblée législative par le Conseil des ministres.

Le premier ministre joue un rôle important dans ce régime. Il est le chef du gouvernement, le chef de la majorité en chambre, le chef du parti majoritaire, il incarne la politique sur le plan national, il représente souvent le souverain à l'extérieur du pays même s'il n'est pas le chef de l'État, il dirige la politique étrangère et il est député d'une circonscription.

#### Les parlements des États fédérés

Les parlements des treize États fédérés n'ont qu'une assemblée législative et des pouvoirs très limités. Ces représentants sont élus au même moment et de la même manière que les élus fédéraux (Heufers. 2002 : 39-60), sous les mêmes bannières politiques. Tout comme le Parlement fédéral, les assemblées législatives des États sont dominés par des élus de l'UMNO, secondés par des élus des partis de la coalition. Ils répondent invariablement aux ordres de leurs maîtres à Kuala Lumpur (Brown. 2004 : 6). Le « ministre en chef » pour l'État, le *Menteri Besar* en malais, est issu de la majorité parlementaire locale, mais c'est le Conseil des ministres fédéral qui le désigne. Seulement trois États, à diverses étapes de l'histoire de la Malaysia, ont échappé au contrôle de la coalition au pouvoir à Kuala Lumpur.

---

<sup>47</sup> Ont droit de vote tous les citoyens malaisiens, âgés de 21 ans et plus, inscrits sur les listes électorales.



Au niveau municipal, les membres des assemblées ne sont pas choisis par vote démocratique mais nommés par le *Menteri Besar*. Entre 1957 et 1965 mentionnons que la démocratie locale avait été instaurée. En 1965, donc plus de quatre ans avant la première crise politique de 1969, les autorités de Kuala Lumpur suspendent les élections municipales pour finalement les abolir. Les élections locales sont abolies mais pas les conseils municipaux<sup>48</sup>.

### Le gouvernement

Le gouvernement est responsable devant le Parlement mais ce dernier se réunit peu souvent et pour de courtes périodes. Comme dans tout système parlementaire, les ministres et le premier ministre doivent rendre des comptes au Parlement et garder la confiance de la majorité des élus de l'assemblée législative qui peut la lui retirer et ainsi provoquer de nouvelles élections. Le premier ministre et son Conseil des ministres, tous issus du Parlement, constituent le pouvoir exécutif. Ce pouvoir est de loin le plus important dans ce régime politique<sup>49</sup>; dans les faits, il prime même sur la Constitution. Cette situation a été de nombreuses fois confirmée par des décisions de la Cour suprême qui tranche pratiquement toujours en faveur du gouvernement lorsque que des lois ou règlements sont mis à l'épreuve des tribunaux (Thomas. 2001 : 91-106).

---

<sup>48</sup> Pour une analyse détaillée de la fin de la démocratie au niveau local, voir Tennant. 1973 : 347-365. On y retrace les débuts difficiles de la démocratie locale par manque d'expérience et de culture démocratique et l'abolition des élections au niveau local après 1965. Cette étude conclut à la volonté de la bureaucratie d'agir sans avoir à composer avec des élus :

« ...the existence of corruption and inefficiency within the elective councils paved the way for state officials to eliminate the nuisance of independent local decision makers, and to expand the sphere of state influence by abolishing the major elective local government » (Tennant. 1973 : 365).

<sup>49</sup> La concentration du pouvoir dans les mains du gouvernement et les limites du parlementarisme malaysien sont présentés et analysés de manière détaillée dans l'article de Noore Alam. 2005 : 107-109.

## Les premiers ministres

Depuis son indépendance la Malaysia est dirigée par une coalition de partis, elle-même dirigée en continuité par l'UMNO. Depuis 1957, cinq premiers ministres se sont succédés au pouvoir. Nous retrouverons ces hommes politiques à l'œuvre dans les chapitres suivants, nous les présentons dès maintenant afin de souligner la continuité qui caractérise le leadership politique malaysien.

Tableau 2.6

### Les premiers ministres de Malaysia

Premier ministre	Années au pouvoir	Parti politique
Abdul Raman	1957-1969	UMNO
Abdul Razak Hussein	1970-1976	UMNO
Hussein Onn	1976-1981	UMNO
Mahathir Mohamad	1981-2003	UMNO
Abdullah Badawi	2003- en poste	UMNO

**Abdul Rahman**, fils du sultan de Kedah, est né en 1903 (décédé en 1990). Également appelé *Tunku* Abdul Rahman, il a fait ses études de droit en Angleterre avant de travailler dans la fonction publique de son pays pendant plusieurs années. Il a formé la première coalition de partis politiques, l'Alliance, pour les premiers rendez-vous électoraux dans les années 1950. Il a négocié l'indépendance de la Malaisie en 1957, puis la création de la Fédération de Malaysia incluant Singapour et les territoires du nord de l'île de Bornéo en 1963. Il s'est retiré de la vie politique après la crise de 1969.

**Abdul Razak Hussein**, appelé également *Tun*<sup>50</sup>Razak, est né dans l'État de Pahang en 1922 (décédé en 1976). Après des études de droit en Angleterre, il entre dans la

---

<sup>50</sup> Le terme *Tun*, comme ceux de *Tan Sri* ou *Datuk*, sont des titres honorifiques décernés par le roi et ne se transmettent pas aux descendants. Parmi les titres honorifiques en usage en Malaysia, on trouve également *Dato*, titre décerné au niveau des États fédérés par le sultan en

fonction publique de la Malaisie britannique en 1950. Au sein de l'UMNO, il milite avec Abdul Rahman pour l'indépendance nationale et les droits des Malais. Élu pour la première fois en 1955, il sera par la suite ministre du Développement rural, ministre de l'Éducation, ministre de la Défense et vice-premier ministre, avant de devenir premier ministre du pays en 1970. Son fils, Najib Razak est l'actuel vice-premier ministre de Malaysia. Il est décédé alors qu'il était toujours en poste.

**Hussein Onn** est né dans l'État de Johor en 1922 (décédé en 1990). Après des études à Singapour, à 18 ans il joint les rangs de l'armée coloniale. Il servira dans les forces britanniques en Inde pendant la Deuxième Guerre mondiale puis en Malaisie britannique où il combattra la guérilla communiste. En 1946, il joint les rangs de l'UMNO dont le premier président, Onn bin Jafaar, est son père. En 1969 il est élu député et devient ministre de l'Éducation. En 1973 il devient vice-premier ministre puis premier ministre en 1976, à la mort de Abdul Razak. Il se retire en 1981 pour raison de santé.

**Mahathir Mohamad**, ou « Dr M. », est né en 1925 dans l'état de Kedah. Fils d'instituteur, il fait ses études de médecine à Singapour et pratique ensuite dans sa ville natale. Il sera le premier chef de l'UMNO n'ayant pas fait partie des « pères fondateurs » du parti et de la nation indépendante. Entré au Parlement en 1964, il connaîtra à de nombreuses reprises des démêlés avec les chefs de son parti pour ses propos jugés racistes et trop pro-malais. Après 1970 et l'adoption de politiques visant l'affirmation des Malais, Mahathir prend une place plus importante dans l'UMNO. Il devient ministre de l'Éducation en 1973, puis vice-premier ministre en 1976. En 1981, il devient chef de l'UMNO et premier ministre. Il prendra sa retraite en 2003 après avoir assumé la tâche de premier ministre pendant 22 ans.

**Abdullah Badawi**, surnommé *Pak Lah* dans les médias, est né en 1939 à Penang au nord du pays. Son père, député de sa circonscription natale, a fait partie des

---

titre, ou encore par le gouvernement d'un État sans famille royale, c'est à dire Malacca, Penang, Sabah et Sarawak.

fondateurs de l'UMNO. Diplômé de l'*University of Malaya* en études islamiques, Abdullah entre à la fonction publique en 1964. Il quitte la haute fonction publique en 1978 à la mort de son père pour lui succéder dans sa circonscription. En 1984 il est nommé ministre de l'Éducation, en 1986 ministre de la Défense, puis devient ministre des Affaires étrangères de 1991 à 1999. En 1999 Abdullah devient vice-premier ministre après le congédiement de Anwar Ibrahim. Il remplace Mahathir en 2003 à la tête de l'UMNO et du gouvernement.

### Les partis politiques « ethniques »

Les partis politiques qui dominent la vie politique en Malaysia se sont organisés dans les années 1940 et 1950 (Crouch. 1993; Case. 1996; Gomez. 1998) donc avant l'indépendance. Sous l'influence de la puissance coloniale britannique, la vie politique malaysienne s'est organisée autour de partis politiques ethniques. Ce sont les mêmes partis politiques qui s'affrontent au niveau local et au niveau fédéral.

Les mêmes acteurs institutionnels vont occuper la scène politique du pays sans interruption jusqu'à aujourd'hui. La coalition qui gouverne est dominée par le parti malais, le *United Malay National Organisation* (UMNO). Le numéro deux de la coalition est un parti chinois, le *Malaysian Chinese Association* (MCA). Le troisième partenaire, minuscule, est un parti indien le *Malaysian Indian Congress* (MIC). Ces partis sont les plus importants sur la scène politique mais tous les autres partis de la coalition ainsi que ceux de l'opposition, à quelques rares exceptions, s'organisent le long de lignes ethniques.

La défense des droits traditionnels et la protection d'un statut pour les Malais constituent le ferment de l'UMNO<sup>51</sup>. Au sein de ce parti, sont réunies les familles

---

<sup>51</sup> Comme nous le verrons plus en détail au chapitre trois, la création par les Britanniques de l'Union de Malaya en 1946 – qui retire les privilèges aux familles royales malaises et centralise toute l'administration à Kuala Lumpur – provoque une réaction de colère chez les Malais qui se regroupent et forment l'UMNO. Pour une analyse détaillée de la naissance et des composantes de l'UMNO voir Stockwell. 1977.

princières et l'élite de la fonction publique, elle-même souvent issue des familles princières. L'UMNO, à ses débuts, puise ses leaders dans cette nouvelle classe de fonctionnaires mais aussi chez les enseignants, plus tard remplacés par des « nouveaux riches » bénéficiaires de l'État rentier comme nous le verrons. La défense des droits des Malais va permettre à l'UMNO de mobiliser le support de la population malaise.

« ...UMNO emerged from Malay resistance to Malayan Union. It commanded, one way or another, the support of all those with a vested interest in perpetuating and extending the kinds of privilege and advantage the British, for their own reasons, had created for, or conceded to, the Malay community. Even the poorest Malay peasants could be rallied to its flag by exercises of traditional feudalistic pressures on the part of the aristocratic-administrator class who formed the leadership. » (Shamsul. 1986 : 14)

Le parti se présente lui-même en ces termes;

« UMNO was formed in 1946 to protest against the setting up of Malayan Union by the British on their return to Malaya after Second World War. The plan if implemented would cause the subjugation of the Malays in their own country, through the very liberal citizenship rights promised to non-Malays. Malays throughout the country united to oppose the plan as well as to chart the movement towards independence from the British in 1957. »<sup>52</sup>

Abdul Rahman, chef de l'UMNO, qui sera premier ministre de l'indépendance jusqu'en 1970, personnifie cette nouvelle alliance des élites bureaucratiques et princières<sup>53</sup>. Il est prince, de la famille royale du Kedah. Il a fait ses études à Bangkok puis au Royaume-Uni. Diplômé en droit à l'Université de Cambridge en 1925, il travaille dans la fonction publique de son État, et retourne poursuivre des études à Londres sporadiquement. Il rentre en Malaya en 1949, après la guerre, et s'implique

---

<sup>52</sup> Texte sur l'histoire du parti que l'on trouve sur le site officiel de l'UMNO; [http://www.umno.net.my/english\\_section](http://www.umno.net.my/english_section). Consulté le 6 décembre 2004.

<sup>53</sup> Abdul Rahman est le second président de l'UMNO. Le fondateur et premier président est Dato Onn Jaafar. Après avoir tenté, sans succès, de transformer son parti et l'ouvrir à la représentation de toutes les communautés ethnoculturelles, Onn fonde au autre parti, en 1951, le *Independance of Malaya Party*, qui regroupe une élite malaise en désaccord avec les positions racistes de l'UMNO (Hua. 1983 : 100).

en politique pour défendre les droits des Malais. Dans une note du Secrétaire d'état américain au président des États-Unis, on peut lire au sujet de Abdul Rahman :

« Cambridge-educated, fluent in English, the Tunku (Prince) is warm-hearted, genial man of 61 who is known as the father of his multiracial nation. A skilled politician, he was a principal leader in the 1948-60 fight against Communist terrorism, led the country to independence in 1957 and has since dominated Malayan and Malaysian politics. » (U.S. Department of State. 1964a)

Comme nous l'avons mentionné, la voix politique des Chinois va s'organiser au travers du *Malayan Chinese Association*. Fondé en 1949 en réponse à la guérilla communiste, ce parti est dirigé par les capitaines d'industries chinois qui acceptent de collaborer avec les autorités coloniales pour faire front commun contre les communistes. À cette époque la communauté chinoise est très divisée (Harper. 2001 : 88-90)<sup>54</sup> mais les autorités coloniales vont convaincre les leaders conservateurs de la nécessité de former un parti politique pour favoriser la collaboration avec l'UMNO. Le pouvoir britannique a joué un rôle important dans la formation de ce parti chinois, et l'objectif était clair : endiguer le communisme.

Sir Henry Gurney, le haut-commissaire britannique – lui-même subséquemment assassiné par la guérilla communiste – pressait les leaders chinois d'aider leurs communautés ouvrières pauvres, dans le but de saper la popularité des communistes. À cette époque, Sir Gurney écrit à Ten Cheng Lock, le fondateur du MCA ; « *The wealth amassed by the Chinese in Malaya is enormous, and all of it will be lost unless something is done by the Chinese themselves and done quickly...* » (cité dans Mills. 1958: 73). Une missive adressée aux autorités de Londres confirme son rôle dans l'organisation de la vie politique locale. Une note de Sir Gurney au *Colonial Office* explique :

« I have recently had long and frank talks with the Chinese members of the Legislative Council and representatives of mining and rubber interests with a

---

<sup>54</sup> Leur statut social, leurs multiples dialectes, leur province d'origine divisent profondément les Chinois de Malaysia, mais également leurs opinions politiques (Harper. 2001 : 170-175. Ramakrishna. 2003 : 162-164).

view of obtaining more active help from the Chinese against terrorists... Steps are now being taken by leading Chinese to form a MCA open to all who have made their home in the Federation with the object of cooperation with the government and with other communities in restoring peace and order in this country... I have mentioned this development to Dato Onn (UMNO) and am satisfied that it will be helping in forth-coming Malay-Chinese conversations on long-term problems... »<sup>55</sup>

Afin de financer cette aide, le MCA va organiser des loteries et amasser des sommes considérables. Cet argent sera dirigé dans un premier temps vers les « nouveaux villages » créés par l'administration coloniale dans sa lutte anti-communiste<sup>56</sup>. Plus d'un demi million de Chinois ont été déplacés, pour les éloigner des zones de maraudage des groupes communistes, vers de nouvelles localités où la sécurité est assurée, ainsi que l'accès à l'eau potable, à une parcelle de terre et des emplois. Cette politique des nouveaux villages visait à désorganiser la guérilla qui comptait sur l'aide de ces populations pour son approvisionnement.

Cette politique visait aussi à améliorer les conditions de vie de cette population pour la détourner du parti communiste. Les nouveaux villages ressemblent davantage à des camps militaires et l'aide du MCA, pour y améliorer les conditions de vie, s'est avérée cruciale dans la réussite de cette entreprise<sup>57</sup>. Le système de loterie chinoise, instauré pour financer une forme de service social, a généré des revenus très

---

<sup>55</sup> De Sir Henry Gurney au Secrétaire d'État aux colonies, 19 décembre 1948, FO 371/1583. Cité par Hua. 1983 : 99.

<sup>56</sup> Pour une analyse détaillée de la politique de relocalisation des populations pauvres chinoises voir Ramakrishna. 2003 : 161-179, 2002 : 120-129; Hackett. 2001 : 125-130.

<sup>57</sup> Les nouveaux villages ont eu un impact important sur la population rurale chinoise. Mentionnons que cette nouvelle forme d'organisation sociale a permis de faire naître une relation entre cette population de Chinois pauvres et l'administration civile qui n'existait pas auparavant :

« ...Chinese could bring their problems to European-Chinese speaking district and resettlement officers...These government staff were greatly assisted by the Red Cross, St John's Ambulance, and Christian missionaries, who provided clinics, vocational training and adult literacy class. They made government real and tangible to the New Villagers and the assistant resettlement officers in particular, who lived in the New Villages, were readily available to help them with their problem » (Ramakrishna. 2002 : 172).

importants et permis au MCA, ainsi qu'à ses leaders, d'établir leur influence sur la communauté chinoise réunie pour la première fois au sein d'une même organisation politique.

Au-delà de l'aide aux nouveaux villages, la création du MCA a permis d'organiser la collaboration avec l'UMNO. Devant l'épineuse question du statut de la population chinoise, le MCA parvient à négocier un arrangement pour une représentation politique des Chinois sans toutefois obtenir un statut de citoyen à part entière. Le MCA va continuer de défendre les droits des Chinois, tout en pratiquant la politique du compromis. Le statut de la population chinoise est davantage préoccupant que le départ des Britanniques, le président du MCA déclarait déjà en 1943;

« The people of Malaya should after the war be given a measure of "self-government" of which they are capable of exercising, and in the shortest possible time be granted by planned and regular stages full responsible government under the Crown and as a unit of the British Commonwealth and Empire in all matters of internal and civil administration, and then march on progressively towards full freedom. » (Ten Cheng Lock. 1943 : 1)

### Le système électoral

Depuis 1955, des élections se tiennent régulièrement, à intervalles de quatre ou cinq ans<sup>58</sup>. Les élections se tiennent simultanément au niveau des États (avec un délais de quelques mois pour les provinces de Sabah et Sarawak) et du gouvernement fédéral. Les mandats des élus aux deux paliers de gouvernement sont d'au maximum 5 ans. Il n'y a pas de financement public des partis politiques. Le vote n'est pas obligatoire mais les taux de participation ont toujours été élevés (Jomo. 1996 : 128). Entre 1959 et 1990, la participation électorale s'est toujours située entre 70 pour cent et 80 pour cent des électeurs inscrits (NSTP. 1994). La conduite des élections est encadrée par différentes lois, par la Constitution et une Commission électorale indépendante dont les membres sont choisis par le roi.

---

<sup>58</sup> Le système électoral et les processus électoraux ont été analysés entre autres par : Hai 2002; Crouch. 1996b; Tennant. 1973; Milne et Ratnam. 1969, 1967.



La compétition se fait régulièrement entre plus de dix formations politiques. Un seul parti a toujours dominé la scène politique malaysienne, l'UMNO, d'abord au sein d'une première coalition de partis appelée l'Alliance puis d'une seconde coalition de partis appelé le Front National ou *Barisan Nasional* (BN) qui sera formée des partis de la défunte Alliance et de quelques nouveaux partis. La coalition de l'UMNO sous le nom de l'Alliance ou du BN a seulement perdu le contrôle d'assemblées législatives au niveau des États fédérés, et ce dans trois États. Le parti islamique dont l'acronyme en Malaysia est *PAS* (acronyme pour *Parti Islam Se Malaysia*) a contrôlé à quelques reprises des États de la côte Est de la péninsule malaise (Kelantan et Terengganu), et le Sabah a déjà basculé dans l'opposition dans les années 1990 (Brown. 2004 : 6).

#### *Les circonscriptions électorales*

La Commission électorale supervise le processus électoral mais n'est pas chargée de revoir les divisions électorales. Le principe de la proportionnalité du nombre d'électeurs a souvent été négligé (Jomo. 1996 : 128). Les circonscriptions électorales en milieux ruraux à forte majorité malaise sont nettement avantagées, elles sont beaucoup moins peuplées que les circonscriptions électorales urbaines où la population chinoise se retrouve en plus grand nombre. Un vote chinois a donc moins de poids qu'un vote malais (Brooker. 2002 : 246-248). Cette situation favorise la coalition au pouvoir et particulièrement le parti malais dominant, l'UMNO, qui trouve ses plus nombreux appuis dans la population rurale malaise. Ce phénomène constitue un facteur déterminant dans les victoires successives et ininterrompues de l'Alliance, puis du *Barisan Nasional* (Crouch. 1996b).

#### *Les campagnes électorales*

Les campagnes électorales se déroulent régulièrement sur des périodes très courtes, de moins de deux semaines parfois. La Commission électorale en a décidé ainsi en évoquant la nécessité de réduire les tensions et favoriser l'harmonie entre les diverses communautés ethniques. Les rassemblements publics sont interdits depuis 1978. Les débats télévisés aussi. L'opposition n'a pas accès aux médias et les grands médias

nationaux sont tous contrôlés par des intérêts liés aux partis politiques de la coalition au pouvoir. Les campagnes sont régulièrement entachées par des scandales liés à l'achat de votes ou à des dépenses somptuaires de la part de la coalition au pouvoir, le *Barisan Nasional* (Gomez et Jomo 1999b : 233). En plus de gagner toutes ses élections, la coalition de l'UMNO est toujours parvenue à s'assurer le contrôle des deux tiers des sièges du Parlement sauf à une exception, en 1969. C'est ce contrôle du Parlement qui lui permet d'amender la Constitution à sa guise.

En terminant cette brève présentation des institutions politiques ainsi que de l'économie de la Malaysia, soulignons que toutes les composantes institutionnelles du régime parlementaire de type britannique sont réunies dans ce pays. L'échéance électorale a toujours été respectée et le Parlement n'a été suspendu qu'une seule fois, en 1969. À aucun moment depuis 1957, les partis de l'opposition ou les organisations non gouvernementales qui contestent ouvertement le gouvernement n'ont demandé de modification fondamentale à ces structures institutionnelles.

La configuration institutionnelle constitue un important facteur de stabilité politique. Le pouvoir est concentré dans les mains de l'exécutif; ce qui rend possible le déploiement de ses stratégies et de bloquer toute forme d'opposition. Cette autonomie du pouvoir exécutif a été renforcée par un second facteur important : ses sources de revenus abondants, comme nous le verrons au cours de l'analyse que nous pouvons entreprendre maintenant.

### **TROISIÈME CHAPITRE**

#### **LA MISE EN PLACE DE L'ÉTAT RENTIER ET DE SES INSTITUTIONS : LES ANNÉES 1957 À 1969**

Le présent chapitre porte sur les premières années d'indépendance de la Malaisie, soit de 1957 à 1969, années pendant lesquelles se met en place le système politique et économique. Née en pleine guerre froide, dans une région secouée par des mouvements nationalistes et communistes, la Malaisie a négocié son indépendance en douceur. Ce processus est réalisé par la collaboration entre élites locales et européennes qui protègent leurs intérêts réciproques avec succès. Comme nous le verrons, la Malaisie traverse la fin des années 1950 et les années 1960 en affichant une grande stabilité politique. L'indépendance, les menaces de la guérilla communiste et les multiples changements de frontières – dont l'annexion puis le retrait de Singapour – n'ont pas déstabilisé ce nouveau pays. Le système économique de cette ancienne colonie se modifie très peu. La principale activité économique va demeurer l'exportation de caoutchouc.

L'analyse de cette période historique sera présentée en deux temps. D'abord la construction institutionnelle et l'appareil autoritaire du pays seront au cœur de notre analyse. Ensuite, dans la seconde partie du chapitre, l'économie et les choix de politiques publiques en matière de développement seront analysés. Dans un premier temps donc, nous allons voir comment s'installent et fonctionnent les mécanismes de la stabilité politique malaysienne pour ensuite mesurer l'importance de ce qui la nourrit : la rente.

Les questions qui guident notre réflexion sur la configuration institutionnelle et l'économie rentière, dans ce chapitre comme dans les suivants, sont centrales pour expliquer la stabilité du système politique autoritaire. Comment se construisent les

institutions politiques? Quels sont les acteurs qui participent aux processus politiques? Quels sont les outils à la disposition de l'élite pour s'assurer l'accès aux institutions politiques et aux ressources économiques du pays? Est-ce que l'économie de la Malaysia est rentière et si oui, comment la rente est-elle redistribuée?

Ce premier chapitre mettra en lumière l'importance de la configuration des institutions politiques qui permet à l'élite de garder l'espace public fermé dès le début des négociations pour le départ des Britanniques. L'élite est aux commandes d'un État dessiné pour concentrer le pouvoir dans les mains de l'exécutif qui dispose d'une panoplie de lois coercitives. Dès 1957, le système politique est autoritaire.

Concurremment, les ressources économiques du pays rendent possibles des choix de politiques publiques que peu de pays en développement, nouvellement indépendants, peuvent s'offrir. Les revenus sont importants, tirés des marchés étrangers par l'exportation de matières premières. Dès les années 1950 et 1960, la Malaisie maintiendra ses comptes équilibrés tout en augmentant graduellement les dépenses publiques pour favoriser le développement du pays. Cette combinaison d'institutions fortes et d'une économie rentière joue un rôle déterminant dans la stabilité du pays, dès l'indépendance.

### **A) Les institutions politiques**

L'architecture institutionnelle du pays est un des deux volets de l'explication permettant d'éclairer la stabilité du système politique du pays. Les institutions politiques favorisent la concentration du pouvoir en faveur de l'exécutif. La coopération entre élites permet de tirer parti de cette configuration du pouvoir et d'assurer le développement d'un État fort qui, non seulement résiste aux crises, mais les prévient. Cette première partie du chapitre retrace l'évolution des institutions politiques au sein desquelles les élites réussissent à modeler un système politique à leur avantage.

Les premières années de l'indépendance du pays sont marquées par la continuité et la stabilité des processus tant politiques que sociaux ou économiques. Les représentants politiques des différentes communautés coopèrent. Ils ont négocié ensemble le départ de la puissance coloniale en adoptant son modèle institutionnel. Le régime politique, le système de partis, les processus politiques s'inspirent du modèle anglais. On met en place une monarchie constitutionnelle en respectant le système hiérarchique traditionnel de la société malaise tout en faisant une place à l'élite marchande d'origine chinoise.

L'organisation de l'État et le développement économique se poursuivent selon des plans et des objectifs établis avant l'indépendance, et les acteurs en présence ne changent que dans une proportion limitée après le départ des Britanniques. Le haut-commissaire et son équipe rentrent à Londres, mais la fonction publique reste sensiblement inchangée. Les leaders politiques locaux qui travaillaient déjà en collaboration avec les Britanniques héritent du pouvoir. Il n'y a pas eu de lutte pour l'indépendance. La présence britannique dans l'économie et dans la défense du pays reste importante. La décolonisation est pratiquement un non-événement comme le souligne un malaysianiste réputé :

« By the time independence was granted in 1957, the British were already old hands at giving way graciously. There was no long, bitter struggle against the colonial regime, which could have produced the enduring hatreds and humiliations that cast long political shadows. The transfer of power was almost purely an administrative transfer, as the local political leadership was virtually identical in education, outlook, and social background with the local bureaucratic elite... » (Scott. 1968: 10)

### **1. L'accession à l'indépendance dans un contexte de menace communiste**

#### Une décolonisation entre *gentlemen*

Les négociations menant à l'indépendance de la Malaisie britannique débutent dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. De 1946 à 1957 on négocie la passation du pouvoir entre *gentlemen* britanniques et locaux. Les leaders locaux, tout comme ceux

de Londres, ne remettent en question ni les fondements du régime politique qui se moule sur le modèle de Westminster, ni les fondements de l'économie qui suit les règles de l'orthodoxie économique libérale. Les parties en présence s'entendent pour choisir la compétition électorale comme moyen de sélection des membres de l'assemblée législative, laquelle conseillera le pouvoir colonial avant de devenir souveraine en 1957.

L'indépendance a été acquise en consolidant les liens cordiaux qu'entretiennent Kuala Lumpur et Londres (SarDesai. 1994 : 185; Jesudason. 1989 : 42-43). La Malaisie est entrée dans le Commonwealth et les Britanniques ont continué d'assurer la défense de la région. Le premier geste important qu'a posé le gouvernement de Kuala Lumpur en matière de politique étrangère a été la signature d'un traité de défense et d'assistance mutuelle avec le Royaume-Uni (Parmer. 1958 : 167)<sup>1</sup>.

L'indépendance sera négociée par les deux grands partis politiques qui dominent déjà la scène politique locale à cette époque; l'*United Malay National Organisation* (UMNO) et le *Malaysian Chinese Association* (MCA). L'UMNO tire alors son support majoritairement de l'aristocratie malaise et de la fonction publique et saura se rallier les masses populaires malaises. Le MCA pour sa part représente les chambres de commerce chinoises et la bourgeoisie d'affaires chinoise et saura se rallier les travailleurs chinois dans une bonne proportion. Ces deux partis vont rapidement parvenir à s'entendre et à négocier le partage du pouvoir. Dès 1952 ils avaient formé une coalition informelle lors des premières élections municipales pour choisir des représentants au conseil de ville de Kuala Lumpur (Caldwell et Mohamed. 1977 : 249-248). Cette première expérience réussie conduira à la formation d'une coalition formelle qui est toujours au pouvoir en Malaysia.

---

<sup>1</sup> Après 1945, le Royaume-Uni va progressivement abandonner son empire colonial sans pour autant négliger ses intérêts commerciaux, en Malaisie comme ailleurs (Baylis et Smith. 1997 : 73-74).

### La menace communiste et ses impacts politiques

La marche vers l'indépendance prend place dans un contexte global, régional et national mouvementé. L'histoire de cette période est marquée par la menace communiste. Cette réalité prend une résonance particulière en Asie après la victoire de Mao Tsé-Toung en Chine en 1949 et la défaite française à Dien Bien Phu en 1954, suivies de l'enlèvement américain dans les villes et la jungle vietnamiennes. La fin des années quarante marque aussi le désengagement du Royaume-Uni en Inde, décolonisation entachée par des violences ethniques d'une ampleur encore inégalée. Au Pendjab, dans le nord de l'Inde, plus d'un million de personnes seront massacrées là où la nouvelle frontière du Pakistan est imposée<sup>2</sup>.

Pour sa part, la Malaisie britannique est aux prises avec des mouvements de gauche et communistes qui s'expriment via le Parti communiste de Malaisie et des syndicats naissants<sup>3</sup>. Cette menace à l'ordre établi devient le ferment de la cohésion des élites locales et britanniques qui cherchent à éviter tout bouleversement pouvant modifier l'échiquier politique et économique. L'état d'urgence sera déclaré en 1948 et obtiendra l'appui de l'élite locale, et particulièrement de l'UMNO et du MCA (Stubbs. 1989 : 261; Hua. 1983 : 98).

Le contrôle des masses populaires, et particulièrement des Chinois pauvres, sera crucial dans la stratégie anti-communiste adoptée par les autorités à cette époque. Les différents gestes alors posés par l'administration coloniale auront des impacts à long terme sur le pays. Tel que nous l'avons mentionné précédemment, avec l'aide financière de l'élite chinoise, on a pu financer la relocalisation des milliers de familles chinoises pauvres. (Stubbs. 1989 : 262). Par ailleurs le gouvernement crée à cette époque un organe de renseignement, le *Special Branch*, un service de

---

<sup>2</sup> La partition de l'Inde en 1947 a fait l'objet de nombreux ouvrages; pour une réflexion sur le Pendjab voir entre autres : Rai. 1965; Abid Hussain. 1966; Singh.1972.

<sup>3</sup> Pour une analyse détaillée de ces phénomènes, voir Gamba (1960).

renseignement coordonné par les services secrets britanniques (MI6). Le *Special Branch* reste très actif encore aujourd'hui. Ces différentes stratégies ont été couronnées de succès<sup>4</sup> et le processus de décolonisation négocié a pu poursuivre son cheminement sans opposition.

« ...In Malaya a costly and sometimes dirty jungle war against communist guerrillas, which had begun in 1948, was effectively won by 1955, and power handed over two years later, to a native government whose point of view on all essential matters, such as Britain's rubber interest there, was entirely satisfactory. » (Gordon. 1984 : 326)

Cet épisode de l'état d'urgence a eu un impact profond sur l'organisation de l'État malaysien qui va hériter des lois et règlements de l'époque, destinés à contrôler l'opposition et à faire face à des menaces internes. De plus, les années de menace communiste ont rapproché les groupes non communistes. Le haut-commissaire britannique en poste dans la Fédération de Malaisie de 1954 à 1957 écrivait à ce sujet :

« ...Emergency was a blessing in disguise. In the years from 1948 to 1953 all attention was focused on the defeat of communist terrorism, and the threat of a common enemy did more than anything else to bring the communities together and to make them work in unison in a common all-important effort. » (MacGillivray. 1958 : 159)

## 2. Un nouveau pays aux frontières changeantes

Un autre phénomène marque les premières années de l'indépendance, soit la fixation définitive des frontières. Ces changements modifient en profondeur la composition du pays ainsi que ses forces politiques et économiques. L'amalgame national dans sa forme définitive de 1965 présente un défi pour le gouvernement central. Il doit unifier le pays où des tendances centrifuges, identitaires ou géographiques, paraissent menaçantes pour la jeune nation. Toutefois, alors que les contours frontaliers se

---

<sup>4</sup> En 1955, les communistes très affaiblis demandent en vain des pourparlers. En 1958 le parti communiste se dissout. Après 1960, les quelques résistants toujours réfugiés dans la jungle à la frontière thaïe mènent des attaques sans envergure pendant une dizaine d'années. En 1989 un traité est finalement signé entre les autorités et le groupuscule communiste restant qui abandonne simplement ses revendications (Tarling. 1999 : 192-198).



déplacent, que le nom même du pays change et que sa superficie double, l'essentiel du système politique demeure le même. Ces arrangements territoriaux sont définis de façon à pouvoir permettre le retrait des Britanniques et l'organisation du pouvoir dans la continuité. Le seul défi est d'y faire une place pour la population d'origine chinoise. On y parvient par la négociation.

Comme nous le verrons plus en détail dans les pages suivantes, la trajectoire se résume ainsi : en 1946, à leur retour sur le territoire de leur colonie, les Britanniques avaient imposé une nouvelle structure administrative centralisée à Kuala Lumpur qui prend le nom de *Union of Malaya*. Tous les immigrants s'y voient accordé le droit de citoyenneté et tous les habitants de la péninsule sont déclarés égaux. Les Malais refusent. Ils veulent protéger leurs droits et privilèges. En 1948, Londres accepte de modifier la formule et propose la *Federation of Malaya*. Cette dernière formule conserve des droits spéciaux réservés aux Malais et aux familles royales; lors de l'indépendance c'est la formule adoptée. Puis, en 1963 on y inclut de nouvelles colonies britanniques, dont Singapour mais pour l'en expulser deux ans plus tard.

Le nom de Fédération de Malaisie est d'abord utilisé pour le pays qui se limite jusqu'en 1963 au territoire de la péninsule au sud de la Thaïlande. Le pays devient la Fédération de Malaysia quand les deux provinces de Bornéo et la ville de Singapour sont intégrées à la fédération en 1963. On garde ce même nom après le départ de Singapour en 1965. Le tableau 3.1 résume ces étapes et les pages subséquentes analysent ce cheminement institutionnel qui a affiché une remarquable stabilité malgré les changements de statut et de frontières.

Tableau 3.1

**Structures politiques de la Malaysia: développement dans la continuité**

Date	Nom	États fédérés	Nature de l'État et régime politique	Instances	Chef de l'exécutif
1948	Fédération de Malaisie	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Perak</li> <li>2. Negri-Sembilan</li> <li>3. Selangor</li> <li>4. Pahang</li> <li>5. Johore</li> <li>6. Perlis</li> <li>7. Terrangannu</li> <li>8. Kedah</li> <li>9. Kelantan</li> <li>10. Penang</li> <li>11. Malacca</li> </ol>	<p>Colonie britannique</p> <p>Système fédéral centralisé</p> <p>Institutions parlementaires inspirées du régime britannique</p>	Conseil exécutif fédéral et conseil législatif fédéral présidés par le Haut-commissaire	Haut-commissaire nommé par la Couronne britannique
1957	Fédération de Malaisie	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Perak</li> <li>2. Negri-Sembilan</li> <li>3. Selangor</li> <li>4. Pahang</li> <li>5. Johore</li> <li>6. Perlis</li> <li>7. Terrangannu</li> <li>8. Kedah</li> <li>9. Kelantan.</li> <li>10. Penang</li> <li>11. Malacca</li> </ol>	<p>Monarchie constitutionnelle indépendante</p> <p>Système fédéral centralisé</p> <p>Institutions parlementaires calquées sur le régime britannique</p>	<p>Chambre des représentants élus au suffrage universel</p> <p>Sénat, une partie des membres élus au suffrage universel, une autre nommés par les États</p>	Premier ministre, responsable devant l'assemblée législative
1963	Fédération de Malaysia	<p>Les États de la fédération de Malaisie plus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Singapour</li> </ul> <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sabah</li> <li>• Sarawak</li> </ul>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Premier ministre, responsable devant l'assemblée législative (le premier ministre de Singapour a refusé d'abandonner son titre créant ainsi un précédent)
1965	Fédération de Malaysia	<p>Mêmes États que dans la Fédération précédente, sauf</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Singapour</li> </ul> <p>qui devient un pays indépendant</p>	<i>Idem</i>	<i>Idem</i>	Premier ministre, responsable devant l'assemblée législative

### De la Malaisie britannique à l'échec de l'Union de 1946

En Malaisie, la volonté de décolonisation est présente mais le Royaume-Uni va tout d'abord s'assurer de laisser en place des institutions solides, sensibles aux intérêts britanniques et qui sauront résister à la menace communiste (Lindblad. 2003 : 44-46; Yong. 2003 : 144-145).

Un des premiers gestes posés par le *Colonial Office* qui reprend le contrôle de sa colonie en 1946, est de réorganiser l'administration de la *British Malaya* et de centraliser le pouvoir à Kuala Lumpur (SarDesai. 1994: 185). Avant cette date, l'entité politico-territoriale que l'on nomme *British Malaya* est d'une très grande complexité, qui semble dictée par la vieille règle coloniale : diviser pour régner. Cette Malaisie britannique, qui précède l'Union de Malaisie de 1946, se compose de trois entités distinctes :

- Les établissements du détroit : c'est-à-dire les villes portuaires de Penang, Malacca et Singapour.
- Les quatre sultanats malais fédérés, pseudo indépendants et « protégés »: Perak, le Negri Sembilan, Selangor et Pahang.
- Les sultanats malais non fédérés, un ensemble hétéroclite de cinq sultanats, eux aussi « protégés » mais indépendants les uns des autres : Johore, Perlis, Terengganu, Kedah, et Kelantan.

L'Union de Malaisie imposée en 1946 abolissait les administrations des sultanats et des établissements pour centraliser toute l'administration à Kuala Lumpur (Finkelstein. 1952 : 11). Cette nouvelle formule est rejetée massivement par la population et l'élite, surtout malaise, d'abord et avant tout parce qu'elle élimine les distinctions entre les sultanats et les établissements, mais surtout parce qu'elle retire en même temps les droits, privilèges et pouvoirs des familles royales malaises (Adloff. 1947a : 130-131). La question de la citoyenneté va également embraser les foules malaises, puisque Londres décide d'octroyer la citoyenneté à tous les résidents de la péninsule malaise, même aux Chinois et aux Indiens arrivés depuis peu. Cette

décision de faire des citoyens malais, chinois, indiens ou autres, des citoyens égaux sans égard au lieu de naissance était inacceptable pour les Malais. C'est en réaction à cette proposition que les Malais s'organisent et créent leur parti politique, l'UMNO (Kessler. 1978 : 25-27). L'opposition à ce projet sera déterminante pour la cohésion des Malais contre l'occupant et forcera la conclusion d'un nouveau pacte<sup>5</sup>.

#### Une nouvelle formule : la Fédération de Malaisie (1948)

Devant la vive opposition des Malais, Londres accepte d'ouvrir des négociations pour parvenir dès 1948 à la création d'une fédération. L'administration britannique, les représentants des sultans malais et les représentants des grands capitaines d'industrie ou de commerce chinois négocient un nouvel arrangement qui mène à la création de la Fédération de Malaisie. Là encore il s'agit d'une structure politique s'appliquant seulement à la péninsule, laissant à l'écart les territoires au nord de l'île de Bornéo et la ville de Singapour. Cette fédération est essentiellement un compromis entre les volontés centralisatrices du gouvernement de Londres et les demandes exprimées par les Malais toujours soucieux de garder le contrôle politique de leur terre natale (Ginsburg et Roberts. 1958 : 444). Les neuf sultanats ainsi que les établissements de Penang et Malacca sont alors réunis pour former une entité politique unique mais dans un système fédéral qui permet aux sultanats ainsi qu'aux villes de Penang et Malacca de conserver une administration locale. Les sultans malais préservent ainsi certains privilèges<sup>6</sup> et leur appareil administratif local, mais ceux-ci sont insérés dans une structure fédérale très centralisée (SarDesai. 1994 : 183).

---

<sup>5</sup> La proposition de l'Union de Malaya a eu pour effet de susciter le premier mouvement nationaliste malais réunissant toutes les parties de la péninsule. Voir à ce sujet les travaux de Shamsul. 1986; Vasil. 1972; Means. 1970.

<sup>6</sup> L'organisation hiérarchique de la société malaise est complexe et varie dans chacun des sultanats, ainsi que les arrangements et privilèges que les familles royales ont négociés avec les autorités coloniales. Pour plus de détails voir l'ouvrage de Gullick et plus particulièrement le chapitre 4 : « A ruling class in search of an occupation » (1987 : 71-97), ou Hanna (1965 : 171) qui spécifie qu'à la fin des années 1950, le sultan de Perlis reçoit 25 pour cent des revenus de l'État alors que la famille royale de Kedah, elle, ne reçoit que 10 pour cent des revenus de l'État.

Londres met alors sur pied un gouvernement fédéral avec à sa tête un haut-commissaire représentant l'autorité britannique, un Conseil exécutif fédéral qui l'assiste et le conseille, et un Conseil législatif. Cet arrangement institutionnel est complété par la Conférence des chefs (*Conference of Rulers*) qui réunit les sultans en titre ainsi qu'un représentant de chacun des deux établissements de la péninsule – Penang et Malacca – où ne règne aucune famille royale. Même s'il agit en consultant les sultans et les membres des Conseils exécutif et législatif, le haut-commissaire conserve tous les pouvoirs législatifs et administratifs, agissant en tant que représentant de la Couronne britannique (Finkelstein. 1952 : 16-17). C'est lui qui préside le Conseil fédéral, ainsi que le Conseil exécutif qui en émane. Le conseil fédéral se compose de 48 membres et est habilité à adopter des lois. Le haut-commissaire peut les outrepasser ou encore faire adopter ses propres lois sans approbation s'il le juge nécessaire (Colonial Office. 1957 : 11). La même règle s'applique à la Conférence des chefs :

« The Rulers could comment on Bills, but they also undertook to accept the advice of the High Commissioner in all matters connected with the government of the Federation... The High Commissioner's powers were accordingly extremely wide. » (United Kingdom. 1957 : 12)

Les neuf sultanats et les deux établissements sont maintenant devenus les États de la Fédération de Malaisie. En fait, ils jouissent de pouvoirs législatifs restreints aux seules questions touchant la religion et les coutumes. Car si l'agriculture, les terres et la foresterie demeurent de juridiction locale, le gouvernement fédéral, par l'adoption de divers mécanismes s'est réservé suffisamment de marge de manœuvre pour intervenir au besoin. Chaque État de la péninsule, entre 1948 et l'indépendance, est administré par un conseiller britannique nommé par le haut-commissaire. Le budget des administrations locales est limité et provient exclusivement de transferts fédéraux décidés à Kuala Lumpur.

Malgré la nature coloniale de cet arrangement, il faut souligner qu'il s'agit d'un arrangement négocié<sup>7</sup>. Dès 1948, l'administration coloniale met sur pied un *liaison committee*, c'est-à-dire des tables de travail où des représentants des communautés chinoise et malaise siègent avec le gouverneur général de la colonie, Malcolm Macdonald<sup>8</sup>. Ses successeurs, Sir Henry Gurney puis Sir Robert Templer poursuivront le travail en favorisant la coopération entre les élites locales. Le partage du pouvoir politique entre Chinois et Malais, la question de la citoyenneté et de l'usage de la langue, la garantie de protection de la propriété privée des Chinois ainsi que de la libre pratique de leur commerce, sont au cœur des grandes questions à résoudre avant le retrait des Britanniques.

La coopération s'établit entre Britanniques, leaders de la communauté chinoise et les familles princières malaises, en particulier avec les familles engagées dans l'administration de la colonie<sup>9</sup>. C'est à cette période que s'imposent l'UMNO et le MCA qui deviennent les véhicules pour représenter les deux grandes communautés malaysiennes.

Les élections municipales de 1952, le premier suffrage populaire en Malaisie, démontrent l'efficacité de la coopération entre l'UMNO et le MCA et rassurent les Britanniques sur le potentiel de coopération entre ces partis pour assurer la stabilité du pays. Ayant négocié de manière informelle la répartition de leurs candidats pour ne pas s'affronter sur le terrain de la compétition électorale, les deux partis remportent ensemble 11 des 12 sièges en jeu (Freedman. 2000 : 79).

Trois ans plus tard, lors des premières élections législatives de 1955, les deux formations politiques réitèrent l'expérience. Cette coopération rassure les autorités

---

<sup>7</sup> Pour un résumé des questions et des enjeux de ces négociations, voir Hua. 1989 : 98-106.

<sup>8</sup> Malcolm Macdonald devient par la suite haut-commissaire général pour l'Asie du Sud-Est avant de prendre la tête de l'administration britannique en Inde.

<sup>9</sup> Pour le récit historique des négociations de cette période voir l'excellente synthèse de Von Vorys. 1975. Chap. 4. Voir également, le travail de Drabble. 2000 : 112-116.

coloniales. Lors des élections de 1955, l'UMNO et le MCA travaillent ensemble pour former une alliance en vue de s'assurer un maximum de sièges. Ces réussites confèrent une grande légitimité aux leaders de l'UMNO et du MCA qui parviennent à négocier rapidement le départ des Britanniques.

Officiellement la coalition de partis, incluant le parti indien, sera formée en 1953. Elle prend le nom de l'Alliance. On a institutionnalisé à ce moment des pratiques qui avaient déjà cours depuis plusieurs années, c'est-à-dire la négociation à portes fermées, entre élites, afin de parvenir à des consensus pour l'exercice du pouvoir politique. C'est ainsi que l'Alliance et l'administration coloniale vont négocier la première Constitution et l'accession à l'indépendance de la Fédération de Malaisie. « *The Constitution was a « coup » for the Alliance elites, and as a political event it represented a power settlement between the Alliance's English-educated leaders and Rulers* » (Lee. 2001 : 1). Les leaders locaux et britanniques désiraient régler cette question rapidement. Le chef de l'UMNO à cette époque, *Tunku Abdul Rahman*, écrit dans ses mémoires, parues en 1981 :

« It was of course not a perfect Constitution... But we knew we were going to be in power with an overwhelming majority and if any changes appeared necessary we would amend the Constitution. ...So, why waste time haggling over it at that stage? I just told my colleagues to accept everything that was proposed. » (Abdul Rahman. 1981 : 15-16)

#### La Fédération indépendante : le pacte constitutionnel de 1957

Le 31 août 1957 la Malaisie devient indépendante et adopte sa nouvelle Constitution. Une Commission constitutionnelle avait été mise sur pied au début de l'année 1957, elle faisait suite à la Conférence constitutionnelle de 1956 tenue à Londres pour discuter des termes de l'indépendance de la Malaisie. La Commission de 1957 avait pour mandat de parvenir à des recommandations favorables au statut particulier des Malais tout en respectant les non malais. Il est écrit dans son mandat : « *[to make recommendations for] the safeguarding of the special position of the Malays and the legitimate interests of other communities* » (United Kingdom. 1957: 6).

Le pacte de 1957 ira dans ce sens. Il donne la prépondérance politique aux Malais. L'islam est proclamé religion officielle même si la liberté de culte est respectée. On décrète le malais langue nationale mais l'usage de l'anglais comme langue officielle est permis jusqu'en 1967, date à laquelle le Parlement devra revoir la question. L'usage des autres langues n'est pas interdit, même pour l'éducation. La langue nationale ou *Bahasa Malaysia* formule utilisée pour désigner le malais, doit cependant être enseignée dans toutes les écoles (Decornoy. 1967 : 168).

Le chef de l'État sera un sultan malais, choisi par, et parmi, les neuf sultans en titre dans leur État fédéré. Les Malais se voient garantir, constitutionnellement, des droits spéciaux, des quotas, en ce qui a trait à l'accessibilité à l'éducation, aux emplois du service public, et aux licences et permis pour gérer des entreprises. Des droits spéciaux concernant l'accès aux terres sont aussi enchâssés dans la Constitution et, bien que de juridiction locale, ces terres ne peuvent être aliénées par les autorités locales.

Les Chinois, ainsi que les autres communautés, obtiennent pour leur part l'accès à la citoyenneté et la garantie de la liberté de commerce. On leur accorde le principe du droit du sol. Tout Chinois ou Indien né sur le sol de la Malaisie après l'indépendance est automatiquement citoyen du pays<sup>10</sup> indépendamment de son origine. Le droit à l'éducation dans leur langue leur est assuré. On pose cependant certaines conditions telles que la connaissance de la langue nationale et l'obligation de prêter serment d'allégeance au pays. Les propriétés et les investissements chinois sont garantis et leur sécurité assurée. Aucune entreprise chinoise ne peut être expropriée et/ou nationalisée (Parmer. 1966 : 112). On parvient ainsi à rassurer les communautés non malaises en leur garantissant une place dans l'avenir de ce nouveau pays (Decornoy. 1967 : 169).

---

<sup>10</sup> En 1962, on a introduit l'obligation que son père ou sa mère soit citoyen de la Malaisie.



Tel que mentionné au chapitre précédent, la structure fédérale s'inspire des expériences des autres ex-colonies britanniques, surtout de l'Inde, et assure un pouvoir très centralisé dans les mains de l'exécutif fédéral. Tous les pouvoirs résiduels, c'est-à-dire non mentionnés explicitement dans la Constitution, sont de compétence fédérale.

#### De la Fédération de Malaisie à la Fédération de Malaysia, l'épisode de Singapour

Au début des années 1960, les Britanniques contrôlent toujours la ville de Singapour et les territoires du nord de l'île de Bornéo, mais ils souhaitent se retirer de la région. La solution envisagée : réunir ces territoires dans un grande Fédération de Malaysia. Le plan britannique se profile rapidement; fusionner ces entités avec la Malaisie qui fonctionne bien et qui a gardé un système qui sert les intérêts britanniques. Cette nouvelle fédération voit le jour en 1963. Cette formule visait à aider à consolider la région, à assurer une stabilité politique et économique et à contrer les mouvements communistes. Le manque d'unité de cette nouvelle entité politique est souligné par plusieurs, mais les architectes de cette fédération répliquent :

« ...that there is no alternative : that Singapore had to be saved from Communism and that the Borneo territories could never survive on their own. They maintain that the gamble had to be taken – and taken quickly – and that it has a reasonable chance of paying off. » (Taylor. 1963 : 646-647)

La Chine et l'Indonésie sont des menaces sérieuses aux intérêts britanniques dans la région. Les Britanniques ont toujours des intérêts commerciaux importants tant à Bornéo que sur l'île de Singapour qui, pour sa part, voit grossir les rangs des mouvements gauchisants nourris de la grogne contre l'occupant colonial (Hua. 1983 : 135). Des discussions sont engagées entre les gouvernement de Londres, Kuala Lumpur et Singapour. Elles portent essentiellement sur la nécessité de créer une grande entité politique, viable économiquement, qui pourrait empêcher l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est, et non sur la forme institutionnelle que devrait prendre ce nouvel arrangement politique (Means. 1963 : 142-143; Milne. 1963 : 76). Parmer résume ainsi la situation :

« Public discussions focused not so much on the terms [de la Constitution], but rather on the need to build a bulwark against communist expansionism in Southeast Asia and to create a larger, more viable economic entity. » (Parmer. 1966 : 111)

Singapour est une ville située à un jet de pierre des terres de la Malaisie au sud de la péninsule, sur une île qui ne fait que 581 km<sup>2</sup> (à peine plus grande que l'île de Montréal qui en fait 500 km<sup>2</sup>). Son histoire contemporaine, son activité économique et sa population sont liées à l'arrivée des Britanniques et des Chinois. Ils ont transformé ce petit territoire, alors peuplé de quelques pirates et pêcheurs malais, en comptoir commercial le plus important de la région. En 1954 on y dénombre un peu plus d'un million d'habitants dont 76 pour cent sont Chinois (Mills. 1958 : 117).

La solution de réunir Singapour et la Malaisie avait été écartée en 1948 et en 1957. Toutefois, devant la volonté des Britanniques de quitter la région va s'imposer rapidement l'idée de réunir toutes leurs possessions au sein d'une grande fédération. D'abord la volonté du gouvernement de Kuala Lumpur est claire et son premier ministre, *Tunku Abdul Rahman*, l'exprime sans ambages dès 1961 :

« Malaya should have an understanding with Britain and the peoples of the territories of Singapore, North Borneo, Brunei and Sarawak. It is premature for me to say how this closer understanding can be brought about but it is inevitable that we should look ahead to this objective. » (cité par Means. 1963 : 138)<sup>11</sup>

Depuis 1948, la colonie de Singapour est dotée d'une assemblée parlementaire élue, dans laquelle les groupes de gauche occupent de plus en plus d'espace. En 1961, le gouvernement local de Singapour est dirigé par le *People's Action Party* (PAP), parti considéré à gauche par Kuala Lumpur et les Britanniques. L'aile plus radicale de ce parti ne parvenant pas à orienter l'action de ses dirigeants décide de quitter l'organisation. L'aile gauche se scinde et forme un nouveau parti, le parti socialiste de Singapour (Milne. 1963 : 77). La base militante du PAP a largement suivi le

---

<sup>11</sup> Ce texte est souvent cité pour dater l'idée d'une grande fédération incluant Singapour en 1961, mais d'autres analyses parlent d'une date bien antérieure. Pour une discussion sur cette question voir l'analyse de Noordin Sopiee (1973 : 717-732).

nouveau parti socialiste. Cette situation est particulièrement menaçante pour le PAP et son leader au pouvoir, Lee Kwan Yew, qui choisit l'option de la fusion avec la Malaisie pour modifier totalement la donne politique à Singapour (Hua. 1983 : 135-140).

Advenant un retrait britannique complet de Singapour, il fallait un plan pour freiner la gauche, les mouvements communistes, et l'impact qu'ils pouvaient avoir sur les processus politiques à Kuala Lumpur et dans la région. Dans ce contexte, l'inclusion des colonies britanniques dans la Fédération de Malaysia devient alors une option politique intéressante pour Kuala Lumpur et les Britanniques, mais seulement dans la mesure où l'on intègre également les colonies britanniques du nord de l'île de Bornéo afin d'assurer un équilibre ethnique et politique qui contrebalancera la force de Singapour dans la nouvelle configuration (Milne. 1962 : 79).

Concrètement on négociera un pacte mettant à l'honneur le *gerrymandering* (Milne. 1966 : 179). Sabah et Sarawak obtiennent des sièges au Parlement fédéral dans une proportion intéressante; un siège pour 25 000 électeurs alors que l'on octroie un siège pour chaque 116 000 Singapouriens. Singapour étant presque totalement peuplé de Chinois, son entrée dans la fédération en menaçait l'équilibre politique. Les populations autochtones de Bornéo viennent donc contrebalancer ce nouvel apport de citoyens chinois. Le minuscule territoire de Brunei, logé entre le Sarawak et le Sabah refuse la fusion et demeure protectorat britannique.

L'épisode de la création de la Malaysia a donné lieu à de nombreux mouvements d'opposition mais la collaboration des autorités britanniques et des élites locales permet un remodelage des frontières du pays sans crise politique ou économique. La nouvelle Constitution diffère à peine de celle de la Fédération de Malaisie adoptée en 1957 (Parmer. 1966 : 112). Les États qui se joignent à la nouvelle fédération obtiennent quelques concessions mais, essentiellement, ils deviennent des entités semblables aux autres États de la Fédération, c'est-à-dire avec très peu de pouvoirs :

« Among the Constitutional provisions of the new Federation, Britain retained the right to keep her military bases in Malaysia; the special privileges of the Malays were maintained; and the contentious articles relating to the citizenship of the non-Malays remained. For Britain and the Western powers Malaysia's formulation had ensured stability in their South East Asian sphere of influence.... » (Hua. 1989 : 142)

*Les oppositions au projet de Fédération élargie*

Nombre de leaders d'opposition à Kuala Lumpur comme à Singapour se sont opposés à la Fédération et ce pour différentes raisons, mais les pouvoirs en place soutiennent que Singapour doit être sauvé du communisme et que les territoires de Bornéo ne peuvent survivre par eux-mêmes. Afin de réaliser ce plan rapidement et museler l'opposition, on procède à de nombreuses arrestations. Accusés de sympathiser avec les mouvements communistes, des centaines de politiciens des partis d'opposition, des syndicalistes, des journalistes, des étudiants, sont détenus sous les lois de l'état d'urgence, à Singapour, en Malaisie et à Sarawak (Taylor. 1963 : 647).

L'opposition s'exprime aussi à l'étranger (Means. 1963 : 154-175). Les Philippines revendiquent des droits sur le Sabah. Manille va protester mais sans plus. La réaction indonésienne est tout autre. Depuis 1963, Sukarno et son gouvernement à Jakarta accusent le nouveau gouvernement de Kuala Lumpur d'être une création néo-colonialiste. Sukarno soutient qu'il faut écraser la Malaysia<sup>12</sup>. Il fera monter la tension entre les deux pays en soutenant une politique de confrontation (*Konfrontasi*) qui va durer de 1963 à 1966 et en mettant l'accent sur l'urgence d'empêcher l'intégration des États du nord de Bornéo dans la Fédération de Malaysia (Hindley. 1964 : 904-913). L'Indonésie proteste également quand la Malaysia obtient en 1965 un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Sukarno va alors claquer la porte de l'ONU. C'était la première fois depuis sa création qu'un de ses membres quittait l'organisation. Le geste de l'Indonésie a été salué alors par Pékin et Hanoi (Decornoy. 1967 : 176). Pour défendre les territoires du Sabah et du Sarawak contre

---

<sup>12</sup> Les oppositions au projet de Fédération élargie, exprimées par l'Indonésie, les Philippines, ainsi que Brunei sont analysées, entre autres, dans l'article de Means (1963), celui de Milne (1962) et l'ouvrage de Decornoy (1967).

les affrontements provoqués par l'armée indonésienne, les Britanniques devront déployer leur force militaire sur la frontière malaysienne au nord de Bornéo.

*Menace à l'équilibre du système politique malaysien et dispute fiscale*

L'élargissement de la Fédération de Malaysia va poser problème dès le premier jour et menacer l'architecture institutionnelle dessinée par les élites malaysiennes. Un journaliste australien qualifie ainsi cet étrange amalgame où les forces économiques seules semblent justifier le pacte fédératif : la Malaysia avec ses 13 États « *is one of the world's strangest families, a cocktail federation of university graduates and latent headhunters, of millionaires and peasants, of simple fishermen and near-feudal Sultans...* » (McKie. 1963 : 7).

Le pacte fiscal avec Singapour pose problème. Pendant les mois qui ont précédé les célébrations de la création de la Fédération, orchestrées pour le 31 août 1963, les dirigeants de Kuala Lumpur et Singapour ont poursuivi d'intenses négociations. Le gouvernement de Kuala Lumpur veut intégrer Singapour et sa fiscalité dans sa fédération centralisée; Singapour refuse (Tarling. 1999 : 85). Juste à temps pour le 31 août 1963, on parvient à signer une entente peu détaillée, et plus ou moins satisfaisante pour les deux parties (Simandjuntak. 1969 : 222-229).

Outre la question de la fiscalité, la place de Singapour sur l'échiquier de la Malaysia pose problème (Tarling. 1999 : 84). Ce nouvel État de la Fédération et ses leaders, veulent faire leur place sur la scène politique fédérale. Or, le pouvoir y est concentré dans les mains de l'exécutif, et celui-ci est entièrement sous la domination de l'Alliance, dont le PAP ne fait pas partie. Singapour et ses leaders constatent les limites de l'espace politique qu'il leur est possible d'occuper. L'Alliance ne faisant aucune offre de partenariat au PAP et son chef Lee Kwan Yew, ils vont tenter d'obtenir le support des masses populaires pour gagner quelques sièges au Parlement fédéral, au sein duquel ils ont une représentation limitée : 15 circonscriptions fédérales sont octroyées à Singapour sur les 104 que compte la chambre basse.

Pour y parvenir, la stratégie adoptée consiste à présenter des candidats du PAP dans des circonscriptions fédérales sur la péninsule et donc, ravir le vote chinois du MCA pour prendre un jour, espère-t-on, sa place au sein de l'Alliance. L'élection fédérale de 1964 va donner l'occasion à Lee Kwan Yew de mettre en action cette stratégie. Le PAP présente quelques candidats dans des circonscriptions à forte majorité chinoise, mais sans aucun succès. La ligne de campagne qu'avaient choisi alors le PAP est chargée de communalisme; on remet en question les privilèges accordés aux Malais, et on accuse d'apathie le MCA en ce qui concerne la défense des intérêts des citoyens d'origine chinoise<sup>13</sup>.

L'échec électoral du parti de Lee Kwan Yew est complet. Cet échec va pousser les membres de l'Alliance, et surtout l'UMNO, à se polariser contre ce 14<sup>e</sup> État qui ne semble pas vouloir jouer selon les règles établies en Malaysia. Après des mois de tension, Singapour se retire finalement de la Fédération le 9 août 1965. Les négociations pour cette séparation se sont déroulées en secret. Les ambassades du Royaume-Uni et des États-Unis n'ont pas été informées des négociations. Elles ont été mises devant le fait accompli, comme en témoigne ce télégramme de l'ambassade américaine adressé au département d'État américain :

« Lord Head, British Commissioner learned of this [la séparation] inadvertently last night. He saw Tunku, Razak, Ismail and Tan Siew [les chefs de l'UMNO et du gouvernement] at social event. Asked for 24 hour postponement. Met with completely adamant attitude. Head said decision taken only by small number Cabinet Ministers. Most Ministers not informed. » (U.S. Department of State. 1965b)

De nombreux différends ont contribué à l'expulsion de Singapour mais deux facteurs apparaissent déterminants : l'ambiguïté du pacte de 1963 et la montée des tensions raciales alimentées par les leaders politiques eux-mêmes (Milne 1966 : 177).

---

<sup>13</sup> Pour une analyse détaillée des stratégies politiques du PAP, voir, entre autres : Parmer. 1966 et Milne. 1966.

Au sujet de l'ambiguïté du pacte de 1963 il faut signaler l'imbroglia concernant le partage des revenus et dépenses. Les personnalités de Lee Kwan Yew et *Tunku Abdul Rahman* ainsi que les tensions raciales sont présentées comme facteurs explicatifs de la rupture par nombre de chercheurs. Les questions fiscales, elles, ont peu été étudiées alors que l'ambiguïté majeure entre Singapour et le gouvernement fédéral de la Malaysia portait sur le partage des surplus budgétaires de Singapour. On peut lire dans un article de Bottomley (1963 : 373-374) :

« The financial disagreement between Singapore and the Federation of Malaya narrows down to the question of what is to happen to a Singapore budgetary surplus... The question is first, what can Singapore do to ensure that the advantages of the merger will be real enough, and second, what is the state prepared to pay for these advantages. »

Une entente plus ou moins satisfaisante pour les deux parties, entente peu détaillée, avait finalement été signée juste avant la création de la nouvelle fédération mais celle-ci ne faisait que confirmer l'ampleur des défis à relever pour l'intégration de l'économie de Singapour dans la nouvelle Fédération de Malaysia (Simandjuntak. 1969 : 222-235). Les informations émanant du *U.S. Department of State* soulignent également les problèmes économiques non résolus pour expliquer la séparation de Singapour : « *Mutual suspicions exacerbated disagreements between the two governments concerning issues of finance, trade, and industrial development* » (U.S. Department of State. 1965c).

L'épisode de Singapour vient mettre en lumière les limites des facteurs explicatifs essentiellement culturels ou communautaires. Les Chinois membres du MCA, du PAP ou du parti socialiste singapourien ont des allégeances politiques qui transcendent leurs origines communautaires. Le MCA (parti chinois) a toujours favorisé son alliance avec l'UMNO (parti malais) et non une alliance avec les Chinois de Singapour. Le système politique mis sur pied par les élites malaysiennes et britanniques a résisté aux demandes et aux pressions de Singapour et la Malaysia a préféré se défaire de cet État prospère, et ainsi préserver son équilibre politique et sa stabilité. Cet État avait pourtant contribué au trésor national pour une somme

importante, équivalente à 13 millions de dollars américains en 1964 et devait contribuer davantage en 1965 (U.S. Department of State. 1965c).

Le passage de Singapour dans la fédération illustre une fois de plus la stabilité politique de la Malaysia, malgré le discours alarmiste du gouvernement. Les processus politiques ayant conduit à ces événements sont caractéristiques des pratiques qui s'y développent : des négociations à portes fermées et une opposition bâillonnée par des pouvoirs publics forts et coercitifs.

#### La Malaysia en 1965 : des frontières et un système politique désormais fixés

En 1965, les cartographes peuvent ranger leurs crayons. Les pourtours de la Malaysia se fixent définitivement. Dans la région, les Britanniques ne possèdent plus que le minuscule État de Brunei qui deviendra indépendant en 1984. La Fédération de Malaysia se compose maintenant de treize États et Singapour est indépendant. Tous ces changements de frontières et ces arrangements politiques qui modèlent et remodelent la région de 1946 à 1965 se font sans aucun bain de sang, sans révolution, sans suspension des institutions. La violence politique n'est cependant pas absente de la réalité quotidienne. Les arrestations provisoires et les détentions sans jugements sont nombreuses dans la région. La Malaysia a toujours ses forces anti-communistes sur le terrain, un service de renseignement intérieur bien entraîné et peut invoquer toute menace pour procéder à des arrestations (Zakaria. 1977 : 79-82).

Comme nous l'avons exposé au fil des dernières pages, le cadre institutionnel de la Fédération de Malaysia a été négocié entre les élites locales avec la collaboration des Britanniques. Ce cadre et ces processus ont été ensuite légitimés par des élections. Le gouvernement du pays est maintenant dans les mains d'une coalition de partis dominée par l'UMNO. Le pouvoir exécutif conserve du passé colonial les institutions permettant de limiter la compétition politique. Le système politique conserve lui son caractère autoritaire qui s'inscrit dans un cadre législatif bien défini. Ce cadre législatif est simultanément un héritage colonial et une volonté des partis politiques



réunis au sein de l'Alliance qui s'assurent d'encadrer l'opposition et de limiter la compétition politique.

### 3. Les armes de l'élite

#### L'Alliance : une coalition imbattable

La principale source de légitimation du système politique malaysien va émaner de la compétition électorale qui permet la sélection des membres du Parlement. Malgré le système autoritaire dans lequel la représentation politique s'exerce, l'opposition parvient à faire élire quelques députés aux différents scrutins organisés en Malaysia. Mais le joueur central de l'échiquier reste l'Alliance, la coalition des trois principaux partis du pays et notamment l'UMNO, qui la domine.

Tableau 3.2

#### Résultats des élections fédérales de 1959 et 1964

	1959		1964	
	Sièges	Votes (%)	Sièges	Votes (%)
Alliance	74	51,8	89	58,5
Opposition	30	48,2	15	41,5
Total	104	100	104	100

Source : Hing et Ong. 1987 : 120

Notons que le scrutin majoritaire uninominal, à un tour, donne un nombre de sièges plus élevé à l'Alliance que la proportion de votes enregistrés. En 1959, l'Alliance obtient 74 sièges sur 104, soit 71,2 pour cent des sièges au Parlement avec seulement 51,8 pour cent des votes exprimés. En 1964, l'Alliance gagne 89 sièges sur 104, elle obtient donc 85,6 pour cent des sièges avec 58,5 pour cent des votes. Comme nous le verrons plus tard, le vote populaire de l'Alliance va se réduire à 49,3 pour cent en 1969, année où l'Alliance n'obtiendra que 66 pour cent des sièges au Parlement (Hai. 2002 : 127). Ces chiffres indiquent toutefois qu'une partie importante de la

population ne vote pas pour l'Alliance. Cette coalition est toujours dominée par l'UMNO; Bob Reece écrivait dans le *Far Eastern Economic Review (FEER)* en mai 1969 juste avant les élections : « *UMNO-MCA-MIC coalition has worked quite well although the smaller parties do not possess much bargaining power and are kept very much at UMNO'S pleasure* » (1969 : 330). Tout le système politique et même le système électoral avantage les Malais et l'UMNO (Hai. 2002).

L'Alliance remporte les scrutins par d'écrasantes majorités et garde le contrôle des deux tiers des sièges à l'Assemblée législative jusqu'en 1969, position de force qui lui permet d'amender la Constitution à sa convenance.

Les leaders de cette coalition négocient et s'entendent en privé, informellement, et en secret (Von Vorys. 1975 : 133). On coopère pour se séparer stratégiquement les circonscriptions électorales. Le MCA présente des candidatures chinoises dans les circonscriptions où les populations chinoises sont majoritaires et les Malais, des candidats de leur communauté dans leurs circonscriptions. Quant au parti indien, le *Malayan Indian Congress (MIC)*, membre de l'Alliance depuis 1955, il est relégué en position minoritaire vu le peu d'impact de son électorat. Le fonctionnement de l'Alliance et le système de partage des circonscriptions renforce l'appartenance communautaire des différents groupes de la société comme le soulignait Ratnam (1965 : 162) :

« Although the Alliance contests elections as a single body, its member organisations continue to function on communal lines, being responsible to their own members. The Alliance is thus an inter-communal organization, and not non-communal as is often claimed. »

### La fonction publique

Le système politique du pays qui s'appuie sur un Parlement élu, où siègent des partis bien organisés, peut aussi compter sur un élément supplémentaire pour assurer l'ordre et le développement du pays : une bureaucratie professionnelle qui contraste avec la

situation qui prévaut dans les autres pays de la région. Une étude détaillée de la bureaucratie dans les années 1950 et 1960, confirme cette situation :

« Within the framework of parliamentary government was also to be found one of the most effective and efficient bureaucracies in the area, a fact that in no small measure accounted for the Federation's success... Moreover by the time of the creation of the greater Malaysia Federation (1963) this bureaucracy was largely indigenous in composition, and the few remaining Europeans civil servants were working side by side with the locally recruited officers and recently arrived foreign advisers. » (Tilman. 1964 : ii)

L'absence de conflit ou de coupure brutale avec la période coloniale explique sans doute en partie cet état de fait. Le gouvernement de Kuala Lumpur a pu garder en poste plusieurs officiers et recruter progressivement, sur une longue période, de nouveaux fonctionnaires locaux. Tous les Britanniques et Européens voulant rester en poste après l'indépendance ont pu le faire, sans voir leurs conditions de travail ou leurs salaires modifiés. Quant aux fonctionnaires qui décidaient de quitter, de généreuses compensations ont été versées. Ce programme a été très coûteux pour le pays mais, tel que précisé déjà, les revenus du pays rendent possible une telle politique (Tilman. 1964 : 68).

Les institutions internationales, telle que la Banque Mondiale, reconnaissent la qualité de la fonction publique malaisienne dans plusieurs rapports. Par exemple on peut lire dans *The Lessons of East Asia* publié par la Banque Mondiale (Ismail et Meyanathan. 1993 : 3) :

« ...Malaysia inherited an effective bureaucracy and a firmly entrenched legal code which gave the government a reliable basis for policy implementation and administration. The Malaysian civil service has always worked closely with the political leadership and has enjoyed strong support in return. »

L'étude détaillée de l'administration publique dans ces premières années montre également que le discours faisant de la haute fonction publique une chasse gardée pour les Malais est inexact comme en témoigne le tableau 3.3 :

Tableau 3.3

**Situation de l'emploi dans la haute fonction publique<sup>14</sup> 1957 – 1962**

	1957		1958		1959		1960		1962	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
Européens	1 687	61,0	1 200	45,0	1 004	36,4	657	24,6	409	14,1
Malais	390	14,1	513	19,4	653	23,6	737	27,6	850	29,3
Chinois	366	13,2	520	19,5	660	23,8	750	28,1	987	34,0
Indien	191	7,0	266	10,0	326	11,8	384	14,4	462	15,9
Autres	127	4,6	166	6,2	120	4,3	143	5,4	194	6,7
<i>Total</i>	<i>2 761</i>		<i>2 665</i>		<i>2 763</i>		<i>2 671</i>		<i>2 902</i>	

Source : Tilman. 1964 : 70.

Cette bureaucratie a des liens très serrés avec les dirigeants du pays qui auront souvent servi dans l'administration publique avant de faire le saut dans l'arène politique pour devenir membre du Parlement. La fonction publique est neutre certes, mais elle n'a jamais eu à servir un autre gouvernement que celui formé par la coalition dirigée par l'UMNO. Cette situation rend impossible l'analyse de sa neutralité intrinsèque puisqu'elle n'a jamais été testée.

#### 4. Les institutions autoritaires du pouvoir malaysien

Pour se maintenir au pouvoir et gouverner le pays, le gouvernement central s'appuie sur un système de partis qui le sert et une bureaucratie professionnelle liée par différents canaux de recrutement aux partis de la coalition au pouvoir. De plus, le gouvernement dispose d'un arsenal institutionnel qui limite considérablement les actions et les discours des groupes en désaccord avec l'action gouvernementale. En effet, le cadre législatif et réglementaire du pays s'avère un puissant outil pour bâillonner toute forme d'opposition.

<sup>14</sup> Statistiques représentant la Division 1, sur trois divisions que compte la fonction publique dans son ensemble. La division 1 regroupe la haute fonction publique.

« The physical capacity of the Malaysian Government to apply coercive measures is beyond question. At independence, the Alliance Government inherited a sophisticated coercive machine. » (Barraclough. 1985 : 800)

Comme nous le verrons tout au long de l'analyse des différentes périodes historiques de la Malaysia, le cadre législatif et la coercition exercée par le gouvernement auront même pour effet de favoriser l'autocensure dans la population et particulièrement chez les journalistes et les organisations non gouvernementales<sup>15</sup>.

### La force policière

Afin de faire respecter la loi, le régime peut s'appuyer sur un corps policier efficace et loyal au gouvernement; la *Royal Malaysian Police*. Ce corps policier a été modelé et entraîné par les Britanniques dès les années 1940 pour faire face à l'insurrection communiste, insurrection qu'on est parvenu à mâter. C'est un corps centralisé, unifié, sous la juridiction du gouvernement fédéral. Même la collecte de renseignements et l'espionnage intérieur sont intégrés aux services de la *Royal Malaysian Police*. La police a joué un rôle important dans la stabilité du pays. Dans une thèse publiée en 1977 au MIT, sous la direction de Lucien Pye, on peut lire:

« ...it would be difficult to imagine if it's history [la Malaysia] would not have been different had it not been for the existence of a well built-up governmental machinery especially in the form of police to maintain and preserve law and order and thereby enable administration. The crux of the thesis is that the police was the most crucial ingredient in this combination of factors, and the kind of police operations that were conducted provided a decisive instrumental capability for the regime to cope with the stresses faced by a new country. » (Zakaria. 1977 : 42)

---

<sup>15</sup> Au début des années 2000, le gouvernement mettra sur pied une première commission des droits de la personne dont les membres sont nommés par le premier ministre. Cette commission, appelée SUHAKAM, ne peut ignorer le climat de peur qui règne dans le pays et son président écrit à ce sujet :

« SUHAKAM has also received complaints concerning restrictive laws such as the Sedition Act 1948, the Internal Security Act 1960, and the Official Secrets Act 1972. Additionally, contempt of court laws and exorbitant damages awarded pursuant to actions under the Defamation Act 1957 have been blamed for creating a culture of fear, self-censorship and cautiousness to the detriment of effective and creative reporting of issues of public interest » (Harun Hashim. 2003 : 5).

### Le cadre législatif

La force policière veillera à faire respecter le cadre législatif adopté par le Parlement. Parmi les plus importants dispositifs dont dispose le gouvernement en 1957, trois limitent l'action des individus : le *Internal Security Act*, le *Sedition Act*, et le *Official Secrets Act*; un autre limite le droit d'association, le *Society Act*; et finalement un dernier, qui est un dispositif de la Constitution, permet la proclamation de l'état d'urgence dans toutes les parties de la Malaysia. En fait, une section entière de la Constitution de Malaysia porte sur la prévention de toute tentative de déstabilisation du pouvoir institué<sup>16</sup>.

Au cours des années 1950, l'espace public interne se développe tout de même, mais il est caractérisé par de réelles limitations à la compétition politique, ainsi qu'à la liberté d'expression et d'association. Les lois ordinaires et les lois d'exception sont toutes adoptées de l'héritage colonial au fil des ans, afin de permettre plus de marge de manœuvre au gouvernement, tout en limitant les droits et les pouvoirs de l'opposition<sup>17</sup>. Comme nous le verrons dans les périodes historiques subséquentes, cette tendance ne s'est pas résorbée, même à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>16</sup> La partie XI de la Constitution porte le titre : *Special powers against subversion, organised violence, and acts and crimes prejudicial to the public and emergency powers* et réunit les articles 149, 150 et 151 qui vont permettre au pouvoir exécutif de fermer l'espace public sans déroger à la loi.

<sup>17</sup> Rappelons que la Constitution a été écrite pendant la période de l'état d'urgence déclarée par les Britanniques, période qui visait l'éradication du mouvement d'inspiration communiste qui contestait le pouvoir colonial sous toutes ses formes. Les lois ordinaires et d'exception adoptées alors par les Britanniques ont continué d'avoir force de loi après l'indépendance en vertu de l'article 162 (1) de la Constitution qui stipule :

« Subject to the following provisions of this Article and Article 163, the existing laws shall, until repealed by the authority having power to do so under this Constitution, continue in force on and after Merdeka Day, with such modifications as may be made therein under this Article and subject to any amendments made by federal or state law » (Constitution of Malaysia, article 163).

*L'Internal Security Act (ISA)*

L'*Internal Security Act* constitue le principal mécanisme de coercition à la disposition des pouvoirs publics pour bâillonner et miner les forces de l'opposition ou les critiques du gouvernement. C'est l'instrument le plus souvent utilisé par les autorités. Adoptée en 1960, cette loi a remplacé les lois d'urgence britanniques en vigueur depuis 1948. L'ISA permet de procéder à des arrestations préventives dans le but d'assurer la paix et la stabilité de la nation (Fritz et Flaherty. 2003).

L'ISA permet d'emprisonner des personnes sans mandat, sans procès, sans accès à un avocat pour une période de 60 jours. Cette période peut être suivie d'une détention sans procès pour deux années. Cette période de deux années est renouvelable indéfiniment selon le bon vouloir du ministre des Affaires intérieures<sup>18</sup>. Que les menaces soient politiques, économiques ou autres, les motifs d'arrestations sont vagues, permettant d'emprisonner des personnes et de les interroger pour une période indéfinie avant d'être envoyées en camps de détention (Kua. 1999). Après avoir analysé la situation précisément dans les années 1960 et 1970 en Malaysia, Amnistie Internationale conclut que déjà à cette époque l'ISA joue un rôle déterminant dans l'exercice du pouvoir :

« The ISA [dans les années 1960 et 1970] remains the core of the permanent, arbitrary powers to detain without trial available to the Executive (...). The broad terms of the ISA fails to provide any precise definition or criteria for determining which individuals pose a danger to state or to public security (...). It limits the political space for important debate on issues of economic policy, corruption, and other social challenges. » (Amnistie Internationale. 1999 : 10)

---

<sup>18</sup> Depuis des décennies les motifs d'arrestation ont varié mais l'ISA a toujours continué de servir le pouvoir exécutif. Un rapport récent publié par deux professeurs de l'Université Princeton souligne ce fait :

« In more than forty years of the ISA's existence, motivations for ISA arrest and detentions have varied but the typical experience of the ISA detainee has gone relatively unchanged. He (more often than she) is arrested by police officials, ostensibly for having acted « in a manner prejudicial to the security of Malaysia or any part thereof or to the maintenance of essential services therein or to the economic life thereof », and kept in police custody for a period of sixty days... » (Fritz et Flaherty. 2003 : 8-9).

Les arrestations ont été nombreuses dès la première décennie de l'indépendance et ne se sont pas limitées aux membres et militants liés au mouvement communiste (Kua. 1999). Cette affirmation est confirmée par les enquêtes réalisées par Amnistie Internationale qui écrit dans une de ses publications :

« ... the use of the ISA went beyond suppressing communist insurgency and their supporters and extended to a far broader spectrum of political activity in Malaysia. The use of the ISA in this period was extensive: the number of people arrested and detained under the Act rose from 1119 between 1960 and 1969, to 1713 between 1970 and 1979. Detainees included hundreds imprisoned for peaceful political activity with periods of detention ranging from a few months to up to 12 years. » (Amnistie Internationale. 1999 : 14)

Afin de justifier ce mal nécessaire qu'est l'utilisation de l'ISA, les pouvoirs publics avaient dans un premier temps invoqué la menace communiste pour ensuite souligner les dangers imminents de fragmentation communautariste de la société malaysienne. En pratique on l'utilise pour arrêter des opposants au gouvernement ou intimider les critiques (Crouch. 1992 : 21). Le résultat est à l'avantage des autorités, les opposants s'autocensurent, « *The act [ISA] is a most effective weapon to silence the public* » (Ee. 1983 : 69).

#### *Le Sediton Act*

Le *Sediton Act* (adopté la première fois en 1948 par les Britanniques et amendé plusieurs fois par la suite) fait partie du coffre à outils du gouvernement pour fermer l'espace public à la critique (Davidson, Friesen et Jackson. 2001 : 11). Cette loi interdit tout discours, toute publication portant sur des questions jugées « sensibles » par le gouvernement. Questionner le statut des sultans malais, la position de la langue malaise comme langue officielle, les droits spéciaux des Malais et les conditions pour acquérir la citoyenneté pour les non Malais est identifié comme une offense. Le débat public n'est donc pas possible. Contrevenir à cette loi peut entraîner une peine de trois ans de prison et des amendes importantes. Dans plusieurs pays l'utilisation de lois permettant de poursuivre des individus pour sédition est tombé en désuétude (Maher. 1992 : 312) mais non en Malaysia où il est utilisé depuis 1957. En 2003, le président de la commission des droits de la personne, nommé par le premier ministre,



répétait que la liberté d'expression devait être limitée pour ne pas permettre d'inciter à la sédition : « *Media freedom is never absolute and has to be exercised with discretion, in accordance with laws designed to restrict from – publishing false news, to defame individuals or incite sedition* » (Harun. 2003 : 4).

Les autorités publiques invoquent régulièrement le *Sedition Act* depuis plus de 40 ans pour museler l'opposition et la critique :

« A review of post independence sedition cases in Malaysia indicates a pattern of prosecutions against members of the opposition, opposition members of Parliament and others pursuing campaigns that implied some criticism of the government. None of the cases reviewed involved any allegation of incitement to violence or unlawful behaviour. » (Davidson, Friesen et Jackson. 2001 : 5)

#### *Le Official Secrets Act*

Cette autre loi, héritée de la période coloniale également, vise la publication non autorisées de documents émanant du gouvernement. La collecte, la possession, la communication non autorisée d'informations officielles peut aussi entraîner des amendes sévères et l'emprisonnement. N'importe quel fonctionnaire peut déclarer tout matériel « secret officiel », déclaration qui ne peut être contestée devant les tribunaux. Dans ce cas précis, la présomption d'innocence est renversée : jusqu'à preuve du contraire l'accusé est présumé avoir agi contre les intérêts et la sécurité du pays. Cette loi a pour effet de favoriser l'autocensure, entre autres, chez les journalistes qui ne recherchent pas d'informations hormis celles publiées par les autorités.

#### *Le Society Act*

Le droit d'association quant à lui est restreint et encadré par le *Society Act*, loi adoptée en 1966 mais héritée elle aussi de la réglementation coloniale. Élaborée dans les années 1940 afin de limiter le droit d'association syndicale et empêcher l'infiltration communiste dans les mouvements de travailleurs, cette disposition législative a davantage de force depuis 1966 (Van Wassenhove. 2002 : 24). Cette loi rend obligatoire l'enregistrement de toute association de sept personnes ou plus auprès du *Registry of Societies*, lui-même sous l'autorité du ministre des Affaires

intérieures<sup>19</sup>. Cette loi permet le contrôle de la vie associative par le truchement du pouvoir du ministre des Affaires intérieures. L'enregistrement peut être refusé, ou l'association arbitrairement dissoute, si ses activités semblent poser préjudice à la paix, la sécurité, l'ordre public ou la bonne moralité du pays selon l'humeur du ministre. Les responsables d'un organisme dissout peuvent être traduits en justice s'ils enfreignent la loi en poursuivant leurs activités. Ils risquent alors une amende ou un emprisonnement maximum de cinq ans. Les membres ordinaires d'une organisation déclarée illégale sont également passibles d'amendes ou d'emprisonnement (maximum de trois ans) s'ils se réunissent.

Toutes ces mesures légales limitent considérablement la liberté d'expression de toute voix d'opposition, d'autant plus qu'une condamnation entraîne automatiquement une interdiction de se présenter à tout poste électif, ou le congédiement si l'employeur est l'État ou encore une radiation de son ordre professionnel le cas échéant. Les députés, les enseignants, les avocats, les médecins, les comptables et autres professionnels ont appris à s'autocensurer pour éviter une telle situation<sup>20</sup>.

---

<sup>19</sup> Le site web officiel du *Registry of Societies* résume ainsi les activités de ce département qui veille, entre autres, à assurer l'ordre public et la sécurité du pays:

« In a nutshell, the Registration of Societies Department is a government department under the Ministry of Home Affairs, being the principal arm of the government which regulates the registration of societies. Societies are alternatively referred to in common parlance as Non-Governmental Organisations (NGOs). For that purpose, the governing statute is the Societies Act 1966 and regulations made thereunder, namely the Societies Regulations 1984 which are enforced by the department. A society under the Act is defined as inclusive of any club, company, partnership or association of seven or more persons, whether temporary or permanent, not constituted or registered under any other written law. ... The Registration of Societies Department is primarily concerned with the registration, control and supervision as well as the maintenance of records pertaining to registered societies and its branches throughout Malaysia so that they do not adversely affect security, peace, public order, good order, welfare or morality in Malaysia »

Disponible à l'url : <http://www.jppmros.gov.my/index1.htm>. Consulté en juillet 2005.

<sup>20</sup> Entrevues réalisées par l'auteure (voir annexe 1)

### *L'état d'urgence*

À plus grande échelle, un mécanisme de coercition puissant a été enchâssé et codifié dans la Constitution, il s'agit de l'article 150 qui permet au chef de l'État de déclarer l'état d'urgence et de suspendre la Constitution. Mesure exceptionnelle adoptée en 1948 par les Britanniques, cet héritage colonial n'est pas renié par les nouveaux dirigeants du pays. Les élites du nouvel État estimaient primordial de garder ce dispositif en place. Aucun parti de l'Alliance ne s'y opposera.

L'article 150 de la Constitution permet au roi, en cas d'urgence, de donner tous les pouvoirs à l'exécutif qui peut alors gouverner par décrets. La proclamation de l'état d'urgence peut suivre n'importe quelle menace qui vise la sécurité et la vie économique de la Fédération ou de n'importe laquelle de ses parties. Ces dispositifs enchâssés dans la Constitution permettent d'affirmer que le système politique malaysien portait, dès son accession à l'indépendance, les caractéristiques le qualifiant d'autoritaire.

L'article 149 de la Constitution octroie, quant à lui, un pouvoir de coercition de plus aux autorités en cas de menaces perçues par ces dernières. Cet article précise que les libertés civiles garanties par cette même Constitution peuvent être bafouées si les autorités le jugent nécessaire. On s'est donné les moyens de réprimer légalement les activités considérées par le pouvoir exécutif comme subversives. La définition de la subversion dans cet article est vague. Faire grève ou critiquer le gouvernement peut être qualifié d'acte de subversion et mener à la détention préventive (Tikamdas. 2002 : 2).

De l'indépendance à la première crise politique majeure en 1969, l'état d'urgence a été utilisé deux fois. D'abord en 1964, dans le contexte de la menace présentée par l'Indonésie et sa politique de confrontation à l'endroit de la Malaysia (Hindley. 1964 : 904-913). Puis, en 1966 dans l'État du Sarawak pour faire face à une crise politique déclenchée par les efforts du gouvernement fédéral visant à démettre le *Chief Minister* de l'État, un opposant au gouvernement. Dans ce cas précis notons

qu'il n'y a jamais eu de menace ou de violence perpétrées envers des personnes ou des propriétés ce qui fait dire à un chercheur ayant documenté cette question :

« A political crisis had been resolved by the skilful use of emergency powers and a recalcitrant Chief Minister removed. Clearly the use of emergency measures had been a purely political manoeuvre. » (Barraclough. 1985 : 818)

### *La coercition*

On retrouve en Malaysia tous les ingrédients d'une stratégie de coercition efficace qui : parfois punit un opposant pour ses actions; parfois prévient qu'il ne récidive ou qu'il ne poursuive ses actions; ou encore, parfois décourage tout individu ou groupe de s'opposer au gouvernement.

Ces dispositions n'apparaissent pas après 1969, après les émeutes rendues fameuses par le gouvernement parce qu'invoquées *ad nauseam* pour justifier toutes les mesures coercitives utilisées régulièrement par les autorités publiques<sup>21</sup>. Les mesures coercitives sont en place dès l'indépendance et utilisées pour bâillonner toute forme d'opposition, opposition qui existe néanmoins comme en témoigne le nombre de partis cherchant à faire élire des candidats aux élections. Il est donc erroné de prétendre que le système politique de la Malaysia était démocratique avant 1969 comme beaucoup d'observateurs le postulent (Mauzy. 1991 : 1-2). Notre analyse nous porte à conclure comme le fait Harold Crouch :

«...apparently democratic practices were permitted only as long as they did not actually undermine the power of the ruling elite while they were quickly modified or abolished when elite interests were threatened... the relatively open democratic quality of the pre-1969 system was possible only because it did not threaten the domination of the established elite and was quickly modified when it did. » (Crouch. 1992 : 21)

---

<sup>21</sup> Même en 1998, lors des manifestations demandant davantage de démocratie, le gouvernement fera une campagne de publicité sur d'immenses panneaux réclames sur l'autoroute Nord-Sud du pays. On y affiche des photos historiques des émeutes raciales de 1969 en rappelant à la population qu'il est dangereux de questionner l'équilibre proposé par la coalition au pouvoir.

Soulignons que la violence physique sera un phénomène rare dans les actions de coercition des autorités publiques. Toutes les actions coercitives entreprises par le gouvernement se feront dans le cadre légal des lois adoptées par le Parlement. Ce qui fait dire à plusieurs que la règle du droit en Malaysia s'éloigne du principe de « *rule of law* » bien établi en démocratie. Il s'agirait plutôt ici d'une instrumentalisation de la loi par les autorités politiques qui peut se résumer par « *the rule by law* »<sup>22</sup>. Cette stratégie du « respect de la loi » explique peut-être pourquoi certains chercheurs semblent ignorer l'importance des phénomènes de coercition dans la pratique du pouvoir politique en Malaysia.

Bien que la Malaysia ait un régime politique et un système de droit calqué sur le modèle de Westminster, il est clair que certaines composantes en divergent et marquent son appareil institutionnel, particulièrement en ce qui a trait aux libertés civiles et politiques. Le pouvoir exécutif du régime politique ne correspond pas aux canons de la démocratie parlementaire, il est cependant stable. Comme nous le verrons, il traversera sa première crise en 1969 sans avoir à modifier ses structures internes.

---

<sup>22</sup> Au sujet de la Malaysia et Singapour (dont les systèmes se ressemblent), Jayasuriya confirme qu'entre les périodes d'urgence leur cadre législatif continue de servir le pouvoir exécutif autoritaire:

« ...law itself becomes a instrument of political rule. The advantage that this offers authoritarian regimes is that it gives a degree of legitimacy to its action which would have been absent if emergency or prerogative powers were in place. It is rule *by law* not the rule *of law* » (Jayasuriya. 2000 : 5).

## **B) Le développement économique : le choix de la rente**

L'analyse de la dimension politique ne suffit pas à elle seule pour comprendre la stabilité du système politique malaysien. Il est certain que la configuration des institutions du nouveau pays indépendant favorise les stratégies de l'élite. Mais, pour faire avancer la réflexion, on ne peut se contenter de soutenir que les institutions sont robustes parce qu'elles sont robustes. Soutenir que le système autoritaire se maintient par la force, ne suffit pas non plus. Nous avons donc également analysé la dimension économique de la réalité malaysienne. Ce qui nous amène à postuler que le caractère rentier de l'économie fournit les moyens à l'État de renforcer son pouvoir, malgré les crises épisodiques. La taille et la source des revenus permettent à l'État de déployer des stratégies de redistribution à son avantage tout en évitant la taxation de la population locale. Cette situation permet d'atténuer les pressions et les demandes des citoyens du pays, tout en consolidant la légitimité du système politique et économique.

L'État colonial, puis post-colonial, va suivre une trajectoire de développement souvent rencontrée en Occident : l'État s'organise pour encadrer les activités économiques sur son territoire et assurer la sécurité de ses institutions, de ses intérêts, et de ses citoyens. Pour financer ses activités, le gouvernement prélève des taxes, certes, mais surtout des taxes sur les exportations et les entreprises, et très peu sur les particuliers.

Dès son indépendance, l'intégration à l'économie mondiale de la Malaysia, et ses revenus abondants, lui permettent de financer des plans de développement et sa construction institutionnelle. Une attention particulière sera portée dans ce chapitre, comme dans les suivants, à la source et la taille des revenus de l'État afin de démontrer le caractère rentier de l'économie. C'est ce caractère rentier qui donne une marge de manœuvre importante à l'élite aux commandes de la destinée de la Malaysia indépendante. Ses rentes la positionnent pour redistribuer et non extraire des ressources sur son territoire.

Plusieurs analystes du cas malaysien étudient les dépenses, les choix stratégiques du gouvernement et les plans de développement de la Malaysia<sup>23</sup>. C'est un autre angle qui nous intéresse ici. Ce qui éclaire le cas de la Malaysia ce sont les revenus du gouvernement, les revenus et l'épargne interne qui permettent de financer des programmes de développement ambitieux sans taxer la population, ni avoir recours à l'endettement extérieur. Mentionnons d'emblée que peu de pays sont parvenus à éviter les cycles d'inflation ou les problèmes importants de dette publique et ce à toutes les époques de leur histoire; pourtant, la Malaysia y est parvenu. Des économistes du Fond monétaire international, dans une analyse portant sur les problèmes de la dette, le soulignaient en ces termes :

« ...a number of countries have strikingly averted outright default, or restructuring that reduced the present value of their debt, over decades and centuries. India, Korea, Malaysia, Singapore, and Thailand are members of this honor roll. » (Reinhart, Rogoff et Savastano. 2003 : 6)

Les données économiques sont parcimonieuses dans les premières années d'indépendance en ce qui a trait aux revenus du gouvernement malaysien. La Banque Mondiale le constatait dans un rapport publié en 1955<sup>24</sup>: « *The problem of forecasting income tax revenue is particularly difficult because of the inadequacy of information on income and income distribution...* » (Banque Mondiale. 1955: 194).

Les publications officielles ne permettent pas de tracer un portrait complet de la situation dans les années 1960. Mais bien que les documents précis soient rares, les tendances sont claires. En 1968, on peut lire dans l'introduction du rapport de l'organe fédéral responsable de la perception des taxes :

---

<sup>23</sup> Voir entre autres les nombreux et excellents travaux des économistes Jomo K.S. et Gomez T. E. mais également : Vincent et Rozali. 1997; Mehmet. 1986; Rudner. 1983; Robertson. 1984; Gullick. 1969; Ness. 1967; Silcock et Fish. 1963.

<sup>24</sup> Après avoir mené une mission en Malaya au début des années 1950, à la demande des autorités locales et coloniales, la Banque Mondiale publiait un volumineux rapport en 1955 faisant état de ses observations et ses recommandations pour le développement futur du pays intitulé : *The Economic Development of Malaya. Report of a mission organized by the International Bank for Reconstruction and Development.*

« This Report reviews the organisation and work of the Department of Inland Revenue in the Federation of Malaysia(...). It contains, in addition, certain statistical information abstracted from income tax assessments made in West Malaysia and Sarawak for the year of assessment 1968. » (Malaysia. 1970 : 1)

Ce rapport officiel contient seulement des statistiques partielles et ne couvre par le deuxième état de la Malaysia orientale; Sabah. La taxe en Malaysia est imposée par le gouvernement fédéral.

Toutefois, les études qui ont analysé les revenus et la situation financière affirment que déjà à cette époque, le gouvernement de Malaysia est en position favorable pour extraire des revenus importants des activités économiques qui prennent place sur son territoire, tout en évitant de taxer sa population<sup>25</sup>.

La majorité des revenus proviennent de la taxation des activités liées au commerce international, suivie par la taxation du revenu des entreprises. Lorsque le gouvernement doit équilibrer ses budgets par des emprunts, il puise à sa caisse nationale de retraite et évite ainsi l'endettement extérieur. Cette caisse nationale est financée à un peu plus de 50 pour cent par les employeurs, qui eux sont étrangers en très grande majorité. Cette situation va se poursuivre bien au-delà des années 1960.

Soulignons que dans la première décennie de l'indépendance, la population est limitée en nombre, ainsi que son PNB par habitant comme le démontre le tableau 3.4 :

---

<sup>25</sup> Voir entre autres les monographies de Snodgrass. 1980; Edwards. 1970; ou Drake. 1969.



Tableau 3.4

**Malaysia : indicateurs sélectionnés 1960-1970**

Indicateurs	1960	1965	1970
Population (millions)	8,1	9,4	10,9
Population urbaine (%)	27	30	33
PNB par habitants (\$US)	975	1 165	1 371

Source : Mahmood Hassan. 2002 : 34<sup>26</sup>

### 1. Le pacte de 1957 : la sphère politique aux Malais, les affaires économiques aux étrangers et aux Chinois

Le pays indépendant poursuit son développement sur la lancée imprimée par les Britanniques. Le gouvernement met de l'avant des politiques économiques de type libéral et continue de faire des choix conservateurs. Le nouveau gouvernement ne cherche pas à modifier la structure économique du pays, mais simplement à accélérer son développement, ce qui pour certains analystes explique ses succès économiques :

« ...the most important reason for the relative economic success of the Philippines and Malaysia as opposed to Indonesia and Burma is that the former began their economic development programs *from* the existing economic system rather than *against* it as was the case in Indonesia and Burma. The continuation of the "colonial economy" may be viewed as having been advantageous to Malaysia's economic development. » (Dodd. 1969 : 446)

Avant 1970, peu de mesures sont adoptées, ou même discutées, pour modifier l'économie nationale ou la redistribution de la richesse. Le choix est fait de ne nationaliser aucune entreprise locale ou étrangère; de payer des sommes importantes (primes de séparations, etc.) pour une transition en douceur dans la fonction publique de laquelle se retirent tranquillement les fonctionnaires britanniques; de développer

---

<sup>26</sup> Ces données ont été compilées à partir des données de FMI et de la Banque Mondiale, le PNB par habitant à la parité du pouvoir d'achat (US\$) n'est pas disponible pour ces dates.

l'appareil gouvernemental, et de commencer à investir dans les infrastructures du pays, ainsi qu'en éducation, en santé et dans le développement rural. L'élite politique gouverne un État aux ressources abondantes, en accord avec l'élite du monde des affaires.

Les politiques économiques libérales laissent donc tout le champ libre aux activités commerciales de la communauté chinoise et des entreprises étrangères, alors que le gouvernement passe sous le contrôle de l'élite malaise. La population malaise elle demeure rurale et peu éduquée. C'est ce que l'on appelle couramment le « *bargain* de 1957 » (Christie. 2001 : 177-178). Durant toute la décennie des années 1960, cette économie reste basée sur une division des activités économiques selon des lignes ethnoculturelles bien définies comme le résume Esman :

« Foreign, mostly British firms, dominated large-scale enterprises, tin mining, rubber and oil palm estates, large banks, and trading houses. Non-Malays, especially Chinese, controlled rural and urban commerce, small scale manufacturing, construction, the skilled trades, and a significant number of small banks and other financial institutions. Except for senior administrative positions in government, Malays were primarily rice and coconut farmers, rubber smallholders, and fishermen. Undereducated, they were virtually unrepresented in modern economic roles and even in liberal professions. ....In the mid 1960s, 98 percent of the students in the faculty of engineering at the University of Malaya and 84 percent in the faculty of medicine were non-Malays, mostly Chinese. » (1987 : 402)

## 2. Les revenus de l'État

Le maintien de cette structure économique sert les intérêts de l'élite au pouvoir. Non seulement l'économie est dominée par l'exportation de matières premières, une seconde donnée éclaire le caractère rentier de l'économie : les taxes prélevées sur le territoire national proviennent en grande partie des entreprises étrangères. La population est donc très peu mise à contribution, ce qui est vrai en particulier pour la population malaise. De plus, afin d'investir pour le développement du pays, lorsque les revenus ne suffisent pas, la Malaysia dispose d'une institution publique lui permettant de réaliser ses emprunts à l'interne : sa caisse de retraite créée en 1951.

Toute l'action gouvernementale est donc financée par les revenus de l'État et les emprunts à l'interne et non grâce à la taxation de la population, l'aide ou l'endettement extérieurs. Les ressources naturelles, en particulier le caoutchouc, vendues sur les marchés internationaux procurent les sommes qui servent à financer l'administration publique et ses plans de développement. L'État est redistributeur.

### Les « contribuables » des années 1960

Le gouvernement de Malaysia, dès les premières années de l'indépendance, impose des taxes à certains contribuables. Néanmoins, ces contribuables sont en majorité des personnes morales, et dans une proportion importante, non malaysiennes. Le tableau 3.5 illustre bien le poids de la propriété étrangère dans l'économie de ce pays à cette époque de son histoire. En 1969, plus de 60 pour cent de la propriété des entreprises appartient à des intérêts étrangers.

Tableau 3.5

#### La propriété des entreprises en Malaysia, 1969

Structure de la propriété privée dans les compagnies par origine	Contrôle de la propriété (toutes industries) %	
<i>Compagnies incorporées en Malaysia de l'ouest</i>		
<i>Avec le statut de Résident</i>		
Malais	1,0	37,9
Intérêts Malais	0,5	
Chinois	22,8	
Indiens	0,9	
Gouvernements fédéral et locaux	0,5	
Personne morale	2,1	
Autres individus et compagnies contrôlées localement	10,1	
Compagnies contrôlées par des étrangers en Malaysia	6,0	62,1*
<i>Non Résidents</i>	26,4	
<i>Succursales de compagnies incorporées à l'étranger</i>	29,7	
Investissements net par la maison mère	29,7	

Source : Malaysia. 1971b : 40

\*Ce chiffre illustre l'importance du capital étranger dans l'économie malaysienne au terme de 12 années d'indépendance et de politique non interventionniste. La part de la propriété étrangère s'élève alors à 62,1 pour cent.

Taxer le revenu des entreprises veut dire, dans plus de 60 pour cent des cas, taxer des propriétaires étrangers. Tout en favorisant la taxation des sociétés, le gouvernement taxe aussi les individus. Dans quelle proportion? Difficile de le départager car les documents officiels amalgament la taxe sur le revenu des entreprises avec la taxe sur le revenu des individus (Edwards. 1970 : 73). Selon les études menées par Clive Edwards dans les années 1960, seulement 4 pour cent de la population en Malaisie payait des impôts sur leur revenu personnel. Il conclut : « *The coverage of the tax net is extremely narrow* » (Edwards. 1970 : 88)<sup>27</sup>.

Malgré le manque de chiffres précis, une donnée émerge clairement : les revenus du gouvernement sont importants et sont dominés par la taxation des exportations et surtout du caoutchouc. En 1969, F. Golay publiait une étude où il concluait :

« During the recent years the ratio of Federal Government revenues to national income has been higher for Malaya than for any country of Southeast Asia, averaging 23.6% over the three year period 1963-1965. The contribution of export and import duties to Federal Government tax revenues averaged 55% annually over this period with export duties contributing 19 of the percentage points. ...During recent years, from two-thirds to three-quarters of income tax revenue has been obtained from taxes on company income and two thirds of such revenue has been generated by plantation agriculture and tin mining. » (Golay. 1969 : 353)

Une étude publiée par Hoffmann et Siew Ee (1980) confirme également l'importance des sociétés étrangères dans les revenus du gouvernement malaysien. Selon cette étude, dans les années 1960, un minimum de 45 pour cent des taxes sur le revenu était prélevé sur des sociétés étrangères. Leurs taxes sont non seulement importantes en chiffres absolus mais également en termes relatifs : elles paient davantage de taxes par unité de capital que les compagnies locales (Hoffmann et Ee. 1980 : 8). Citons une autre étude réalisée par une firme privée en 1960 (Markandan. 1960) qui, elle, fait le portrait des revenus de la Fédération de Malaisie pour les années 1955 à 1958.

---

<sup>27</sup> Parmi ceux qui contribuent au revenu du gouvernement, seulement 17 pour cent sont Malais. Les Chinois constituent pour leur part 59 pour cent des rares individus taxés et les Indiens, 17 pour cent. Les non asiatiques comptent pour 7 pour cent des individus taxés par le gouvernement malaysien (Edwards. 1970 : 88).

Cette information partielle confirme qu'à l'indépendance, l'impôt sur le revenu des citoyens occupe une place très limitée dans la totalité des revenus des comptes publics malaysiens en comparaison des taxes sur le commerce extérieur.

Tableau 3.6

**Revenus du gouvernement fédéral provenant de la taxation,**  
**indicateurs de 1955 à 1958**

	1955		1956		1957		1958	
	1 000 RM	%	1 000 RM	%	1 000 RM	%	1 000 RM	%
Taxes à l'exportation	235 402	36%	210 377	31%	180 451	27%	126 503	22%
Taxes sur les importations	250 898	39%	276 053	40%	294 677	44%	283 620	48%
Droits d'accise	7 085	1%	7 113	1%	9 111	1%	8 506	1%
Licences	30 268	5%	34 819	5%	39 436	6%	42 210	7%
Impôts sur revenus des corporations <u>et</u> des particuliers	122 413	19%	153 740	22%	140 871	21%	124 812	21%
Enregistrement des corporations	5 027	1%	5 071	1%	-	0%	170	0%
Total	651 093	100%	687 173	100%	664 546	100%	585 821	100%

Source : Markandan. 1960 : 50

Plus de 70 pour cent des revenus du gouvernement proviennent des taxes à l'importation et l'exportation.

Le total des taxes sur le revenu des individus et des entreprises, même amalgamées, représente en moyenne à peine un peu plus de 20 pour cent des revenus du gouvernement de Kuala Lumpur à la fin des années 1950. En analysant la situation de la taxe et des revenus de l'État dans les années 1960, une autre recherche parvient à des proportions similaires. Le poste « *Inland Revenues* » dans les comptes publics représentait alors environ 30 pour cent du total des recettes de l'État. Bien que la taxe sur le revenu soit un des items importants constituant ce poste, l'étude inclut dans ce

30 pour cent d'autres formes de taxation telles que les taxes sur les corporations, le jeu et les loteries, etc. (Andic. 1977 : 337).

À cette période, la population malaysienne compte approximativement 2 millions d'individus classés « actifs économiquement » dont seulement un peu plus de 500 000 sont salariés. La vaste majorité des non salariés vit d'agriculture ou de menus commerces de subsistance et ne paye pas de taxes sur leur revenu. Pour les salariés, leurs revenus atteignent rarement plus de 2 000 RM par année dans les secteurs des mines, de l'agriculture commerciale ou de la fonction publique et très rarement plus de 2 500 RM dans le secteur manufacturier (Markandan. 1960 : 85). Ces faibles revenus ne sont pas imposés. Le taux applicable aux compagnies et sur les revenus des hauts dirigeants étrangers, aux commandes de plusieurs grandes firmes en Malaysia, équivaut pour sa part à 40 pour cent (Markandan. 1960 : 51; Edwards. 1970 : 158). Cette situation confirme que les Malaysiens contribuent très peu aux revenus de l'État.

Ces revenus sont suffisants pour financer des plans de développement toujours plus ambitieux au fil des ans. Le gouvernement joue le rôle confortable de redistributeur, dans cette économie rentière fortement dépendante de l'exploitation des ressources, dont notamment le caoutchouc, mais aussi l'étain et le bois (Dodd. 1969 : 439-441).

#### Une dette publique contractée à l'interne : la caisse nationale de retraite

Pour équilibrer ses budgets, dans les années 1960, le gouvernement est déjà en mesure de compter sur d'autres sources que l'aide ou l'endettement extérieur. Un mémorandum à l'attention du secrétaire d'État américain, écrit en 1964 en préparation d'une rencontre avec le premier ministre de Malaysia, confirme que la Malaysia n'a pas besoin d'assistance économique :

« Economic assistance program : Such program cannot be justified at this time since Malaysia has a relatively good economic situation, possibilities of additional revenues through taxation, substantial reserves and unexploited

opportunities for borrowing from IBRD, other friendly western governments and commercial sources. » (U.S. Department of State. 1964b)

En ce qui concerne l'aide au développement, la Malaysia n'y fait appel que dans une proportion très limitée. À la fin des années 1960, on pouvait lire dans l'analyse de la publication annuelle *The Far East and Australasia*<sup>28</sup>: « *Foreign aid has not, so far, been of any significance to Malaysia. Aid received per capita has been negligible* » (1970 : 504).

Les budgets malaysiens sont équilibrés et l'administration publique détient un atout supplémentaire dans son jeu. Elle peut avoir recours à l'épargne interne pour financer ses dépenses. Pour équilibrer ses budgets, elle emprunte à la caisse nationale de retraite, le *Employee's Provident Fund* (EPF), placée sous l'autorité du ministère des Finances (Drabble. 2000 : 163).

Créée en 1951 par l'administration coloniale, le EPF, couvrant les employés du secteur privé, est l'une des plus ancienne caisse publique de retraite au monde (Thillainathan. 2004 : 3; Fadil. 2003 : 35). Au début des années 1950, l'administration coloniale savait qu'elle ne pouvait compter sur l'aide de Londres pour assumer ses dépenses. C'est ce qui a motivé la mise sur pied la première caisse de retraite en Asie, à laquelle contribuent substantiellement les employeurs. Le EPF s'est développée depuis pour devenir un outil essentiel dans la gestion des comptes publics.

« The EPF, as is common with other national provident funds, is a publicly mandated saving plan with contribution shared between employers and employees. ...The Malaysian EPF is the oldest such provident fund dating back to the EPF Act of 1951. » (Caraher. 2000 : 6)

Le EFP assure aux salariés du secteur privé un minimum de sécurité sociale. Il ne s'agit pas d'une assurance mais d'une caisse d'épargne obligatoire à laquelle

---

<sup>28</sup> Publication annuelle de grande renommée qui fait une revue de la situation politique et économique des pays de l'Asie et du Pacifique, publiée par la maison londonienne Europa.

l'employeur et le salarié doivent verser des cotisations. L'âge de la retraite est toujours resté à 55 ans depuis sa création, âge où le cotisant retire son argent sous forme d'indemnité en un seul versement. En cas de décès, il est versé à ses survivants. La contribution au EFP est obligatoire pour les salariés du secteur privé. Dans les années 1960 les salariés à hauts revenus n'étaient pas tenus d'y adhérer. Les cotisations étaient de 5 pour cent pour les employeurs et de 5 pour cent pour les employés. Dans les années 1970 et 1980 on augmentera les taux de cotisation<sup>29</sup> et tous les employés du secteur privé seront tenus d'y adhérer, quel que soit leur revenu (Lee. 2002 : 112). Les étrangers ne sont pas assujettis à cette caisse, mais ils peuvent y adhérer s'ils en font la demande<sup>30</sup>. De leur côté, les employés du secteur public ont leur propre caisse de retraite (Doling et Roziah. 2002 : 2).

Le EPF, financé par les employeurs et les salariés du secteur privé de la Malaysia, est dirigé par un conseil d'administration et une direction nommés par le ministre des Finances. Les cotisants ne participent pas aux décisions. Le ministère des Finances est le régulateur et le superviseur de l'institution. Il est également son emprunteur le plus important. Le mandat du EPF est clair : 70 pour cent des sommes que contrôle le EPF doivent être investies dans des obligations du gouvernement.

Dès les premières années après l'indépendance, cette caisse de retraite sera un instrument important dans le développement du pays; « *the EPF and CPF<sup>31</sup> are devices for linking social welfare to development finance* » (Drake. 1969 : 182). Malgré ce rôle crucial, très peu d'études sont disponibles sur le EPF. Plus de quarante années après sa mise sur pied, une étude concluait :

« ... the importance of the primary pillar of the Malaysian "pension" system, the EPF, lies in its dual role as provider of basic social security to a significant proportion of the Malaysian population and the source of long-term

---

<sup>29</sup> Le taux atteindra 12 pour cent du salaire pour les employeurs et 11 pour cent pour les employés.

<sup>30</sup> Observation de l'auteure qui a adhéré au EPF de 1998 à 1999.

<sup>31</sup> Le *Central Provident Fund* (CPF), fondé quatre ans plus tard en 1955, est l'équivalent singapourien du EFP.



investment funds for state-led initiatives. Nevertheless, despite this central position in the Malaysian political economy, the EPF remains significantly under-researched, both in relation to its direct economic impact, and perhaps even more crucially, in respect of its wider, often indirect and diffuse, impacts on the country's socio-political trajectory. » (McKinnon. 1996 : 47)

En 1965, la dette intérieure du pays représente 84,3 pour cent de la dette publique totale, ce qui signifie que seulement 15,7 pour cent de la dette publique du gouvernement est contractée sur les marchés extérieurs (Thillainathan. 1983: 16). Le gouvernement compte 62,1 pour cent du total de ses emprunts contractés auprès du EPF, proportion considérable (Thillainathan. 1983: 18). Une autre étude ayant plus spécifiquement étudié les budgets de développement de la Malaysia, conclut aussi au rôle important de la caisse nationale de retraite dans ces budgets. On y estime entre 25 et 40 le pourcentage de la contribution du EPF aux budgets de développement de la Malaysia entre 1965 et 1969 (Shome et Saito. 1979 : 71).

Les chiffres exacts de la taille des comptes de cette caisse ne sont pas disponibles car les comptes détaillés du EPF ne sont pas publiés systématiquement. Toutefois, des références faites, à l'occasion, dans des publications officielles permettent de confirmer l'importance de ces fonds, comme cette phrase du *Second Malaysia Plan* :

« ...the less favourable position of the public sector occurred despite the fact that Government receipts, including surplus of Public Authorities and net accruals of the EPF, accounted for more than a quarter of GNP, having risen from about 22% in 1965 to 26% in 1970. » (Malaysia. 1971b)

Soulignons qu'à partir de la fin des années 1990, malgré l'importance du EPF comme source de financement, on va simplement s'abstenir d'y faire référence dans les publications du gouvernement.

La mobilisation de l'épargne pour financer les activités du gouvernement a été l'objectif premier qu'a poursuivi le EPF. Le financement du développement a primé sur l'urgence de développer des politiques sociales et d'assurer une retraite décente

aux travailleurs du secteur privé<sup>32</sup>. Malgré tout, l'analyse des performances du EPF de 1961 à 2001 démontre que la gestion du fonds a été satisfaisante pour les cotisants:

« Malaysia's EPF has, over a 40 year period (1961-2001), provided an annual real rate of return of 3.34 percent. Since these returns are net of investment management fees, they may be considered satisfactory. » (Asher. 2002a : 80)

La Malaysia est donc un État rentier qui développe ses institutions (gouvernementales et financières) et s'assure d'avoir des outils à sa disposition pour intervenir dans l'économie du pays. Une telle configuration procure des marges de manœuvre dans la gestion des comptes publics que peu de nouveaux pays indépendants ont à leur disposition. Les institutions et la source des revenus éclairent ici les « succès » du gouvernement en matière de gestion publique, de développement économique et de stabilité politique dans un système politique autoritaire.

### **3. L'action gouvernementale dans la tradition libérale**

La position économique favorable de ce nouveau pays va lui permettre de planifier son développement en ayant accès à des ressources financières qui l'aident à réaliser ses programmes et ses investissements. Le nouveau gouvernement choisit la continuité avec le passé et l'orthodoxie libérale. L'économie rentière est renforcée par la volonté et les choix de politiques publiques qui favorisent la croissance économique dans les créneaux où la Malaysia performe déjà sur les marchés internationaux. L'économie rentière profite à l'élite au pouvoir et permet d'amorcer une certaine redistribution en matière de développement, d'éducation et de santé (Stubbs. 1989 : 263).

Dans les années qui ont suivi l'indépendance, l'orthodoxie libérale héritée de la période coloniale continue de caractériser les politiques économiques du

---

<sup>32</sup> Drake écrit : « *There is no doubt about the effectiveness of both government provident funds [EPF et CPF] in gathering compulsory savings. Whether they are providing adequate social security for their contributors is another matter* » (1969 : 185). Voir aussi Edwards. 1963.

gouvernement, une attitude qui va se maintenir jusqu'à la crise politique de 1969 (Sodgrass. 1980 : 61). La gestion des comptes publics demeure conservatrice mais le gouvernement adopte des politiques résolument développementalistes. Dans les années de 1957 à 1969 le gouvernement va augmenter ses dépenses surtout dans le secteur des infrastructures. Néanmoins, il garde toujours un budget équilibré :

« After independence, generally laissez-faire policies were pursued – with some “mild” import-substituting industrialization, some agricultural diversification, greater rural developments efforts, and modest but increasing ethnic affirmative action policies. Government intervention was limited and constrained by a conservative fiscal policy as well as by the commitment to preserving existing property rights inherited from the colonial period. » (Gomez et Jomo. 1999a : 346)

Les premiers plans de développement adoptés par le gouvernement confirment cette orientation et réaffirment, entre autres, l'importance du secteur privé comme moteur de croissance (Von Vorys. 1975 : 224). La fonction publique du pays et l'élite politique issue de familles princières ou marchandes, éduquée pour la majorité dans les universités et les collèges britanniques, s'entendent pour suivre les conseils de la Banque Mondiale, de l'Organisation des Nations Unies ou de la *Ford Foundation* qui multiplient les visites sur le sol malaysien dès les années 1950. Le rapport de 1955 de la Banque Mondiale devient la base du premier plan de développement adopté par l'administration coloniale en 1956, plan qui se poursuivra jusqu'en 1960 sans modification, ni interruption, ni réécriture ou réorientation lors de l'accession à l'indépendance.

« ... the major impetus for development planning was given by a large World Bank mission which visited the country in 1954. This mission published a thick report, made a number of important institutional recommendations which were subsequently acted upon and prepared an investment programme which became the Federation's first real development plan. » (Snodgrass. 1980 : 47)

Les trois premiers plans de développement du pays, qui couvrent les années de 1956 à 1970, s'inscrivent donc dans la philosophie de la Banque Mondiale ou du Plan

Colombo (Dale. 1963a : 601)<sup>33</sup>. On y parle de développement économique accéléré, de diversification des exportations et de développement rural en soulignant le rôle important que doit jouer le secteur privé. De ces réflexions et recommandations naissent différentes agences gouvernementales dédiées au développement économique. Une des plus importante est la *Federal Land Development Authority*. Connue sous le nom de FELDA, cette entité publique joue un rôle majeur dans le développement rural.

Le libre marché et les capitaux privés sont mis à contribution pour le développement du pays. Une politique de substitution des importations est mise en oeuvre, mais reste timide avant d'être abandonnée à la fin des années 1960. Le gouvernement n'a jamais poursuivi de politiques protectionnistes très musclées qui auraient pu favoriser le développement du secteur manufacturier au détriment de son agriculture commerciale tournée vers les marchés extérieurs (Ismail et Meyanathan. 1993 : 4). Ses efforts pour favoriser le développement d'industries se limitent à créer un environnement favorable à l'investissement privé. L'organisation de l'appareil gouvernemental traitant des questions de développement, est aussi modelée par la philosophie libérale de la Banque Mondiale (Robertson. 1984 : 240). Les interventions étatiques restent limitées avant 1970, les politiques sont conditionnées par la volonté de poursuivre dans la tradition coloniale qui consiste avant tout à éviter les déficits budgétaires (Von Vorys. 1975 : 220).

À cette époque, comme dans la majorité des pays du Commonwealth, la formulation et la gestion des politiques de développement demeurent la responsabilité du Conseil du trésor ainsi que toutes les questions reliées aux finances publiques (Rudner. 1983 : 417). L'influence des expatriés britanniques ayant administré le pays depuis longtemps continue de s'exercer :

---

<sup>33</sup> Aide au développement économique et social mise sur pied au sein du Commonwealth pour faire échec au communisme. Voir entre autres : Benham. 1956; Basch. 1955; Blackton. 1951.

« The political elites have been educated in the British tradition and the higher civil service has been nurtured in co-operation with British administrators. Colonial laissez faire has been continued with little change and there are presently few indications that the government plans to resort to directly productive government enterprise. » (Golay. 1969 : 76)

Notons qu'au sein de la fonction publique même après 1957 on continue d'embaucher des expatriés britanniques pour occuper des fonctions importantes :

« The Chief Economist and head of the planning unit was E.K. Fisk, an Oxford graduate whose writings reveal a preoccupation with economic growth and somewhat draconian views about how the Malay peasantry should be induced to participate in the "advanced sectors". » (Robertson. 1984 : 240)

Les consultants du Plan Colombo travaillent en Malaysia pendant plusieurs années suivant l'indépendance (*FEER*. 1963a : 601).

Des déclarations comme celle faite par Ismail, un membre influent du cabinet du Premier ministre *Tunku Abdul Rahman*, publiée dans le *Diplomatic Bulletin* à Londres, confirme cette volonté de continuité pour favoriser le développement économique de la Malaysia en s'appuyant sur les mêmes principes, avant comme après l'indépendance :

« Under colonial rule we have progressed very far in the economic field, so much so that the standard of living of the peoples in Malaya is the highest in South-East Asia. It will be the chief responsibility of the Government of independent Persekutuan Tanah Melayu (Federation of Malaya) not only to maintain the economic progress so far attained but also to improve further. We have very good reason to believe that this improvement will be achieved because, firstly, Persekutuan Tanah Melayu attained her independence by constitutional means which is unique in the history of countries which have emerged from colonial rule. This will enable Persekutuan Tanah Melayu to carry on its administration without any break. » (Ismail. 1957 : 3)<sup>34</sup>

---

<sup>34</sup> Dato Ismail était ministre du Commerce et de l'Industrie dans le premier gouvernement de la Malaisie indépendante.

### Le choix en matière de développement économique: renforcer l'économie rentière

Certains auteurs écrivent que les autorités publiques n'arrivent pas à réduire la vulnérabilité de la Malaysia face à ces deux marchés internationaux que sont le caoutchouc et l'étain (White. 2004 : 155); encore faudrait-il que le gouvernement en fasse sa priorité. Au contraire, le gouvernement va poursuivre le développement de cette économie rentière. L'économie de la Malaysia repose sur l'exportation du caoutchouc et de l'étain, activités que l'on va soutenir :

« Independent Malaysia inherited a colonial economic system that was highly dependent on exploitation of natural resources for export. Primary sectors were the major component of the economy: 37 percent of GDP, 53 percent of employment, and 89 percent of exports in 1969. Given the well developed commodity sectors, early development plans adopted a fairly straightforward strategy of modernizing the economy within the established colonial trading system. » (Vincent et Rozali. 1997 : 10)

Les pouvoirs publics malaysiens font le choix d'investir dans les infrastructures ce qui va continuer de favoriser le secteur privé tout comme le capital étranger dans le créneau traditionnel qu'ils occupent depuis des décennies : l'exportation de matières premières. Cette situation est appréciée par une chambre de commerce qui représente des intérêts britanniques en Malaysia, comme en témoigne cette déclaration faite en 1963 :

« We are exceedingly fortunate that the Federation of Malaya has a wise and stable government under whom commerce may operate with a high degree of freedom, unimpeded by import licenses, exchange restrictions and other hindrances so familiar in many other countries. » (*FEER*. 1963b : 487)

C'était d'ailleurs l'esprit des recommandations contenues dans le rapport de la Banque Mondiale de 1955. Ces orientations, adoptées par le gouvernement, se reflètent dans l'accélération des investissements privés. De 1965 à 1970, les investissements privés vont connaître une croissance moyenne de l'ordre de 9,6 pour cent annuellement contre seulement un accroissement de 1,9 pour cent par année pour l'investissement public (*Second Malaysia Plan*. 1971 : 26).

La priorité accordée au secteur privé et à l'agriculture commerciale se confirme dans les plans de développement qui se succèdent à tous les cinq ans à partir de 1956. Les politiques gouvernementales en matière de développement pour les années qui précèdent 1970 sont exprimées en détails dans le *First Five Year Plan* (1956-1960), le *Second Five Year Plan* (1961-1965) et le *First Malaysia Plan* (1966-1970). On y souligne l'importance de la planification et la nécessité d'une certaine intervention de l'État, mais le rôle du secteur privé demeure central.

Dans le *First Five Year Plan* adopté en 1956, on met l'accent sur les infrastructures urbaines, bien que le plan reste modeste et porte sur la réorganisation de l'État suite au départ des Britanniques. Les deux plans de développement publiés subséquemment mettront l'accent d'abord et avant tout sur le taux de croissance du produit national brut (Rudner. 1983 : 417); l'objectif des pouvoirs publics y sera de favoriser le développement macroéconomique par la stimulation de l'investissement privé. Cette forme d'intervention a largement favorisé les investisseurs étrangers et les acteurs économiques de grande taille<sup>35</sup>.

Des efforts d'investissements publics ont certes été réalisés dès les premières années d'indépendance, mais ils vont surtout s'accélérer après 1970 (Golay. 1969: 388). Malgré tout, dès la fin des années 1950, les dépenses publiques sont importantes par rapport aux normes de l'Asie du Sud-Est (Edwards. 1970 : 30). Le tableau 3.7 résume les efforts de développement tels que présentés dans les trois premiers plans de développement adoptés par le gouvernement. La primauté va au secteur économique au sein duquel la priorité est toujours accordée aux infrastructures.

---

<sup>35</sup> Comme l'écrit Snodgrass, ce type de développement a permis aux différents partis politiques membres de l'Alliance et aux étrangers de continuer à collaborer : « *This was what powerful foreign and Chinese business interests wanted and what the World Bank recommended* » (1980 : 47).

Tableau 3.7

**Dépenses publiques par secteurs**

	FFYP (1956-60) %	SFYP (1961-65) %	1MP (1966-70) %
<b>Secteur économique</b>	<b>78,9</b>	<b>66,5</b>	<b>63,3</b>
▪ Agriculture	23,6	17,7	26,3
▪ Infrastructure	54,0	46,6	33,7
▪ Industrie	1,3	2,2	3,3
<b>Secteur social</b>	<b>14,4</b>	<b>15,6</b>	<b>17,8</b>
▪ Éducation	6,3	8,9	7,8
▪ Santé	1,3	3,8	3,5
▪ Logement	6,8	2,6	4,9
▪ Autres	n.d.	0,3	1,6
▪ Autres	<b>6,7</b>	<b>17,9</b>	<b>18,9</b>
▪ Administration	6,7	6,3	3,2
▪ Sécurité	-	11,6	15,7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Gomez et Jomo. 1999a : 353

Les autorités publiques malaysiennes ont donc privilégié une philosophie économique libérale et de laissez-faire, elles ont toutefois commencé à déployer des efforts visant à favoriser le développement du pays. L'État rentier est déjà redistributeur dans les années 1960; le budget de 1968 le confirme. Les dépenses publiques ont considérablement augmenté au cours de la décennie, particulièrement en ce qui concerne les dépenses de développement, c'est-à-dire les investissements dans les infrastructures comme le tableau 3.7 l'indique. Les dépenses publiques ont aussi augmenté de façon notable dans les domaines de l'éducation et de la sécurité (Malaysia. 1968 : 30). Comme le souligne Tan Siew Sin, le ministre des Finances, un élu du MCA<sup>36</sup> : « *Looking at the ten years beginning from 1958, the expansion in Government activity, and therefore expenditure, has been striking* » (Malaysia. 1968a : 30).

<sup>36</sup> Rappelons qu'il est également le fils du fondateur du MCA, parti dont il prendra la présidence en 1961.



Tableau 3.8

**Dépenses publiques dans les trois grands secteurs privilégiés par l'État**

Poste de dépense	1960	1967
	millions de dollars de Malaysia <sup>37</sup>	
<i>Dépenses de développement</i>	141	680
<i>Education</i> <sup>38</sup>	135 (1958)	402 (1968)
<i>Sécurité</i>	187	556 (1966)

Source : Malaysia. 1968 : 30-31

Les études de la Banque Mondiale soulignent également le taux élevé des dépenses publiques pour un jeune pays né de la décolonisation, confirmant aussi le caractère redistributeur de l'État. Dans un rapport publié en 1980, qui analyse le développement de la Malaysia, on peut lire :

« The growth of public expenditure in relation to GNP has been rapid. Such expenditure rose from 28 percent of GNP in 1966-1970 to 35 percent in 1971-75... These ratios are exceptionally high for a developing country and comparable to the ratios for many developed countries. » (Yong, Bussink et Hasan. 1980 : 165)

---

<sup>37</sup> Le *Ringgit Malaysia* (RM) remplace le *Straits dollar* en 1967 mais sa valeur ne change pas; elle est fixée à la livre sterling jusqu'en 1973. De 1947 à 1973 sa valeur est d'environ 3 RM pour 1 \$US. Depuis 1973 la Banque centrale de Malaysia contrôle le taux de change qui fluctuent entre 2,50 RM et 2,70 RM pour 1 \$US (Nambiar. 2003 : 5-6; Hooker. 2003 : 284). La Banque centrale a toujours veillé à la stabilité du taux de change : « *The Central Bank of Malaysia intervened only to maintain orderly market conditions and to avoid excessive fluctuations in the value of the Ringgit* » (Ariff. 1991 : 329).

<sup>38</sup> L'école primaire gratuite pour tous les enfants du pays devient une réalité dans les années 1960. L'ouverture d'écoles secondaires et de places à l'université caractérise aussi les années 1960.

### L'agriculture commerciale : la priorité de cette économie rentière

L'industrialisation accuse un retard marqué dans les années 1960, puisque les revenus du secteur primaire sont privilégiés par le gouvernement (Hoffmann et Ee. 1980 : 12). Dès 1955, on avait investi massivement, avec l'aide de la Banque Mondiale, dans le secteur du caoutchouc toujours contrôlé par des capitaux étrangers. Les revenus et la source d'emploi que constitue ce secteur en font le privilégié par les autorités publiques. Les efforts vont également au soutien des petits planteurs qui bénéficient d'encadrement social et technique de la part de l'agence gouvernementale RISDA (*Rubber Industry Smallholders Development Authority*). Les politiques publiques qui favorisent résolument les activités économiques tournées vers l'export, vont aussi favoriser l'essor des secteurs du transport, des banques et des communications.

Des efforts sont faits durant cette période pour augmenter la production de riz (le pays n'est pas autosuffisant) mais ces efforts ne sont pas concluants. On se tourne rapidement vers le développement de la culture des palmiers à huile, du cacao et de la noix de coco destinés également aux marchés étrangers. L'aide gouvernementale ira principalement à cette agriculture commerciale qui nourrit l'économie rentière toujours encadrée par des agences gouvernementales se développent dans les années suivant l'indépendance, agences telles que FELDA, RISDA et FELCRA<sup>39</sup>.

Bien que les investissements massifs de l'État pour développer le secteur rural et aider les petits paysans augmentent de façon marquée après 1970, soulignons que les investissements dans ce secteur commencent quelques années avant l'indépendance et s'accélèrent dès 1958 (Stubbs. 1989 : 263-264). Un programme pour les petits agriculteurs est alors mis sur pied, géré par l'agence FELDA. Cette entité gouvernementale travaille à ouvrir des terres; des périmètres agricoles aménagés et gérés par l'État. On y accueille des colons qui doivent mettre en valeur leur parcelle

---

<sup>39</sup> Dès la fin des années 1950, ces agences gouvernementales vont jouer un rôle déterminant dans le développement de l'agriculture en Malaysia. Pour plus de détails voir entre autres De Konink. 2005 : 190-192.

de terre dans des conditions définies par l'agence gouvernementale. L'agence a pour mission de relocaliser des familles pauvres, essentiellement malaises. L'objectif est de créer une classe de petits propriétaires terriens. Cependant, des obstacles à l'acquisition des parcelles de terrain par les colons viendront longtemps freiner la réalisation de cet objectif (De Koninck. 2000 : 389-409). Très active dès les années 1960, l'agence connaît une expansion extraordinaire dans les années 1970 (Robertson. 1984 : 248). Les activités de l'agence FELDA traduisent encore une fois les priorités des autorités qui vont se fixer résolument sur l'accélération de la production dans le secteur de l'agriculture commerciale :

« Its original goal [FELDA] was strongly cultural, to create new communities of farmers, but later, under pressure from the central government, its goals became primarily output goals – to open up land. » (Milne. 1967 : 399)<sup>40</sup>

L'épisode de la conférence internationale de l'industrie du caoutchouc de 1958 confirme la tendance résolument libérale du gouvernement malaysien qui décide alors de ne pas appuyer les propositions du Ceylan et de l'Indonésie visant à stabiliser le prix mondial du caoutchouc, prix fortement en baisse à la fin des années 1950. Une telle politique de stabilisation des prix signifierait des quotas de production dont la Malaysia ne veut pas<sup>41</sup>. Avec la baisse du prix et sa capacité de production, le gouvernement de Malaysia sait que son secteur du caoutchouc peut gagner des parts de marché détenus par d'autres pays concurrents.

L'accélération de la production, plus que la restructuration sociale, semble avoir primé dans d'autres domaines d'intervention gouvernementale. Même des succès comme le développement des rizicultures dans l'état du Kedah, traverseront des moments de crises importants quand les populations locales constatent l'écart entre l'accroissement de la richesse chez les grands fermiers et la paupérisation des petits

---

<sup>40</sup> Gayl D. Ness développe cette analyse en détail dans son livre portant sur la bureaucratie et le développement rural en Malaysia paru en 1967. Voir également Cho. 1990 : 95-110.

<sup>41</sup> La conférence se tenait à Hambourg en Allemagne. L'article de Parmer qui rapporte cet épisode souligne : « *Lower prices, which stabilization aims to avoid, will not necessarily hurt Malayan producers who have a rising output and a declining cost of production* » (Parmer. 1958 :165).

agriculteurs. Une étude, menée à l'Université de Penang et financée par le gouvernement de Malaysia, portant sur les politiques de développement dans cette région dans les années 1960 et 1970 a confirmé que les politiques d'alors ont favorisé les grands fermiers au détriment des petits propriétaires : « *the irony of the Green Revolution process in Muda: its very success has placed the more prosperous farmers in a unique position to displace the smaller farmers* » (Ping. 1980 : 103). La planification du développement est en concordance avec les conseils prodigués par la Banque Mondiale ou encore la *Ford Foundation* et vise les succès macro-économiques.

### Le pétrole

La capacité rentière de l'économie va être renforcée avec la découverte et l'exportation d'une nouvelle ressource primaire importante, le pétrole. Avant 1970, cette activité reste très modeste (Wells. 1982 : 316). En 1980 elle viendra à constituer plus de 24 pour cent du total des exportations. Le décollage de la production, au cours des premières années d'extraction, se situe en 1967 avec la mise en route d'exploitations au Sarawak. La philosophie du laissez-faire toujours en place fait alors du gouvernement un simple percepteur de taxes. L'exploitation des gisements pétrolifères est octroyée par contrat à des firmes internationales comme Shell. Cette situation sera modifiée au début des années 1970. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, une société d'État sera créée pour chapeauter toutes les activités liées au pétrole.

#### **4. Une économie de la périphérie, ouverte, libérale et prospère**

Rappelons qu'au moment de l'indépendance, le développement économique de la Malaisie déjà est impressionnant avec un PIB par habitant estimé à près de 300 \$US. Ce chiffre ne représente certes qu'un sixième du PIB par habitant du Royaume-Uni, mais ce taux est beaucoup plus élevé que dans les pays asiatiques en général, et même que le PIB par habitant du Japon (Ginsburg et Roberts. 1955: 365). Comme nous

l'avons vu, le gouvernement ne souffre pas des maux très répandus dans nombre de pays en développement comme le manque d'épargne ou de réserve en devises étrangères. Cette situation favorise l'investissement et contribue à la croissance de l'économie nationale (Gomez et Jomo. 1999a : 349).

La croissance moyenne annuelle en terme de produit national brut se situe à 5,8 pour cent par année pendant la période 1957-1970 (Jomo. 2003 : 3). L'abondance de ses ressources primaires distingue de façon marquée la Malaysia des autres « tigres » d'Asie (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour). Un rapport de recherche pour le compte de diverses chambres de commerce, soulignait en 1960 :

« There is no doubt that the Federation of Malaya in the context of a resurgent Asia, provides a living standard for her people that is the highest in Asia... the Malayan economy has been characterised by a degree of stability that is lacking in many Asian countries. » (Markandan. 1960 : 7)

Tous les auteurs ayant étudié le développement de la Malaysia dans les années 1960 s'accordent à dire que les données macro-économiques relative à la croissance économique sont impressionnantes. Une publication de la Banque Mondiale confirme cette situation :

« Starting from around 1960, the Malaysian economy was on its way to stable growth. During the 1960s the average GDP growth was 6 percent per annum. During this and later periods, overall performance was largely determined by the achievements of exporters. ...The country had a balanced budget and a balance in the external current account, and its foreign currency debt was around 10 percent of annual exports. » (Ismail et Meyanathan. 1993 : 4)

Malgré ces succès, les politiques encore plutôt conservatrices des planificateurs économiques vont faire face à deux défis qu'ils parviennent difficilement à juguler : le taux de chômage en augmentation et la grande pauvreté d'une majeure partie de la population, surtout rurale et malaise. Cette situation ne sera pas sans créer des tensions d'autant plus que le fossé se creuse entre les milieux urbains et ruraux.

### La rente et la diversification

Les plans de développement des premières années d'indépendance ne visent pas à modifier la structure de l'économie nationale, au contraire. La grande majorité des activités demeurent tournées vers l'exportation, à l'initiative du privé et des sociétés étrangères. Les tableaux 3.9 et 3.10 confirment le caractère rentier de la Malaysia, un pays exportateur de matières premières. Au cours des années 1960, les exportations de ressources naturelles représentent en moyenne en moyenne 86 pour cent des exportations de la Malaysia. Les activités économiques du pays en terme de PIB, rapportées au tableau 3.10, sont concentrées dans l'agriculture et les mines. Par ailleurs, l'État rentier redistributeur est déjà caractérisé par un secteur des services importants.

Tableau 3.9

#### Exportations par secteurs, 1960-1970

	1960 %	1965 %	1970 %
<b>Agriculture</b>	<b>66,1</b>	<b>54,5</b>	<b>59,2</b>
• Caoutchouc	55,1	38,6	33,4
• Bois	5,3	9,5	16,5
• Huile de palme	2,0	3,1	5,3
• Autres	3,7	3,3	4,0
<b>Mines</b>	<b>22,2</b>	<b>30,0</b>	<b>25,9</b>
• Étain	14,0	23,1	19,6
• Pétrole	4,0	2,3	3,9
• Huile de palme	4,2	4,6	2,4
Manufactures	8,5	12,2	11,9
Autres exportations	3,2	3,3	3,0

Source : Gomez et Jomo 1999a : 350

Tableau 3.10

**Produit intérieur brut par secteurs, 1955-1970**

	1955	1960	1965	1970
Agriculture	40,2	40,5	31,5	30,8
Mines	6,3	6,1	9,0	6,3
Manufactures	8,2	8,6	10,4	13,4
Services	45,3	44,8	49,1	51,3

Source : Gomez et Jomo 1999a : 349

**La situation de l'emploi**

En matière d'emploi, on observe en Malaysia un phénomène caractéristique des économies rentières : le secteur primaire et la fonction publique sont les deux grands domaines d'emploi.

Les données disponibles sur l'emploi confirment l'importance du secteur primaire dans l'économie. En 1957, près de 62 pour cent de la population active de la péninsule malaysienne travaille dans le secteur primaire. Le secteur des services absorbe quant à lui 29 pour cent de la main-d'oeuvre (gouvernement, banque, transport, communications, etc.) (Caldwell. 1970 : 493). Seulement environ sept pour cent de la population travaille dans le secteur manufacturier naissant, concentrée dans le secteur alimentaire et le vêtement. Les industries locales sont très peu développées (*The Far East and Australasia*. 1980 : 493).

Dans les années 1960, une nouvelle source d'emploi se développe; la fonction publique. Ce phénomène sera encore plus marquant dans les années 1970 mais il n'est pas négligeable entre 1957 et 1969. La situation de l'emploi salarié ne se transforme que lentement et le portrait établi dans le tableau 3.11 résume la situation en 1966. Le gouvernement est une source d'emploi importante dans un pays qui parvient, année après année, à équilibrer ses finances publiques.

Tableau 3.11

**Situation de l'emploi dans la péninsule malaise en 1966**

Secteur d'emploi	Nombre total	%
Plantations	300 460	45%
Mines	50 130	7%
Manufactures	44 110	7%
Transport	30 050	4%
Gouvernement et services publics	244 367	37%
Total	669 117	100%

Source : *The Far East and Australasia*. 1970 : 493.

Malgré des données macro-économiques impressionnantes, le chômage va poser un défi au gouvernement. Dans les villes, l'urbanisation s'accélère plus rapidement que l'industrialisation, créant un problème de chômage (*The Far East and Australasia Survey*.1970 : 498). La stagnation économique des campagnes malaises et l'arrivée de nouvelles cohortes de jeunes gens en recherche d'emploi créent une tension dans ce pays aux politiques économiques très libérales. En 1969, le *Far Eastern Economic Review* estimait à près de 25 pour cent le taux de chômage en Malaysia, même si les chiffres officiels sont plus conservateurs (*FEER*. 1969 : 582). À cet égard, en 1968 le gouvernement reconnaît le problème et promet de travailler à corriger la situation de l'emploi :

« ...unemployment remains a serious problem, especially in the major towns among youth, and among women of all ages. In the next two to three years, the problem is likely to be exacerbated following the withdrawal by Britain of her military forces in this area. This would affect about 30 000 Malaysians employed by the British force in Malaysia itself as well as in Singapore. The need to accelerate investment in land development and in manufacturing operations is thus paramount... » (Malaysia. 1968 : 17)

Ce phénomène met en évidence l'écart important qui se creuse entre la majorité paysanne du pays et la nouvelle prospérité d'une élite professionnelle, bureaucratique, ou d'affaires. La prospérité du secteur privé étranger, qui contribue à la création de richesse en Malaysia mais rapatrie ses profits année après année, pose problème également. Les limites des politiques économiques du gouvernement dirigé par l'UMNO semblent atteintes à la fin des années 1960. Les limites apparaissent



également à la lumière des données sur la propriété étrangère qui demeure aux commandes de l'économie nationale. Les Malais en 1970 sont propriétaires d'à peine 2 pour cent de la totalité des entreprises tous secteurs confondus.

Des émeutes violente en 1969 vont marquer le pays et le gouvernement qui va alors amorcer une deuxième phase de développement pendant laquelle l'État investira les champs économique et social de manière plus importante. Il s'agira de corriger les inégalités qui affectent surtout les Malais et propulser le pays dans l'ère de l'industrialisation. L'État était déjà développeur, il deviendra entrepreneur.

Soulignons en terminant, qu'à l'indépendance, à peine six millions de personnes peuplent la péninsule de la Malaisie. De ces six millions d'habitants, seule la moitié, les Malais (soit à peine trois millions de citoyens) sont protégés par des droits spéciaux et font l'objet d'effort de planification particulière de la part des autorités publiques, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les défis à relever pour le gouvernement, restent de taille moins impressionnante qu'en d'autres pays.

### **5. La première décennie en bref : la mise en place du système politique et économique**

Cette première décennie de l'indépendance s'achève sur une crise importante comme nous le verrons au prochain chapitre. Le bilan des réalisations politiques et économiques de ces douze années est pourtant impressionnant et marqué par l'institutionnalisation de la coopération UMNO-MCA, une politique économique libérale, la mise en oeuvre de plans de développement, et une croissance exceptionnelle pour la région. L'appareil d'État a continué de s'organiser et les institutions du pays sont solides. Jusqu'en 1969, les autorités politiques et les institutions ont fait preuve d'une grande résilience. Le départ des Britanniques, la maîtrise de la guérilla communiste, l'intégration puis la séparation de Singapour n'a pas modifié la configuration du pouvoir ni les institutions du gouvernement de

Malaysia. La même élite qui a négocié le départ de la puissance coloniale domine encore le pays à la fin de cette période.

Le pouvoir politique reste concentré dans les mains de l'élite malaise. Son parti, l'UMNO et sa coalition, l'Alliance, a remporté tous les scrutins tenus durant cette période avec d'écrasantes majorités. Les institutions politiques du pays sont déjà dessinées de manière à octroyer un grand pouvoir aux membres de l'exécutif. Ils s'en servent pour faire adopter au Parlement les lois héritées des Britanniques qui permettent de garder l'espace public fermé, de combattre la guérilla et de limiter le droit d'association des travailleurs ou de groupes de l'opposition. Le recours aux mesures d'urgence et à l'emprisonnement arbitraire est fréquent pendant cette période et la menace communiste toujours invoquée pour justifier les actions du gouvernement. Le système politique est autoritaire et le pays remarquablement stable.

L'économie rentière vient appuyer l'équipe au pouvoir. Essentiellement la Malaysia vit de ses exportations de caoutchouc. Le gouvernement perçoit ses rentes et également ses impôts auprès des compagnies, qui elles restent majoritairement étrangères. Les revenus de l'État sont assez importants pour lui permettre d'éviter l'endettement extérieur. Une institution importante, la caisse nationale de retraite, permet au gouvernement d'équilibrer ses budgets en contractant ses emprunts à l'interne. Cette position favorable rend possible d'éviter de taxer la population du pays, tout en livrant des services publics. Les politiques économiques des premières années d'indépendance ne viseront pas à changer cette structure. Comme on l'a vu, le gouvernement fait le choix d'accélérer le développement de l'économie rentière et non pas de la transformer.

Toutefois, à la fin de cette période, plusieurs membres de l'UMNO veulent en finir avec la politique du « laissez-faire » qui ne répond pas aux attentes d'une proportion importante de la population malaise. Dans la communauté d'origine chinoise, des voix s'élèvent également pour critiquer les politiques gouvernementales. Pour plusieurs, dans ce système, les laissés pour compte sont trop nombreux. Ce

mécontentement s'exprimera lors de l'élection de 1969. L'Alliance subira alors des pertes importantes, qui entraîneront des manifestations puis des émeutes et finalement une déclaration de l'État d'urgence.

La prochaine période historique commence donc par une crise, que le pays traverse en préservant sa stabilité. Stabilité et autoritarisme, avant 1969 comme après, sont les deux caractéristiques du système politique de la Malaysia.

## **QUATRIÈME CHAPITRE**

### **LE DÉPLOIEMENT DE L'ÉTAT RENTIER ET SES INSTITUTIONS : LES ANNÉES 1970-1987**

En 1969, la Malysia connaît sa première crise politique majeure, crise qui provoque une suspension du Parlement pendant 21 mois. Le système politique autoritaire traverse cette période en utilisant ses outils coercitifs. Il verra à ajuster son appareil institutionnel pour refermer l'espace public, là où l'opposition avait réussi à ouvrir une brèche pour exprimer ses revendications. Après avoir rétabli l'ordre, l'élite au pouvoir, non seulement maintient sa position, mais renforce sa mainmise sur l'appareil d'État. Sans tarder, on lance un autre plan de développement économique qui implique davantage l'État dans la création et la distribution de la richesse. Cette stratégie est possible grâce à la mobilisation de la rente qui comporte maintenant des revenus du secteur pétrolier. Et les résultats sont au rendez-vous : la Malysia connaît alors deux décennies de stabilité politique et de croissance économique (hormis la récession de 1985), avant que d'autres événements ne viennent à nouveau, en 1987, menacer la stabilité du régime.

L'étude de cette période historique, qui s'étend de la crise de 1969 à l'autre crise, celle de 1987, sera conduite en deux parties. D'abord, la configuration institutionnelle qui permet à l'élite de se maintenir au pouvoir sera au cœur de notre récit. Les choix de politiques économiques et le déploiement de l'État rentier feront l'objet d'une analyse détaillée dans la seconde partie du chapitre. Comment l'élite parvient-elle à se maintenir au pouvoir en 1969? Comment expliquer les succès des partis politiques au pouvoir et les échecs constants des partis et groupes d'opposition? Comment le système autoritaire arrive-t-il à se perpétuer dans cette économie en développement? Pour répondre à ces questions, la première partie du chapitre mettra en lumière le caractère autoritaire du système politique qui avantage l'élite au pouvoir. La seconde

partie du chapitre mettra en évidence le caractère rentier de l'économie qui permet à l'État de mobiliser des revenus importants en demeurant incontournable et puissant.

## A) La scène politique malaysienne : le pouvoir renforcé des Malais

### 1. La crise de mai 1969 et ses racines

Les événements de l'année 1969 vont marquer l'imaginaire des Malaysiens de manière indélébile. Tout commence le 13 mai. À l'occasion des élections générales, l'opposition a remporté une victoire symbolique. Pour la première fois, la coalition au pouvoir perd plusieurs circonscriptions et n'obtient pas le contrôle des deux tiers des sièges à l'Assemblée législative<sup>1</sup>. L'Alliance perd ainsi son pouvoir d'amender la Constitution à sa guise<sup>2</sup>. Les gains faits par l'opposition au niveau des assemblées législatives des États sont encore plus significatifs qu'au Parlement fédéral. L'assemblée de l'État de Penang est maintenant aux mains de l'opposition et l'issue du vote dans l'État du Selangor<sup>3</sup> reste incertaine : 14 des 28 sièges de l'assemblée législative de cet État peuplé sont passés aux mains de l'opposition, la nomination du *Menteri Besar*, le chef de l'État, est alors incertaine (Snider. 1970 : 1079).

Dans l'opposition, c'est le *Democratic Action Party* (DAP)<sup>4</sup> qui fait des gains majeurs, si bien que les Chinois organisent au centre ville de Kuala Lumpur des manifestations pour célébrer. Des jeunes Malais se regroupent de leur côté pour

---

<sup>1</sup> Pour des analyses détaillées de l'élection de 1969, voir Milne et Ratnam. 1970 : 203-226; Rudner. 1970 : 1-21; Vasil 1972. Il est à souligner que, lors de cette élection, la coalition de l'UMNO perd le contrôle des deux tiers de l'assemblée législative et non pas le contrôle de la majorité au Parlement. Il arrive encore aujourd'hui que des études parlent de la perte de la majorité par la coalition (Shome et Shome. 2002 : 92), ce qui est une erreur.

<sup>2</sup> Rappelons que toute modification de la Constitution requiert le vote des deux tiers des membres du Parlement fédéral. Les assemblées législatives des États fédérés ne sont pas consultées.

<sup>3</sup> État qui regroupe, entre autres, la ville de Kuala Lumpur et toute sa région métropolitaine.

<sup>4</sup> Parti multiethnique dominé par des Malaysiens d'origine chinoise, dont la plateforme électorale est plus sociale-démocrate que celle de l'Alliance ou du MCA.

manifester leur appui à l'UMNO. La tension monte. Des émeutes sanglantes éclatent dans la nuit du 13 mai. Des Malais attaquent les quartiers chinois et les échauffourées font des centaines de morts. Les Chinois se réfugient dans deux stades de Kuala Lumpur. La police et l'armée, essentiellement composées de Malais, mettent du temps à réagir. Dans les premières heures, la désorganisation des services de sécurité est totale. L'absence de stratégie pour calmer et rassurer la population aggrave la situation qui ne s'est toutefois pas étendue à tout le pays. Officiellement, les autorités affirment que les émeutes ont fait 177 morts, la rumeur parle d'au moins 500 morts (Reece. 1969 : 22).

L'état d'urgence est déclaré dès le 14 mai; le Parlement est suspendu pour une période indéterminée et le pouvoir exécutif est transféré par le roi à un comité de gestion de crise, le *National Operation Council* (NOC) qui réunit majoritairement des Malais, membres du Parlement, et des fonctionnaires<sup>5</sup> (Van Wassenhove. 2002 : 7). L'ordre est rétabli en trois jours. Mais le mois suivant, cette fois dans le quartier indien de Kuala Lumpur, des troubles éclatent à nouveau : 15 Malaysiens d'origine indienne sont tués, encore une fois par des jeunes Malais, semble-t-il (Means. 1991 : 9).

Que s'est-il passé en 1969 à Kuala Lumpur<sup>6</sup>? Difficile de le dire avec certitude car on ne dispose d'aucune étude détaillée sur ces événements. Les autorités ont toujours refusé que soient menées des enquêtes. Dans un premier temps, elles ont affirmé qu'il s'agissait d'un problème dû à des éléments communistes ayant voulu nuire au pays.

---

<sup>5</sup> Le commandant en chef des forces armées ainsi que le chef de la police y siègent également.

<sup>6</sup> Pour un rappel des événements de mai 1969, on peut consulter les rares écrits qui documentent les événements mais ne proposent qu'une vision partielle de la situation. Signalons une publication par le premier ministre qui attribue les problèmes aux communistes, Abdul Rahman (1969); ou cet autre document publié par l'instance qui dirige le pays pendant les mois de suspension du Parlement qui attribue les événements aux appels communautaristes de la communauté chinoise, *National Operation Council* (Malaysia. 1969). Par ailleurs, deux publications par des observateurs indépendants, Goh (1971) et Slimming (1969) soulignent l'existence des tensions entre les communautés malaise et chinoise, tout en spécifiant que les Malais ont attaqué les Chinois lors des émeutes.

Ensuite, elles blâment les éléments radicaux des groupes ethnoculturels, surtout chinois.

« Although the Government had dropped its earlier line that communists were responsible for the riots, official statements continue to imply that the instigators were Chinese. The Chinese, on the other hand, are well aware that eight out of 10 bodies were Chinese, nine out of ten refugees were Chinese, almost all the hundreds houses and vehicles destroyed were owned by Chinese... » (Reece. 1969 : 22)

Même les experts mandatés par le NOC pour formuler des recommandations quant à l'avenir de la nation, affirment la nécessité de procéder à une analyse approfondie des émeutes de 1969. Parmi ces consultants, on retrouve Samuel Huntington et quelques professeurs de l'Université Harvard qui, après avoir mené une enquête de terrain, concluent sans équivoque que, sans statistique ni analyse, on ne peut comprendre ce qui s'est produit le 13 mai 1969. Ils écrivent :

« A necessary condition for taking measures for the avoidance of communal violence is a more sophisticated understanding of who commits violence and why, and the circumstances under which violence escalates and spreads... A similar study by the Korner Commission on riots in the United States demonstrated that the riots were not the result of protest by unemployed blacks as was widely assumed but were led by upwardly mobile members of the black community. A study of the Malaysian data...might also reveal unexpected patterns. » (Glazer, Huntington, Nash et Weiner. 1970 : 22-23)

Pourtant, et ce jusqu'à présent, le gouvernement a interdit toute recherche sur les émeutes de 1969, laissant la rumeur gonfler les chiffres et l'imaginaire échafauder des explications.

En l'absence d'une enquête formelle, tentons de comprendre ces événements qui ont, l'espace de quelques jours, éprouvé le régime politique de la Malaysia. Cet épisode aura par la suite des impacts importants sur l'action gouvernementale et la vie politique et économique du pays.

Pour plusieurs, cet épisode d'émeutes est peu surprenant vu le caractère « divisé » de la société malaysienne en trois communautés ethnoculturelles. Cette explication a

toujours été celle du gouvernement. Une autre approche, plus économiste, y a vu un problème de classe et de redistribution de la richesse. Ces approches ont en commun d'appréhender le problème d'un angle similaire, soutenant que la cohésion sociale en Malaysia serait « forcée d'en haut », par une élite libérale et moderne (Khan et Loh Kok Wah. 1992 : 11); cette cohésion forcée serait condamnée à la fragilité. Une approche différente soutient plutôt que la fragmentation au sein de l'élite et des classes moyennes explique la crise de 1969 (Snider. 1970 : 1070-1080). La présente thèse ne prétend pas vider cette question, si elle propose de décrire les composantes de la crise, c'est pour mieux appréhender et analyser la vie économique et politique du pays par la suite.

Trois éléments semblent avoir concouru à modifier les résultats électoraux de l'Alliance en 1969 et alimenter les tensions qui nous amènent au 13 mai : les tensions intra et inter communautaires; les défis économiques conjoncturels; et les stratégies électorales de l'opposition. Ces éléments sont constamment présents lorsque le régime politique est ébranlé par des crises, comme nous le verrons dans cette thèse.

#### Les tensions politiques entre, et au sein, des groupes ethnoculturels

##### *La thèse du gouvernement : les tensions entre les communautés*

Le gouvernement a toujours soutenu que le caractère divisé de la population explique tout de cette crise. Cette hypothèse est d'ailleurs souvent reprise par les observateurs étrangers. Les événements de 1969 sont-ils principalement le résultat d'une réalité ethnique incontournable?

Les consultants étrangers, invités par le NOC pour nourrir sa réflexion sur les nouvelles politiques à adopter au sortir de la crise, ont remis en question cette hypothèse commode. Les entrevues réalisées alors les amènent à conclure que la haine et la méfiance interraciales ne sont peut-être pas aussi prononcées qu'on le dit. Le climat social n'est pas caractérisé par des lignes de partage aussi conflictuelles qu'on le répète. Ils écrivent dans leur rapport :



« In our interviews with officials in the ministries of labour, social welfare, housing and local government, and education, we are impressed by the reports of the absence of violence and conflict in the daily interactions of Malays and non-Malays in housing, education and employment. » (Glazer et al. 1970 : 20)

Les inégalités, sources de tensions intercommunautaires selon les pouvoirs publics, n'ont jamais été documentées ou analysées avec précision. L'urbanité et la ruralité semblent des facteurs plus importants dans la détermination du revenu que la race, et les écarts entre ces deux pôles moins grands en Malaysia que dans d'autres sociétés en développement.

« ...imbalance is...racial yes, but also east-west, urban-rural, advanced-traditional and so on. Overall it seems that the ratio of non-Malay to Malay incomes is of the order of 7 to 4, although by itself that figure does not mean much. It does reflect to some extent an urban-rural ratio and as such is remarkably egalitarian by the standard of most developing countries. » (Morgan. 1970a : 22)

Néanmoins, le gouvernement martèle depuis 1969 que la dimension ethnique de la vie publique est dangereuse et source potentielle de désordre civil. Suivant cette logique, toute décision politique doit en tenir compte, surtout quand il s'agit de l'espace public et des lieux de représentation d'intérêts divergents.

#### *Les tensions intracommunautaires*

À la fin des années 1960, le paysage politique malaysien est traversé de tensions non seulement intercommunautaires mais aussi intracommunautaires (Snider. 1970 : 1077-1078). Ces tensions viennent d'ailleurs d'être exacerbées par le passage de Singapour sur l'échiquier politique malaysien (dont il a été expulsé à peine quatre années avant la crise de 1969)<sup>7</sup>. La dispersion du vote des Malaysiens d'origine

---

<sup>7</sup> Les inégalités économiques divisent les communautés entre elles tout comme en leur sein même, mais il faut souligner que la langue aussi est source de conflit au sein des communautés. Entre les partisans de la ligne dure et ceux du compromis, les opinions sont multiples et complexes surtout en 1967, deux ans avant l'élection fédérale. Après dix années d'indépendance, en 1967 le gouvernement légifère sur le statut de la langue malaise. Appelé le *Bahasa Malaysia* (qui signifie la langue de la Malaysia et non le Malais), cette langue devient la seule officielle, bien que le chinois et l'anglais sont tolérés et utilisés (Guan. 2001 : 26; Snider. 1970 : 1073). Plusieurs membres de la communauté chinoise prônaient le

chinoise entre MCA et DAP, ainsi que la dispersion du vote malais entre UMNO et le parti islamique PAS témoignent de ces tensions intracommunautaires (Rudner. 1970 : 12-15).

Depuis des années, des groupes malais demandent des interventions étatiques pour redresser la situation économique de leur communauté qui se compare très mal, globalement, à la situation de la communauté d'origine chinoise, malgré la dominance de l'élite malaise dans la sphère politique (Case. 1996a : 11). De leur côté, dans la communauté chinoise, des milliers d'ouvriers et de jeunes professionnels ne se reconnaissent pas dans l'*establishment* chinois au pouvoir, le MCA. Ils contestent la politique d'accommodation avec l'UMNO que le MCA pratique depuis l'indépendance (Rogers. 1972 : 169). Ces dissidents du MCA vont voter DAP et les ultranationalistes malais vont affaiblir l'UMNO en votant pour le parti islamiste, le PAS (Lee. 2001 : 27). Le déplacement le plus significatif se constate dans le vote chinois qui fera perdre plusieurs sièges détenus par le MCA au profit du DAP.

Bien qu'en apparence anecdotique, le rôle de Datuk Harun Idris, le soir de 13 mai, illustre bien les divisions et la dynamique au sein de l'UMNO. Lorsque des Malais supporters de l'UMNO, se transforment en émeutiers le 13 mai, ils sont réunis chez lui. Sa demeure est au cœur de Kuala Lumpur, tout près des quartiers chinois que les émeutiers vont saccager. La maison de Datuk Harun demeure intacte. Membre influent de la direction de l'UMNO, reconnu pour ses positions nationalistes anti-chinoises, cet homme est également à la tête de l'État du Selangor<sup>8</sup> et son siège est sérieusement menacé par les victoires du DAP à l'assemblée législative de l'État.

---

bilinguisme et voulaient obtenir le droit d'ouvrir une université en mandarin, ce qui leur est refusé. Ils pardonnent mal au parti qui les représente, le MCA, d'avoir voté la loi sur la langue officielle. De leur côté, les Malais les plus intransigeants reprochent à l'UMNO d'avoir permis l'éducation primaire en chinois et toléré l'usage de l'anglais dans la vie publique (Guan. 2001 : 27).

<sup>8</sup> Le titre exact est *Menteri Besar* qui signifie ministre en chef, plus ou moins l'équivalent du poste de premier ministre provincial dans le système canadien, mais avec des pouvoirs plus restreints.

Datuk Harun risque de perdre sa position de *Menteri Besar* à la tête de cet État puisque l'Alliance n'a remporté que 14 sièges sur 28 (Snider. 1970 : 1079). La crise et la suspension des institutions lui vaudront de garder son siège et d'imposer, avec d'autres, une ligne plus nationaliste et promalaise au sein de l'UMNO et de l'Alliance.

### Les défis économiques conjoncturels

Une autre explication de la crise de 1969 s'appuie sur la conjoncture économique que traverse la Malaisie à la fin des années 1960. L'élite qui conserve le pouvoir lors de l'indépendance en 1957 a promis des jours meilleurs à sa base militante. La situation macro-économique du pays s'est améliorée certes, mais surtout pour l'élite. Alors que le libre marché devait produire assez de richesse pour tous, sans intervention majeure de l'État, il a surtout favorisé l'enrichissement de l'élite en laissant pour compte une grande proportion de Malaisiens pauvres, qui eux sont majoritairement Malais (Hewison, Robinson et Rodan. 2001 : 183; Jomo. 2004 : 2; Milne. 1976a : 237; Ritchie. 2004 : 9). Un fonctionnaire du gouvernement présentait ainsi la situation lors d'une conférence:

« Assessing the trends in inequality over the 1957-1970 period is problematic because of problems with comparability of the data on source of income... Although the income of all ethnic groups increased, non-Malay income increased at a faster rate than the Malays. Inequality within the major ethnic groups showed marked differences: inequality was much higher within the Malay/Bumiputera community and less within the Chinese and Indian ethnic groups. » (Zainul. 1999 : 4)

Les écarts de richesse se sont aggravés dans les années 1960. Les plus démunis, soit 40 pour cent de la population, ont vu leur revenu moyen par ménage régresser de 11 pour cent (Snodgrass. 1980 : 81. Senkuttuvan. 1975 : 53). Ce sont majoritairement des petits fermiers malais, mais aussi des citoyens sans formation, de toutes ethnies. À la veille des élections de 1969, la population est de plus en plus insatisfaite de son gouvernement.

De plus, pour un pays qui dépend fortement de ses exportations, et particulièrement de ses exportations de caoutchouc<sup>9</sup>, la situation difficile que traverse ce secteur d'activité à la fin des années 1960 a des impacts directs sur les revenus de nombreux travailleurs. La publication annuelle *The Far East and Australasia* de 1970 précisait :

« In Malaysia, the fall in the world rubber price (by 20 per cents a pound) over twelve months has recently caused a loss of some £50 million in export earning – and every time this happens, the government has to make further slashing cuts in the country's development programme. » (*The Far East and Australasia*. 1970 : 34)

La situation économique de la Malaysia est toutefois loin d'être aussi difficile que dans nombre de pays en développement :

« Thus again it comes back to the point that the problems Malaysia has to face are human, or subjective, rather than natural, or objective. They are not the problems of overpopulation, acute shortage of foreign exchange and extreme poverty that bedevil so much of the developing world but of psychological adjustment .... » (Morgan. 1970b : 32)

Mais les difficultés économiques sont venues s'ajouter aux tensions politiques. Les Malais de toutes classes ont « ethnicisé » le débat en identifiant un seul problème : les Chinois, et non pas le système politique et économique du pays.

### L'opposition s'organise : stratégies électorales

S'ajoute aux tensions politiques une autre donnée lors du scrutin de 1969 : les nouvelles stratégies électorales de l'opposition. C'est un phénomène rarement mentionné dans la littérature et pourtant, le rapprochement des partis de l'opposition a modifié le rapport de force dans les parlements de la Malaysia. Pour la première fois en 1969, l'opposition s'organise et se coalise à la manière de l'Alliance. Les partis d'opposition parviennent à former une coalition et présentent, comme le fait l'Alliance, un seul candidat dans plusieurs circonscriptions pour éviter la dispersion

---

<sup>9</sup> Dès le début des années 1960, la compétition est féroce sur le marché mondial avec le caoutchouc synthétique ce qui affecte les exportations malaysiennes (White. 2004 : 157 cf. note 7).

du vote (Bass. 1970 : 154). Cette stratégie explique, du moins en partie, les résultats électoraux de 1969 (Milne et Ratnam 1970 : 208).

Soulignons aussi qu'à la fin des années 1960, les groupes de gauche un peu partout dans le monde s'expriment de plus en plus fortement. De même, en Malaysia, les partis de gauche, ou plus sociaux-démocrates, mieux organisés, raviront une partie de l'électorat de l'Alliance qui, pour la première fois de son histoire, n'obtient pas 50 pour cent des suffrages exprimés. L'opposition obtient 51,6 pour cent des votes alors qu'aux élections précédentes, en 1964, elle n'en avait obtenus que 41,5 pour cent (Milne et Ratnam. 1970 : 203). C'est l'opposition majoritairement chinoise, regroupée dans le *Democratic Action Party* (DAP), qui réalise des gains majeurs en remportant 13 sièges contre un seul en 1964. Le parti traditionaliste islamiste, qui se fait le porte-parole de la ruralité malaise, fera aussi quelques gains : il obtient 12 sièges à ces élections alors qu'en 1964 il n'en avait que 9. Les ultranationalistes malais de l'UMNO sont fort mécontents de ces résultats et des gains du DAP au détriment du MCA qui avait 27 sièges en 1964 et n'en conserve que 13 en 1969. Le taux de participation a été élevé, à 73 pour cent.

Les divisions intra et intercommunautaires, les problèmes économiques et les stratégies électorales sont autant d'éléments qui contribuent à la crise. Malgré l'absence d'une enquête détaillée qui permettrait une meilleure analyse, soulignons que lors de ces événements, ni le chef de l'État, ni les députés n'ont été visés par les émeutiers. La classe politique n'a été ni touchée, ni ciblée. Aucun ministre n'a été attaqué et encore moins assassiné. Les institutions politiques n'ont pas été visées, ni les bâtiments qui les abritent. La police et les militaires ont obéi aux ordres du pouvoir exécutif, civil, regroupé dans le NOC qui a rétabli l'ordre rapidement. Tout le processus politique d'urgence s'est déroulé dans l'ordre et le respect de la Constitution.

Après cette période d'état d'urgence nationale qui dure 21 mois, le régime politique ne changera pas si ce n'est que pour renforcer la domination des Malais et doter l'État

de moyens supplémentaires pour accélérer son implication dans la vie politique et économique du pays. Les analyses divergent, mais une conclusion fait consensus : mai 1969 a permis au parti à la tête de la coalition au pouvoir, l'UMNO, de revoir le pacte de 1957, celui où l'élite malaise se réservait le contrôle de la vie politique tout en laissant les intérêts économiques dans les mains des Malaisiens d'origine chinoise (Rudner. 1970 : 20-21; Jomo. 1995 : 14).

## **2. Le remodelage des institutions : les initiatives du pouvoir exécutif**

### Le NOC impose le pouvoir des Malais

Pendant les mois qui suivent les émeutes, on procède à de nombreuses arrestations en vertu de l'*Internal Security Act* (ISA), la loi qui permet les arrestations arbitraires et la détention préventive. Les leaders de l'opposition n'y échappent pas. Même le chef du DAP et celui du parti socialiste seront emprisonnés pendant quelques mois (Means. 1991 : 11). Durant la période de l'état d'urgence, toute activité politique est interdite.

Le *National Operation Council* (NOC) va diriger le pays pendant la suspension du Parlement. Le NOC est l'organe exécutif sous les lois d'urgence, il est chargé de rétablir la paix et l'ordre, d'administrer le pays au quotidien, et de restaurer la paix et l'harmonie entre les races (Bass. 1970 : 157). La tâche de diriger le NOC est confiée à *Tun Abdul Razak bin Hussein*, ou simplement *Tun Razak* tel que désigné dans la langue vernaculaire. Il est vice-premier ministre, député élu et membre influent de l'UMNO depuis plus de 20 ans. Ce comité va procéder au remodelage des institutions pour affirmer le pouvoir politique de l'exécutif et refermer l'espace public là où l'opposition était parvenue à s'exprimer.

Les élections de 1969 ne sont pas annulées. Le NOC reporte celles de Sabah et Sarawak (Rudner. 1970 : 17), jusqu'à ce que l'on soit assuré que les partis de

l'Alliance y remporteront des victoires décisives<sup>10</sup>. Ce n'est qu'après avoir réussi la réorganisation des partis formant l'Alliance et gagné les élections de Sabah et Sarawak que *Tun Razak* rappelle le Parlement, en février 1971. En effet, les victoires électorales en Malaysia orientale et l'intégration de nouveaux partis au sein de l'Alliance permettent à la coalition de l'UMNO de contrôler à nouveau les deux tiers des sièges au Parlement fédéral.

Malgré le caractère dramatique de la situation, la création du NOC n'a pas donné lieu à de grands bouleversements si ce n'est qu'un premier changement de la garde, changement qui s'inscrit dans la continuité<sup>11</sup>. Le vice-premier ministre et président du NOC prend les commandes de l'État pendant que le premier ministre et père de l'indépendance, *Tunku Abdul Rahman*, se retire de l'avant-scène politique qu'il occupe depuis près de 20 ans. Il prend officiellement sa retraite en août 1970.

Pendant la période d'urgence, le NOC met sur pied divers comités pour parvenir à rétablir un consensus national sur la marche à suivre. Les partis politiques sont invités à y déléguer des représentants. Le DAP délègue son chef, *Lim Kit Siang* alors emprisonné en vertu des lois d'urgence. Le NOC refusant de le libérer, le DAP n'y délègue personne. La grande majorité des autres partis y participent et entérinent les décisions du NOC (Heng. 1997 : 264).

---

<sup>10</sup> Lors des élections, normalement Sabah et Sarawak votent quelques semaines après les États de la péninsule. En 1969, les élections sont reportées de plus d'une année afin de permettre des négociations et des alliances nouvelles et ainsi faire élire des candidats de la coalition de l'UMNO. Voir le Chapitre 5 de Vasil (1972) qui porte sur cet épisode.

<sup>11</sup> Certains auteurs comme Jomo (2004) et Means (1991) parlent de changement important parce qu'une nouvelle génération de leaders malais prend le pouvoir. Il faut toutefois souligner que celui qui devient premier ministre, *Tun Razak*, membre fondateur de l'UMNO, milite au côté du père de l'indépendance, *Abdul Rahman*, depuis 20 ans. *Tun Razak* a occupé plusieurs fonctions ministérielles dans le gouvernement de *Abdul Rahman* et a fait partie de tous les comités de négociations pour obtenir l'indépendance des Britanniques. Il est lui aussi issu d'une famille royale, a eu la même éducation que son prédécesseur dont il était également le vice-premier ministre depuis plusieurs années. La biographie de *Tun Razak* parue en 1976, sous la plume de *William Shaw*, retrace ce parcours somme toute conventionnel pour un leader de l'UMNO.

Étant donné les causes de cette crise, on aurait pu croire que le gouvernement prendrait des mesures pour favoriser la coopération et apaiser l'opposition mais au contraire. Sur le plan politique, comme sur le plan économique, ce sont des politiques promalaises que le NOC entérine. Prenant avantage du fait que les trois jours d'émeutes ont terrorisé la population chinoise, par ailleurs déjà divisée, le NOC en profite pour réévaluer et rebâtir la coopération entre élites chinoise et malaise, mais cette fois en établissant un meilleur rapport de force en faveur des Malais. Avant de rappeler le Parlement, le NOC édicte des orientations politiques qui, dans l'ensemble, ont pour but d'affermir la domination du pouvoir de l'exécutif sur l'appareil de l'État.

#### Le renforcement du pouvoir exécutif

Les axes d'action arrêtés par le NOC, avant de rappeler le Parlement, sont au nombre de trois. D'abord, le NOC proclame une nouvelle idéologie nationale qui sera largement diffusée dans les médias et les écoles (Milne. 1970 : 563-573). Ensuite, il modifie la Constitution pour limiter les libertés civiles et clarifier le statut et les privilèges des Malais. Enfin, il introduit la *New Economic Policy* (NEP) : l'économie de marché demeure ouverte et orientée vers l'exportation mais l'État interviendra dorénavant massivement.

En 1970, la négociation et la collaboration sont toujours possibles entre les différentes élites du pays. L'élite au pouvoir parvient à maîtriser le jeu politique et assurer la stabilité du système politique. On accommode ainsi les intérêts de l'élite royale nombreuse, issue des neuf familles régnant sur neuf États; l'élite d'affaires surtout d'origine chinoise; et l'élite gouvernementale essentiellement malaise, elle-même de plus en plus engagée dans des activités économiques privées, comme nous le verrons dans la partie économique de ce chapitre.



Le détail de toutes ces nouvelles mesures – idéologie, nouveaux amendements constitutionnels et NEP – est présenté par *Tun Razak* et réuni dans un livre blanc<sup>12</sup> préparé par le NOC, comité qui cesse d'exister à la reprise des travaux parlementaires. Les institutions gouvernementales demeurent les mêmes; on introduit néanmoins une série de mesures visant à forger la cohésion sociale, dont l'idéologie nationale (Means. 1991 : 14-16). C'est à cette époque que l'on généralise l'usage du terme *Bumiputras* qui signifie essentiellement « fils du sol », c'est-à-dire la population dite « de souche » qui, outre les Malais, inclut les autochtones du pays. Cette catégorie de citoyens, telle que définie par les autorités de Kuala Lumpur, sera l'objet d'une discrimination positive orchestrée par l'État. Elle pourra bénéficier de traitements de faveur de la part du gouvernement et de ses agences.

#### *Idéologie nationale*

En 1970, le NOC promulgue la *Rukunegara* c'est-à-dire l'idéologie nationale. À ce chapitre rien n'est vraiment nouveau ni surprenant pour les Malaysiens. Au nombre de cinq, les grands principes énoncés dans l'idéologie nationale sont ceux auxquels se conforment déjà les acteurs politiques : la foi en Dieu, la loyauté au roi et au pays, le respect de la Constitution, le respect de la règle de la loi, et finalement la promotion de comportements de bonne moralité. Le gouvernement exprime sans équivoque l'objectif d'unification visé dans le *Third Malaysia Plan* :

« The *Rukunegara* provides the ideological foundations for a common value system among Malaysians which transcends ethnic, cultural and socio-economic differences within the nation. It symbolizes the aspiration of all Malaysians for bringing into reality the goals upon which the nation was created. » (Malaysia. 1976 : 91)

L'élite est familière avec les grands principes de la *Rukunegara* qui deviennent la référence à laquelle il faut se conformer pour participer à la vie civile et politique du pays. Le lancement officiel de cette idéologie nationale se fait en 1970, le 31 août, fête de l'indépendance, par décret du NOC. On annonce en même temps le

---

<sup>12</sup> Ce livre blanc sera publié par le NOC sous le titre *Towards National Harmony* (Malaysia 1971a).

rétablissement du Parlement pour le mois de février 1971 et la passation des pouvoirs du premier au deuxième premier ministre (Rogers. 1972 : 168-171).

### *Modification de la Constitution*

Le procédé des amendements constitutionnels est mis à contribution et les détails de ces amendements sont regroupés dans le livre blanc préparé par le NOC. Le Parlement va entériner ces amendements à la reprise des travaux en 1971 (Means. 1991 : 14; Rogers. 1971 : 123). C'est entre les crises que le gouvernement s'assure de refermer le système politique là où l'on a cru qu'il pouvait s'ouvrir. Les institutions ne sont pas modifiées en profondeur, mais « ajustées » pour mieux servir le pouvoir exécutif. Dès 1970 et dans les années qui suivent, comme nous le verrons plus en détail, le gouvernement introduit des amendements constitutionnels renforçant le pouvoir de l'exécutif et limitant la liberté d'expression (Rogers. 1972 : 169).

C'est donc avant même de rétablir les institutions parlementaires que le NOC introduit, par décret, ces amendements constitutionnels. On retire du débat public une série de sujets jugés « sensibles » parmi lesquels toute discussion ayant trait de près ou de loin : à la question des droits et privilèges des Malais; au statut des familles royales malaises; aux questions touchant à la citoyenneté et la race; au statut de l'islam; et au statut de la langue, le *Bahasa Malaysia*, comme langue nationale officielle (Rogers. 1972 : 196). En public et même dans les assemblées législatives, il est dorénavant interdit d'aborder ces questions jugées trop explosives (Milne. 1976a : 238). Le *Sedition Act* est également modifié en 1972 pour couvrir de nouveaux « délits » et permettre d'appliquer ces dispositions constitutionnelles même aux parlementaires lors des débats en chambre (Means. 1991 : 14).

### *La New Economic Policy*

La pièce maîtresse du nouveau dispositif du pouvoir politique malaysien est sans nul doute la *New Economic Policy* (NEP). Bien plus qu'une simple politique économique, la NEP vise l'éradication de la pauvreté et l'élimination du lien entre origine ethnique et statut économique. Selon le gouvernement, l'unité nationale en

dépend. Il faut s'attaquer au problème de la pauvreté et des iniquités économiques entre Malaisiens d'origine chinoise et ceux d'origine malaise. Le gouvernement élabore des politiques et des programmes visant une meilleure redistribution de la richesse, de la propriété et de l'emploi<sup>13</sup>.

Malgré l'introduction de cette politique, le rôle de l'État s'appuie sur une philosophie inchangée. En matière de développement économique, les objectifs demeurent les mêmes qu'à l'indépendance : le gouvernement garde le cap sur ses objectifs de croissance pour augmenter la taille du gâteau à partager et non pour forcer un découpage différent des parts existantes. Mais au lieu d'attendre un ruissellement automatique qui se ferait en douceur, l'État interviendra massivement dans la sphère économique pour forcer un rééquilibrage de la répartition des richesses nouvellement créées<sup>14</sup>.

Dans le même esprit que la NEP, c'est-à-dire de discrimination positive en vue d'améliorer la position économique des Malais, en 1970, on introduit un système de quotas pour l'accès à l'éducation supérieure. L'éducation est une composante importante de la NEP. À cet égard, le livre blanc contient un amendement constitutionnel qui porte sur l'octroi de places accordées aux *Bumiputras* dans les établissements d'éducation post-secondaires. C'est le roi qui détient ce pouvoir spécial inscrit dans la Constitution et qui lui permet d'imposer des quotas pour réserver des places ainsi que des bourses d'études aux *Bumiputras* dans les collèges et les universités (Brown. 2005 : 4).

---

<sup>13</sup> La *New Economic Policy* qui va s'étaler sur 20 ans sera l'objet de nombreuses études. Voir entre autres : Gomez et Jomo. 1999a; Faaland, Parkinson et Rais. 1991; Snodgrass. 1980; Young, Bussink et Hasan 1980; Meerman. 1979; Milne. 1986, 1976a. Nous analyserons cette politique plus en détail dans la deuxième partie du chapitre.

<sup>14</sup> L'économie restera ouverte et orientée vers les activités d'exportation mais on reconnaît les limites du ruissellement automatique :

« The « trickle down » strategy of development had not solved the problems of the country and economic growth was a necessary but not sufficient condition for development » (Senkuttuwan. 1975 : 53).

Une modification importante va concerner la langue d'enseignement. Au moment de l'indépendance, l'anglais est demeuré la langue de l'éducation. C'est seulement en 1969 que l'on va commencer à introduire progressivement le *Bahasa Malaysia* comme langue d'enseignement. Ce processus dure jusqu'en 1982, date à laquelle, de la première année à la fin du secondaire, tous les degrés d'études se font en *Bahasa Malaysia* (Young, Bussink et Hassan. 1980 : 21). Des dispositions particulières permettent toutefois aux écoles publiques chinoises de garder l'enseignement de certaines matières en mandarin, avec l'obligation de consacrer du temps à l'enseignement du malais.

Mentionnons que pour mener à bien ses plans de développement et introduire des politiques publiques audacieuses, le gouvernement jouit d'un avantage que n'ont pas ses voisins, hormis la ville de Singapour, c'est-à-dire une population limitée en nombre. De plus, les politiques de discrimination positive introduites alors ne visent qu'une partie de la population. Dans les années 1970, le pays compte approximativement 11 millions d'habitants parmi lesquels un peu moins de 60 pour cent se classent comme *Bumiputras*; c'est-à-dire approximativement 6,6 millions d'individus qui sont susceptibles de bénéficier de la NEP.

#### Le rétablissement des institutions parlementaires

Le premier ministre *Tun Razak* rappelle le Parlement en février 1971 et met fin aux travaux du NOC. À compter de ce jour, les institutions du régime parlementaire ne seront plus jamais suspendues. Entre 1971 et 1987, date de la seconde crise politique, trois premiers ministres, chefs de l'UMNO, dirigeront le pays dans la continuité. Il ne s'agit pas, en 1971, d'un réaménagement des institutions politiques mais de la reprise des travaux parlementaires. N'émerge aucun nouvel acteur à l'exécutif ou dans l'opposition. La structure du système politique et économique demeure la même, seulement la conjoncture diffère et permet la mise sur pied de nouvelles politiques économiques et sociales.

Cette conjoncture est marquée par l'attitude conciliante de la population et de l'élite d'origine chinoise qui ne veulent plus être la cible de violence (Rogers. 1972 : 170). Cette conjoncture est aussi caractérisée par une amélioration de la situation économique qui permet le financement des plans gouvernementaux ambitieux comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce chapitre. Sur le plan politique, ce qui apparaît clairement dans cette période, c'est la nécessité, pour le pouvoir exécutif, de verrouiller le système là où l'opposition pourrait s'exprimer, s'infiltrer ou influencer la conduite des affaires publiques, bien davantage qu'une volonté de changer le système politique. Dans sa revue annuelle de la situation malaysienne l'article du *Asian Survey* de 1970 résumait ainsi la situation :

« The many new institutions, established or planned, were dominated by virtually the same people who had manned the old ones, while the "new" policies had a familiar ring. Thus the "new" education policy is in effect, an accelerated implementation of earlier recommendations to increase the use of Malay as a medium of instruction in order to inculcate a common Malaysian identity. » (Bass. 1970 : 158)

#### *La représentation politique : une nouvelle Alliance*

Les chefs de l'UMNO vont également revoir l'architecture de la coalition de partis qu'ils dirigent. Dès 1970, ils travaillent à élargir cette coalition qu'ils dominent pour former une nouvelle structure qui inclura davantage de partis politiques et continuera à contrôler les deux tiers des sièges au Parlement fédéral. En quelques années, ils y parviennent. En 1974, on enregistre au *Registry of Societies*<sup>15</sup> une nouvelle coalition élargie nommée maintenant non plus Alliance mais *Barisan Nasional* (BN) qui signifie Front national. *Tun Razak* a convaincu les partis d'opposition les plus importants de s'y rallier :

« Their leaders were convinced by Razak's argument that warring political parties needed to stop politicking and instead transcend their ideological differences to come together to forge a nation that had been torn by racial strife. » (Gomez et Jomo. 1999a : 22)

---

<sup>15</sup> Entité sous l'égide du ministère des Affaires intérieures où toute société, tout groupe (de plus de 6 personnes) y compris les partis politiques, doit obligatoirement s'enregistrer pour ensuite se soumettre à la réglementation en vigueur, c.f. chapitre 3, note 19.

Le *Barisan Nasional* (BN) poursuit le travail de l'Alliance avec les mêmes statuts et toujours la même adresse, celle du bureau national de l'UMNO qui domine largement la coalition. Devant les perspectives de croissance, face à l'immense pouvoir de l'UMNO qui contrôle l'appareil gouvernemental, donc les dépenses et les investissements, et, puisque cette coalition est assurée de garder le contrôle du gouvernement, il semble que l'opposition ait préféré obtenir des sièges au conseil du BN plutôt que des sièges dans une opposition parlementaire bâillonnée. Le BN demeure un regroupement de partis indépendants comme l'était l'Alliance. Les principaux partis de la coalition sont les mêmes : l'UMNO, le MCA et le MIC. Le DAP refuse de se joindre à la nouvelle coalition mais le Parti Islam Malaysia (PAS) et plusieurs autres petits partis acceptent. Le PAS s'en retire en 1977 (Camroux. 1996 : 859).

La collaboration de l'élite chinoise – toujours regroupée dans le MCA – avec l'UMNO s'inscrit dans une tendance que l'on remarque dans les pays voisins et n'a rien d'exceptionnel dans la région (MacIntyre. 1989 : 7). En Indonésie, en Thaïlande ou en Malaysia, l'élite chinoise s'est toujours rapprochée de l'élite politique locale. Les Chinois forment un groupe peu nombreux et leur pouvoir économique important provoque souvent des tensions avec les populations locales qui représentent parfois une menace pour eux, et ce non seulement en Malaysia. Andrew MacIntyre résume ainsi les stratégies chinoises dans la région :

« Vulnerability to periodically violent and destructive outbursts of indigenous resentment has traditionally led Chinese business people to avoid high profile collective political action and to rely instead upon a more covert form of political representation or clientelism. In return for protection and policy favours, Chinese business people would provide cash, stocks and companies directorships to powerful members of the indigenous political elite. » (MacIntyre. 1989 : 8)

Avec l'adoption de la NEP, l'État fédéral devient un agent important dans l'économie nationale, ce qui s'avère une source de pouvoir supplémentaire pour l'exécutif qui décide des plans de développements ambitieux. L'État devient un pivot encore plus attrayant pour les gens d'affaires désireux de participer au développement

économique du pays, parce qu'il est incontournable, comme nous le verrons dans la seconde partie de ce chapitre.

En 1974, cinq ans à peine après les émeutes de mai 1969, et bien aux commandes du *Barisan Nasional* (BN), l'UMNO déclenche des élections générales. La domination des Malais sur le système politique est plus prononcée que jamais et les Malaysiens d'origine chinoise plus divisés. Le MCA, toujours au sein de la coalition BN, doit maintenant partager la représentation des populations chinoises avec des nouveaux partis politiques nouvellement intégrés au *Barisan Nasional*. Le MCA se verra accordé moins de circonscriptions pour présenter ses candidats (Gomez. 1999 : 36). L'UMNO a raffermi son pouvoir et contrôle le jeu politique.

Le chef de l'UMNO continue d'être automatiquement le chef du BN et le chef du gouvernement. Pendant les décennies 1970 et 1980, trois premiers ministres se succèdent à la tête du pays. En 1976, *Tun Razak* décède, son vice-premier ministre et beau-frère, Hussein Onn, le remplace. En 1981, Hussein Onn se retire de la scène politique en raison de problèmes de santé et son vice-premier ministre, Mahathir bin Mohamad, lui succède. Par contre, au sein même de l'UMNO, la compétition pour le pouvoir est toujours importante et les batailles sont vives pour les différentes vice-présidences. Les luttes y sont féroces. Les « véritables » élections se déroulent lors des congrès de l'UMNO (Case. 1996b : 121. Milne. 1976b : 187). Les luttes internes de l'UMNO joueront d'ailleurs un rôle déterminant dans la deuxième crise politique, celle de 1987.

#### *Le nouveau territoire fédéral de Kuala Lumpur*

L'étude détaillée de l'évolution des processus électoraux, ou du vote au niveau des assemblées législatives des États fédérés, dépasse les objectifs de cette thèse. Il est toutefois important de s'y référer, le temps de poser un regard sur la création du territoire fédéral de Kuala Lumpur. Cet épisode illustre une fois de plus les liens entre le contrôle des deux tiers des sièges du Parlement fédéral et le pouvoir d'amender la

Constitution. Le même mécanisme est encore à l'œuvre : on remodèle les institutions entre les crises pour colmater les brèches que la dernière crise a mises en évidence.

En 1969, comme à chacune des élections, les scrutins pour les assemblées législatives des États fédérés et celle du Parlement fédéral se sont tenues simultanément. Comme nous l'avons vu, l'opposition chinoise a fait des gains importants et remporté 14 des 28 sièges du Parlement de l'État du Selangor. La capitale Kuala Lumpur est située dans cet État, très peuplé, urbain et développé. Pour s'assurer que le vote chinois ne puisse trouver un lieu pour s'exprimer majoritairement, le gouvernement impose, par amendement constitutionnel, que la ville de Kuala Lumpur devienne territoire fédéral en date du 1<sup>er</sup> janvier 1974. La ville est donc soustraite à la juridiction de l'État du Selangor. La très nombreuse population chinoise de la capitale ne participera donc plus au processus de sélection des élus de cet État (Hai. 2002 : 111-112).

#### Un gerrymandering efficace

Toujours dans le but d'affermir le pouvoir de la coalition qui dirige le gouvernement, on modifie, en 1973, le découpage des circonscriptions électorales. Cette nouvelle disposition constitutionnelle réduit le mandat de la commission électorale chargée de veiller à l'organisation des scrutins populaires. Un premier amendement, en 1962, allait dans ce sens. Celui de 1973 aura pour effet de retirer totalement à la commission le mandat de délimiter les circonscriptions électorales. Le découpage des circonscriptions sera maintenant spécifié dans la Constitution, à l'article 46. Si le Parlement le juge nécessaire, il pourra modifier cet article constitutionnel. Les députés de la majorité pourront alors redessiner les circonscriptions électorales; le Parlement aura dorénavant l'entière discrétion du découpage de la carte électorale (Hai. 2002 : 111). Ainsi, le vote rural continuera d'avoir beaucoup plus de poids que le vote urbain, ce qui favorise l'UMNO (Crouch. 1992 : 27).



Ces dispositions légales rendent donc possible le remaniement arbitraire des circonscriptions, un *gerrymandering*, ouvertement favorable aux partis formant le BN<sup>16</sup>. On assure ainsi longévité et pérennité au régime politique du pays tel que vu par les leaders au pouvoir. Un juriste australien écrivait sur cet épisode : « *Quite clearly, the changes had the effect of diminishing the prospects of the opposition parties winning power* » (Lee. 2004 : 233).

Commentant le phénomène du *gerrymandering* en Malaysia, le rapport du département d'État américain de 1999, portant sur la situation malaysienne, souligne :

« Gerrymandering dilutes the votes of some citizens. The Constitution states that parliamentary constituencies should have roughly equal numbers of eligible voters, although the same section states that greater weight should be given to rural constituencies. In practice these guidelines often are ignored. For example in Sabah constituencies are weighted strongly against the state's large Christian population. Nationwide the constitutional provision giving greater weight to rural constituencies greatly dilutes the voting power of urban residents. » (US State Department. 1999 : 20)

### **3. Les armes de l'élite politique : le contrôle du Parlement et de la fonction publique**

#### L'invincible *Barisan Nasional*

Avec les élections de 1974, la coalition de l'UMNO, le *Barisan Nasional*, prouve l'efficacité de ses tactiques, sa résilience et sa force pour garder les rênes du pouvoir au Parlement fédéral avec des résultats probants : le BN obtient 60,7 pour cent des votes et 135 des 154 sièges. Le BN garde cette position dominante depuis, sans interruption.

---

<sup>16</sup> Les écarts sont considérables. En 1999 *Asiaweek* rapportait par exemple que la circonscription fédérale de Ampang Jaya dans la région de Kuala Lumpur comptait 98 954 électeurs alors que la circonscription de Hula Rajang au Sarawak comptait 16 085 électeurs (Ranawana. 1999).

Tableau 4.1

**Élections fédérales de 1974 à 1986, les victoires du *Barisan Nasional***

Année	Nombre de sièges	Nombre total de sièges à l'assemblée	Pourcentage de sièges (%)	Pourcentage des votes (%)
1974	135	154	87,7	60,7
1978	130	154	84,4	57,2
1982	132	154	85,7	60,5
1986	148	177	83,6	55,8

Source : Gomez et Jomo. 1999b : 235

Les résultats électoraux constants et toujours favorables au BN permettent de confirmer la coopération efficace de l'élite à la tête des partis politiques. Dans ce contexte, le gouvernement a les coudées franches pour poursuivre deux objectifs distincts mais complémentaires : mettre en place la NEP favorable à la communauté malaise et aux membres de l'UMNO, tout en s'assurant de verrouiller le système politique pour bâillonner l'opposition. Notons que dans ce système politique, malgré tout, l'opposition existe toujours et réussit même à capturer de 40 à 45 pour cent des votes à chaque scrutin.

**Le ralliement d'opposants notoires : le cas d'Anwar Ibrahim**

La force d'attraction de l'UMNO dans ce système autoritaire se constate aussi par la capacité de rallier des opposants notoires comme ce sera le cas pour Anwar Ibrahim<sup>17</sup>. Dans les années 1960 et 1970, Anwar Ibrahim débute sa carrière publique comme militant et critique virulent des politiques sociales et économiques du gouvernement. Il dénonce la corruption rampante au sein de l'appareil de l'État et des partis politiques. Il poursuit un combat inspiré d'idéaux de gauche mais surtout de la pensée islamique souvent proche de celle des *Frères Musulmans*. Pendant plusieurs années, il dirige le *Angkatan Belia Islam Malaysia* (Mouvement de la jeunesse

<sup>17</sup> D'autres figures de l'opposition se sont aussi ralliées au régime, entre autres, Sanusi Junid et Othman Abdullah (Noor. 2001 : 109).

islamique de Malaysia) connu sous son acronyme malais ABIM, un groupe islamique qui rassemble des milliers de jeunes. En 1974, Anwar se distingue lors de manifestations étudiantes où l'on proteste contre la misère des paysans dans le nord-est de la péninsule malaise. Anwar est alors arrêté et placé en détention en vertu de l'*Internal Security Act* (ISA); il restera 20 mois en prison.

Dès sa sortie de prison, il poursuit son combat. Il est même pressenti comme prochain leader du parti islamiste, le PAS. Mais en 1982, coup de théâtre, le premier ministre Mahathir le persuade de se joindre à l'UMNO. Anwar accepte l'invitation de Mahathir et se présente aux élections fédérales sous la bannière de sa nouvelle famille politique. Il déclare qu'il joint l'UMNO parce que c'est le meilleur véhicule pour mener son combat (Noor. 2001 : 108). Ses supporters du PAS et de l'ABIM lui pardonnent mal. Il deviendra ministre dans le gouvernement de Mahathir dès 1983, se voyant octroyer le portefeuille du ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports. Après avoir été à la tête de différents ministères, il devient ministre des Finances en 1991, puis deux ans plus tard, vice-premier ministre. Il occupera ces deux postes jusqu'à son éviction de l'UMNO en 1998, éviction dont nous traiterons dans le chapitre suivant. Ce ralliement à l'UMNO d'un jeune militant anti-gouvernement, illustre une fois de plus le pouvoir d'attraction d'un parti qui étouffe l'opposition, contrôle tout l'appareil d'État et donne accès à des ressources importantes.

### L'État... c'est l'UMNO

Le développement accéléré de l'économie, grâce à l'intervention et aux dépenses massives de l'État, est dorénavant au cœur des politiques gouvernementales. Au cours des années 1970 et 1980, les mécanismes varient mais une constante se dégage : davantage de missions et surtout de moyens sont directement confiés aux institutions gouvernementales pour atteindre les objectifs de croissance et de redistribution du gouvernement. La structure de l'État demeure la même, avec à sa tête, le Conseil des ministres, mais les décisions se prennent au bureau même du premier ministre.

Le pouvoir exécutif est toujours fort et sa marge de manœuvre va augmenter considérablement avec son nouveau rôle d'entrepreneur. Le bureau du premier ministre dans ce gouvernement demeure, comme avant 1969, l'organe le plus puissant des institutions politiques. Il est dominé par les chefs de l'UMNO, secondés par des fonctionnaires de carrière. Dès la reprise des travaux parlementaires en 1971 et tout au long des années 1970 et 1980, le BN, avec son écrasante majorité de sièges au Parlement fédéral, limite l'action des parlementaires à entériner les décisions prises au bureau du premier ministre. Le pouvoir exécutif domine toute la vie politique malaysienne (Heufers. 2002 : 49-50).

Accompagnant l'introduction de modifications visant à affermir le pouvoir de l'exécutif du parti, les leaders de l'UMNO ont aussi clarifié la position dominante de leur formation politique partisane dans la vie politique du pays. L'UMNO et la fonction publique sont liés et maintenant l'UMNO va déterminer les politiques gouvernementales. Au congrès du parti en janvier 1971, *Tun Razak* déclare :

« UMNO members and leaders must be responsible in determining the guidelines to coordinate the policies of the government and those of the party so that the aspirations for change among people can be fulfilled. » (cité par Rogers. 1972 : 170)

La constitution du parti sera modifiée en mai 1971; les membres du comité exécutif central, comité qui désigne tous les candidats aux élections, sont élus dorénavant pour trois ans et non pour une seule année. Également, dorénavant, toutes les politiques gouvernementales doivent être approuvées par ce comité du parti et les fonctionnaires, membres de l'UMNO, ont pour mission de travailler à imposer les politiques du parti dans tout l'appareil gouvernemental (Rogers. 1972 : 170). On notera que la coopération au sein de la coalition de partis au pouvoir, le BN, dans un tel contexte n'est que simulacre<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> Cette nouvelle façon de fonctionner de l'UMNO, qui consiste à lier l'État et ses propres structures, est analysée en détail par Torii (1997 : 217-222).

Dans un tel environnement politique, alors que le gouvernement investit massivement dans de nombreux domaines d'activités et multiplie ses agences, organismes et sociétés d'État, des liens inextricables se tissent entre acteurs politiques et économiques (Gomez. 1990, 1999; Gomez et Jomo 1999a; MacIntyre. 1989).

#### La fonction publique, un bureau d'emploi

Dans le cadre de la NEP, l'État va investir massivement dans sa fonction publique. Pour décrire ce phénomène, on a même utilisé l'expression « *runaway bureaucratization* », tendance qui se remarque aussi dans la police et l'armée (Evers. 1987 : 666-687). Cette période ne provoque pourtant aucun des fléaux connus dans les économies en développement; aucune crise de la dette ni de l'inflation ne vient freiner l'action gouvernementale.

Le tableau 4.2 illustre en partie ce processus. Ces données sont tirées d'une étude réalisée par Hans-Dieter Evers qui écrit :

« In short, the data are indicators of the progress of bureaucratization based on our estimates of the number of government personnel (with the exclusion of the military, employees in government corporations, and teachers). » (1987 : 671)

Cette étude comparative porte sur la bureaucratisation impressionnante et rapide de trois pays d'Asie du Sud-Est dans les années 1970 et propose un tableau des tendances qui révèle à quel point la Malaysia a connu une croissance rapide de sa masse de fonctionnaires.

Tableau 4.2

**Effectifs de la fonction publique,**  
**comparaison : Indonésie Thaïlande Malaysia**

Année	Indonésie		Thaïlande		Malaysia	
	<i>Nombre de fonctionnaires en millier</i>	<i>Nombre par 1000 habitants</i>	<i>Nombre de fonctionnaires en millier</i>	<i>Nombre par 1000 habitants</i>	<i>Nombre de fonctionnaires en millier</i>	<i>Nombre par 1000 habitants</i>
1950	303,5	3,7	163,6	7,9	60,5	11,5
1960	393,0	4,1	221,4	8,4	139,3	20,2
1970	515,0	4,4	235,0	6,8	293,0	26,0
1980	2047,0	13,9	354,6	7,6	550,0	40,6

Source: Evers. 1987 : 672

En 1980, la Malaysia compte donc 40 fonctionnaires pour 1000 habitants, alors que ses voisins thaïlandais et indonésiens n'en comptent respectivement que 14 et 8. La différence s'explique par la NEP et la politique de restructuration de l'emploi, objectif pour lequel des milliers de fonctionnaires sont embauchés pour travailler au gouvernement, dans ses agences et dans les sociétés d'État. L'abondance des ressources dont dispose le gouvernement lui permet de telles politiques. Cette tendance à l'embauche massive se poursuit dans les années 1980. En 1984, on comptera 46 fonctionnaires malaysiens par 1000 habitants, ce qui constituera une source d'emploi importante :

« Government employment as a proportion of total employment stood at about 12 pour cent in 1970 (398 000 employees), and rose to 15 pour cent (757 000) in 1981 after a "fill the vacancies operation" as part of the counter-cyclical fiscal strategy. » (Narayanan. 1996 : 872)

Il est parfois difficile de savoir si ce sont les intérêts de l'UMNO ou ceux du pays qui priment dans le travail des fonctionnaires. La distinction entre UMNO, gouvernement et État, est de plus en plus difficile à faire, l'imbrication du parti dans le gouvernement étant très poussée. L'UMNO va même se servir de cette machine gouvernementale pour soutenir ses campagnes électorales.

« Of particular importance was the Information Ministry (which controlled television and radio) and Kemas<sup>19</sup>. The Kemas programme involved adult education classes in civics and various other useful skills like cooking, nutrition, hygiene and so on. But in practice Kemas officers were full-time propagandists for the government during election campaigns. Moreover, UMNO leaders regularly made it clear that the village officials identified with the opposition would be dismissed while villages voting for the opposition would be in danger of losing development funds. » (Crouch. 1992 : 29)

En terminant, soulignons que l'État, en plus de compter sur une fonction publique élargie, peut s'appuyer sur un appareil policier qui n'interfère pas dans les affaires politiques du pays. La police malaysienne a joué un rôle important dans la lutte contre l'insurrection communiste jusque dans les années 1960, ce qui a permis le développement d'une force professionnelle et bien organisée qui demeure sous l'autorité du gouvernement central. Ce corps policier est discipliné et même les citoyens non malais ne le perçoivent pas comme une menace, même s'il est enclin à protéger d'abord les intérêts malais. Dans une thèse portant sur les institutions et la police malaysiennes, déposée au MIT en 1977, on peut lire :

« Concomitant with a commitment to the rule of law and less reliance on the police as an instrument of coercion..., the police is perceived as non threatening to the non-Malays, but certainly one which assures the protection, if need be, of Malay interests in an ethnically divided society. In addition, that the police is a national instrument has contributed to the state-building capacity of the regime in terms of penetration of law and order infrastructure, thus enabling the rule of law to prevail as well as the imperative of a strong central government. » (Zakaria. 1970 : 3)

### Les ajustements constitutionnels

Les années 1970 et 1980 sont ponctuées d'événements et de défis posés au pouvoir exécutif, auxquels il répond en amendant lois et règlements pour assurer la stabilité du régime politique. Bien que cette thèse n'entende pas recenser l'histoire de tous ces événements, notons toutefois l'ampleur des amendements à la Constitution qui ont

---

<sup>19</sup> Kemajuan Masyarakat Malaysia (KEMAS) est l'organisme gouvernemental qui s'occupe de formation de la main d'œuvre et du développement, sous l'égide du ministère du Développement rural.

débuté par l'adoption du livre blanc dès la reprise des travaux parlementaires en février 1971.

Comme on l'a vu, plusieurs amendements seront adoptés pour fermer l'espace public et faire taire les voix de l'opposition, ou encore pour bloquer le développement de mouvements d'opposition ou de partis politiques. À chaque menace, le gouvernement réagit et construit une réponse limitant la portée de la menace. Un bras de fer entre les pouvoirs de l'exécutif et ceux d'un contre-pouvoir, se conclut invariablement par une victoire de l'exécutif. Les mécanismes utilisés par le gouvernement pour assurer sa stabilité sont non seulement légaux mais aussi constitutionnels.

Dans ce système fédéral, les conflits sont étouffés par le gouvernement central où se concentre le pouvoir. Toutefois, à un autre niveau, la coopération entre les assemblées législatives des États fédérés et les sultans s'avère parfois plus difficile. Au fil des ans, le gouvernement fédéral (qui intervient régulièrement dans les affaires des États fédérés) et les familles royales se sont affrontés à différentes occasions (Means. 1991 : 113-114).

En 1983, la *Conference of Rulers*<sup>20</sup> doit se réunir pour désigner un nouveau roi. Les deux sultans pressentis sont de farouches défenseurs des droits et privilèges de la monarchie. Ils n'entendent pas se soumettre à la volonté du Parlement ni du gouvernement. Le premier ministre décide alors d'amender la Constitution pour clarifier la limite des pouvoirs des sultans. La tension est grande entre la monarchie et le gouvernement (Means. 1991 : 116-117). Plusieurs figures de l'élite malaise ne veulent pas d'affrontement direct avec la monarchie. Ils interviennent alors pour forcer le premier ministre à accepter un compromis :

« In August 1983, Parliament passed a number of constitutional amendments, one of which would allow federal bills to become law 15 days after passage -

---

<sup>20</sup> Tel que mentionné précédemment, la *Conference of Rulers* réunit les sultans à la tête des neuf familles royales régnant dans les États de la Malaysia. Ils désignent parmi eux, à tour de rôle, pour une période de 5 années, un roi appelé en malais le *Yang di-Pertuan Agong*.



with or without the king's assent. Not surprisingly, the sultans balked. Malaysia descended into a constitutional crisis as pro-royalist and pro-government rallies were held across the country. In the end, a compromise was reached when the period for royal assent was extended from 15 to 30 days...» (Suh et Oorjitham . 1999 : 3)

En fin de compte, cet épisode de lutte de pouvoir s'est soldé par une victoire du pouvoir exécutif. Contrairement à la croyance populaire, les Malais sont peut-être moins attachés à leur royauté qu'on ne le dit. Il n'est pas rare, en effet, de lire dans la presse et même dans la littérature scientifique, que la royauté serait une institution clé pour la population malaise. À ce sujet Gordon Means exprime bien cette idée reçue lorsqu'il écrit :

« What had been well established as a key institution of government was deeply ingrained in Malay political culture. The Malay Rulers provided the mystique and legitimacy to assure support from the Malay rakyat<sup>21</sup>, the common folk. » (Means. 1991 : 303)

En réalité, cet épisode nous permet de remettre en question l'idée que les Malais ont un attachement inconditionnel à leur royauté. Pendant la crise de 1983, on peut déjà constater que les Malais, informés par les médias (contrôlés par l'UMNO donc sympathiques au gouvernement et non aux sultans), bien que perplexes devant ce geste hostile envers la monarchie, n'ont pas protesté contre la décision du gouvernement. Le gouvernement semble garder sa légitimité aux yeux de la population, même en attaquant les sultans. Bien que n'ayant pas directement accru le pouvoir de l'exécutif, ces nouvelles dispositions ont bel et bien sapé l'influence et le pouvoir politique des familles royales, seul véritable véhicule d'un contre-pouvoir à l'UMNO.

Les amendements constitutionnels que le gouvernement introduit tout au long des années 1970 et 1980 témoignent de la volonté claire du pouvoir exécutif de demeurer

---

<sup>21</sup> *Rakyat* : terme malais qui signifie « le peuple ».

le seul maître du jeu politique. En 1995, Rais Yatim<sup>22</sup> publiait un livre critique sur l'évolution de la loi en Malaysia. Il concluait, entre autres :

« We have seen how executive power escalated since *merdeka*<sup>23</sup> by way of major constitutional amendments. Even Rulers were made to lose their legal immunity<sup>24</sup>, a status quo enjoyed for centuries... Malaysia's constitutional development does not appear to support the growth of freedom and human rights but rather the growth of the power of the executive. » (Rais. 1995 : 115)

Le pouvoir de l'exécutif demeure difficilement contraignable. L'élite politique s'assure de garder le contrôle de la destinée du pays en modifiant les institutions quand elle se sent menacée, non pas en négociant des arrangements ou des compromis avec les groupes de la société qui contestent son pouvoir.

#### **4. Les institutions autoritaires du pouvoir malaysien**

##### Le cadre législatif

###### *L'état d'urgence*

Le caractère autoritaire de la Malaysia est antérieur à 1969, comme en témoignent les dispositions constitutionnelles depuis l'indépendance. La procédure concernant la déclaration de l'état d'urgence est sans nul doute une composante majeure qui permet d'affirmer que le régime politique de la Malaysia est autoritaire. Mentionnons aussi que l'état d'urgence déclaré en 1969 n'a jamais été levé, créant un flou législatif, comme le souligne Cyrus Das dans une étude de la Constitution malaysienne :

« A prominent experience of constitutional life during this period [depuis 1957] has been the frequent invocation and use by the Government of its emergency powers under the Constitution. Thus, the Proclamation of

---

<sup>22</sup> Rais Yatim a publié ce livre après avoir rejoint les rangs de l'opposition à la fin des années 1980. Par ses actions, il renie aujourd'hui ce texte. Il est maintenant à nouveau membre de l'UMNO et ministre depuis plusieurs années.

<sup>23</sup> *Merdeka* terme malais qui signifie « indépendance ».

<sup>24</sup> Lors d'une deuxième confrontation, en 1993, le gouvernement parviendra à introduire de nouveaux amendements constitutionnels qui lèveront complètement l'immunité des sultans.

Emergency made on 15 May 1969 continues unabated to this day, and country is for all legal purposes still under a state of emergency. » (Das. 1996 : i)

De surcroît, notons qu'aucun mécanisme ne prévoit de période déterminée pour la durée de telles mesures extraordinaires. La loi coloniale britannique prévoyait quant à elle une révision de l'état d'urgence. Une fois déclaré, l'état d'urgence n'était en vigueur que pour les deux mois suivants. Le maintenir en vigueur nécessitait que le pouvoir exécutif se prononce à nouveau. Ces clauses ont été effacées de la Constitution en 1957.

« The end result after two decades of systematic amendments to article 150<sup>25</sup> is the undisputed dominance of the Executive on all questions relating to the declaration of emergency, its continuance, its extent, the making of emergency laws - their scope and width, and the cessation of the state of emergency. » (Das. 1996 : 157)

#### *Les arrestations arbitraires*

Après 1969, le gouvernement a continué d'utiliser fréquemment l'ISA qui permet la détention sans procès (Noor. 2001 : 106). Une période plus clémente s'était dessinée néanmoins à l'arrivée de Mahathir au poste de premier ministre en 1981. Il avait fait alors relâcher la plupart des prisonniers politiques détenus au terme de l'ISA sous ses prédécesseurs, les premiers ministres *Tun Razak* et *Hussein Onn*. Parmi ces détenus figuraient le chef du PAS et celui d'un autre parti de gauche, le PRM ou *Partai Rakyat Malaysia*. Le nombre de prisonniers politiques passe de 1200 en 1980 à moins d'une centaine en 1985, puis à seulement 27 à l'automne 1987. Cette clémence ne dure qu'un temps; comme nous le verrons au chapitre suivant, l'ISA redevient un outil commode pour le même Mahathir lorsque son autorité est menacée à la fin de 1987.

#### *Les lois autoritaires*

En ce qui concerne les lois et règlements qui visent à museler l'opposition, ils sont sensiblement les mêmes qu'avant 1969. Néanmoins, on ajoutera certaines

---

<sup>25</sup> L'article de la constitution qui traite de l'état d'urgence.

composantes pour s'assurer qu'aucune voix discordante ne parvienne à ouvrir une brèche dans le système malaysien comme le résume Simon Barraclough :

« Given the copious and wide-ranging security legislation already existing in Malaysia, the government's rationale for the amendments as a response to the danger of subversion is far from convincing. Clearly, the amendments are a more sophisticated response to what certain elements in the country's leadership perceive as a growing challenge from particular interest group outside the party political framework. » (Barraclough. 1984 : 454)

L'appareil coercitif se compose toujours de plusieurs lois, tel que le *Official Secrets Acts* amendé en 1971, 1983 et 1986 qui brime la liberté d'expression des individus. Désormais, tous les documents émanant du gouvernement, ses agences où ses sociétés sont considérés « documents secrets » s'ils n'ont pas été officiellement rendus publics par le gouvernement lui-même. Toute personne en possession de tels documents est maintenant passible d'un an de prison au minimum et d'amendes substantielles. Si une personne occupant des fonctions officielles en lien avec l'État est sollicitée pour des informations non publiées, elle est tenue de rapporter immédiatement cet incident à la police. Lorsque, en 1986, le Parlement adopte ces nouveaux amendements, plus de 2 000 journalistes manifestent leur désaccord dans les rues de Kuala Lumpur et 36 000 signatures sont apposées sur la pétition contre le *Official Secrets Act* (Means. 1991 : 197).

Le *Sedition Act*, pour sa part, est amendé en 1972 et en 1986. Les amendements visent à interdire de critiquer les politiques promalaises dans l'espace public, même au Parlement. Les amendements ne modifient pas l'essence de cette loi, héritée de la période coloniale, mais on s'assure d'en améliorer les mécanismes en faveur des pouvoirs en place. En 1984 et 1988, c'est le *Printing Presses and Publishing Act* qui est amendé à son tour, toujours pour le rendre plus efficace sans en changer les fondements. Maintenant, chaque journal est tenu d'obtenir une licence pour opérer, licence soumise à une révision annuelle. Une des conditions imposées pour l'obtention de ce document est le dépôt en garantie d'une forte somme d'argent au ministère des Affaires intérieures. Cette somme est déterminée arbitrairement par le ministre en titre qui peut suspendre à sa guise la licence, s'il le juge utile (Mahadev

1999 : 8). Le ministre peut suspendre ou bannir toute publication qu'il juge menaçante pour le pays. À cet effet, le texte législatif est clair, le ministre peut bannir: « *[any publication] likely to be prejudicial to public order, morality, [or] security; likely to "alarm public opinion"; or likely to "be prejudicial to...national interest* » (Article 7(1) ». Il n'existe plus aucun processus judiciaire permettant d'appeler de la décision du ministre. La loi interdit aux partis politiques de publier un organe officiel pour le grand public. Les partis politiques qui désirent publier un hebdomadaire ou un mensuel ne peuvent le distribuer qu'à leurs membres en règle.

La forteresse législative se consolide également avec l'adoption d'une loi nouvelle concernant les activités sur les campus des universités. Le *Universities and University Colleges Act* est voté en 1971. Tout comme de nombreuses autres lois, dont le *Trade Unions Act* (1959 et ses amendements de 1980 et 1989), ou le *Societies Act* (1966, amendé en 1983) ou le *Police Act* de 1967), l'*Universities Act* vise à limiter, contrôler et réglementer le droit d'association et d'assemblée des citoyens, ici fréquentant les institutions d'enseignement post-secondaires. L'*Universities Act* vise les étudiants et les professeurs d'université; il interdit toute activité de nature politique sur les campus (Barraclough. 1984 : 454). Cette loi donne plus de pouvoirs aux autorités universitaires et instaure un nouveau processus de sélection des recteurs qui seront désormais nommés directement par le gouvernement et non plus élus par leurs pairs (Milne. 1975 : 190). Cette loi a permis de généraliser un usage peu apprécié dans les institutions de savoir, c'est-à-dire exiger de chaque étudiant et membre du personnel qu'il signe une lettre d'intention stipulant que le signataire se soumet à la loi <sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> À titre d'exemple, voici un extrait d'une telle lettre d'entente. Extrait tiré du document de l'*Universiti Utara Malaysia* intitulé *Letter of Undertaking*, disponible à l'URL: <http://pps.uum.edu.my/interactive pour cent20cd/borang/A8.pdf>. Consulté en août 2005:

« (a) comply with subsection 15(1) of the University and University Colleges Act 1971 (Act 30) not to become a member of, or in any manner associate with any society, political party trade union or any other organization, body or group of persons whatsoever, whether or not it is established under any law, whether it is in the University or outside the University and whether it is in Malaysia or outside Malaysia, except as may be allocated by or under the Constitution of the University, or except as may be approved in advance in writing by the Vice Chancellor; (b) comply with subsection 15(3) of the University and University Colleges Act 1971 not

L'amendement du *Societies Act*, introduit en 1981, soit plus de dix années après la crise politique de 1969, est un pas de plus dans le contrôle de l'espace public. « *The move represented another step in the regime's continuing effort both to restrict the realm of the open political participation, and to manage its direction* » (Barraclough. 1984 : 451). Déjà le *Societies Act* de 1966 rendait obligatoire l'enregistrement de tous groupes, clubs ou associations de plus de six personnes. On craignait les activités subversives, surtout communistes. Les syndicats, associations étudiantes, coopératives ou compagnies quant à elles, s'enregistraient sous d'autres législations.

En 1986, on crée une nouvelle catégorie, les « sociétés politiques ». Dans un but de contrôle et non de transparence, le gouvernement impose cet enregistrement. Doit maintenant s'enregistrer comme société politique et se soumettre aux règles du *Registry of Societies*, tout groupe qui, par ses objectifs, ses règles ou sa conduite, cherche à influencer, de quelque manière que ce soit, les politiques publiques ou l'action gouvernementale, ou le fonctionnement, la gestion, ou les opérations du gouvernement de Malaysia, ses agences et départements et toutes autres autorités publiques :

« In short the Act empowers the authorities arbitrarily to decide (without legal challenge) the status of any registered society, regulate its aims and rules, control its affiliations and connections with overseas bodies, and prevent certain categories of persons from holding office within it. » (Barraclough. 1984 : 452)

Enfreindre l'une ou l'autre de ces nombreuses lois expose les individus à des amendes sévères voire même à l'emprisonnement. Le respect de toutes ces lois et règlements est assuré par une police de plus en plus présente et efficace (Milne. 1975 : 190). La sécurité intérieure du pays est assurée par les forces policières qui répondent au ministère de l'Intérieur. L'armée, pour sa part, ne s'occupe que de la surveillance de ses frontières et de ses eaux territoriales. Les quelques études qui se

---

to express or do anything which may be construed as expressing support, sympathy or objection to any political party or trade union or as expressing support or sympathy with any unlawful organization, body or illegal group ».

sont penchées sur le rôle de la police concluent qu'elle ne constitue pas un instrument de coercition arbitraire. La police, en règle générale, n'agit pas de sa propre initiative. Les abus de pouvoir qu'elle peut commettre sont fonction des abus du régime politique qui l'utilise au service de ses pouvoirs légaux et constitutionnels (Barracough. 1985 : 812; Zakaria. 1977 : 341).

### Les médias malaysiens, un quatrième pouvoir?

Le renforcement de l'autorité de l'État sur les médias est l'ultime stratégie de l'élite pour contrôler l'espace public. Les grands partis politiques membres du BN, et surtout les deux plus importants, le UMNO et le MCA, vont devenir propriétaires de tous les médias privés<sup>27</sup>. Les grands quotidiens, les magazines, les chaînes de télévision, en tout ou en majorité vont passer sous le contrôle des partis politiques au pouvoir. Ce nouveau type de « convergence » s'organise au cours des années 1970 pour être complété dès le début des années 1980. Comme nous le verrons dans la deuxième partie du présent chapitre, l'achat des médias va se faire en même temps que les partis politiques eux-mêmes deviennent des entrepreneurs d'envergure dans l'économie du pays. Le MCA et l'UMNO vont mettre sur pied des conglomérats dont les médias ne seront qu'une des branches. Il est à noter que cette stratégie n'émerge pas après les élections fédérales de 1969 mais bien avant. L'achat du premier organe de presse par l'UMNO se situe au début des années 1960. Le parti est devenu propriétaire d'un quotidien malais à grand tirage nommé *Utusan Melayu* (Gomez. 1994 : 66).

De plus, déjà avant le scrutin de 1969, le gouvernement intervenait pour contrôler la presse. On avait alors spécifiquement limité l'accès des partis de l'opposition aux médias de masse comme le rappelle Martin Rudner :

---

<sup>27</sup> Pour un portrait détaillé de la situation voir l'ouvrage de Gomez paru en 1994 dans lequel il retrace les opérations d'affaires de l'UMNO, du MCA ainsi que leurs acquisitions d'organes de presse et de médias de masse.

« Strict controls imposed on the mass media in this guise effectively stifled opportunity for genuine political debate. Radio and television succumbed to direction from the Ministry of Information and Broadcasting to become virtual mouthpieces of the governing Alliance. Even the press, dependent on licensing, proved reluctant to take up substantive political issues against the official line. Pre-election arrests and detention of radical politicians under the Internal Security Act further dampened opposition ability or willingness to challenge prevailing policy. » (1970 : 18)

La stabilité du système politique repose donc sur son architecture institutionnelle, que l'on ajuste sans le réinventer après la crise politique de 1969. La reprise des travaux parlementaires dans un régime inchangé, la réorganisation de la coalition au pouvoir autour de l'UMNO, et la passation des pouvoirs de Abdul Rahman à *Tun Razak* se déroulent sous le signe de la continuité. Aucune des lois autoritaires héritées de la période coloniale n'est abolie, au contraire. Pour s'assurer que l'espace public demeure fermé dans ce pays en transformation économique, on ajuste les lois et, dans le même esprit, on en promulgue une nouvelle comme la loi sur les activités politiques à l'université qui correspond à une nouvelle réalité : les universités éduquent maintenant des milliers de Malais qu'il faut s'assurer de contrôler.

Les années 1970 et 1980 sont marquées par la croissance économique et l'invincible pouvoir du BN qui va même attirer dans ses rangs des opposants tels qu'un jeune leader intellectuel à la tête d'une organisation musulmane, Anwar Ibrahim. La croissance économique demeure une composante essentielle pour la stabilité du système politique et du gouvernement. Le potentiel de gain économique pour tous les Malaisiens et la réduction de la pauvreté vont favoriser la cohésion du pays, de l'équipe gouvernementale et de l'élite d'affaires autour des nouveaux projets du gouvernement, malgré sa philosophie résolument promalaise.



## **B ) La *New Economic Policy*, financée par la rente**

La stabilité du gouvernement dans ce système politique autoritaire est liée au succès de sa politique économique. L'économie du pays se développe et, contrairement à ce qui s'était passé pendant les premières années d'indépendance, les conditions de vie de tous les citoyens s'améliorent. La mobilisation des rentes joue un rôle clé dans les nouveaux programmes de dépenses et d'investissements publics; d'autant plus qu'à partir des années 1970 le pays devient exportateur de pétrole. Le caractère rentier du pays, exportateur de matières premières depuis longtemps, est renforcé par cette nouvelle activité.

Dans cette deuxième partie sur l'économie du pays, nous verrons comment se déploient les stratégies de l'État qui intervient maintenant directement dans l'économie nationale. Toutes ces années seront encadrées par la *New Economic Policy* du gouvernement. De nouvelles initiatives publiques seront réalisées sans crise de l'endettement, ni inflation, et en comptant très peu sur la taxation des revenus des citoyens. Les rentes procurent les marges de manœuvre financières nécessaires au gouvernement qui devient un acteur incontournable. Les investissements publics seront impressionnants pour une économie en développement (Perkins. 1998 : 59).

Dans les pages qui suivent, nous retraçons la mise sur pied des différentes formes d'interventions publiques, politiques rendues possibles par le caractère rentier de l'économie du pays. L'industrialisation va s'accélérer mais l'économie du pays et les exportations restent dominées par les activités du secteur primaire. Le développement du secteur manufacturier, tourné vers l'export, restera dominé par le capital étranger.

### **1. Les décennies 1970 et 1980 : quelques indicateurs économiques**

Au cours des années 1970 et 1980, l'économie de la Malaysia est marquée par l'expansion considérable du rôle de l'État, la création de la compagnie publique qui gère le secteur pétrolier, *Petroliam Nasional Berhad*, (PETRONAS), l'accélération de

industrialisation, les vagues de délocalisation des firmes américaines et japonaises ainsi que par les deux chocs pétroliers et la récession économique mondiale du milieu des années 1980.

Les industries du secteur primaire, en particulier le secteur pétrolier, la forêt, l'huile de palme et le caoutchouc, vont dominer les exportations du pays pendant toute la période. L'économie demeure ouverte et une partie toujours plus grande de ses revenus est réalisée sur les marchés extérieurs (Athukorala et Menon. 2003 : 18). Les revenus de l'État, tirés de ces activités, sont injectés dans le développement d'infrastructures, dans le développement agricole, le soutien aux industries et le développement des services publics.

Comme nous le verrons, les années 1970 et 1980 seront par ailleurs caractérisées par la création de centaines d'entreprises d'État, véhicules privilégiés par le gouvernement pour atteindre ses objectifs de croissance et de redistribution. Toutefois, à partir du milieu des années 1980, le gouvernement amorce rapidement un vaste programme de privatisation, et nous verrons pourquoi.

Ces activités économiques prennent place dans un État peu peuplé et dans lequel le PNB par habitant reste encore modeste. Les styles de gouvernance et de gestion changent certes, d'un premier ministre à l'autre entre, mais les grands objectifs économiques et politiques demeurent inchangés au cours de ces deux décennies. Malgré son intervention accrue, l'État continue de valoriser la propriété privée et s'appuie sur les mécanismes généraux du marché.

Tableau 4.3

**Malaysia : indicateurs sélectionnés 1970-1990**

Indicateurs	1970	1975	1980	1985	1990
Population (millions)	10,9	12,3	13,9	15,6	18
Population urbaine (%)	33	38	42	46	50
PNB par habitants (\$US)	1 371	1 712	2 297	2 587	3 104
PNB par habitant à la parité du pouvoir d'achat (US\$)	-	1 278	2 412	3 280	4 763

Source : Mahmood Hassan. 2002 : 34

**Performance de l'économie**

L'analyse des années 1970 à 1988 portera tout au long de ce chapitre sur le déploiement de l'État rentier. Pour permettre une meilleure compréhension des actions gouvernementales, soulignons d'entrée de jeu que la Malaysia a bénéficié des chocs pétroliers de 1973 et 1979, lui permettant, grâce à ses exportations de pétrole, d'avoir accès à des ressources financières abondantes. Ces ressources rentières lui ont permis de financer ses politiques économiques et sociales. Le pays sera cependant durement touché en 1985 lorsque la récession mondiale affecte les prix du caoutchouc, de l'huile de palme, de l'étain et finalement du pétrole dont le prix s'effondre en 1986 (Bowie et Unger. 1997 : 84-86). L'économie de la Malaysia entre à son tour en récession, pour la première fois depuis l'indépendance, quelques temps seulement après qu'ait été lancé un vaste programme d'industrialisation lourde, financé par l'État, qui s'avèrera très coûteux pour les finances publiques.

Tout au long de cette période, le gouvernement va augmenter les dépenses publiques. Au milieu des années 1980, on aura momentanément recours aux emprunts étrangers de manière importante. Le gouvernement peut compter sur ses exportations, en croissance, d'huile de palme (*The Far East and Australasia*. 1976 : 667) puis sur les revenus générés par PETRONAS (Gale. 1981 : 1142). Ses revenus anticipés lui

permettent d'avoir recours momentanément à l'endettement pour faire face à une conjoncture économique défavorable et retrouver rapidement le chemin de la croissance. Les taux de croissance de l'économie malaysienne, aussi bien que les déficits budgétaires et l'endettement global, vont refléter ces difficultés. L'épisode de 1985 sera rapidement jugulé et les taux de croissance vont retrouver leurs courbes ascendantes, tout comme celles de l'endettement vont revenir à leur niveau conservateur.

Tableau 4.4

**Malaysia : croissance du produit national brut**

Années	Moyenne annuelle du taux de croissance en prix constants (%)
1970 à 1974	9,12
1975 à 1979	7,22
1980	7,44
1981	6,94
1982	5,94
1983	6,25
1984	7,70
1985	- 0,96
1986	1,05
1987	5,39
1988	8,94
1989	9,21

Source : Athukorala et Menon. 2003 : 18

Le gouvernement parvient donc à imposer son programme de développement économique même lorsque la conjoncture est défavorable aux investissements publics. Au début des années 1970 déjà, lorsque le gouvernement définit de nouvelles politiques sans compter sur des rentes pétrolières, l'État malaysien dispose déjà de ressources abondantes. Le correspondant du *Far Eastern Economic Review* écrivait en 1970 :

« If the new administration should become interventionist on a grand scale it undoubtedly has the wherewithal to do so – around US\$700 millions in the foreign exchange reserves would permit a degree of extravagance in social expenditure that few countries could match. » (Morgan. 1970b : 28)

Ces ressources permettent la mise en œuvre de la NEP, la création d'emplois, la création d'une classe d'affaires, le développement de services publics, le tout sans que l'État ne s'endette à la hauteur de ce qui se pratique dans les pays de l'OCDE et en ayant très peu recours à la taxation de sa population<sup>28</sup>. Ainsi se confirme le caractère rentier de l'économie de la Malaysia.

Avant d'aborder le déploiement de politiques économiques ambitieuses, qui se fait sans crise de l'endettement, soulignons qu'en pourcentage du produit intérieur brut, la proportion de la dette malaysienne n'a jamais dépassé les 60 pour cent<sup>29</sup> même si elle s'en est approchée en 1987 (Fry. 1997 : 139)<sup>30</sup>. Toutefois, pour cette économie exportatrice, le ratio service de la dette/exportations lui, est toujours demeuré peu élevé. On peut lire dans les *Malaysia Plans* des déclarations qui confirment cette situation : avant 1970 ce ratio est de moins de 4 pour cent, en 1980 il est seulement de 1,8 pour cent. En pleine crise économique, en 1985, il a atteint 15,8 pour cent et revient à 7,2 pour cent en 1990. Dans le *Fourth Malaysia Plan* on souligne que :

---

<sup>28</sup> Comme nous le verrons plus loin à la rubrique consacrée aux revenus de l'État, la proportion des impôts sur les particuliers dans les revenus de l'État ne dépassera pas 8,4 pour cent dans les années 1970 et 1980.

<sup>29</sup> Cette mesure d'endettement, une dette qui demeure sous les soixante pour cent du PIB est la mesure de bonne gouvernance imposée aujourd'hui aux États signataires du traité de Maastricht.

<sup>30</sup> La Malaysia continue, même dans les années 1980, à faire bonne figure en comparaison des économies de l'OCDE. Au sujet de l'endettement public, on peut lire dans la revue économique de l'OCDE d'octobre 1986 :

« Les données brutes font apparaître une rapide augmentation depuis 1981 dans la plupart des grands pays, notamment l'Italie et le Canada, le Japon, ...la Belgique, l'Irlande, les Pays Bas, la Suède et le Danemark. On estime que dans tous ces pays, le rapport dette brute/PNB a dépassé 65 pour cent à la fin de 1985 » (Chouraqui, Jones et Montador. 1986 : 116).

« Despite the fact that foreign borrowing had grown, the debt service payment expressed as a ratio to export earnings averaged about 3.9 % during the decade [la décennie 1970]. » (Malaysia. 1981 : 132)

Le *Fifth Malaysia Plan* mentionne pour sa part :

« Both the repayment of principal and interest by the Federal Government commanded an increasing proportion of export earnings, rising from 1.8 per cent in 1980 to 6 per cent in 1983. » (Malaysia. 1986 : 218)

Et finalement l'extrait suivant précise, dans le *Sixth Malaysia Plan*, que la situation se rétablit après 1985: « ... *the debt service ratio fell from 15.8 per cent in 1985 to 7.2 per cent in 1990* » (Malaysia. 1991b : 70).

## **2. Les initiatives gouvernementales : la nouvelle politique économique (NEP)**

Les multiples initiatives qu'entreprend le gouvernement de Kuala Lumpur sont encadrées par la NEP qui va non seulement transformer l'économie de la Malaysia mais également redéfinir les liens entre l'État et le marché. Le gouvernement a toujours prétendu que les émeutes de 1969 sont à l'origine de la NEP (Malaysia. 1971). Toutefois, c'est la mobilisation politique des années 1960, et non pas la crise de 1969, qui est à la source de cette nouvelle politique :

« The NEP did not come about overnight as an immediate reaction to the 1969 ethnic riots. What was previously a series of "unfulfilled" demands for Malay advancement became a reality in a policy that no longer was subjected to open debate. » (Maznah. 2005 : 13)

### Objectif : restructuration de la richesse et éradication de la pauvreté

La volonté politique et la mobilisation de nombreux acteurs autour de l'idée d'utiliser l'État pour financer et orchestrer des stratégies en faveur du redressement de la position économique défavorable des Malais est antérieure à 1969. L'intervention de l'État dans la sphère économique était réclamée par plusieurs Malais depuis des décennies. C'est lors de congrès économiques tenus à la fin des années 1960 que se sont dégagées les grandes lignes de cette politique. La crise de 1969 a permis la mise en œuvre de ces orientations. Les émeutes et l'état d'urgence ont fourni une occasion

de changement dont le gouvernement a pu se saisir comme l'écrit le professeur Shamsul :

« Ironically, the 1969 ethnic riot was for Malay entrepreneurs and Malay politicians a blessing in disguise. It provided them a reason and an occasion to push forward the implementation of the nationalist economic agenda. ... The NEP, launched in 1971, can be said to be the product of the effort of Tun Razak, who was prime minister at the time, and his « back room boys », comprised of Malay bureaucrats, academics, and technocrats, most of whom were also responsible for the successful organisation of the Kongres Ekonomi Bumiputra in 1965 and 1968. » (Shamsul A.B. 1997 : 250-251)

Étaient réunis à ces congrès, en 1965 et en 1968, des fonctionnaires, des membres du gouvernement<sup>31</sup>, des intellectuels et des gens d'affaires (Milne. 1976 : 237). Sorte « d'états généraux » de la situation du peuple malais, on y a discuté et élaboré des plans pour changer sa position économique. Un consensus se dégage lors de ces rencontres : c'est l'État qui doit intervenir pour aider les Malais. Il en découle directement des recommandations alors faites au gouvernement, des initiatives comme la création de la première institution financière publique, la *Bank Bumiputra*, et la véritable lancée d'agence comme MARA<sup>32</sup>, agence gouvernementale vouée à l'aide aux Malais.

En 1970, les Malais ne sont pas propriétaires des activités économiques sur leur territoire. Les *Bumiputras*, individuellement, possèdent à peine plus de 1 pour cent du volume des titres de propriété des entreprises (Jomo. 2004 : 11). Ce sont les étrangers qui sont majoritairement propriétaires du capital, loin devant les Chinois. Dans le

---

<sup>31</sup> Tun Razak est l'orateur invité à l'ouverture du second congrès, il est alors vice-premier ministre.

<sup>32</sup> L'agence publique MARA a un vaste mandat :

« Majlis Amanah Rakyat (MARA), or the Council of Trust For the Indigenous People, is an agency under the Ministry of Entrepreneur and Co-operative Development. It was incorporated on 1 March 1966 through a Parliamentary Act as a statutory body, resulting from a resolution of the first Bumiputra Economic Congress held in the previous year. It is the Council's responsibility to promote, stimulate, facilitate and undertake all activities pertaining to the economic and social development of the nation particularly in the rural areas »

Extrait sur site de l'agence, disponible à l'url :

<http://www.mara.gov.my/english/corporate/profile.htm>. Consulté en février 2005.

*Mid-Term Review of the Second Malaysia Plan*, le gouvernement rappelait cette réalité :

« About 62 % of the share capital of limited companies operating in West Malaysia in 1969 was held by foreigners through foreign controlled companies, non-residents and West Malaysian branches of companies incorporated abroad. Among Malaysians, Chinese and Indians owned 23.7 % and Malays and Malay interests only 0.5 %. The remainder was owned by Federal and State governments, nominee companies, other individuals and locally controlled companies. » (Malaysia. 1973 : 151)

Les pouvoirs publics décident d'intervenir pour changer cette donne. Il faut maintenant que les *Bumiputras* participent à la vie économique du pays et en possèdent une partie significative :

« Within two decades at least 30 % of the total commercial and industrial activities in all categories and scales of operation should have participation by Malays and other indigenous people in terms of ownership and management. » (Malaysia. 1971b : 158)

Le gouvernement met alors en place une panoplie de programmes et d'institutions pour atteindre cet objectif et dégage des fonds spéciaux pour financer ces nouvelles activités.

« To eliminate the identification of race with economic function, the NEP envisaged affirmative action that favoured the bumiputra community. To accomplish these objectives, the state used ethnic quotas and targets to regulate access to state assistance, business opportunities, tertiary education, and civil service recruitment. » (Hewison, Robinson et Rodan. 2001 : 184)

La NEP vise tous les domaines liés de près ou de loin aux conditions matérielles de la vie des Malais qu'il faut améliorer, toujours en comparaison du compatriote chinois. L'amélioration de l'accès à l'éducation, de l'accès au capital et à la terre, ou encore la transformation du marché de l'emploi, demandent des interventions massives de l'État dans la vie économique et sociale du pays. Le déploiement de l'État est alors impressionnant.

« The methods used to implement the NEP are so various that in another economic context a long analysis would be required. Such an analysis would distinguish between short-term measures, such as finding premises, credit, or suppliers and long-term measures, such as education, training and the



provision of experience. It would have to disentangle, for example, the numerous types of training available and the role of different institutions which provide credit. » (Milne. 1976a : 243)

En plus des interventions directes dans la sphère économique, le gouvernement finance massivement l'éducation et la formation des Malais. Dès le début des années 1970, les pouvoirs publics interviennent en éducation. On crée cinq universités et des sommes substantielles sont consenties pour permettre de payer les études de jeunes *Bumiputras* dans des universités étrangères, surtout en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Australie. En 1982, 50 000 étudiants malais sont inscrits dans des universités à l'étranger, toutes dépenses payées par l'État. Pendant plus de deux décennies, la moyenne annuelle restera d'approximativement 50 000 étudiants subventionnés pour étudier à l'étranger, surtout dans des domaines techniques (Mehmet. 1986 : 118. Case. 1991 : 26).

L'éradication de la pauvreté sans égard à la race va devenir, au fil des ans, un objectif moins important que la restructuration de la propriété et des emplois (Jomo. 2004 : 17). L'action du gouvernement s'oriente d'abord vers la création de richesse pour les *Bumiputras*. Il intervient pour créer une classe moyenne et une classe de gens d'affaires malaises. Néanmoins, bien que les politiques gouvernementales favorisent l'industrialisation, des investissements publics importants continuent aussi d'être consacrés à l'agriculture. On soutient le développement de l'agriculture commerciale tournée vers les marchés de l'exportation, et particulièrement le secteur de l'huile de palme (De Koninck. 2005 : 191).

#### Les interventions multiples de l'État

Investissements importants, régulations nouvelles, création de zones franches pour attirer le capital étranger, création de PETRONAS, les domaines d'activités de l'État fédéral se multiplient. Les dépenses publiques vont alors prendre une place importante dans la vie économique du pays. Selon des calculs réalisés par des

économistes de la Banque Mondiale, la part des dépenses publiques du gouvernement de Kuala Lumpur dans le PIB est de 29,2 pour cent en 1970. En 1979 cette part atteint 39,9 pour cent du PIB puis 58,4 pour cent en 1981, avant de revenir à une moyenne approximative de 40 pour cent au cours des années 1980 (Kuhontas. 2002 : 25; Ismail et Meyanathan. 1993 : 15).

Parmi les mesures gouvernementales les plus marquantes, on retrouve : la création de nombreuses compagnies publiques; la mise sur pied de fonds d'investissement publics (*trust agencies*) incorporés par le gouvernement pour accumuler et faire fructifier des titres et des placements pour le compte de la population *bumiputra*; la création de zones franches accompagnée d'une politique d'ouverture aux investissements étrangers pour favoriser l'industrialisation et la création d'emploi; et l'expansion des missions et des moyens des différentes agences gouvernementales, dont celles veillant au développement de l'agriculture commerciale. Bien que le secteur primaire soit toujours un secteur d'activité important, l'industrialisation du pays devient prioritaire pour le gouvernement<sup>33</sup>.

### Les entreprises publiques : l'État investisseur

En ce qui a trait à l'accumulation de capital au nom des *Bumiputras*, le gouvernement crée des corporations publiques ayant pour mission d'acquérir des entreprises en totalité ou en partie, ainsi que des titres de propriété, actions, obligations, etc., en vue, rappelons le, de transférer 30 pour cent de l'économie nationale dans les mains de la population *bumiputra*<sup>34</sup>. Dans ce processus, le gouvernement n'a jamais imposé de

---

<sup>33</sup> L'activité gouvernementale qui se met en place sous la NEP a été analysée par différents auteurs qui évaluent les performances du gouvernement. Voir entre autres : Abbott. 2003 : 86-95; Rasiah et Shari. 2001 : 57-78; Jomo. 1996 : 89-120; Milne. 1976a : 235-262.

<sup>34</sup> Dans les années 1970, peu de Malais ont les ressources nécessaires pour acquérir des parts dans les entreprises oeuvrant en Malaysia. Le gouvernement crée plusieurs structures qui veilleront à accumuler des titres de propriété en leur nom. Parmi les entités importantes mises sur pied avec des fonds publics, on retrouve : PERNAS; les *State Economic Development Corporations* au niveau des États; le Permodalan Nasional Berhad (National Equity

nationalisation. Les transactions d'achat, pour restructurer la propriété des compagnies établies, sont réalisées sur le marché (Khoo. 2001 : 187). Les sociétés d'investissement du secteur public vont acquérir des parts importantes des agences de commerce britanniques puis en prendre le contrôle dans les années 1970 et 1980. Les entités malaysiennes de London Tin, Sime-Darby, Guthrie, Dunlop, entre autres, sont passées sous le contrôle de PNB. Ces maisons britanniques oeuvraient toutes dans l'exploitation et l'exportation de matières premières.

« PNB basically took over what in effect were rents received by whomever happened to own the plantations. Seizing entrepreneurial profits may discourage future entrepreneurship. Seizing rents of this sort has no such impact. » (Perkins. 1998 : 30)

Ce sont les revenus du pétrole qui permettent de telles politiques de rachat public des firmes étrangères, transformant du même coup le gouvernement fédéral en un acteur économique important (Hirschman. 1998 : 79). Le nombre d'entreprises appartenant à l'État, en tout ou en partie, augmente de manière exponentielle après 1970, et ce dans des domaines d'activités variés (Adam et Cavendish. 1995 : 17). Il y en avait 109 en 1970, elles sont 1 014 en 1985 (Hewison, Robinson et Rodan. 2001 : 185). Toutefois, cette croissance rapide s'est faite en l'absence d'une planification et d'un contrôle adéquats.

« The 1970's therefore saw an unprecedented expansion in state-owned enterprises participation in commercial, industrial, and service sectors as well as in the emerging oil and gas-based exploration sector. ... The expansion was so rapid that while the SOE sector was growing at a rate of over 100 enterprises per year by the mid-1970s, there was virtually no concomitant growth in the control or monitoring system. » (Adam et Cavendish. 1995 : 16)

Une deuxième vague de création d'entreprises nationales va prendre forme au début des années 1980 dans le cadre d'une politique d'industrialisation lourde. Poussés par la volonté du premier ministre, par les revenus du pétrole qui ont augmenté avec le choc pétrolier de 1979, et par le capital japonais, des investissements importants sont

---

Corporation ou PNB) qui, lui, met sur pied sa première société d'investissement à capital variable (sicav) en 1981, ainsi que le *Amanah Saham Nasional* (ASN). Ces sociétés d'investissement recevront les titres de compagnies à taux préférentiels (Perkins. 1998 : 28).

alors consentis par les pouvoirs publics. La création de ce type d'entreprises exige une grande mobilisation de capital, les pouvoirs publics s'en chargent, aidés des firmes étrangères.

Le gouvernement crée alors un conglomérat public, incorporé en 1980, qui prend le nom de *Heavy Industries Corporation of Malaysia* (HICOM). La mission de cette entité est de planifier, identifier, initier, investir, mettre en œuvre et gérer des projets dans le domaine de l'industrie lourde (HICOM. 1984 : 10, cité par Ismail et Meyanathan. 1993 : 14). Dans les premières années de la décennie 1980, les investissements publics sont multipliés par cinq, passant de 0,3 milliard RM en 1978-1980 à 1,5 milliard RM en 1984 (Jomo. 1997 : 101). Les investissements publics au début des années 1980 ont représenté plus de 50 pour cent du total des investissements réalisés dans le pays (Adam et Cavendish. 1995 : 11). Dans un tel contexte, la récession de 1985 sera durement ressentie par les autorités publiques.

La liste de toutes les sociétés publiques et les institutions créées ou développées à cette époque est longue, surtout si l'on recense également leurs agences subsidiaires et leurs coentreprises (Rasiah et Shari. 2001 : 71-74). Parmi les plus importantes on retrouve :

- MARA (*Majlis Amanah Rakyat* ou *Council of Trust for the Indigenous Poeples*) très impliquée dans l'éducation, le crédit, le commerce, et même les fonds d'investissement.
- UDA (*Urban Development Authority*) impliquée dans la construction de grands projets résidentiels en banlieue, des hôtels, des centres commerciaux. Elle est aujourd'hui un des leaders dans la construction résidentielle et commerciale. Elle agit parfois seule, parfois en coentreprise avec soit des investisseurs privés, soit d'autres institutions gouvernementales, ou encore les gouvernements des États de la fédération.
- PERNAS (*Perbananan Nasional* ou *National Corporation*) entrée en fonction en 1970 suite aux recommandations des congrès économiques *bumiputras* des années 1960, cette société de portefeuille a changé son nom dans les années 2000 pour Tradewins Corporation. C'est l'organisation qui a le plus grand nombre de missions et de branches dans des domaines tels que les plantation,

l'immobilier, l'hôtellerie, l'assurance, le commerce, l'ingénierie, les titres de placement, etc.

- FELDA (*Federal Land Development Agency*) la grande agence de développement agricole<sup>35</sup>.

Agissant en collaboration avec PERNAS et PNB, le gouvernement créé une fiducie, *Amanah Saham Nasional* (ASN), qui deviendra une des institutions conférant au gouvernement un pouvoir important de redistributeur. Cette entité complexe, chapeautant de nombreuses ramifications, a pour mission d'acquérir et gérer des titres de placements pour les Malais et de procéder à leur redistribution. L'ASN opère grâce à des prêts sans intérêt contractés auprès des institutions publiques. Toutes ses opérations sont sous le contrôle du ministre des Finances et du premier ministre. En 1981, par l'intermédiaire de cette fiducie, le gouvernement avait investi plus de 2 000 millions RM dans 674 compagnies (Ismail et Meyanathan. 1993 : 22).

Les entreprises d'État ont constitué un secteur spécifique de l'économie du pays pour lequel un ministère a même été formé : le ministère des Entreprises publiques (Cho. 1990 : 217) qui supervise les activités de toutes les grandes agences ainsi que les services publics telles que les télécommunications, l'eau, le gaz et l'électricité.

### Une nouvelle société d'État : PETRONAS

En 1974, le *Petroleum Development Act* crée la société d'État qui détiendra dorénavant les droits exclusifs sur tous les domaines d'activités liés à l'exploitation du pétrole sur le territoire national, compagnie publique appelée *Petroleum Nasional* ou PETRONAS. Les licences d'exploration et d'exploitation déjà émises doivent être renégociées. À la tête de cette nouvelle entité, le premier ministre nomme une star de la NEP, Razaleigh<sup>36</sup>, qui dirige depuis quatre années le groupe PERNAS. Avant

---

<sup>35</sup> Pour une analyse détaillée de l'agence gouvernementale FELDA et autres agences gouvernementales vouées au développement rural, voir entre autres : Cho. 1990 : 95-141; DeKoninck. 1986 et 2000; Mehmet. 1978 : 111-117.

<sup>36</sup> *Tunku* Razaleigh Hamzah est prince de la famille royale de l'État du Kelantan, c'est

1970, il était à la tête de la *Bank Bumiputra*. Il reste deux ans à la tête de PETRONAS pour ensuite prendre le poste de ministre des Finances dans le gouvernement de Hussein Onn, puis dans celui de Mahathir, avec qui les affrontements vont devenir notoires comme nous le verrons lors de l'analyse de la prochaine crise politique, au chapitre suivant.

Dans le droit fil de la politique gouvernementale, la création de PETRONAS s'inscrit aussi dans une tendance mondiale. Dans les années 1970, plusieurs économies en développement prennent en main leur secteur pétrolier. En Malaysia, malgré des pressions exercées par les membres plus nationalistes de l'UMNO, dont Razaleigh lui-même (Gale. 1981 : 1137), les membres du gouvernement rejettent l'option de nationaliser ce secteur pour imposer plutôt des partenariats avec les grandes firmes pétrolières comme Shell et Exxon. Le gouvernement estime qu'entrer en conflit avec le capital étranger nuirait à la croissance économique du pays. Encore une fois, c'est la croissance et les profits à partager dans ce champ d'activité qui viendront aider les relations entre le gouvernement et les compagnies étrangères, comme le notait un observateur de cet épisode :

« ... this period was characterized by confrontation and difficult negotiations with oil companies, but it was an era of huge increases in oil production and significant development in related fields. » (Gale. 1981 : 1130)

Rapidement PETRONAS va devenir un formidable générateur de rentes pour le gouvernement fédéral. Déjà l'augmentation du prix du pétrole en 1973 a donné de la valeur à ce secteur, comme nous le verrons ci-dessous dans la rubrique traitant des revenus de l'État malaysien. Soulignons que la proportion des revenus du gouvernement fédéral généré par le secteur pétrolier passe de moins de 1 pour cent en 1970 à 8 pour cent dès 1973. À la fin des années 1990 c'est en moyenne 30 pour cent des revenus du gouvernement fédéral qui proviennent des activités liées au pétrole. On peut lire dans le *Sixth Malaysia Plan* : « ...the contribution of petroleum to

---

pourquoi son nom est souvent accompagné de son titre *Tunku*.

*Federal Government revenue continued to be substantial, accounting for about 32 per cent of total revenue* » (Malaysia. 1991b : 67).

La négociation a rendu possible la signature de contrats de partage des bénéfices avec les grandes firmes pétrolières internationales. Le gouvernement a conclu des ententes avec les firmes internationales mais toutefois, il s'est montré très ferme avec les États qui composent la fédération. Le gouvernement central impose le monopole de PETRONAS sur toutes les activités liées au pétrole et s'en approprie les revenus. Devant le potentiel que représente maintenant cette ressource, PETRONAS est placé directement sous l'autorité du bureau du premier ministre et ne relève pas du ministère des Entreprises publiques comme il le devrait. Encore une fois le pouvoir exécutif modèle les institutions du pays à son avantage.

#### L'État régulateur : l'*Industrial Coordination Act* (ICA)

En 1975, afin d'accélérer l'atteinte des objectifs de la NEP, le gouvernement introduit une nouvelle législation, l'*Industrial Coordination Act* (ICA) qui permet aux pouvoirs publics d'intervenir de manière plus directe dans la vie des entreprises (Torii. 1997 : 225-229). Tous les établissements industriels, nouveaux ou existants, doivent obtenir une licence du *Ministry of Trade and Industry*.

« In 1975, the Industrial Coordination Act (ICA) was introduced which allowed the government increased authority over manufacturing enterprises and which provided the bureaucracy with avenues to counter those who side-stepped the essence of NEP. » (Gomez. 1994 : 6)

L'obtention de cette licence est conditionnelle au respect des objectifs de la NEP et de l'octroi de parts, et de postes, à des *Bumiputras*. Seules les petites entreprises n'y sont pas soumises (Narayanan. 1996 : 869). Cette loi donne un grand pouvoir au ministre du Commerce et de l'Industrie :

« ...manufacturing licensing was directly linked with an enterprise's observance of the NEP goals, and thus the ICA acquired great powers of enforcement than previous measures. It applied to broader areas of business activities, prescribing ethnic rules not only for capital structure but also for

composition of employment in various occupational categories as well as the promotion of bumiputra companies as distributors. » (Torri. 1997 : 271)

Cette nouvelle disposition législative ne plait guère aux industriels, et en particulier aux Malaysiens d'origine chinoise qui font pression pour la modifier. Dix années plus tard, la loi sera amendée pour la rendre plus flexible (Bowie. 1989 : 174). Il est significatif que ces amendements, demandés depuis longtemps par la communauté chinoise, ne soient finalement adoptés qu'en 1985 lors de la récession économique. Le gouvernement a alors déployé des efforts importants pour attirer le capital étranger. Il appert que les modifications au ICA n'ont pas été consenties pour satisfaire les demandes chinoises mais plutôt celles des étrangers.

Même après modifications, cette législation va permettre deux choses : plus d'autorité des institutions politiques sur la vie des entreprises; et l'attribution à des dizaines de Malais, proches des pouvoirs publics, de postes et de titres de propriétés sur la simple base de leurs liens politiques.

Ne parvenant ni à bloquer, ni à assouplir cette nouvelle législation avant son adoption au Parlement en 1975, le parti chinois de la coalition au pouvoir, le MCA, a été sévèrement critiqué par ses supporters qui y voient une diminution de l'influence de leur voix dans la coalition que dirige l'UMNO (Hewison, Robison et Rodan. 2001 : 186; Heng. 1997 : 269).

### Les zones franches

Sous la NEP, les investissements étrangers sont encouragés. Cette stratégie permet aux autorités d'éviter de solliciter le capital des Malaysiens d'origine chinoise. La création de zones franches, dès 1972, visera spécifiquement deux objectifs : croissance économique et création d'emplois. Ces zones franches sont des périmètres industriels dans lesquels les règles du commerce et celles de la NEP ne s'appliquent pas comme sur le territoire national, même en ce qui a trait aux taxes et aux droits de douane ou d'accise. Les entreprises exportant toute leur production peuvent y



demeurer propriété étrangère en totalité, contrairement aux règles du ICA. Le développement de zones franches s'inscrit alors dans les objectifs des grandes organisations internationales telles que l'ONU et la Banque Mondiale, qui en font activement la promotion dans les années 1970 (Rasiah. 1993 : 118).

La vague de délocalisations des entreprises japonaises et américaines a permis au gouvernement de Kuala Lumpur d'attirer dans ces zones plusieurs industries, principalement dans les domaines des produits électriques et électroniques. « *Foreign, especially US, capital relocated labour-intensive processes abroad, where low wage and other productions costs as well as other attractive conditions prevailed* » (Rasiah. 1993 : 122). La Malaysia jouissait déjà à cette époque d'avantages comparatifs intéressants : une main d'œuvre ayant fréquenté l'école primaire; une proportion importante de citoyens parlant anglais; des infrastructures de transport et de communication efficaces; des institutions, des banques et un système juridique bien établi et familier pour le capital international, puisque de type britannique (Bowie et Unger. 1997 : 92).

La Malaysia a déjà un système économique basé sur l'exportation; son économie est ouverte et globalisée. Elle exportera maintenant de nouveaux produits manufacturés. La part des emplois du secteur manufacturier sous contrôle étranger passe d'environ 30 pour cent en 1968 à 45 pour cent en 1992. (Menon. 2004 : 40). Le développement des zones franches au cours des années 1970 et 1980 a été très rapide. En 1987 un chercheur de l'Université nationale d'Australie notait :

« ...the importance of EPZs [zone franches] in Malaysia is unique among developing countries establishing these zones. Nowhere else is their role as significant, either in absolute terms or as a proportion of overall manufacturing activities. » (Warr. 1987 : 30).

Outre les mesures d'encouragement à l'investissement, en particulier étranger<sup>37</sup>, le gouvernement va également intervenir dans le marché du travail pour attirer les

---

<sup>37</sup> Notons que les zones franches ont servi presque qu'exclusivement à l'établissement

firmes étrangères (Jomo. 1997 : 99). Le droit à la syndicalisation sera davantage contrôlé et, en pratique, interdit dans certaines industries comme l'électronique. Le travail des femmes la nuit, interdit avant 1970 est maintenant autorisé. Deux types d'industries vont se développer : un type lié à la transformation des ressources naturelles et un type concentré surtout dans les activités d'assemblage, nécessitant beaucoup de main d'oeuvre.

Le développement des zones franches, qui se fait en parallèle avec l'adoption du ICA réglementant les activités industrielles, a produit une économie que certains qualifient de mixte. L'État est de plus en plus présent dans la vie économique du pays, toutefois, la stimulation du secteur privé et du marché reste au cœur de la politique économique du gouvernement.

« On the one hand, state interventions via licensing and quotas, mainly through the Industrial Coordination Act (ICA) of 1975, and regulated prices act to restrain the market. On the other hand, the government encouraged the development of the private sector and private sector investment in export-oriented industries. The net effect was a mixed economy that was increasingly dominated by the state. » (Mahmood Hasan. 2002 : 14).

Malgré toutes les réglementations et les interventions de l'État, le gouvernement reste déterminé à garder son économie ouverte et demeure fidèle aux principes du libre marché. Dès les années 1980, progressivement, la Malaysia commence à réduire ses barrières tarifaires et ses quotas à l'importation bien qu'ils n'aient jamais été prohibitifs (Athukorala. 2001 : 23). Une étude détaillée des politiques commerciales pratiquées depuis la Seconde Guerre a démontré que les règles tarifaires de la Malaysia la classe au huitième rang parmi les économies en développement les plus ouvertes (Sach et Warner. 1995).

### 3. La planification du développement

La tradition des plans quinquennaux s'est poursuivie pendant cette période, toutes les actions du gouvernement en matière de développement y sont planifiées. Les interventions de l'État s'inscrivent dans les stratégies élaborées dans ces plans. Les trois plans publiés dans les années 1970 et 1980 s'inscrivent dans le cadre de la NEP. Le *Third Malaysian Plan 1976-1980* est moins pro-Bumiputras que l'était le *Second Malaysian Plan 1971-1975* qui avait lancé la NEP. Déjà dans le *Third Malaysia Plan*, le rôle du capital privé et des investissements étrangers est réaffirmé comme moteur de croissance économique pour le pays.

« Thus, while measures to influence the racial structure of economic activity retain considerable importance, the main concern of the [Third] plan is to promote growth, and more reliance is placed on the private sector as the main vehicle for that growth. » (*The Far East and Australasia*. 1977 : 671)

Le *Fourth Malaysia Plan 1981-1985*, quant à lui, lance une période de privatisation et d'appuis à l'entreprise privée. Le *Fifth Malaysia Plan 1986-1990* annonce une rationalisation des interventions de l'État et pour la première fois, le budget de dépenses est moins grand que celui du plan précédent<sup>38</sup>. L'objectif visé ne change pas d'un plan à l'autre, seules les stratégies pour y parvenir évoluent. L'État intervient pour soutenir la croissance économique du pays et permettre l'amélioration des conditions de vie matérielle des citoyens en général, mais surtout celles des Malais. Le gouvernement reste convaincu qu'une partie du marché veillera à la redistribution, et qu'un certain effet de ruissellement (*trickle down effect*) se produira. Il reste décidé à réaliser son projet de créer des capitalistes malais, une communauté d'affaires que la NEP a nommé « *Bumiputera Commercial and Industrial Community (BCIC)* », convaincu que ceux-ci veilleront à la répartition des fruits de la croissance.

« Consequently, the NEP has exerted major influences not only on Malaysia's economy but on Malaysian society as a whole. From the point of view of the NEP's stated objective, namely, "to lift up the economic and social status of Malays", the NEP has achieved signal successes, such as the creation of a

---

<sup>38</sup> Rappelons que la récession de 1985 force le gouvernement à réduire ses dépenses publiques.

Malay middle class and Malay entrepreneurs, most notably the new Malay business groups. » (Torii. 1997 : 209)

*Look East Policy, Privatization et Malaysia Inc.*

« The NEP was implemented through the various Malaysia Plans, starting from the Second Malaysia Plan (1971–75) to its Fifth plan (1985–90). In name, the NEP was officially carried through the five plans, although by the time of the Fourth Plan the goals were less stridently pursued. Under the premiership of Mahathir Mohamad (1981–2003), a readjustment of the NEP was justified to stimulate growth following the global recession of the 1980s. » (Maznah. 2005 : 13)

Après une phase d'investissements publics massifs dans des centaines d'entreprises publiques avec des performances souvent en deçà des attentes (Adam et Cavendish. 1995 : 22 - 27), le gouvernement introduit, au milieu des années 1980, sa politique de privatisation (Drabble. 2000 : 201). En effet, le gouvernement réalise que le principal contributeur à la croissance de ses dépenses, est le secteur des entreprises publiques. Les analyses détaillées de Gomez portant sur les années 1980 l'amènent à conclure que les entreprises publiques n'ont pas performé comme le souhaitait le gouvernement :

« Although meant to be the country's engines of growth, most of these enterprises proved to be mediocre economic performers, due primarily to weak financial discipline and poor management. Public enterprises and trust agencies such Bank Bumiputra, PERNAS, the various State Economic Development Corporations (SEDCs), and HICOM and its subsidiaries registered losses amounting to billions. » (Gomez. 1994 : 11)

Sans pour autant rompre avec les objectifs de la NEP, bien au contraire, le gouvernement ne change que les stratégies pour y parvenir. Le gouvernement énonce alors sa *Look East Policy* et le concept de *Malaysia Inc.*, des politiques qui font l'éloge du marché et des entreprises privées. Le gouvernement soutient que la croissance passe par une meilleure gestion à la japonaise et par la vente des entreprises de l'État.

« Privatization, Malaysia Incorporated, and Look East policies constitute guides for action that tend to resemble slogans or even moral injunctions. As

Milne (1986 : 1379) observes, they are designed to alter people's way of thinking, rather than to effect physical changes. » (Cho. 1990 : 255)

S'accélération à la fin des années 1980, la privatisation va se poursuivre dans les années 1990. Dans la seule décennie 1980, le programme de privatisation va impliquer des désinvestissements de l'ordre de 2 000 millions de RM et toucher plus de 54 000 employés qui passent du secteur public au secteur privé (Malaysia. 1991 : 72). Toutefois, on se garde de réaliser ces ventes en vertu des règles du marché, ce sont les préférences du bureau du premier ministre qui jouent dans le processus de privatisation (SarDesai. 1994 : 262). Les critiques seront nombreuses, principalement parce que le processus privatisation se déroule entièrement à huis clos. Les décisions sont prises au bureau du premier ministre (Gomez et Jomo. 1999a : 81-92).

En dernière analyse, on constate que la privatisation a surtout permis d'intensifier les liens entre gens d'affaires et politiciens<sup>39</sup>. Les bénéficiaires des privatisations sont tous des *Bumiputras* ayant de solides liens avec le cabinet ministériel ou encore des non-*Bumis* avec d'excellents contacts politiques (Drabble. 2000 : 202; Milne. 1992 : 16-18).

À titre d'exemple, soulignons l'expérience, parmi d'autres, de la compagnie *Andah Biwater Sdn. Bhd.* Le gouvernement privatise une partie d'un secteur important : l'assainissement et la distribution de l'eau. La compagnie *bumiputras* qui obtient le premier contrat privé dans ce domaine d'activité, contrat qui totalise plus d'un milliard de ringgits, n'a pas l'expertise nécessaire mais elle a les contacts qui lui permettent d'obtenir le contrat. Pour réaliser le travail, elle se tourne vers un sous contractant, une compagnie étrangère, comme le rapporte une étude de Gomez et Jomo (1999a) :

---

<sup>39</sup> À ce sujet, les études économiques de Edmund Terence Gomez l'amènent à conclure : « Though their abuse of the NEP and government enterprises as well as their rent-seeking activities, influential Malay politicians and a business elite with close links to UMNO leaders were able to amass wealth for themselves » (Gomez. 1994 : 6).

« In 1986 RM 1.4 billion worth of water supply projects involving 174 schemes was awarded without open tender to Andah Biwater Sdn Bhd, a company in which the Negeri Sembilan<sup>40</sup> royal family had 51 per cent equity through Andah Holding Bhd, which had no relevant record in engineering. » (Gomez et Jomo. 1999a : 91)

La technique de la société en participation, aux structures complexes, est largement pratiquée pour vendre des entreprises d'État à des membres de l'UMNO ou du *Barisan Nasional*. Les ramifications du pouvoir et des multiples entreprises aux mains d'une petite élite politique malaise et de leurs amis sont complexes mais bien documentées dans les travaux de Edmund Terence Gomez (1994; 1999). Il a réalisé un travail d'archiviste en fouillant le *Registry of Companies* pour retracer la propriété des grandes entreprises malaysiennes.

Le gouvernement justifie ces multiples transactions à huis clos au nom de la NEP et de la nécessaire politique de privatisation. Rappelons encore une fois que cet essor du rôle de l'État dans la vie économique du pays, même dans le mouvement de privatisation, se fait sans crise de la dette ni inflation. Le gouvernement garde un accès privilégié à la rente, et il ne sera d'ailleurs jamais question de privatiser deux sources importantes de financement pour ses budgets nationaux soit la caisse de retraite (le EPF) et PETRONAS.

#### Les dépenses publiques de l'État rentier

Une constante se dégage pendant les vingt années de NEP : la taille importante des dépenses publiques dans l'économie nationale. Les dépenses publiques permettent même de contrebalancer les ralentissements économiques lorsqu'ils surviennent dans cette économie très dépendante des marchés étrangers :

« Since a growing economy was a prerequisite for the restructuring process, the public sector had to adopt counter-cyclical expenditures whenever external events threatened to dampen domestic economic activity. This was evident in 1974-75 when the real output of industrialized nations stagnated and then

---

<sup>40</sup> Un des État fédérés de la péninsule.

decline... The next economic crisis was again precipitated by external factors. However, although the OECD economies had begun faltering in 1980, Malaysia remained largely immune due to public sector spending... »  
(Narayanan. 1996 : 871)

Les chiffres et les détails des objectifs de dépenses, des dépenses réalisées effectivement ainsi que les ajustements se retrouvent dans différentes publications du gouvernement dont le *Outline Perspective Plan*<sup>41</sup>, le *Second*, le *Third*, le *Fourth*, et le *Fifth Malaysia Plan* (1971, 1976, 1980 et 1986 respectivement) et leur *Mid-Term Review* respectif. Les montants des dépenses réalisées par les pouvoirs publics varient considérablement d'un document à l'autre, pour le même poste de dépense. Ceci est dû aux réajustements auxquels procède régulièrement le pouvoir exécutif selon les années et la conjoncture économique. Ce qui apparaît clairement toutefois, c'est la croissance rapide des dépenses du gouvernement qui mobilise la rente. Le gouvernement taxe certes, mais surtout les activités commerciales et non les individus. Ce qui lui permet de poursuivre des programmes de dépenses publiques importants<sup>42</sup>.

Notons que seules les données officielles publiées par le gouvernement peuvent être analysées sans briser la loi sur les *Official Secrets* du gouvernement. Ces chiffres officiels ont parfois été mis en doute. Dans une publication récente, réalisée pour le compte de l'ONU, le professeur Jomo précisait : « *The survey is seriously constrained by the nature of publicly available official statistics, which improved briefly in the late 1980s, only to be reduced again...* » (2004 : 3).

---

<sup>41</sup> Le premier *Outline Perspective Plan* (OPP1), publié en 1971, introduit la NEP et couvre les années 1971 à 1990. Le OPP2 introduira une nouvelle politique économique et couvrira les années 1991 à 2000. Ces OPP chapeautent les plans quinquennaux.

<sup>42</sup> Sur cette question, il appert que la situation de la Malaysia se distingue encore une fois de celle de ses voisins et du monde en développement en général, autant en terme de revenus que de dépenses. Éric Kuhonta confirme cette affirmation en écrivant :

« Relative to other countries, Malaysia's tax revenue and expenditures still remained quite high in the late 80s and for the big picture, its policy choice stands out as distinct not only in Asia, but in the developing world generally » (Kuhonta. 2002 : 25).

Comme nous l'avons déjà mentionné, la part des dépenses publiques dans le PNB du pays atteint près de 40 pour cent en 1979, puis près de 60 pour cent en 1981 avant de revenir à une moyenne de 40 pour cent au cours des années 1980 (Kuhontas. 2002 : 25). Une autre étude réalisée par des économistes de l'OCDE démontre pour sa part que le poste de dépenses publiques, en ce qui concerne spécifiquement les dépenses de développement, représente 14 pour cent du PIB à la fin des années 1970, pour atteindre 27 pour cent du PIB en 1981-1982 (Demery et Demery. 1992 : 40). En terme nominal, entre 1970 et 1990, les plans quinquennaux vont allouer des fonds pour le développement économique et social qui passent de près de 10 millions RM dans le *Second Malaysia Plan* (1971) à plus 70 millions RM dans chacun des plans subséquents<sup>43</sup>.

Tableau 4.5

**Dépenses publiques de développement,**  
**plans quinquennaux : 1970-1990**

	Millions de RM	Millions de \$US <sup>44</sup>
<i>Second Malaysia Plan 1971-1975 (2MP)</i>	9 820	3 637
<i>Third Malaysia Plan 1976-1980 (3MP)</i>	31 170	11 544
<i>Fourth Malaysia Plan 1980-1985 (4MP)</i>	74 070	27 433
<i>Fifth Malaysia Plan 1986-1990 (5MP)</i>	69 000	25 555

Source : Cho. 1990 : 71; et *Malaysia Plans*, diverses éditions

Dès 1971, on consacre plus de trois milliards de \$US au développement et en 1976, on y consacre 11,5 milliards \$US. Cette augmentation substantielle est rendue possible grâce à l'accélération des exportations de pétrole.

L'allocation de fonds publics pour le développement du pays va transiter principalement par les entreprises et les agences nationales créées sous les auspices

<sup>43</sup> Notons que ces montants ne tiennent pas compte du budget d'opération du gouvernement dont les dépenses courantes représentent le double et parfois le triple des sommes investies dans le développement du pays (*Malaysia Plans* différentes éditions).

<sup>44</sup> À titre de comparaison seulement, au taux de change moyen de 2,70 RM pour 1 \$US.



de la NEP, ou encore par les entreprises privées qui appartiennent, elles, aux entreprises publiques ou même, pour certaines, qui appartiennent en propre au MCA ou à l'UMNO. D'une année à l'autre, les dépenses publiques augmentent (Malaysia. 2001a : 40)

La part consacrée à l'industrialisation et au développement de l'agriculture commerciale, tournée vers les marchés d'exportation, demeure importante. Proportionnellement, les dépenses en santé et en éducation seront beaucoup plus limitées. Et le gouvernement dépense nettement plus en éducation qu'en santé, ce qui est la caractéristique des économies en décollage dans le Sud-Est asiatique (Mehrotra. 2001 : 31-34). Le tableau 4.6 fait le portrait de ces dépenses de développement.

Tableau 4.6

**Dépenses publiques de développement selon les plans quinquennaux**

	1 MP 1966-1970 %	2 MP 1971-1975 %	3 MP 1976-1980 %	4 MP 1981-1985 %	5 MP 1986-1990 %
<i>Secteur économique</i>					
Agriculture	26,3	21,7	22,1	11,8	16,0
Industrie	3,3	16,5	15,3	27,3	17,0
Infrastructures	33,7	34,1	26,6	36,2	43,2
<i>Secteur social</i>					
Éducation	7,8	6,9	7,3	5,8	12,6
Santé	3,5	1,8	1,4	0,9	1,5
Logement	4,9	2,4	6,1	4,9	2,2
Autres	1,6	2,7	2,3	0,8	1,0
<i>Général</i>					
Administration	3,3	3,6	2,2	1,0	1,6
Sécurité	15,7	10,4	16,6	9,3	5,0

Source : Drabble. 2000 : 196

#### 4. Les revenus de l'État

Au cours des années 1970 et 1980, pour financer ses budgets de dépenses, le gouvernement de Kuala Lumpur continue de taxer principalement les activités liées au commerce extérieur, tout en s'appuyant sur la rente pétrolière qui explose après 1973. Tout au long de la période, les taxes indirectes demeurent plus importantes que les taxes directes (Ariff et Cheen. 2001 : 55).

La mobilisation des ressources financières provient de trois principales sources, les activités du secteur pétrolier, la taxation des exportations ainsi que la taxation des profits des compagnies parmi lesquelles le capital étranger reste important. Cette stratégie de taxation est caractéristique des États rentiers, qui peuvent ainsi déployer leurs actions et jouer un rôle important dans l'économie sans taxer les citoyens. C'est la rente qui fournit les marges de manœuvre nécessaires au financement des interventions de l'État.

Le tableau 4.7 retrace les grandes lignes de cette situation budgétaire en Malaysia et fait apparaître l'importance des marchés étrangers dans les revenus du gouvernement de Kuala Lumpur. En calculant la part des recettes fiscales et non fiscales dépendantes des marchés et des acteurs étrangers, on observe une tendance : plus de 30 pour cent des revenus du gouvernement – et plus de 40 pour cent entre 1976 et 1981 – sont directement liés au caractère rentier de l'économie du pays. Nous verrons que, dans la décennie qui suit, cette proportion gardera une moyenne de plus de 20 pour cent.

Notons que ce tableau rapporte la situation telle que présentée par le gouvernement. Il permet de dégager un portrait général même si sont amalgamés dans les comptes publics, des éléments qu'il faudrait pouvoir distinguer:

- les profits des compagnies : étrangères ou nationales;
- les droits d'exportation sur tous les produits;
- les « autres » recettes non fiscales.

Tableau 4.7

**Revenus du gouvernement fédéral, indicateurs sélectionnés : 1970-1986**

Année	Revenus provenant de la taxation millions de RM				Recettes non fiscales millions de RM				Contribution du capital étrangers <sup>3</sup> (%)	
	Total des revenus du gouvernement	Taxe sur le profit des compagnies			D - Redevances sur le pétrole	Licences et permis	F -Autres revenus	G -Total des revenus d'autres sources que nationales <sup>2</sup>		
		Total	A -Part du capital étranger <sup>1</sup>	B -Taxe sur les revenus des compagnies pétrolières						C -Taxes à l'exportation
1970	2 400,00	489,00	293,40	0,00	0,00	181,00	108,60	233,00	894,00	37
1971	2 418,00	517,00	310,20	4,00	0,00	192,00	115,20	136,00	796,40	33
1972	2 920,00	559,00	335,40	0,00	22,00	215,00	129,00	145,00	863,40	30
1973	3 399,00	585,00	351,00	27,00	25,00	249,00	149,40	179,00	1 168,40	34
1974	4 791,00	800,00	480,00	144,00	46,00	289,00	173,40	205,00	1 991,40	42
1975	5 117,00	1 164,00	582,00	322,00	78,00	290,00	145,00	265,00	2 017,00	39
1976	6 157,00	1 163,00	581,50	322,00	84,00	351,00	175,50	209,00	2 382,00	39
1977	7 760,00	1 336,00	668,00	776,00	111,00	409,00	204,50	227,00	3 377,50	44
1978	8 841,00	1 624,00	812,00	771,00	116,00	447,00	223,50	248,00	3 633,50	41
1979	10 505,00	1 804,00	902,00	829,00	166,00	481,00	240,50	260,00	4 336,50	41
1980	13 926,00	2 530,00	1 012,00	1 736,00	345,00	551,00	220,40	306,00	6 186,40	44
1981	15 806,00	2 754,00	1 101,60	1 978,00	417,00	592,00	236,80	347,00	6 305,40	40
1982	16 690,00	2 619,00	1 047,60	2 075,00	425,00	669,00	267,60	385,00	5 920,20	35
1983	18 608,00	3 451,00	1 380,40	1 998,00	491,00	781,00	312,40	454,00	6 527,80	35
1984	20 805,00	3 432,00	1 372,80	2 570,00	581,00	875,00	350,00	540,00	7 503,80	36
1985	21 115,00	3 920,00	980,00	3 130,00	619,00	914,00	228,50	446,00	7 242,50	34
1986	19 518,00	3 446,00	861,50	3 072,00	549,00	911,00	227,75	397,00	6 248,25	32

Source : Malaysia Plans, différentes éditions, et Ariff et Cheen. 2001 : 41

<sup>1</sup> En fonction du pourcentage de la propriété étrangère : de 1970 à 1974 moyenne de 60 pour cent, de 1975 à 1980 moyenne de 50 pour cent, de 1981 à 1984 moyenne de 40 pour cent, après 1984, moyenne de 25 pour cent.

<sup>2</sup> Total des colonnes A à F.

<sup>3</sup> G / Total des revenus du gouvernement

### L'impôt sur le revenu des particuliers

L'impôt sur le revenu des particuliers reste négligeable dans les comptes publics malgré deux décennies de dépenses publiques importantes. Les choix du gouvernement sont clairs : les taxes ne sont prélevées auprès des individus que dans une proportion limitée; ils représentaient, en moyenne, seulement 8,5 pour cent du budget du gouvernement fédéral entre 1973 et 1986. Cette proportion ne changera pas en 1990, elle totalise toujours 8 pour cent des revenus du gouvernement (Arrif et Cheen : 55). Dans les années 1970 et 1980, la Malaysia pratique des taux de taxes non négligeables, mais ceux-ci ne s'appliquent pas aux citoyens. Ce sont les exportations, le pétrole et les taxes sur les compagnies étrangères, qui dominent les revenus du gouvernement. Configuration qui permet d'affirmer que la Malaysia a une économie rentière.

### Le secteur pétrolier

Si l'on examine de plus près le secteur pétrolier, il est clair qu'il devient, à lui seul, une source de revenus importante au cours de ces années. Il permettra le financement des plans de développement qui, après 1974, deviennent beaucoup plus importants en terme de dépenses publiques. Le tableau 4.8 illustre l'expansion des revenus gouvernementaux liés spécifiquement aux activités du secteur pétrolier mais ne comptabilise pas les profits de PETRONAS. Les dividendes propres de cette compagnie sont versées au ministère de Finances et ne sont pas publiées.

Dans le tableau 4.8 sont reproduits les calculs d'une étude qui, comparativement au tableau précédent, inclut la part des taxes à l'exportation et de la taxe d'accise attribuable spécifiquement au secteur pétrolier. Ces taxes s'ajoutent à la taxe sur les profits des compagnies pétrolières et aux redevances qui, elles, apparaissent dans les comptes publics.

Tableau 4.8

**Gouvernement de Malaysia : revenus provenant de l'industrie du pétrole**  
**1973-1986**  
(millions de RM)

Année	Taxe sur les profits des compagnies pétrolières	Taxe à l'exportation	Redevances	Taxe d'accise	Total (rentes)
1973	27	0	25	194	247
1974	144	0	46	201	392
1975	322	0	78	217	617
1976	322	0	84	291	697
1977	776	0	111	344	1 231
1978	771	0	116	390	1 277
1979	829	0	166	410	1 405
1980	1 736	724	345	333	3 138
1981	1 978	1 241	417	280	3 916
1982	2 075	1 351	425	309	4 161
1983	1 998	1 477	49	438	4 404
1984	2 570	1 629	581	489	5 270
1985	3 130	1 639	619	427	5 816
1986	3 072	1 077	547	737	5 434

Source : Jomo et Hui. 2003 : 41<sup>45</sup>

Comme il est démontré dans ce tableau, le gouvernement compte sur près de 400 millions RM de revenus tirés du secteur pétrolier en 1974. Après s'être entendu avec les compagnies étrangères, ce secteur va connaître une expansion phénoménale. En 1980, la barre des 3 000 millions RM de revenus est dépassée. En 1986, ce chiffre atteint 5 434 millions RM. Ces chiffres ne comprennent pas les revenus d'exploitation des activités de PETRONAS, les profits nets de la compagnie nationale ne sont pas pris en compte dans ce tableau. Dès 1980, les revenus du secteur pétrolier composent plus de 20 pour cent des revenus totaux du gouvernement. Cette proportion atteint près de 30 pour cent à la fin des années 1990.

<sup>45</sup> Bien que les tendances notées dans ce tableau soient semblables à celles des tableaux fournis par le gouvernement de Malaysia dans ses *Malaysia Plan*, les chiffres diffèrent parfois un peu. Nous avons préféré garder ici les calculs du professeur Jomo, spécialiste de ces questions.

Tableau 4.9

**Proportion de la rente pétrolière dans les revenus du gouvernement fédéral**

Année	a Revenu total	b Rente <sup>46</sup>	Proportion de la rente dans les revenus du gouvernement b/a
1973	3 399	247	7 %
1974	4 791	392	8 %
1975	5 117	617	12 %
1976	6 157	697	11 %
1977	7 760	1 231	16 %
1978	8 841	1 277	14 %
1979	10 505	1 405	13 %
1980	13 926	3 138	23 %
1981	15 806	3 916	25 %
1982	16 690	4 161	25 %
1983	18 608	4 404	24 %
1984	20 805	5 270	25 %
1985	21 115	5 816	28 %
1986	19 518	5 434	28 %

Calculé à partir des tableaux 4.7 et 4.8

**Une dette publique contractée à l'interne**

Comme nous l'avons déjà souligné, la Malaysia a pu éviter les problèmes d'endettement et d'inflation malgré ses investissements publics importants et a pu rapidement rétablir son économie après la crise de 1985 (Perkins. 1998 : 36-37). C'est que l'État rentier malaysien a pu s'appuyer sur ses institutions financières comme le *Employees Provident Fund* (EPF), qui permet au gouvernement de contracter ses emprunts à l'interne, auprès de cette caisse bien capitalisée. Oui le gouvernement a

<sup>46</sup> Montant qui ne représente pas entièrement tous les revenus de la rente puisque repris des calculs de Jomo et Hui (2002) qui ne tiennent pas compte des profits de PETRONAS versés directement au gouvernement, ni de la taxation des activités d'exportation des compagnies étrangères.

recours surtout à l'interne. À ce sujet, le *Far Eastern Economic Review* précisait déjà en 1975 :

« The estimates put domestic debts outstanding at the end of 1975 at \$8 844 million. About 84 % of this is in Government securities, and the remainder in treasury bills. The employees provident fund holds 54% of the Government securities while the National savings Bank holds 8%. ... Contributions to the fund are compulsory and the interest paid by the Government, always much below the market rate. » (Senkuttuvan. 1975: 54)

Le gouvernement évite d'emprunter sur le marché bancaire domestique pour ne pas provoquer de pression inflationniste (Demery et Demery. 1992 : 38). En 1990, après vingt ans d'interventionnisme, seulement 26 pour cent de la dette nationale est contractée à l'étranger. La dette domestique, pour sa part, est contractée en majorité auprès du EPF (Malaysia. 1991b : 69).

### **5. Une économie libérale et prospère toujours basée sur son secteur primaire**

Tel que nous l'avons dit précédemment, tous les efforts déployés pour favoriser la croissance se font dans les différents domaines de l'économie qui, elle, demeure ouverte. L'industrialisation ne se fait pas au détriment de l'agriculture commerciale, le pivot central de l'économie nationale depuis des décennies. La diversification mise de l'avant par l'État est financée par son secteur primaire; les rentes ont servi la diversification de l'économie nationale. La croissance économique a précédé l'industrialisation et le secteur primaire a permis l'accélération du développement économique. Le secteur primaire a continué d'être supporté par l'État qui y reconnaît un avantage comparatif important. L'industrialisation, pour sa part, se fera par l'investissement étranger<sup>47</sup>. Jusqu'à la fin des années 1980, le secteur primaire reste dominant dans le PNB et dans la composition des exportations. Ce n'est qu'en 1989

---

<sup>47</sup> Cette situation est confirmée par l'économiste Reinhardt (2000 : 61)

« While the governments were pursuing non-traditional manufactured exports through foreign direct investment, they were continuing to give support to the development of diversified natural resource based exports. Malaysia's palm oil industry continued to be nurtured by FELDA support for the palm oil refineries, while petroleum development was accorded high priority ».

que les exportations de produits manufacturés vont devancer celles du secteur primaire. La production nationale se compose ainsi :

Tableau 4.10

**PNB par secteurs d'activités**

	1970 %	1980 %	1990 %
Secteur agricole	31	23	18
Secteur minier	6	10	10
Secteur manufacturier	13	20	26
Autres (services)	50	47	46

Source Jomo. 1997 : 91

**Le secteur primaire**

Les pouvoirs publics vont déployer des efforts importants pour soutenir le développement du secteur primaire, et l'agriculture commerciale en particulier toujours avec l'objectif de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Mais c'est aussi parce que ce secteur de l'économie rentière est important pour l'équilibre des budgets nationaux. Les programmes et les stratégies adoptés sont en accord avec la philosophie générale de gouvernement, c'est-à-dire développer des produits pour les marchés d'exportation. En agriculture, c'est la production de l'huile de palme qui prime. Elle sera encadrée par la grande agence gouvernementale FELDA qui, après 1970, quintuple ses effectifs et accélère l'ouverture de terres agricoles tout en travaillant à l'amélioration des techniques de production.

L'ouverture de terres nouvelles et la construction de périmètres agricoles se poursuivent en mode accéléré jusqu'en 1991. Le gouvernement prend des terres à la jungle, il ouvre des périmètres en défrichant la forêt tropicale et non pas en déplaçant ou expropriant des grands propriétaires terriens. À la fin des années 1980, la superficie défrichée par l'agence atteint quelques 823 000 hectares dont les trois



quarts sont plantés de palmiers à huile. Ces périmètres rassemblent quelques 120 000 familles (DeKonink. 2000 : 400). Les nouveaux colons encadrés par l'agence ont ainsi accès à la terre, à une maison, une source de revenus, et aux services publics tels que l'eau potable, un dispensaire, une école, etc. L'agence gère un immense domaine agricole et opère des huileries qui lui procurent un revenu substantiel. L'huile produite pour les marchés extérieurs rapporte également des revenus à l'État, toujours par le biais de la taxation des exportations.

### Le secteur manufacturier

Les études sur le développement du secteur manufacturier en Malaysia comme en Asie, sont légion. On a étudié les conditions, les impacts, la croissance, le rôle de l'État, etc. dans les processus d'industrialisation. Ce qui retient notre attention pour cette thèse est d'un autre ordre. En analysant les choix du gouvernement malaysien, à la tête de cet État rentier, on constate que la diversification de l'économie, et notamment le décollage du secteur manufacturier, ne s'est pas faite au détriment du secteur primaire. On peut même voir, par certains aspects, que l'industrialisation s'inscrit dans une trajectoire similaire aux stratégies rentières passées. Les nouvelles industries manufacturières restent concentrées dans les mains d'intérêts étrangers, produisant, avec des pièces importées, des biens destinés aux marchés extérieurs et dont la caractéristique est d'exiger une main d'oeuvre importante (*labour intensive*) (Drabble. 2000 : 269).

Ce secteur contribue à la croissance et la création d'emplois et permet au gouvernement de taxer les importations et les exportations. À la fin des années 1980, ce secteur va contribuer à près de la moitié de la croissance du PNB : « *This development marked another milestone in the nation's transition towards an industrializing economy* » (Malaysia. 1991a : 127). Cette portion de l'économie nationale reste dominée par le capital étranger qui concentre ses activités dans un domaine, la production de matériel électronique pour l'exportation (Jomo. 1997 : 105-108).

Comme nous l'avons démontré, les revenus du gouvernement fédéral malaysien continuent de dépendre, dans les années 1970 et 1980, pour une forte proportion, des activités d'exportation liées à ses ressources naturelles. Néanmoins, la nature des biens exportés se modifie au cours de ces années. Au début des années 1990, ce seront les exportations de produits manufacturés qui deviendront les plus importantes en proportion du total des exportations.

Tableau 4.11

**Exportations malysiennes par grands secteurs**

Produits exportés	1980 %	1985 %	1990 %
Caoutchouc	16,5	7,6	3,8
Huile de palme	9,0	10,4	5,5
Bois d'oeuvre	13,6	7,2	5,1
Pétrole brut	23,9	22,9	13,4
Étain	8,9	4,3	1,1
Produits manufacturés	21,8	32,0	59,2
Autres	6,3	15,6	11,9
Total	100	100	100

Source : Malaysia. 1998 : 2

**La propriété des entreprises**

À la fin des années 1980, on peut conclure que la propriété du capital s'est modifiée et que la croissance économique est au rendez-vous. Toutefois, en ce qui concerne les objectifs énoncés dans la NEP, ils ne sont pas atteints : les *Bumiputras* ne sont toujours pas propriétaires de 30 pour cent de l'économie nationale et les écarts de richesses intracommunautaires, entre les Malais eux-mêmes, se sont accrus avec la création d'une nouvelle classe d'affaires (Milne. 1986 : 1366).

L'accélération du développement économique a tout de même réduit la pauvreté dans le pays. Simultanément, on a pu constater une réduction notable de la pauvreté et l'accélération des écarts de richesse (Esman. 1987 : 406). Bien que la pauvreté soit en net recul, le capital tend à se concentrer dans les mains des hommes qui cumulent des fonctions politiques et économiques, ou encore, dans leur entourage. Le gouvernement a mis l'accent sur la restructuration économique davantage que sur la réduction de la pauvreté : « *Only a small percentage of the population benefits significantly from the restructuring expenditures, compared with the far greater proportion of the Malay population* » (Jomo. 2004 : 17).

Le tableau 4.12 illustre les avancées faites par les *Bumiputras*, mais également par les Chinois en terme de propriété du capital sur le territoire national. Sous la NEP, le capital chinois s'est accommodé des règles du gouvernement pour continuer de prospérer. Après 1990, la part du capital étranger augmentera à nouveau comme nous le verrons au prochain chapitre. Le tableau 4.12 résume la situation générale de la propriété du capital sans distinction de secteurs d'activité. Il faut cependant souligner de nouveau que si la présence des étrangers diminue de façon générale, c'est surtout parce qu'ils se sont retirés des grands secteurs liés à l'exploitation des ressources naturelles pour se concentrer dans le secteur manufacturier tourné vers l'export. Ce secteur reste dominé par les grandes firmes étrangères (Adam et Cavendish. 1995 : 30). Le capital chinois, pour sa part, a continué de prospérer, mais se concentre davantage dans le secteur bancaire et l'immobilier<sup>48</sup>.

---

<sup>48</sup> L'influence du ICA et autres mécanismes de la NEP ont eu un effet sur les choix d'investissements des Malaisiens d'origine chinoise qui privilégient d'autres secteurs d'activité que le manufacturier. Pour une discussion sur cette question voir le chapitre trois, « *Chinese Business, the NEP and Accomodation* », de Edmund Gomez (1999). Dans la petite entreprise, de toutes natures, les firmes chinoises dominant (Adam et Cavendish. 1995 : 30).

Tableau 4.12

**Malaysia : propriété du capital d'action des entreprises privées, 1969-1990**

%

Détenteurs de capital	1969	1970	1975	1980	1985	1990
<i>Bumiputras</i> et Fonds d'investissements publics	1,5	2,4	9,2	12,5	19,1	19,2
Chinois	22,8	27,2	n.d.	n.d.	33,4	45,5
Indien	0,9	1,1	n.d.	n.d.	1,2	1,0
Compagnies prête-nom	2,1	6,0	n.d.	n.d.	1,3	8,5
Autres compagnies locales	10,1	n.d.	n.d.	n.d.	7,2	0,3
Étrangers	62,1	63,4	53,3	42,9	26,0	25,4

Source : Gomez. 2002 : 85

**6. Conséquences de la NEP : liens entre économie et politique**La rente, un outil politique

Les impacts de la NEP sur la société et les institutions politiques sont considérables comme le constatent plusieurs observateurs :

« For convenience, these may be grouped as follow : the creation of a Bumiputra business class, and its relations to politics; the increased use of the money in the United Malay National Organization (UMNO) elections; the encouragement of ambitious and costly government-promoted projects...»  
(Milne. 1986: 1368)

Les liens entre vie politique et vie économique sont nombreux et source de conflits potentiels. (Gomez et Jomo. 1999b; Sloane. 1999; Gomez. 1990; Jesudason. 1989). La création de centaines d'entreprises publiques a multiplié les possibilités d'embauche. Le transfert de parts d'entreprises à des Malais a créé de nouveaux riches. La vague de privatisation a multiplié les occasions d'achats pour les individus près du pouvoir politique. Beaucoup de dirigeants de l'UMNO peuvent alors profiter de cette nouvelle manne. Le gouvernement sélectionne et finance les individus pouvant acheter des parts ou la totalité d'une entreprise.

« The allocation of major privatisations tended to favour a relatively small group of Malays, which the government argued selected on the basis of their ability to manage large projects. » (Syn. 2002 : 6)

Les liens entre la sphère économique, l'UMNO et le gouvernement sont dorénavant denses et complexes. Le patronage se pratique à grande échelle et à tous les niveaux : dans la grande entreprise, dans les mécanismes de développement d'une classe moyenne, dans les villages (Gomez et Jomo. 1999a; Torii. 1997; Bowie. 1994; Shamsul. 1986). Le patronage passe par l'octroi de l'aide gouvernementale, des subventions, des contrats, des licences, etc. Toutes ces filières sont contrôlées par des membres de l'UMNO (Crouch. 1992 : 29).

L'accès aux occasions d'affaires est dorénavant lié aux contacts politiques, même pour les non-Malais. Inversement, les succès politiques de chacun au sein de l'UMNO sont de plus en plus liés aux positions occupées dans les sociétés d'État. Les jeux de pouvoirs dans les deux sphères sont devenus inextricables. Par exemple, quand Razaleigh à la tête de PETRONAS tente d'imposer une forme de nationalisation aux compagnies pétrolières, il prépare son prochain congrès de l'UMNO où il doit rallier des votes pour sa candidature à la vice-présidence. Comme l'écrivait Mauzy :

« It is getting to be the case that, in order to understand what is happening in Malaysian politics, one must follow stock market activities and try to disentangle the "paper" companies and subsidiaries and the individual behind them. » (1987 : 232)

#### Les pratiques d'affaires « ethniques » et la classe de rentiers malais

Le gouvernement de l'État rentier a non seulement l'avantage de financer ses budgets de développement avec la rente, mais il détient du même coup un autre atout, celui d'arbitrer la redistribution de la rente. Le contrôle de la rente, du gouvernement et des mécanismes de redistribution, donne au pouvoir exécutif, à sa bureaucratie, et au parti dominant, une position de force face à toute la société malaysienne. De plus, ce type d'organisation économique crée une classe d'individus eux-mêmes rentiers qui

dépendent à leur tour de l'État pour leur fortune personnelle. Les choix de politiques publiques, tel que l'instauration de la NEP, ont accéléré ce phénomène en Malaysia.

Sous la NEP, les firmes étrangères et non malaises sont contraintes de distribuer une partie de leurs titres de propriété à des *Bumiputras*. Ces firmes vont généralement procéder par l'émission de nouveaux titres et les offrir à rabais, soit directement à des individus, soit à des fonds d'investissements publics (Jesudason. 1989 : 54. Torii. 1997 : 216). Ce sont les pouvoirs politiques qui supervisent tous ces processus. Pour acquérir ces titres à prix d'amis, les individus, comme les fonds d'investissement, obtiennent des prêts sans intérêt, d'institutions financières publiques comme la *Bank Bumiputra*. Dans la majorité des cas, en ce qui a trait aux individus, une fois en possession desdits titres, ces citoyens malais les revendent au prix du marché, réalisant des gains importants de façon instantanée (Perkins. 1998 : 26). Ceci illustre clairement un phénomène typique des États rentiers : la création d'une classe dépendante de l'État, peu encline à contester son autorité. À ce sujet, Harold Crouch écrit :

« The implementation of the NEP and the economic expansion of the 1970s and the 1980s thus provided enormous scope for patronage distribution as licences, contracts, concessions and undervalued shares were awarded to Malay businessmen and others who normally had UMNO connections. »  
(1992 : 28)

L'élite chinoise sera également dépendante de ses liens politiques pour prospérer sous la NEP. Des relations particulières entre la classe d'affaires non malaise, surtout chinoise, et les *Bumiputras*, se mettent en place alors, relations qui prennent le nom de « Ali-Baba »<sup>49</sup>. Les opportunités d'affaires sont nombreuses, afin d'en profiter, les entrepreneurs d'origine chinoise s'associent des partenaires malais. Depuis la NEP, non seulement les sociétés doivent distribuer des titres et des postes aux *Bumis*, elles

---

<sup>49</sup> Expression de la langue populaire qui fait référence aux associations d'affaires entre Malais et Chinois. Le nom Ali, musulman, désigne le Malais. Baba pour sa part est le nom générique des descendants mâles (les femmes portent le nom de Nyonya) des familles chinoises nobles, immigrées depuis des générations sur les rives du détroit de Malacca. Ces descendants chinois ont intégré en grande partie la culture malaise.

doivent aussi s'en adjoindre à titre de directeurs ou de partenaires pour obtenir des marchés publics, des permis, des licences ou des subventions.

Dans ce contexte, les Chinois vont s'associer un « *sleeping partner* » malais, pris au sens d'associé passif, et non pas au sens de bailleur de fonds ou d'investisseur passif. « Ali » apporte la composante malaise dans l'entreprise, ce qui permet à « Baba », l'entrepreneur chinois, de poursuivre ses activités avec succès. Cette association permet à tous de s'enrichir. Le compromis est acceptable pour la communauté d'affaires chinoise qui continue de prospérer, même sous la NEP<sup>50</sup>.

Cette façon de faire contribue à l'expansion d'une classe de Malais rentiers, dépendants de leurs liens pour prospérer. Ces nouveaux riches forment une nouvelle force au sein de l'UMNO, complètement dépendants du pouvoir politique pour assurer leur prospérité. Le professeur Shamsul résume bien cette réalité en nommant cette classe « *accidental entrepreneurs* » :

« I call them "accidental entrepreneurs" because they did not have any family background or experience in the world of business and commerce nor their children later became entrepreneurs. They struggled and survived to remain in the middle class mainly through political patronage and money politics. In short, their material success was solely dependent on their political success. » (Shamsul. 1997 : 253)

#### Les partis politiques et leurs activités commerciales

Dans cet État rentier, non seulement les individus mais les partis politiques bénéficient de leurs liens avec l'État. Les élites à la tête du gouvernement vont renforcer leur pouvoir en faisant de leurs partis politiques des entreprises vouées à

---

<sup>50</sup> À ce sujet, Gordon Means écrivait :

« Many of the well-to-do and advantaged non-Malays have continued to prosper, either because their wealth and economic power could be mobilized... or because they have become secondary beneficiaries of the NEP system through political access, through patron-client linkages, or through some Ali-Baba relationship with Malays who are willing to trade their legal preferences for immediate benefits through acting as a front for non-Malay enterprises » (Case.1991 : 313).

absorber une partie des investissements publics, et ainsi profiter de l'expansion de l'économie (Abbott. 2003 : 91). Dans les années 1970 et 1980, les partis politiques vont en effet devenir propriétaires de groupes d'affaires et profiter largement des avantages de la NEP :

« ...UMNO created its own corporate vehicle (the Fleet Group of companies) and began accumulating stock from Malay share issues and taking advantage of ownership quotas to develop its own stable of companies. » (Bowie. 1989 : 174)

Les MCA et le MIC de leur côté ont une longue histoire d'acteurs économiques. Toutefois, dans les années 1970, la prise de contrôle des compagnies privées et des sociétés ouvertes inscrites en bourse s'accélère pour ces deux partis (Gomez. 2002 : 84). Les compagnies, propriétés des partis politiques, seront systématiquement avantagées par les politiques gouvernementales, les contrats gouvernementaux étant octroyés arbitrairement par les hauts officiers de la fonction publique, le Conseil des ministres mais le plus souvent par le bureau du premier ministre, sans aucune transparence<sup>51</sup>.

#### Les compagnies de l'UMNO

À titre d'exemple, voici deux instantanés qui résument les avoirs de l'UMNO en 1982 puis en 1990, alors que le parti est propriétaire du groupe *Fleet*.

---

<sup>51</sup> Ce sujet a été traité de manière éclairante par Gomez dans une publication consacrée à l'étude du développement des activités commerciales de partis politiques en Malaysia (1994).



Tableau 4.13

**Compagnies contrôlées en 1982 par  
la division commerciale de l'UMNO : Fleet Group**

<b>Compagnie</b>	<b>Activité</b>	<b>% des actions appartenant à Fleet Group</b>
The New Straits Times Press (NTSP)	Édition, journaux	56 %
The New Straits Times Properties	Construction et investissements	56 %
The Times Packaging Co.	Produits manufacturiers et imprimerie	60 %
Asia Magazine Ltd.	Édition	30 %
Asia Magazine Distributors Ltd.	Distribution	25 %
Financial Publications	Édition	45 %
Berita Publishing	Édition	39 %
Berita Kompas	Édition et marketing de livres d'information commerciale	71 %
Berita Information Systems	Services informatiques	74 %
Berita Distributors	Distributeurs de livres	100 %
Berita Book Centre	Détaillant de livres, magazines et papeterie	60 %
Fleet Trading & Manufacturing	Groupe d'investissement	50 %
Kompass Singapore	Information commerciale	70 %
Times of Malaysia	(Fourniture) Agence de services aux compagnies reliées au groupe	56 %
Bank of Commerce	Activités bancaires	70 %
BCB Nominees	Inscription d'actions	70 %
American Malaysian Insurance (AMI)	Assurances	51 %
Enesty	Transporteurs	82 %
Enesty Crediting & Leasing	Location	82 %
Enesty Management	Gérance de bureau de consultation	100 %
Fleet Communications & Distribution	Production de films	100 %
Fleet Telecommunication Industry	Télécommunications	70 %
Fleet Telecommunication Trading	Télécommunications	70 %

Source : Gomez. 1994 : 68

Tableau 4.14

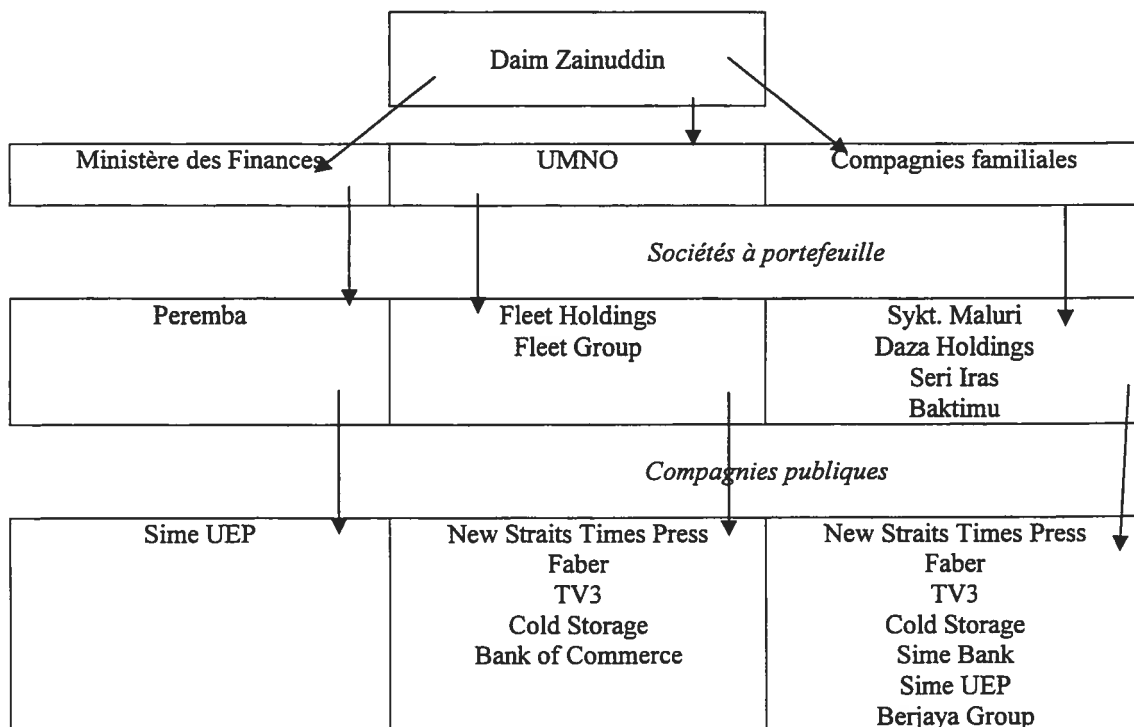
**Compagnies contrôlées en 1990 par  
la division commerciale de l'UMNO : Fleet Group**

Compagnie	Activité	% des actions appartenant à Fleet Group
Ikral Holdings	Société de portefeuille	100 %
Fleet Development	Société de portefeuille	100 %
Fleet Management Services	Services d'investissement	100 %
Fleet Trading & Manufacturing	Société de portefeuille	80 %
Enesty	Location d'automobiles	60 %
Phinomel Construction (autrefois Fleet Construction)	Dormant	100 %
Ikral Equities(autrefois Fleet Equities)	Société de portefeuille	100 %
Pylon	Société de portefeuille	100 %
Fleet Nominees	Dormant	100 %
Pesaka Emas	Société de portefeuille	100 %
Web Printers	Impression de magazines	100 %
The Times Packaging Co.	Fabrication et impression de produits d'emballage	100 %
Fleet Communications	Société de portefeuille	100 %
EB-FTM Télécommunications	Distribution d'appareils de téléphone et appareils de communication	100 %
Fleetfon	Distribution de produits d'électricité	100 %
Tekal (autrefois Daza)	Société de portefeuille	100 %
Enesty Travel & Tours	Services d'agence de voyage	60 %
Enesty Credit Leasing	Dormant	60 %
UB Co-Management	Commerce général	100 %
Renong	Société de portefeuille	26.58 %
Faber Group	Société de portefeuille	29.59 %

Source : Gomez. 1994 : 73

Bien que la NEP et l'action gouvernementale aient toujours développé le discours de la restructuration sociale, plusieurs observateurs ont souligné qu'il s'est peut-être agi avant tout de mobiliser la rente et les institutions de l'État pour favoriser l'élite au pouvoir (Gomez et Jomo. 1999a). Rappelons simplement, avec un seul cas, l'importance de ces liens qui défient toute éthique de gouvernance publique : le cas de l'homme d'affaires Daim Zainuddin, nommé ministre des Finances au milieu des années 1980. Il verra à assainir la gestion des grands projets de l'État et à procéder à la privatisation de multiples entreprises publiques, en désignant et finançant les individus qui seront choisis pour acheter ces entreprises. Il est simultanément trésorier de l'UMNO, directeur de ses propres compagnies privées et ministre des Finances. Le schéma suivant retrace le pouvoir de cet homme.

Graphique 4.1

**Position d'influence du ministre des Finances en 1985**

Source : Gomez. 2002 : 92

L'empire de Daim sera critiqué à maintes reprises par l'opposition et plusieurs groupes de la société civile, particulièrement lorsqu'il octroie des contrats du gouvernement au groupe *Fleet* ou à ses compagnies.

L'économie du pays, à la fin de ces années de la NEP, est marquée par l'accroissement du rôle de l'État, et le développement d'une classe d'affaires dépendante de ses liens politiques pour prospérer. Cette stratégie est rendue possible par la mobilisation de la rente qui génère des revenus pour les pouvoirs publics qui jouissent ainsi d'une autonomie fiscale enviable.

L'État malaysien est rentier et redistributeur.

## 7. En bref, le déploiement de l'État rentier

Dans ce chapitre couvrant la période entre les deux crises de 1969 et 1987, nous avons décrit et analysé la formidable accélération des dépenses publiques et des activités de l'État, qui visait à modifier la position économique des Malais mais qui a aussi permis à l'élite politique de s'enrichir. Les succès économiques ont été au rendez-vous et ont contribué à affermir le pouvoir de l'équipe à la tête de l'État.

Après la crise de 1969, le gouvernement a instauré une politique économique interventionniste, telle que le souhaitent les ultras nationalistes malais, stratégie auparavant impossible faute d'un climat social favorable. Les émeutes de 1969, hostiles aux citoyens chinois, les ont disposés à accepter une politique de discrimination positive pour les Malais. L'aile plus radicale de l'UMNO a donc saisi l'occasion pour favoriser ouvertement les Malais. Cette politique mobilise la population malaise derrière l'UMNO qui reste ainsi bien en selle.

Le pouvoir de l'État est également renforcé par l'ajustement de l'appareil législatif. Les lois autoritaires d'après 1969 ne sont pas nouvelles, mais seulement ajustées pour s'assurer de fermer l'espace public. L'élite politique évolue dans un cadre institutionnel qui l'avantage car les bases même du régime politique – un parlementarisme à la britannique – facilitent les interventions du gouvernement qui contrôle le Parlement. Pour justifier son autoritarisme, le discours gouvernemental ne peut plus prétexter la menace communiste; il invoque désormais la nécessité de contrôler les « éléments racistes » qui pourraient menacer l'unité du pays.

Grâce à la propagande, aux lois autoritaires et au contrôle des médias, le gouvernement réussit à imposer ses politiques. Mais également, la croissance économique remarquable lui confère une grande légitimité, et les élections, tenues régulièrement, viennent confirmer l'appui d'une majorité de citoyens au régime. L'opposition continue d'exister mais la configuration du système politique lui bloque tout accès au pouvoir.

Les investissements publics contribuent à la croissance économique en général mais particulièrement à l'enrichissement de la classe des amis du régime. Cette stratégie a été possible et durable parce que le gouvernement dispose de revenus abondants, puisés en dehors de la taxation de la population. Même l'industrialisation reste dépendante des ressources étrangères, c'est-à-dire du capital des firmes japonaises, taïwanaises, américaines, etc., taxé par l'État malaysien.

L'abondance de la rente, que vient confirmer le développement du secteur pétrolier, a permis à l'État de poursuivre les objectifs de la NEP, de créer une classe de capitalistes qui appuient le gouvernement, et d'améliorer les conditions de vie de la population en général. La masse des investissements de l'État, et son projet développementaliste, mobilisent une grande proportion de la population qui en bénéficie, à des degrés divers.

Ces années vont se terminer par un conflit, qui justement n'émanera pas de la grogne des citoyens, entre autres parce que leurs conditions de vie se sont améliorées dans un pays qui les taxe peu. La crise de 1987 découle de la conjoncture économique, moins favorable du milieu des années 1980, conjoncture qui annonce des lendemains plus difficiles. Le conflit se déroulera, comme nous le verrons, entre factions de l'élite au pouvoir pour l'accès à la rente et aux mécanismes de redistribution.

Configuration institutionnelle et économie rentière demeurent, au fil des ans, les deux facteurs clés de l'explication de la stabilité de ce système politique.

## CINQUIÈME CHAPITRE

### LA RÉSILIENCE DE L'ÉTAT RENTIER ET DE SES INSTITUTIONS : LA DÉCENNIE 1988 À 1998

La dernière période historique, que nous analysons dans ce cinquième chapitre, se déroule entre deux crises qui prennent naissance au sein même de l'UMNO. Bien que rapidement maîtrisées par l'appareil coercitif de l'État, ces deux crises auront donné l'occasion à l'opposition de s'exprimer sur la place publique. Malgré une conjoncture difficile, le système politique se maintient en place sans que ne soient modifiés les mécanismes internes du système politique ni les orientations économiques du pays.

Dans ce chapitre, nous examinerons la crise de 1987 en premier lieu, puis le déploiement des institutions auxquelles on fera appel pour mâter la dissidence. La vie politique suit son cours, inspirée par les pratiques passées. Les institutions politiques font preuve de résistance; les menaces à l'autorité du gouvernement sont venues des rangs de l'UMNO. Ce sont en effet des dirigeants de ce parti qui ont secoué l'édifice en 1987 puis en 1998, sans succès toutefois. Comme nous le verrons, les opposants de l'intérieur ressortent de ces affrontements complètement marginalisés. Cette situation n'est pas sans rappeler la boutade maintes fois entendue en Malaysia : l'acronyme UMNO signifie *U Must Not Object*.

En deuxième partie, notre analyse portera sur l'économie du pays qui demeure une économie rentière, et ce malgré l'industrialisation. Les rentes permettent toujours au gouvernement d'investir massivement dans l'économie du pays et de livrer des services publics sans taxer la population et sans provoquer de crise de l'endettement ou de l'inflation. En terminant, ce chapitre rappellera les grandes lignes de la crise économique et politique de la fin des années 1990, sans en faire toutefois une analyse

détaillée, le but étant de démontrer la pertinence de notre raisonnement pour expliquer la stabilité de ce système politique autoritaire.

## **A) La configuration institutionnelle : l'autoritarisme affirmé**

### **1. La crise de 1987**

Le pouvoir politique est ouvertement contesté en 1987, mais le régime traverse la crise sans vaciller, continuant à fonctionner, légiférer, imposer sa volonté et gérer le pays en continuité avec les années précédentes. Les turbulences politiques se déroulent sur plusieurs mois au début de cette période mais le pouvoir exécutif parviendra à juguler la crise. Cette période comporte différents épisodes. Elle s'ouvre avec le congrès annuel de l'UMNO, en avril 1987, où le chef et son équipe sont soumis à des élections. Ces postes sont fortement convoités. Le congrès est tendu et va entraîner une crise qui se transforme en saga judiciaire et se poursuit jusqu'en 1988.

Parallèlement, profitant de la faiblesse momentanée de l'UMNO, l'opposition chinoise s'organise pour exiger que soient respectées des promesses électorales qu'on leur a faites aux élections de l'année précédente.

Au mois d'octobre 1987, pour freiner l'élan de l'opposition, le premier ministre lance une vaste opération d'arrestations et d'emprisonnements sous l'ISA. Il ordonne également la fermeture de trois grands quotidiens.

La crise persiste malgré tout, les recours aux tribunaux se multiplient contre les décisions du gouvernement. Malgré l'infime possibilité de jugements défavorables aux décisions du gouvernement, le pouvoir exécutif décide d'intervenir en juin 1988 et de limiter les pouvoirs de la magistrature en utilisant un procédé complexe mais légal. L'exécutif remporte encore une fois cette lutte et dès 1990, le premier ministre déclenche les élections. L'UMNO et sa coalition les remportent à nouveau.

Cette deuxième crise politique, tout comme la première (1969) et la troisième (1998), réunit les éléments suivants :

1. des dissensions au sein des partis qui composent le *Barisan Nasional* et principalement au sein de sa plus importante composante, l'UMNO;
2. une conjoncture économique difficile;
3. une conjoncture politique qui semble créer une brèche dans le régime, permettant aux voix de l'opposition de s'exprimer plus fortement, qu'il s'agisse de groupes sociaux ou de partis politiques.

L'analyse détaillée des multiples rebondissements de la crise de 1987 dépasse les objectifs de cette thèse<sup>1</sup>. Nous poserons plutôt notre regard d'abord sur les grandes lignes des événements, pour ensuite analyser ce qui nourrit la force de l'élite au pouvoir qui parvient à sortir de la crise sans modifier les mécanismes ni la structure du système politique.

Encore une fois, le gouvernement a maintenu l'ordre en ayant recours aux lois d'urgence. La police et les militaires ont suivi les directives du pouvoir exécutif. Tous respectent la loi, mais celle-ci a été modelée et remodelée à l'avantage du pouvoir exécutif.

### Les tensions au sein de l'UMNO

Le point de départ de cet épisode se situe donc au congrès de l'UMNO alors que, depuis deux ans, la récession économique (1985) a affecté l'économie du pays. Les postes à la tête du parti sont alors contestés. Une deuxième équipe, qui prend le nom de *Team B*, cherche à obtenir le vote des quelques 1 500 délégués pour remplacer Mahathir et son équipe à la tête du parti.

---

<sup>1</sup> Pour un récit détaillé de tous les événements de cette période, voir Means. 1991 :193-274. Voir également, Verma. 2002 : 144-145; Weiss. 2003 : 140-163; Neher. 1996 : 105-108; Mauzy. 1988 : 213-220.



Leader du *Team B*, Razaleigh Hamzah pose sa candidature à la présidence du parti. Champion de la défense des intérêts malais, il a été tour à tour trésorier de l'UMNO, président directeur général de la *Bank Bumiputra*, directeur de PETRONAS, et ministre dans les gouvernements de Hussein Onn et de Mahathir. Également pour le *Team B*, Musa Hitam est candidat à la vice-présidence. Il a été vice-premier ministre et vice-président de l'UMNO dans les années précédentes. Le *Team B* rassemble des vétérans respectés, parmi lesquels deux anciens premiers ministres, Abdul Rahman et Hussein Onn. Le *Team A*, celui de Mahathir, va sortir gagnant des élections aux postes de l'exécutif du parti, mais par de très faibles majorités : moins de 50 votes sur 1 479 pour les postes de président et de vice-président (Means. 1991 : 204). Au sortir du congrès, le *Team A* ne fait aucune concession au *Team B*. En effet, les supporters du *Team B* sont destitués de leur poste au sein du parti et du gouvernement. La crise majeure qui se joue au sein de l'UMNO confirme l'acuité de la compétition au sein de l'élite malaise.

#### *La saga judiciaire et l'UMNO Baru*

Une deuxième étape dans la crise qui divise l'UMNO est franchie lorsque, quelques semaines plus tard, des militants du *Team B* portent leur cause devant les tribunaux. Ils allèguent des irrégularités majeures survenues lors du congrès, en contradiction avec les règles du *Registry of Societies*; plus de 78 délégués présents au congrès n'étaient pas membres en règle. L'action introduite devant la cour demande l'annulation du vote tenu lors du congrès.

Comme nous l'avons démontré dans les chapitres précédents, depuis plusieurs années, le gouvernement n'a eu de cesse de perfectionner son appareil législatif et réglementaire pour encadrer toute la vie politique. L'UMNO, comme tous les autres partis politiques, doit s'y conformer. Tenir un congrès auquel participent des délégués qui ne sont pas membres, constitue une faute grave. La cause est entendue devant les tribunaux. En février 1988, la décision du juge saisi de l'affaire surprend, il se prononce sur trois points :

1. oui des délégués et des sections locales du parti, n'étaient pas en règle au congrès de 1987;
2. oui, le parti a contrevenu à la loi;
3. dans ce contexte, des élections à la direction du parti ne peuvent être ordonnées, l'UMNO est plutôt déclarée société illégale au sens de la loi et le parti doit être dissout.

Comme plusieurs le soulignent, tout le pays est surpris par une telle décision :

« The decision by the Kuala Lumpur High Court declaring UMNO an unlawful society stunned not only the members of the 1.4 million-members political party but the nation as a whole. » (Nathan. 1989 : 130)

Cette affaire qui dure depuis avril 1987, prend donc une nouvelle tournure en février 1988 puisqu'il faut maintenant constituer un nouvel UMNO. Rappelons que l'enjeu est majeur, à cette époque l'UMNO est un des plus grands entrepreneurs privés du pays<sup>2</sup>, et ce parti contrôle tout le gouvernement (Nathan. 1989 : 135).

Toutefois, c'est le *Team A* qui est à la tête de tout l'appareil gouvernemental. Mahathir cumule le poste de premier ministre et la charge du ministère des Affaires intérieures, c'est-à-dire le ministère responsable du *Registry of Societies*. Quand le *Team B* tente de faire enregistrer à nouveau l'UMNO, avec une nouvelle chartre, le ministre des Affaires intérieures en retarde l'enregistrement, c'est sa prérogative. Il accepte cependant la demande d'enregistrement formulée par le *Team A*, sa propre équipe, qui prend alors le nom de UMNO *Baru* (le nouvel UMNO). S'ensuit une course effrénée pour solliciter l'adhésion des anciens membres à la nouvelle structure, et ainsi récupérer les avoirs et les bureaux de l'UMNO original. Mahathir et son *Team A* gagnent cette course haut la main. Toute cette procédure va permettre de

---

<sup>2</sup> En ce qui a trait au contrôle des intérêts d'affaires de l'UMNO, l'enjeu est en effet de taille. L'UMNO possède « an extensive business empire » comme le rappelle le correspondant du *Far Eastern Economic Review*:

« Just determining the extent of the former UMNO's assets could prove to be impossible. The informal and brotherly way in which the party had always operated up until 1987 led to the extensive use of Malay luminaries as trustees of UMNO property » (Seaward. 1988 : 19).

modifier la charte de l'ancien UMNO à l'avantage de ses dirigeants qui consolident alors leur pouvoir :

« In retrospect, the deregistration of UMNO may have come as a blessing to Mahathir for he could now design a party and a constitution more appropriately reflecting his ideals, interests, and aspirations without much opposition from new membership. » (Nathan. 1989 : 133)

La saga pour le contrôle de l'UMNO ne se termine pas pour autant. Des membres du *Team B*, parmi lesquels les anciens premiers ministres Abdul Rahman et Hussein Onn, portent leur cause en appel et tentent de bloquer le transfert des fonds de l'UMNO original vers l'UMNO *Baru*. La décision du tribunal est attendue avec impatience (Suhaini. 1988d : 31).

#### *La conjoncture économique*

Ces événements politiques prennent place dans un contexte économique difficile (Bowie. 1989 : 177-178). L'arbitrage est alors source de tension dans cet État redistributeur duquel dépend une élite nombreuse. L'État malaysien, les partis politiques, les hauts fonctionnaires et les individus à la tête des partis politiques de la coalition au pouvoir, ainsi que leurs amis, sont devenus des acteurs économiques importants sous la NEP (Torii. 2003 : 231-234). Ils sont touchés directement ou indirectement par le ralentissement de l'économie. Cette situation provoque des tensions et n'est pas sans effet sur les mouvements internes à l'UMNO et sur la contestation de l'équipe au pouvoir qui doit contrer les effets négatifs de la crise. La situation économique à la veille du congrès de l'UMNO a exacerbé les tensions entre l'élite au pouvoir, tensions moins prononcées en période d'expansion économique. Comme le rappelle Diane Mauzy (1988 : 214) :

« In 1987, the government has been plagued by the continued effects of recession, scandals and allegations of corruption, threatened bankruptcies and bailout of numerous cooperatives and banks, important court cases that have gone against the government, and damaging spill over of the continuing rift inside UMNO. »

### *Les accusations de corruption*

Cette conjoncture économique défavorable s'accompagne d'accusations de plus en plus virulentes à propos de la corruption engendrée par la NEP et les modes de gestion du gouvernement. Ce thème est le leitmotiv qui rallie le *Team B* contre le *Team A*; ce dernier étant accusé d'avoir largement profité de sa position au gouvernement pour favoriser l'enrichissement personnel de ses *supporters*. Plusieurs Malais non contents de ces pratiques, par souci éthique ou par désir de ne pas être oubliés dans la redistribution de la richesse, se rallient au *Team B*<sup>3</sup>.

Après plusieurs années d'interventionnisme dans l'économie, les liens entre le gouvernement et les entrepreneurs malais sont innombrables (Sloane. 1999). Dans cet État rentier qui joue un rôle important dans l'économie, l'argent circule abondamment entre le parti au pouvoir et l'État :

« ...the government launched many industrialization programs, using them to promote ethnic categories of big Malay business and a new middle class able to interact effectively with transnational capital and local Chinese companies. But while this has been a top-down approach, meant to increase Malay participation in the economy, many beneficiaries have filtered back into the UMNO, using their assets and contacts to compete for party positions and favors. » (Case. 1994 : 19)

De plus, les chefs de l'UMNO nomment les hauts fonctionnaires, les dirigeants des nombreuses agences gouvernementales aux diverses missions commerciales, les dirigeants des sociétés publiques ou semi-publiques, et ils interviennent dans l'octroi de licences, de contrats, et de subventions. L'État est donc, bien davantage, un enjeu qu'un arbitre. S'appropriant ses rênes, par le truchement des rênes de l'UMNO, confère un pouvoir formidable à l'équipe qui y parvient.

---

<sup>3</sup> Dans une analyse du *Asian Survey* (Sing. 1991 : 715) on confirme l'existence de tensions économiques:

« Others opposed to the ruling elite were motivated by economic reasons; they included members who had sought financial rewards associated with strategic party positions that they failed to occupy because of the current leadership. On the other hand, those who had earlier benefited from the connection between posts and financial rewards now blamed party leadership for losses incurred in the economic recession that had gripped Malaysia in the mid-1980s ».

## Les tensions à l'extérieur de l'UMNO

### *Des « affaires » rendues publiques*

En dehors de l'UMNO, la colère gronde aussi. Les partis de l'opposition vont dénoncer à leur tour les sauvetages financiers et les contrats qui impliquent des sommes importantes. Certaines pratiques du gouvernement, dont notamment le sauvetage de la *Bank Bumiputra*, alimentent la colère de nombreux citoyens. Cette banque publique, après avoir perdu plus d'un milliard de dollars américains dans des opérations de spéculation hasardeuses sur la bourse de Hong Kong, est sauvée par une intervention de PETRONAS qui y injecte des sommes considérables (Leigh. 2001 : 120). Les révélations sur cette affaire ternissent l'image des leaders de l'UMNO (Means. 1991 : 123).

Toujours en 1987, l'octroi d'un important contrat d'infrastructure va alimenter les critiques envers le gouvernement. Il s'agit du contrat de construction de la première grande autoroute à péage qui reliera tout l'ouest de la péninsule malaise. Le contrat est très avantageux pour la compagnie qui l'obtient. Cette firme, *United Engineers Malaysia* (UEM), n'a aucune expertise dans ce domaine d'activité mais elle appartient à *Hatibudi*, un conglomérat lui-même propriété (à 50 pour cent) de l'UMNO (Bowie. 1989 : 182). Le gouvernement offre une occasion d'affaire à une compagnie qui appartient en propre à la branche commerciale du parti dont il est issu. Le *Democratic Action Party* (DAP) tente des manœuvres juridiques pour bloquer le projet (Nathan. 1989 : 134), mais son chef est arrêté en vertu de l'ISA et détenu plusieurs mois sans procès, limitant ses capacités de mener à bien le dossier qu'il porte contre UEM (Suhaini. 1988a : 13).

### *L'alliance MCA et DAP pour les écoles chinoises*

Alors que le pouvoir de l'UMNO est affaibli par les disputes internes, les accusations de corruption, et le ralentissement économique, une nouvelle alliance se forme entre le DAP et le MCA. Ils s'unissent pour défendre un dossier spécifique : le dossier des écoles chinoises. Lors de la campagne électorale de 1986, le BN avait promis des

aménagements à la politique nationale d'éducation afin de venir en aide aux écoles primaires chinoises.

Vingt années de NEP et de discrimination positive en faveur de la population *bumiputra* ont largement défavorisé les écoles chinoises. Ces écoles ont continué d'être financées par des fonds publics (on y enseigne en mandarin, mais également en malais et en anglais) mais dans une proportion beaucoup plus faible que les écoles où l'enseignement est exclusivement donné en malais. Alors que les enfants inscrits dans les écoles publiques chinoises représentent 27,3 pour cent du total des enfants inscrits dans le système scolaire public, ces écoles reçoivent moins de 4 pour cent du budget national dédié aux écoles primaires (Heng. 1997 : 277). Au-delà du financement, le BN a aussi fait une promesse d'une grande valeur symbolique pour la communauté chinoise; il a promis de retirer la loi qui permet au ministre de l'Éducation de convertir, par décret, n'importe quelle école chinoise en école malaise (Means. 1991 : 208).

Les questions d'éducation et de langue préoccupent les Malaysiens d'origine chinoise. Un seul collège offre l'enseignement secondaire en mandarin et le gouvernement interdit l'enseignement universitaire dans cette langue. Malgré les pressions du DAP et du MAC conjuguées, et malgré des engagements électoraux clairs, le ministre de l'Éducation<sup>4</sup> refuse toujours de répondre aux demandes chinoises. Le ministère de l'Éducation va même provoquer les communautés chinoises : prétextant une pénurie d'enseignants spécialisés, plus d'une centaine de personnes n'ayant aucune connaissance de l'enseignement en mandarin sont nommées à la direction d'écoles chinoises. La communauté chinoise y voit un affront et réagit vivement, comme le rappelle un observateur malaysien :

« In September 1987, Anwar Ibrahim, the then Minister of Education, announced the posting of non-Mandarin educated headmasters and teachers to

---

<sup>4</sup> Le ministre de l'Éducation à cette époque est Anwar Ibrahim dont la communauté chinoise se méfie puisqu'il a été, avant son ralliement à l'UMNO, à la tête d'un groupe islamique, l'ABIM.

National-Type Chinese primary schools. The Chinese reacted passionately to this policy; they organized school boycotts and rallies, and a large protest meeting attended by Chinese political leaders from all the three major Chinese parties. On the other side, Anwar's decision was praised and supported by various Malay intellectuals and groups. The UMNO Youth organized a large racially provocative rally held at the national stadium to support the Government's move, while threatening the Chinese with violence. This particular conflict occurred in the context of a growing disunity, and anxieties, within the Malay community arising from a split in UMNO. » (Lee. 2000 : 9)

Le MCA et le DAP, ennemis de toujours, vont faire front commun dans ce dossier et demander au gouvernement de respecter ses promesses. Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le MCA est l'allié de toujours de l'UMNO. Son alliance ponctuelle avec l'opposition chinoise sur les questions de langue et d'éducation constitue donc une exception de taille. Le DAP et le MCA forment alors le *National Joint Action Committee on Chinese Schools* et organisent des manifestations publiques d'envergure qui se tiennent en septembre 1987 (Means. 1991 : 209). Dans ce climat d'agitation, l'aile jeunesse de l'UMNO organise à son tour de grands rassemblements<sup>5</sup>.

## 2. L'affirmation du pouvoir exécutif

Les luttes internes à l'UMNO, les sagas judiciaires, et les tensions avec les communautés chinoises préoccupent les autorités publiques. Rappelons que simultanément, les *Team A* et *B* de l'UMNO s'affrontent en cour. Les rassemblements publics de l'UMNO risquent alors de devenir des lieux d'affrontement entre ces deux factions malaises.

---

<sup>5</sup> Le *Far Eastern Economic Review* rapporte que le rassemblement des jeunes de l'UMNO, le 17 octobre 1987, était chargé d'attaques à la communauté chinoise : « ... *some in the crowd carried banners emblazoned with the words "May 13 has begun" – a reference to the 1969 riots – or a painted kris (Malay dagger) and the words "Soak it with Chinese blood"...* » (Suhaini. 1988c : 37).

### L'utilisation de l'ISA : l'opération « lalang »

Le gouvernement va à nouveau utiliser ses lois arbitraires pour faire taire toute opposition. Le 27 octobre 1987, il lance l'opération policière connue sous le nom de code : *operasi lalang* (opération désherbage ou sarclage). Cette razzia, en vertu de l'ISA, vise l'arrestation des dissidents du régime. Le gouvernement soutient qu'il s'agit de contrôler les violences communales potentielles. 119 personnes sont arrêtées; des leaders de l'opposition, des journalistes, des étudiants, et des membres d'ONG (Suhaini. 1988c : 36). Le leader de l'aile jeunesse de l'UMNO et le chef de l'État du Selangor, qui avaient tenu des propos violents et racistes lors de rassemblements publics, ne sont pas arrêtés<sup>6</sup>. Simultanément, le gouvernement révoque la licence de journaux importants, parmi lesquels *The Star*<sup>7</sup>, un important quotidien de langue anglaise dont les presses vont s'arrêter de tourner pendant cinq mois (Mauzy. 1988 : 217-218).

Parmi les détenus, victimes de l'opération *lalang*, on retrouve en majorité des dirigeants politiques. Les plus touchés sont les dirigeants du DAP, seize sont arrêtés dont le chef du parti et son fils, qui est lui-même député. On arrête également neuf dirigeants du PAS et huit du MCA. Les présidents et vice-présidents du MCA, eux, sont prudemment partis en vacances à l'étranger. Trois militants de l'UMNO sont arrêtés lors des rafles, ces hommes sont des supporters du *Team B*. Kua Kia Song, un

---

<sup>6</sup> L'analyse des événements montre que l'opposition au régime bien plus que les violences communales inquiètent le pouvoir exécutif :

« Claiming that the ethnic tensions were reaching a potentially dangerous level, the state launched Operation Lalang on October 27... Two senior UMNO officials, Najib Razak, the then UMNO Youth leader, who led the provocative rally, and Muhammad Taib, the then Menteri Besar of Selangor, who made menacing remarks on a number of occasions, were not arrested for making racially incendiary statements » (Lee. 2000 : 10).

<sup>7</sup> Un des chroniqueurs du *Star* critiquait ouvertement et régulièrement l'équipe au pouvoir, c'est Abdul Rahman, le père de l'indépendance et ex-premier ministre. L'annulation de sa chronique sera une condition pour permettre la réouverture du journal qui pourtant appartient à un parti politique membre de la coalition au pouvoir, le MCA. Son impuissance devant la fermeture des presses du *Star* démontre la mainmise de l'UMNO sur le gouvernement (Bowring. 1988 : 12).



militant malaysien emprisonné plusieurs mois suite à l'opération *lalang*, confirme que ce type d'opération a un puissant effet démobilisateur sur les dissidents malaysiens:

« Judging by the marked decrease in the number of activists in human rights work compared to the pre-*operasi lalang* days, it is clear that the ISA has played a part in deterring Malaysian dissidents. » (Cité par Weiss. 2003 : 160)

Pour mettre fin à l'agitation politique, le gouvernement, encore une fois, choisit la manière forte et non la négociation pour mettre un terme aux revendications qui émergent sur la place publique et museler toute opposition.

### *La fin de l'indépendance judiciaire*

L'agitation judiciaire atteint des sommets pendant ces mois de crise. Pour tenter de limiter le pouvoir de l'exécutif, de multiples actions sont introduites devant les tribunaux en 1987 et 1988. Les critiques du régime tentent de faire respecter leurs droits garantis par la Constitution. Les causes devant les cours sont nombreuses et les jugements rendus ne sont pas toujours en faveur du gouvernement<sup>8</sup>.

Entre autres actions introduites devant les tribunaux, on retrouve celle de Lim Kit Siang, le chef du DAP, qui poursuit Mahathir pour outrage au tribunal suite à ses commentaires contre les juges, formulés en public<sup>9</sup>. Cette action est rejetée par la Cour supérieure mais référée à la Cour suprême. Une autre action conteste une décision gouvernementale; un journaliste étranger du *Asian Wall Street Journal* a vu son permis de travail révoqué par le ministre des Affaires intérieures (Mahathir), sans pouvoir répondre aux allégations formulées contre lui. La Cour annule cette décision et redonne son permis de travail au requérant. Également, des rebondissements

---

<sup>8</sup> Un article du *Asian Survey* résume cette activité judiciaire et souligne:

« A series of court decisions has gone against the government, and this has led to accusations by Mahathir that the judiciary is interfering with executive prerogatives. It has also led to serious concern that the government may take steps to limit judicial independence » (Mauzy. 1988 : 216).

<sup>9</sup> Le premier ministre a condamné ouvertement le travail des juges. Il leur rappelle que leur rôle n'est pas d'être « *fiercely independant* » mais plutôt à l'écoute du peuple, c'est-à-dire, à l'écoute de son propre gouvernement, puisqu'il est élu au suffrage universel (Means. 1991 : 217 et 236).

rocambolesques lors d'arrestations de figures de l'opposition en vertu de l'ISA, puis leur libération pour vices de procédures et leurs nouvelles arrestations occupent l'opinion publique pendant des mois entiers (Nathan. 1990 : 212).

Toute cette agitation prend fin en 1988 à l'avantage du pouvoir exécutif. Le gouvernement intervient pour en finir avec le pouvoir des juges qu'il ne contrôle pas<sup>10</sup>. On réaffecte alors certains juges à différentes cours de justice, selon les directives du bureau du premier ministre. Si les juges sont nommés à vie, leur affectation peut toutefois être modifiée. La mise en accusation de plusieurs juges dans le but de les destituer, l'adoption d'amendements constitutionnels visant à limiter leur rôle et le congédiement du juge en chef de la Cour suprême viennent clore cet épisode turbulent (Abdul Aziz. 2004 : 185). Cette attaque à l'indépendance du pouvoir judiciaire se déroule alors que la cause du *Team B*, qui cherche à faire déclarer l'UMNO *Baru* société illégale et ainsi récupérer les avoirs du parti, n'est pas terminée. Elle se conclut par une victoire de l'UMNO *Baru*. Comme le souligne Gordon Means (1991 : 218), l'attaque portée aux juges a influencé la décision en faveur de l'UMNO *Baru* :

« ... the government's powers to reassign judges was exercised in such a way as to remind all judges that their decisions in particular cases could affect their future judicial career assignments. ... Although it cannot be proven, it seemed obvious to many observers that the pronouncements on the role of the judiciary and the criticisms and accusations by the government concerning the courts were related to the case of UMNO 11 [les requérants du *Team B*], nearing final adjudication. »

---

<sup>10</sup> Sur la recommandation du premier ministre, le roi a suspendu le juge en chef de la Cour suprême et formé un comité, composé de quatre juges malaysiens et deux juges étrangers pour obtenir un avis légal sur la possibilité de congédier le juge pour mauvaise conduite. Les détails de cette affaire sont rappelés, entre autres, dans les articles du *Far Eastern Economic Review* du 23 juin 1988, p. 22 et celui du 30 juin, p. 12, articles rédigés par le correspondant de la revue à Kuala Lumpur, Suhaini Aznam.

Suite à cet épisode, les nominations de juges seront dorénavant marquées par la politisation du processus :

« Until the 1988 convulsion in the judiciary, judicial appointments were often regarded as non-controversial affairs. The impact of that convulsion led to a degree of politicisation of the appointment process, especially in relation to the higher courts. » (Lee. 2004 : 230)

Encore une fois, là où l'opposition a cru pouvoir ouvrir une brèche dans le système autoritaire de la Malaysia, le pouvoir exécutif est venu la colmater. Bâillonnée au Parlement, l'opposition a utilisé les tribunaux pour faire contrepoids au gouvernement, sans succès une fois de plus. Le gouvernement a eu recours à la détention préventive, l'emprisonnement sans procès, il a fermé des journaux, et rappelé aux juges que leur loyauté doit aller au gouvernement et non à la Constitution.

#### La configuration institutionnelle ajustée de nouveau

Les ajustements institutionnels vont se poursuivre en 1988 et dans les années suivantes. Fidèle à ses précédentes pratiques, le gouvernement modifie les lois du pays pour s'assurer qu'aucune brèche ne puisse être exploitée par des opposants au régime, ou des contre-pouvoirs. Le pouvoir exécutif s'affirme donc sur les juges et les monarches, comme sur les communistes qui, dans les faits, ne posaient déjà plus de menace au gouvernement. Le pouvoir du gouvernement se confirme sur tous les plans et comme nous le verrons, les victoires électorales de l'UMNO consolident, elles aussi, le pouvoir de l'équipe à la tête de l'État.

#### *Les amendements constitutionnels de 1988*

Le gouvernement introduit des amendements constitutionnels en 1988 en continuité avec le passé (Suhaini. 1988b: 15). C'est ainsi qu'on limite le rôle des juges; ils ne peuvent plus interpréter la loi, mais simplement déclarer coupables, ou non, les accusés et leur imposer leur sentence telle que définie par les lois. Le *Sedition Act* aussi est modifié par le Parlement, on octroie davantage de pouvoirs discrétionnaires

au ministre en charge du *Registry of Societies*, procédé commode au cours de ces mois de lutte entre *Team A* et *Team B*. Le *Printing Presses and Publications Act*, le *Police Act* et le *Official Secret Act* sont aussi modifiés pour imposer aux contrevenants des peines et des amendes plus lourdes. Finalement, une nouvelle clause est incluse dans ces législations, rendant toute décision ministérielle finale et sans appel.

### *Les sultans*

En 1993, le pouvoir des sultans sera lui aussi diminué par le Parlement (Abdul Aziz. 2004 : 182). Le gouvernement introduit un amendement constitutionnel qui confirme la primauté du pouvoir des institutions du régime politique sur celui des monarques. Auparavant, leurs pouvoirs avaient déjà été modifiés et l'assentiment du roi pour promulguer une loi, n'est déjà plus une condition *sine qua non*. Maintenant, l'immunité des familles royales devant la loi est levée, ce qui expose ses membres à être traduits en justice pour des infractions commises hors de leurs fonctions publiques. Cette attaque vise, entre autres, à s'assurer de limiter le pouvoir de la monarchie et empêcher qu'elle influence les processus politiques (Case. 1992 : 186).

Dans ce nouveau bras de fer entre deux pouvoirs du système politique malaysien, le gouvernement se rallie l'opinion publique. Afin d'affaiblir la position des sultans, le gouvernement se sert des médias<sup>11</sup> qui, il faut le rappeler, appartiennent directement ou indirectement aux partis politiques formant la coalition au pouvoir. Dans les médias, on lance une campagne d'information sur les dépenses extravagantes et les comportements inacceptables des sultans, qui comptent neuf familles étendues, chaque sultan ayant généralement plusieurs femmes et enfants. Cette campagne

---

<sup>11</sup> William Case résume ainsi la situation (1993a : 120) :

« As the dispute threatened to erupt into a constitutional crisis, UMNO-owned newspapers published front-page photographs of grand palaces and ran stories disclosing royal incomes and gambling debts... And the government, finally, retracted some of the perquisites the rulers had gained over time : ceasing their special share offerings, scrutinizing their timber and land dealing, and trimming their fleet of imported luxury cars ».

confirme des rumeurs qui courent depuis de nombreuses années. Maintenant ces abus sont documentés et révélés au public (Gillen. 1994 : 11). Les quotidiens rapportent comment les sultans ont profité de la NEP et abusé de leurs pouvoirs pour s'enrichir de manière éhontée.

« Stories about how they used their titles to enrich themselves, waste public funds, and lead extravagant, un-Islamic lifestyles were splashed daily across Malaysian newspapers. With the public unequivocally against the rulers, the constitution was amended to limit royal immunity only to the ruler's « official duties. » (Chin. 1996a : 1067)

Après quelques mois d'agitation, un compromis est finalement négocié. Les sultans perdent leur immunité. Au besoin toutefois, ils seront jugés par une cour spécialement formée pour juger des actions les concernant. L'UMNO et le pouvoir exécutif du gouvernement sortent de ce bras de fer en ayant fait la démonstration que l'allégeance des Malais à leur royauté n'est pas aussi ancrée que la croyance populaire le laissait entendre. Les Malais supportent leur gouvernement et non leurs monarques comme le rappelle un observateur de la scène malaysienne :

« UMNO and the governing coalition appear to have sensed that the support of the Malay Rulers was no longer necessary to secure the support of the Malay population. For the Rulers the consequence of this change in the attitude of Malays is that the importance of the Malay Rulers for the Malay people and in Malaysian politics appears to have been substantially, and probably irrevocably, reduced. » (Gillen. 1994 : 18)

### *Les communistes*

L'affirmation du pouvoir exécutif est aussi confirmée par la ratification d'un traité de paix avec les communistes à l'aube des années 1990. Bien que moribonde depuis des années, la guérilla communiste est proclamée officiellement terminée lorsqu'un accord est signé entre le parti communiste et le gouvernement. Les derniers combattants communistes rendent les armes, sans obtenir de concession en retour. Ils n'étaient plus que quelques centaines, réfugiés dans la jungle.

« Indeed even before this historic date the CPM (Communist Party of Malaya), with its strength of around 1 200 armed guerrillas, was more of a

nuisance than any serious threat to the Malaysian polity. » (Nathan. 1990 : 210)<sup>12</sup>

Nombre de voix vont s'élever à ce moment pour réclamer la révocation des lois d'urgence, toujours justifiées par la menace communiste. Le gouvernement refuse et garde son appareil législatif et coercitif intact. Il modifie cependant son discours. La menace réside maintenant, dit-il, dans les dissidents, les partis de l'opposition et les problèmes de « races » qui pourraient alimenter des tensions dans le pays :

«...the ISA will remain in force to check racialism. In an apparent reference to October 1987 detention of 106 political prisoners under « Operasi Lalang », Mahathir remarked: « We used the ISA to isolate those who had created racial tension... » (Nathan. 1990 : 211)

### 3. Des processus politiques inchangés

Différentes élections partielles se tiennent dès 1989. L'opposition qui affronte alors l'UMNO *Baru* n'y fait aucun gain significatif (Nathan. 1990 : 214). Les élections générales de 1990 confirmeront la mainmise de l'UMNO *Baru* sur la vie politique malaysienne. Après 1988, le régime politique ne modifie en rien son *modus operandi*. De plus, il conserve les appuis nécessaires pour se maintenir au pouvoir.

On peut constater dès 1989, malgré les nombreux défis qui ont surgi pour déstabiliser les dirigeants de l'UMNO et son gouvernement, que le paysage politique est toujours le même. Aucun nouveau leader ou nouveau mouvement important n'émerge sur la scène politique. Le MCA et les partis chinois n'obtiennent aucune concession pour les écoles chinoises, ni de changement de politique en faveur de leurs intérêts. Le pouvoir exécutif reste aux mains des mêmes hommes et demeure stable. Le Parlement continue d'amender la Constitution quand il le juge nécessaire, la police exécute les

---

<sup>12</sup> Ces communistes, âgés, vont s'établir définitivement là où ils habitent déjà, c'est-à-dire dans le sud de la Thaïlande, de l'autre côté de la frontière malaysienne. Selon le *Far Eastern Economic Review*, parmi les 1 188 membres restants on comptait 694 personnes nées en Thaïlande et seulement 494 revendiquant toujours leur citoyenneté malaysienne. De ces 494 Malysiens, 402 étaient d'origine chinoise et 77 d'origine malaise. Il y avait également de 30 à 40 Singapouriens (*Far Eastern Economic Review*. 14 décembre 1989 : 37).

ordres du ministère des Affaires intérieures, le ministère de la Défense contrôle l'armée. Alors que les tribunaux semblaient en mesure de jouer leur rôle de gardiens de la Constitution, l'exécutif est parvenu à limiter leurs pouvoirs. Dès 1988 et surtout en 1989, la vie politique reprend son cours.

### Les armes des élites : la représentation politique figée

Pendant toutes les années 1990, la représentation politique reste la chasse gardée de l'UMNO et de ses alliés. La création puis l'échec d'un nouveau parti politique malais va confirmer l'impossibilité d'exister politiquement hors de l'UMNO et de sa coalition de partis. Les opposants de Mahathir ont créé une nouvelle formation politique qui ne survira que le temps de deux élections, celles de 1990 et 1995. Ce parti politique conteste l'autorité de Mahathir et se réclame de l'esprit de l'UMNO original, on ne propose pas de projet politique en rupture avec l'UMNO. Ce parti, appelé *Semangat '46*<sup>13</sup>, est dirigé par Razaleigh Hamzah, le leader du *Team B* défait. Il se rapproche du PAS, le parti politique islamique et traditionaliste dont la base est rurale et bien ancrée dans l'État du Kelantan, au nord-est de la péninsule. Cette nouvelle formation n'obtiendra de bons résultats électoraux que dans cet État, là où le PAS est fort et où règne la famille royale dont est issu Razaleigh<sup>14</sup>.

Au début de cette décennie, la première vice-présidence de l'UMNO passe aux mains de Anwar Ibrahim qui va dorénavant assumer la position de ministre des Finances et de vice-premier ministre du gouvernement. Lui et ses partisans jouent alors un rôle plus important dans le parti et en gravissent les échelons (Chin. 1996b : 396). Anwar

---

<sup>13</sup> Ce nom est évocateur. Il signifie : « esprit de 1946 » c'est-à-dire l'esprit des fondateurs de l'UMNO. On critique ainsi ce qu'est devenu l'UMNO en 1990, un parti que l'on accuse d'être corrompu.

<sup>14</sup> Dans un article du *Asiaweek*, on peut lire :  
 « Razaleigh formed a group called *Semangat '46*, and joined hands with PAS. Together they won every federal and state seat in Kelantan in the 1990 polls. But UMNO's grip on national power proved unshakable » (Sprague et Oorjitham. 1999 : 12).

est perçu comme le successeur de Mahathir mais également son rival. De son côté le MCA vit des tensions et des conflits entre ses leaders qui sont, chacun à leur manière, insatisfaits des stratégies adoptées pour protéger les écoles chinoises et les intérêts de leur communauté. Cette situation affecte la popularité du parti auprès de son électorat chinois (Mehden. 1991 : 164-165).

#### *Les élections fédérales de 1990 et 1995*

La population, dans son ensemble, continue de donner un appui clair à la coalition au pouvoir, le BN. Le système politique reste stable, les élections s'organisent régulièrement et le BN continue d'occuper les deux tiers des sièges à la Chambre des représentants :

« By 1990, however, Mahathir had firmly entrenched himself in the political executive. Earlier in 1988, he had purged his opponents from UMNO by having the party deregistered and subsequently denying them membership to its successor, UMNO Baru. Two years later, the Barisan Nasional was returned by a two-thirds parliamentary majority, confirming his grip on power. » (Singh. 1995 : 199)

Tableau 5.1

#### **Élections fédérales de 1990 et 1995, les victoires du *Barisan Nasional***

Année	Nombre de sièges gagnés par le BN	Nombre total de sièges à l'assemblée	Pourcentage de sièges (%)	Pourcentage du vote (%)
1990	127	180	70,5	53,4
1995	162	192	84,3	65,2

Source : Zakaria. 1999 : 8; Chin. 1995 : 394 et 407

Le tableau 5.1 confirme une constante déjà observée dans les périodes précédentes; le BN, la coalition dirigée par l'UMNO, est invincible. Toutefois, l'opposition existe, et s'exprime lors des scrutins. En 1990, l'opposition a récolté plus de 45 pour cent des votes. Mais aux élections suivantes, la coalition au pouvoir obtient plus de 65 pour



cent des votes. Les tensions politiques sont alors apaisées et le pays a repris le chemin de la croissance accélérée.

« The National Front's sweeping victory was no doubt due in large measure to the thriving economy, which had brought a better livelihood to all social strata and ethnic group and not left much for the opposition to exploit. » (Mohamed Jawhar. 1996 : 126)

La victoire de 1995 est concluante; le BN a même fait des gains dans des châteaux forts du DAP et du PAS et regagné du terrain sur le *Semangat*<sup>46</sup> (Mehden. 1991 : 167-168). Avant les élections, plus que jamais, le BN a monopolisé les médias qui passent un message clair : voter pour le BN c'est voter pour la prospérité économique et la stabilité politique (Chin. 1996b : 401). Mentionnons qu'en 1995, la Malaysia vient de connaître six années consécutives d'une croissance qui se chiffre en moyenne à plus de 8 pour cent par année, comme nous le verrons dans la deuxième partie du chapitre.

Les élections sont toujours contrôlées par une série de mécanismes qui avantagent la coalition au pouvoir comme par exemple la taille inégale des circonscriptions, le monopole des médias, l'interdiction de rassemblements publics pour l'opposition, etc. (Heufers. 2002 : 44-49). De plus, les campagnes électorales sont très courtes, ce qui permet de limiter le débat public. Les deux campagnes (1990 et 1995) ne durent que neuf jours (Browlee. 2005 : 33; Chin. 1996b : 399)

Notons que le président de la commission électorale qui, par sa fonction, se doit d'être neutre, souligne les bienfaits d'un tel système, qui donne inmanquablement le pouvoir au même parti. Le président de la Commission électorale déclarait en 1997, lors d'une conférence internationale tenue à Manille, combien il est appréciable que l'opposition n'ait jamais remporté d'élections en Malaysia:

« In Malaysia, we are fortunate that in the nine elections held so far since our independence, it has been won by the National Front, a coalition of 12 political parties, and except for one election in 1969, the rest were won with a majority of votes cast in the region of 60 per cent... » (Harun. 1997 : 2)

### *L'incontournable UMNO : les ralliements*

La force et le caractère incontournable du BN et de l'UMNO dans la vie politique de la Malaysia se confirment encore une fois par le ralliement d'opposants notoires après 1995. Il s'en est fallu de peu, moins de 50 votes sur 1 479 au Congrès de l'UMNO de 1987 (Means. 1991 : 204) pour que Razaleigh et Musa Hitam ne parviennent à ravir la direction de l'UMNO et le pouvoir exécutif du pays. Maintenant relégués dans l'opposition, c'est l'échec le plus complet. À quelques années d'intervalle, les deux hommes prennent la mesure de leur impuissance politique et économique s'ils continuent de s'opposer à l'UMNO. Sur l'invitation de Mahathir lui-même, ils en rejoignent à nouveau les rangs avant la fin des années 1990 et ce, sans même que des postes de pouvoir ne leur soient promis (Chin. 1997 : 184). Le *Semangat '46* est alors dissout et, pour la plupart, ses membres réintègrent l'UMNO.

### Les outils de l'État : ses institutions et ses rentes

Au cours des années 1990, la vie politique est marquée par la continuité avec le passé. Les ressources auxquelles a accès le gouvernement viennent s'ajouter à la configuration des institutions pour contrôler le jeu politique. Toute l'action gouvernementale est sous le contrôle du bureau du premier ministre et du Conseil des ministres. Le Parlement ne fait qu'approuver les projets développés au bureau du premier ministre. Comme dans tous les régimes parlementaires de type britannique, les politiques publiques, les orientations et les budgets sont décidés au Conseil des ministres et au bureau du premier ministre. Le Parlement et l'opposition ne parviennent pas à influencer les processus politiques. Une analyse récente du fonctionnement du Parlement malaysien confirme cette situation :

« The main critique of the opposition lies in the fact that parliament is hardly given the opportunity to be involved in the deliberation of a bill. A bill might be given to the members of parliament only a few days before being presented for a passage, even if the bill had taken years to formulate. The legislative is therefore accused of merely legitimising the decisions of the executive and thus acting as a rubber stamp legislative. » (Heufers. 2002 : 50)

Afin d'analyser l'action gouvernementale des années 1990, plusieurs études portent leur attention sur la personnalité du premier ministre. Parlant parfois de *mahathirism* (Hilley. 2001; Khoo. 1995), ces publications attribuent les succès politiques et économiques ainsi que la stabilité et la croissance du pays, à la personnalité et aux stratégies de cet homme, sans tenir compte du rôle des institutions. Pourtant, la configuration institutionnelle en place est antérieure au premier ministre, et les mécanismes internes du pouvoir politique sont bien en place depuis l'Indépendance. De plus, cette configuration est appuyée par les élites du pays. Ce sont ces facteurs, qui, reliés à la situation rentière du pays, expliquent les marges de manœuvres dont dispose et use le pouvoir exécutif. L'analyse de Sayed Ahmad résume ainsi l'importance de l'appui des élites et de l'UMNO pour mettre en contexte le pouvoir de Mahathir :

« ...despite Mahathir dominance, *mahathirism* in many ways represents the general expression of the collectivity of the "ruling elite" : Mahathir's ideas could scarcely have acquired and retained hegemonic force were they his alone. Although the Prime Minister has overwhelming powers, collective responsibility of the cabinet – and the collective voice of UMNO – is still a force to be reckoned within. » (Syed Ahmad. 2003 : 10)

Au-delà des personnalités, l'analyse du pouvoir du gouvernement sur la scène politique malaysienne serait incomplète sans mentionner un trait de ce pays rentier: la taille considérable des flux d'argent qui circule entre l'État et l'UMNO. Comme nous l'avons vu, les Malais ne sont propriétaires des moyens de production sur leur territoire que dans une proportion de 19 pour cent à la fin des années 1980 (en 1970 ils ne possédaient au total que de 1,8 pour cent de l'économie nationale), ils contrôlent cependant les revenus de l'État et les finances publiques, qui sont eux abondamment nourris par la rente.

Par le contrôle de l'État, l'élite au pouvoir peut cultiver sa place dominante sur un échiquier où les liens sont denses et complexes entre l'administration publique et les acteurs économiques actifs sur le territoire national. Des sommes d'argent importantes vont circuler entre le milieu des affaires, les fonctionnaires et les élus,

transferts qui passent tous par des canaux contrôlés par l'UMNO. Comme le souligne un article du *Asian Survey*, ce phénomène n'a pas été suffisamment étudié :

« ...insufficient prominence is given to the flow of funds from government contracts and the privatization program to UMNO and some of its officials, which may be the largest flow of this kind in the world. » (Milne. 1997 : 557)

#### *Les choix de politiques publiques : la continuité*

Alors que les années 1970 avaient été marquées par l'introduction d'une multitude de nouvelles actions gouvernementales sous les auspices de la NEP, le début des années 1990 est marqué par la continuité. Dirigé par le même premier ministre pendant les années 1990, le gouvernement poursuit ses objectifs de développement avec un appareil d'État et des procédés qui varient peu de la période précédente. Les vingt années de NEP tirent à leur fin. En 1991, le gouvernement adopte la *New Development Policy* (NDP). Le secteur privé est clairement mis à contribution comme moteur de croissance, à l'image de ce qui se fait depuis le milieu des années 1980. On poursuit la politique de privatisation. Le gouvernement continue de jouer un rôle important dans l'économie. Il sera moins entrepreneur pour devenir essentiellement investisseur. Les pouvoirs publics travaillent en partenariat avec les entreprises privées locales ou étrangères et la priorité est toujours accordée à la création de richesse pour les *Bumiputras*<sup>15</sup>.

L'éducation demeure une préoccupation importante dans les plans du gouvernement, le développement des ressources humaines reste un de ses objectifs prioritaires<sup>16</sup>. On

---

<sup>15</sup> Hewison, Robinson et Rodan (2001 : 195) résument ainsi la situation :

« By 1991, the balance of power had settled upon fairly cordial relations among the state, foreign capital, and the domestic conglomerates. NEP had been replaced with National Development Plan (NDP) that emphasised "growth" rather than "restructuring", although NEP's ethnic considerations were retained in practice. State policies continued to privilege the MNCs and welcomed speculative capital that arrived as part of the international money market's investment in "emerging markets" ».

<sup>16</sup> Les dépenses prévues en éducation augmentent dans le *Seventh Malaysia Plan* (Malaysia. 1996 : 178) pour représenter 15,1 pour cent alors que cette proportion était de 13,4 pour cent dans le plan précédent. La part des investissements consacrée à la santé diminue, et ne

continue d'investir des sommes importantes en général, et pour permettre à des milliers de *Bumiputras* d'étudier à l'étranger. L'esprit étant à la célébration des vertus du marché, les investissements en santé diminuent et la médecine privée se développe (Drabble. 2000 : 196). En ce qui concerne la santé publique, l'amélioration des conditions de vie de la population est notable (Drabble. 2000; Mehrotra. 2001), toutefois l'écart est encore important entre les conditions de vie des populations rurales et celles des populations urbaines, vivant dans les États de l'ouest de la péninsule malaise<sup>17</sup>

Au cours des années 1990, malgré la politique de privatisation, le gouvernement continue d'investir dans les secteurs sociaux. Les dépenses de développement allouées à la santé, l'éducation, l'habitation, et autres services sociaux, continuent d'augmenter. Selon les données publiées dans le *Seventh Malaysia Plan* (Malaysia. 1996 : 177), les fonds alloués à ces secteurs sociaux ont constitué 24,8 pour cent des dépenses de développement du gouvernement pour les années 1991 à 1995, et 29,3 pour les années 1996 à 2001. Le secteur de l'éducation est de loin celui qui est favorisé par le gouvernement.

---

représente que 3,9 pour cent des dépenses du *Seventh Malaysia Plan* contre 4,4 pour cent dans le plan précédent.

<sup>17</sup>Comme le note Drabble (2000 : 286), l'Est de la péninsule malaise, là où se concentre les centres urbains, est favorisé :

« However, there were wide regional variations in health conditions, access to water, electricity, clinics, hospitals and so on. The west-coast states in the Peninsula were served best, facilitated of course by the relatively good communication infrastructure ».

Tableau 5.2

**Malaysia : Investissement public, 1991-2000, indicateurs sélectionnés**

<b>Allocations consacrés aux services sociaux</b>	<b><i>Sixth Malaysia Plan</i> (1991-1995) %</b>	<b><i>Seventh Malaysia Plan</i> (1996-2000) %</b>
Education et formation	13,4	15,1
Santé	4,4	3,9
Information	0,2	0,4
Habitation	3,3	4,3
Culture, jeunesse et sports	0,8	1,4
Aide sociale	1,3	2,3
Développement communautaire	1,0	1,8
Achat de terres	0,4	0,1
Total consacré aux secteurs sociaux	24,8	29,3

Source : Malaysia. 1996 : 177

Au-delà des investissements annuels dans les secteurs sociaux, la Malaysia continue d'appuyer ses politiques sociales qui incluent, en plus des secteurs figurant au tableau 5.2, des politiques publiques et des programmes nationaux visant à faire reculer le chômage, la pauvreté, la criminalité, la dépendance aux drogues, et la violence familiale (Fadil. 2003 : 2).

Un rapport portant sur les politiques sociales de la Malaysia, publié en 2003 pour la commission économique et sociale de l'Organisation des nations unies concluait :

« Malaysia has a large number of well-established social protection schemes, some of which have been in existence since the 1950s. These schemes have remained solvent and financially viable despite two serious, albeit short, economic recessions in the 1980s and the 1990s. » (Fadil. 2003 : 39)

Ce rapport confirme que les politiques sociales sont formulées par les institutions fédérales : soit des agences, des ministères, des départements, et autre autorités publiques, institutions qui ultimement agissent sous l'autorité du Conseil des

ministres. Le gouvernement et sa fonction publique ont toujours joué un rôle central dans le financement et la mise en œuvre des politiques sociales alors que le secteur privé et non gouvernemental continue de jouer un rôle limité, même dans les années 1990. Les services privés d'éducation et de santé se multiplient certes, mais les services publics également (Fadil. 2003 : 5-8).

*La fonction publique : une bureaucratie toujours en expansion*

Dans l'appareil d'État également, peu de transformations. La continuité caractérise la fonction publique. Bien que l'on parle régulièrement de rationalisation, la fonction publique continue d'employer approximativement 700 000 employés en 1991 (Malaysia. 1991 : 437). Les ressources abondantes du gouvernement permettent de financer ces emplois, réservés en grande partie aux *Bumiputras*. Malgré la vague de privatisations, le nombre de fonctionnaires ne diminue pas en nombre absolu. Il atteint 832 000 en 1995, et 911 000 en 2000 (Malaysia. 2001b : 620). Cette fonction publique permet au gouvernement, entre autres, de formuler, implanter et coordonner ses politiques sociales avec succès (Fadil. 2003 : 16).

#### **4. La fermeture de l'espace public**

L'utilisation de l'appareil coercitif de l'État vient encore une fois confirmer le caractère autoritaire du pays au cours des années 1990. Les observateurs étrangers tels que Amnistie Internationale dénoncent la fermeture de l'espace public en Malaysia<sup>18</sup>. Le département d'État américain arrive aussi à des conclusions similaires,

---

<sup>18</sup> Les rapports d'Amnistie internationale, année après année, dénoncent les atteintes multiples aux droits et libertés politiques et civiles en Malaysia. Dans l'introduction d'un rapport détaillé sur la Malaysia, paru en 1999, on peut lire :

« This report aims to set the case of Anwar Ibrahim into a longer term context. It illustrates the incremental development of an array of restrictive laws - many of which were inherited from the British former colonial government, which have allowed the authorities to deny, or place unjustified restrictions upon the enjoyment of fundamental human rights. It presents the cases of individual men and women affected by these laws, and examines their wider, intimidating effects on political life and the development of civil society in Malaysia. The report shows how institutions of the state, including the Royal Malaysia Police, the Attorney General's Chambers

bien que les États-Unis et la Malaysia entretiennent d'excellentes relations. Le rapport du Département d'État américain de 1997 portant sur la Malaysia confirme les atteintes au droit de la personne :

« The Government generally respected the human rights of its citizens; however, there were problems in some areas. The Government continued to arrest and detain citizens without trial, and prolonged pretrial detention is a problem. The Government sometimes limited judicial independence and freedom of assembly, association, speech, and the press. Partly as a result of these limits, opposition parties could not compete on equal terms with the long-ruling governing coalition... The trial and harassment of a prominent human rights activist on criminal charges under the Publications Act also continued. » (US Department of State. 1997 : 1)<sup>19</sup>

### Les institutions autoritaires à l'œuvre : l'autocensure

Malgré un environnement hostile, des groupes de pression continuent d'exister et leur nombre augmente dans les années 1990. Il serait erroné d'y voir un changement de politique de la part du pouvoir exécutif. Le gouvernement s'accommode de la présence des groupes de pression parce qu'il maîtrise les mécanismes pour en restreindre les actions en cas de nécessité :

« [le gouvernement] had become so dominant and powerful that it felt strong and secure enough to grant some latitude to the NGO movement. It knew that NGO participation in certain specific areas within the public policy making realm was not going to affect its power in any way. » (Chandra. 2001 : 195)

Le pouvoir de coercition que possèdent les autorités publiques incite cependant les citoyens à développer le réflexe de l'autocensure. Les arrestations arbitraires et les longues peines d'emprisonnement ont marqué l'imaginaire collectif et, insidieusement, mis l'autocensure à l'ordre du jour. Rais Yatim, aujourd'hui ministre

---

(Public Prosecutor's Office) and the Judiciary appear at times to have come under the improper influence of the Executive, and to have failed to robustly defend constitutional principles and to uphold respect for human rights » (Amnistie Internationale. 1999 : 1).

<sup>19</sup> Cette situation est constatée régulièrement et rapportée dans les rapports annuels du Département d'État américain, disponible à l'url : <http://www.state.gov/g/drl/hr/c1470.htm>. Consulté en mars 2004.



dans le gouvernement l'UMNO, opposant et membre du *Semangat*<sup>46</sup> avant 1996, écrivait alors qu'il était dans l'opposition :

« Even with the increasing number of young and well-educated in the country there appears to be little interest in the importance of civil liberties. We have noted how excessive executive powers, omnipresent and far reaching as they have been, have rendered constitutional freedoms meaningless. And yet there appears to be little or no resistance from the man on the street to counter these inroads. There can be only one explanation to this: the culture of fear has set in.<sup>20</sup> » (Rais. 1995 : 388-389)

Plusieurs cas ont défrayé la manchette au cours de cette décennie, rappelant du même coup les dangers de critiquer le gouvernement. Nous présentons brièvement trois d'entre eux : celui de Irene Fernandez, celui de Lim Guan Eng, et celui de Murray Hiebert. Ces cas illustrent les limites de la liberté d'expression en Malaysia et font bien voir comment se développe l'autocensure dans ce pays. Ils font saisir la délimitation contraignante de l'espace public et le risque réel qu'il y a à critiquer les institutions de la Malaysia<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> Souligné par l'auteur.

<sup>21</sup> Ces cas ont été rapportés et commentés par nombre d'organisations non gouvernementales qui luttent en faveur des droits de la personne (Amnistie Internationale. 1999). Même l'ONU mandate un Rapporteur spécial des Nations Unies pour enquêter sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression en Malaysia. Après avoir pris connaissance des cas de Irene Fernandez, Lim Guan Eng et Murray Hiebert, le Rapporteur spécial conclut que :

« ...des mesures devraient être prises pour renforcer la protection des droits de l'homme et en particulier le droit à la liberté d'opinion et d'expression... Le Rapporteur spécial est préoccupé par l'étendue des restrictions du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans la législation nationale malaisienne. Pour ce qui est du recours aux lois pour protéger la sécurité et l'intégrité de l'État, le Rapporteur spécial ne peut que conclure que certains aspects de la formulation et l'application, de certains textes, en particulier de la loi sur la sécurité intérieure, de la loi sur la sédition et de la loi sur la presse écrite et les publications, n'offrent pas une protection adéquate du droit à la liberté d'opinion et d'expression tel qu'il est énoncé dans les instruments internationaux applicables relatifs aux droits de l'homme, notamment l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. (Abib Hussain. 1998 : 65-66).

Le ministre des Affaires étrangères canadien exprimait lui aussi son inquiétude, par voie de communiqué (9 août 2000. 196), suite au traitement réservé à ces individus.

*Irene Fernandez.*

À la tête d'une organisation non gouvernementale féministe<sup>22</sup>, Irene Fernandez publie un rapport, en 1995, qui dénonce les conditions de détention dans les camps de réfugiés en Malaysia. Ces camps regroupent des travailleurs indonésiens illégaux, en attente d'être déportés vers leur pays d'origine sur l'autre rive du détroit de Malacca. Après avoir mené des centaines d'entrevues avec des ex-détenues et détenus, son rapport fait état de conditions sanitaires déficientes, de problèmes de nourriture et d'eau, de fréquents abus physiques causant la mort, de fréquents abus sexuels, et d'absence de soins médicaux. Une fois le document rendu public, le gouvernement a accusé et poursuivi Irene Fernandez pour avoir publié de « fausses nouvelles » en vertu du *Printing Presses and Publishing Act*. À la suite de plusieurs années de bataille judiciaire aux conséquences importantes sur sa vie privée et professionnelle, et l'ayant ruinée, Irene Fernandez a été condamnée et emprisonnée plusieurs mois en 2003.

*Lim Guan Eng*

Membre du Parlement, élu dans une circonscription de Malacca, Lim Guan Eng est député du DAP et le fils du fondateur du parti. Il sera condamné à 18 mois de prison en vertu du *Sedition Act* pour avoir critiqué le système de justice et également en vertu du *Printing Presses and Publishing Act* pour avoir répandu de « fausses nouvelles » (Heufners. 2002 :51). Lim Guan Eng a pris publiquement la défense d'une jeune fille de 15 ans ayant avoué avoir eu des relations sexuelles avec le chef de l'État de Malacca, le *Menteri Besar*, un membre influent de l'UMNO. À cet âge, au sens de la loi, qu'il y ait consentement ou non ceci constitue un viol. Alors que la jeune fille a avoué avoir entretenu le même commerce avec d'autres hommes qui ont par la suite été poursuivis, le *Menteri Besar* n'est lui nullement importuné. Le procureur général décide de ne pas donner suite aux accusations de cette fille, mais la condamne plutôt à la détention, pour trois ans, en centre juvénile.

---

<sup>22</sup> Voir le site de l'organisation à l'url: <http://www.tenaganita.net/>

Lim Guan Eng s'est porté à la défense de la jeune fille pour dénoncer cette affaire<sup>23</sup>. Ses critiques ne sont par tolérées; il est inculpé le 17 mars 1995 pour avoir distribué un tract contenant de « fausses nouvelles », plus précisément pour avoir employé l'expression de « victime incarcérée » pour désigner la jeune fille et pour avoir critiqué le système judiciaire (Davidson, Friesen et Jackson. 2001 : 5). Ayant été condamné, il a fait près de deux ans de prison perdant ainsi son droit d'être membre du Parlement pour une décennie, ainsi que son statut professionnel de comptable agréé car pour être inscrit au tableau des membres de la profession, il faut n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation.

#### *Murray Hiebert*

L'emprisonnement du journaliste canadien Murray Hiebert vient confirmer qu'il est réellement risqué de critiquer les institutions malaysiennes. Chef de pupitre du *Far Eastern Economic Review* à Kuala Lumpur, Hiebert publie le 23 janvier 1997, un article intitulé « *See you in Court* » portant sur une saga judiciaire anodine impliquant la *Kuala Lumpur International School* et le fils d'un magistrat connu. L'élève a été exclu d'une équipe de débats pour avoir triché. Sa mère poursuit l'école et le procès est traité très rapidement. L'article de Hiebert mentionne la surprenante rapidité avec laquelle le procès se déroule. Plusieurs Malaisiens semblent croire que l'élève aura raison de la direction du collège parce que les tribunaux ne sont pas totalement indépendants et impartiaux.

Hiebert, journaliste chevronné et spécialiste de la Malaysia rapporte cette opinion en prenant soin de ne pas faire sienne cette analyse. Il est pourtant poursuivi pour avoir discrédité les tribunaux. Les procédures légales contre lui s'étalent sur plus de deux ans, période pendant laquelle il est en liberté sous caution<sup>24</sup> et privé de son passeport

---

<sup>23</sup> Il n'est pas le seul. Marina Mahathir, la fille du premier ministre, écrit dans la presse que le traitement réservé à cette jeune fille correspond à « *a gross mockery of justice* » (*The Star*, le 9 septembre 1994, cité par Amnistie International. 1999 : 27).

<sup>24</sup> Selon des entrevues réalisées par l'auteure (voir annexe 1), il semblerait que la caution payée par le *Far Eastern Economic Review* était d'environ 66 000 \$US.

canadien qu'on lui a confisqué. Il est condamné, et malgré plusieurs appels, il a été emprisonné deux mois en 1999<sup>25</sup>. C'est le premier journaliste, citoyen d'un pays du Commonwealth, à avoir été incarcéré par un autre pays membre du Commonwealth depuis l'ère de la décolonisation.

Ces cas, comme de nombreux autres, ont contribué à alimenter un climat de peur qui favorise l'autocensure en Malaysia. Le gouvernement a fait des exemples. Il reste déterminé à maintenir l'espace public fermé. Les lois du pays permettent au pouvoir politique de mener ces opérations en toute légalité. Cette autocensure est particulièrement observable dans les médias qui délaissent le journalisme d'enquête se contentant de rapporter les propos officiels tenus par les représentants du gouvernement. Le discours de la classe politique est relayé tel qu'énoncé, dans tous les médias du pays. Comme le déclarait le secrétaire général du DAP en 1987, « [*les lois*] *turn all publications and newspapers into mere government gazette* » (Suhaini. 1987 : 15).

#### La démobilisation de la société civile

Le peu de succès des groupes qui luttent en faveur de réformes démocratiques et pour le respect des droits et libertés de la personne, s'explique principalement par les lois et la coercition, mais pas uniquement<sup>26</sup>. Notre analyse serait incomplète si on omettait de souligner qu'une portion notable de la population vote à chaque scrutin pour la

---

<sup>25</sup> On peut lire dans le rapport du Rapporteur de l'ONU (Abib Hussain. 1998 : 56) :

« Au cours de sa visite, le Rapporteur spécial a rencontré Murray Hiebert, correspondant canadien de la *Far Eastern Economic Review*, qui a été déclaré coupable d'atteinte à l'autorité de la justice et condamné à trois mois d'emprisonnement le 4 septembre 1997. Depuis lors, M. Hiebert a dû remettre son passeport aux autorités et est dans l'impossibilité de se déplacer ou de rentrer dans son pays pour voir sa famille. Le Rapporteur spécial a demandé au Gouvernement d'accorder une attention particulière à cette affaire ».

<sup>26</sup> Et sans doute un peu par la propagande et le contrôle de l'information. Le gouvernement utilise abondamment les médias. Notons que le ministère de l'Unité nationale est toujours en fonction, travaillant à faire la promotion du gouvernement et de ses projets, à la radio, à la télévision, dans les écoles, et auprès de la fonction publique.

coalition au pouvoir. On ne peut donc ignorer que s'ajoute à la fermeture imposée de l'espace public, une certaine démobilisation politique de la population. La croissance économique qui a transformé le pays et amélioré les conditions de vie de tous, a permis au gouvernement de garder des appuis forts dans la population qui profite la situation socio-économique du pays :

« The voices of protests were silenced not only by the strong arm of the state but more so perhaps by the stability and the euphoria of economic abundance; and by the massive popular support for the government in the 1995 elections. » (Syed Ahmad. 2003 : 5)

Chandra Muzaffar, un militant malaysien de la première heure résume ainsi la situation:

« But it was not through laws alone that the ruling elite was so dominant during this period. NGOs have sometimes tended to forget that the elite's strength was also derived from genuine mass popularity, which in turn was a product of effective public policies and public programmes serving the basic needs and aspirations of the people. The prosperity of the 1990s also made it easier for the ruling elite to maintain its dominance. » (Chandra. 2001 : 194)

### L'opinion de la majorité silencieuse

L'opinion publique mériterait d'être étudiée plus systématiquement mais cela dépasse les objectifs de cette thèse et les outils pour le faire manquent<sup>27</sup>. Il est toutefois intéressant d'introduire ici un sondage d'opinion réalisé en 1999 après plusieurs mois de turbulence politique et suite à l'arrestation d'Anwar<sup>28</sup>. Ce sondage, réalisé pour le compte d'une firme privée, confirme l'appui de la population à son gouvernement. De plus, il confirme que le discours du gouvernement trouve écho chez les Malaisiens, qui, eux aussi, blâment les « agents étrangers », et la presse étrangère,

---

<sup>27</sup> Les sondages d'opinion politique sont implicitement interdits en Malaysia, en vertu des lois du pays qui condamnent la publication d'information pouvant « nuire à l'unité nationale » ou soulevant la question des « races ». Le sondage ici présenté, a été réalisé par une firme privée, pour lecture privée. Bibliothèque de l'auteur. Sondage réalisé auprès de 1039 répondants, par la firme Taylor Nelson Soffres en janvier 1999.

<sup>28</sup> En épilogue à ce chapitre, nous verrons la crise politique et économique de 1998. Le sondage a été réalisé alors que la crise n'était pas encore résorbée.

pour les « faux rapports » qu'ils publient sur la Malaysia. Ce sondage a été mené auprès d'un échantillonnage représentatif de la population malaysienne adulte<sup>29</sup>.

### *Intention de vote*

Ce sondage révélait d'abord que près de 60 pour cent de la population, même après des mois de crise politique et économique, donne toujours son appui à la coalition au pouvoir, le *Barisan Nasional*. Les appuis au BN sont plus significatifs chez les non-Malais. La question posée aux électeurs (21 ans et plus, 771 répondants<sup>30</sup>) était :

#### *Quel parti comptez vous appuyer aux prochaines élections?*

58 pour cent ont répondu le BN, parti qui récolte plus d'appuis chez les communautés non malaises. Les variations entre les communautés montrent que les Chinois appuient davantage le BN que les Malais. Les Indiens appuient le BN encore plus fortement :

- parmi les répondants malais 53 pour cent votent BN
- parmi les répondants chinois 58 pour cent votent BN
- parmi les répondants indiens 77 pour cent votent BN

Pour cette question, les variations d'âge et de revenus ne sont pas significatives. Parmi les variations notables, mentionnons que le parti islamique, le PAS, obtient 9 pour cent d'appuis, essentiellement des Malais de moins de 30 ans. Le DAP obtient seulement 3 pour cent des intentions de vote, essentiellement des Chinois, alors que le nouveau parti de l'opposition formé par les supporters d'Anwar ne recueille que 2 pour cent des intentions de vote. Il est à noter que 27 pour cent des gens refusent de répondre.

### *Prédiction électorale*

La question sur les intentions de vote était suivie d'une question sur les prédictions des électeurs quant aux résultats probables des prochaines élections. Encore une fois

---

<sup>29</sup> Les ménages sans ligne téléphonique sont exclus de l'échantillonnage, les questions étant posées au téléphone et non pas en personne.

<sup>30</sup> Les répondants n'étant pas inscrits sur la liste électorale ne répondaient à cette question.

peu de surprise, personne n'envisage une défaite du BN. La question posée était (1 039 répondants) :

*Qui va remporter les prochaines élections selon vous?*

64 pour cent répondent le BN.

#### *Les responsabilités externes*

Les accusations d'interférence d'agents étrangers sont fréquentes en Malaysia et virulentes pendant la crise de 1998. Les pays étrangers, les Juifs et George Soros sont accusés par le premier ministre d'avoir joué un rôle dans la crise économique de 1998<sup>31</sup>. Le sondage a mesuré l'impact de tels discours. Les réponses confirment que le discours officiel du gouvernement est partagé par de nombreux citoyens. Parmi les 1 039 répondants, un tiers a répondu que, effectivement, les pays étrangers tentent *toujours* d'interférer dans les affaires malaysiennes et la moitié des répondants pensent qu'ils tentent *parfois* d'interférer. Les Malais sont les plus critiques envers les étrangers.

*À la question sur les interférences des pays étrangers dans les affaires malaysiennes :*

32 pour cent des gens répondent : « *They are always trying to interfere* »

Les variations sont significatives entre les communautés chinoise et malaise :

- parmi les répondants malais 41 pour cent sont de cet avis
- parmi les répondants chinois 21 pour cent sont de cet avis

50 pour cent des gens répondent « *They are sometimes trying to interfere* »

14 pour cent des gens répondent « *They are not interfering* »,

- parmi les répondants malais seulement 10 pour cent sont de cet avis.

---

<sup>31</sup> Voir entre autres l'article de Thomas Fuller (1997) paru dans le *International Herald Tribune* sous le titre évocateur : « Mahathir Suspects Link to Ringgit's Fall : Malaysian Leader Sees Hidden Jewish "Agenda" ». Voir également Stewart. 2003 : 3-6.

### *Responsabilité de la presse étrangère*

Non seulement les pays étrangers, mais la presse étrangère aussi est largement perçue de manière négative par la population. Dans cet environnement où l'espace médiatique est sous haute surveillance<sup>32</sup>, les autorités n'apprécient guère les journalistes étrangers qui sont la cible de nombreuses critiques de la part des autorités.

*À la question concernant les médias étrangers et leur couverture de la situation malaysienne, les répondants estiment (choix multiples possibles) :*

- 21 pour cent des répondants estiment que les articles sont « *fair* »
- 57 pour cent des répondants estiment que les articles sont « *biased towards foreign views* »
- 63 pour cent des répondants estiment que les « *foreign media are always trying to criticise the plans and policies of Malaysia* »
  - parmi les répondants malais 73% ont cette opinion
  - parmi les répondants chinois 51% ont cette opinion
- 24 pour cent des répondants estiment que les articles sont « *accurate and true* »

Les répondants malais ont une plus mauvaise opinion de la presse étrangère que les Malaysiens d'origine chinoise ou indienne. Les revenus n'ont pas d'influence sur cette perception, ni l'âge du répondant.

Cette courte incursion dans l'opinion publique démontre que la population malaysienne accorde son soutien au gouvernement. L'élite au pouvoir détient toujours les armes puissantes qui lui permettent de se maintenir au pouvoir. L'analyse de l'économie dans la deuxième partie de ce chapitre va démontrer que les mécanismes du pouvoir restent liés à la mobilisation de la rente. Les institutions assurent la stabilité du système mais la stabilité est aussi nourrie par la croissance et

---

<sup>32</sup> Nous avons vu l'architecture institutionnelle qui limite la liberté de presse. Pour illustrer les limites de l'espace médiatique, mentionnons que même CNN se plie aux exigences gouvernementales pour pouvoir diffuser en Malaysia. En effet, CNN est retransmis en différé (quelques secondes) afin de permettre aux censeurs de masquer toute nouvelle concernant la Malaysia et n'ayant pas été préalablement autorisée par le ministre de l'Information. Il arrive donc que les téléjournaux en direct de CNN soient momentanément masqués par un écran noir, sans bande sonore, signifiant que le journaliste parle à cet instant de la Malaysia.



la redistribution de ressources abondantes dans un pays qui ne taxe que minimalement la population.

À la fin des années 1987 comme en 1998, lorsque des crises politiques éclatent, elles surviennent alors que l'État rentier traverse une crise de ses revenus et donc de sa redistribution. Les institutions du pays servent simultanément, d'abord à maîtriser l'opposition, puis à intervenir dans l'économie pour retrouver le chemin de la croissance.

## **B) La vie économique : un État rentier et industrialisé**

Au cours de la dernière décennie du XXe siècle, l'économie rentière de la Malaysia continue de prospérer et l'action gouvernementale s'inscrit dans la même philosophie que celle des années précédentes. Les politiques publiques ne changent guère, les institutions politiques restent les mêmes. Les revenus de l'État demeurent abondants, l'endettement contrôlé et les citoyens, très faiblement taxés. Comme nous le démontrons dans ce chapitre, la Malaysia garde ses attributs d'État rentier malgré l'industrialisation, qui elle reste dominée par le capital étranger.

La crise économique qui avait débutée en 1985 a été rapidement jugulée, l'action gouvernementale avait alors clairement identifié deux pistes d'action qu'on poursuit dans les années 1990 : l'accélération de la privatisation des entreprises publiques et une plus grande ouverture au capital étranger.

### **1. Le profil économique : une décennie de croissance**

Au cours des années 1990, l'économie de la Malaysia sera l'une des plus dynamique du monde, enregistrant des taux de croissance annuelle avoisinant les 9 pour cent, jusqu'en 1998, année où l'économie entre en récession, prise dans la tourmente de la crise asiatique. Durant ces années de croissance on ne tarit pas d'éloges pour la Malaysia. Commentant la gouvernance exemplaire de ce pays, un article paru dans le *Journal of Asian Studies* rapporte :

« The most important manifestation of this management has been low inflation and predictable macroeconomic environment, both of which have given economic agents the confidence to invest and plan ahead. Underpinning this stability has been a moderate growth in money supply, fiscal deficits that have generally been modest, and external indebtedness which has never threatened to impair international creditworthiness. » (Hill. 1994 : 845)

Le tableau 5.3 rappelle quelques indicateurs utiles à la compréhension de la situation malaysienne. Notons que le PNB, par habitant à parité du pouvoir d'achat, a presque doublé au cours de ces dix années. Au tableau suivant, le 5.4, on peut voir les taux de

croissance annuels qui se maintiennent à des niveaux impressionnants. La récession de 1998 est bien visible, l'économie décroît alors de 7,5 pour cent, un plongeon de 15 points par rapport à l'année précédente. La sortie de crise est néanmoins rapide et permet à la Malaysia, dès 1999, d'afficher un taux de croissance de 4,3 pour cent, un bond de 11,8 points par rapport à l'année précédente.

Tableau 5.3

**Malaysia : indicateurs sélectionnés, 1990-2000**

Indicateurs	1990	1995	2000
Population (millions)	18	20.7	23.3
Population urbaine (%)	50	54	56
PNB par habitant (\$US)	3 104	4 310	4 600
PNB par habitant à la parité du pouvoir d'achat (\$US)	4 763	7 491	8 209

Source : Mahmood Hassan. 2002 : 34

Tableau 5.4

**Taux de croissance annuelle du PNB, 1987-1999**  
(%)

1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
5,4	8,9	8,8	9,8	8,6	7,8	8,3	9,2	9,5	10,0	7,5	-7,5	4,3

Source : Jomo. 2001b : 34

## 2. Les programmes de développement et les activités gouvernementales

Malgré l'introduction par le gouvernement de plusieurs plans et des slogans, peu de changements sont à noter dans ses interventions. On continue de mobiliser la population autour d'un projet développementaliste, maintenant formulé dans la *Vision 2020* (*Wawasan 2020* en *Bahasa Malaysia*). Il s'agit d'une politique qui se rapproche plus de la déclaration de principes que du plan d'action. Elle exhorte tous les Malaysiens au travail en vue d'accélérer le développement de l'économie pour

rejoindre les rangs des pays développés en 2020<sup>33</sup>. Ce discours comporte un fort contenu normatif; comme le montre cet extrait d'une publication officielle du gouvernement :

« In 1991, the government declared that it was the objective of the nation to become a developed nation in its own mould by 2020. It visions Malaysia to achieve an industrialized and a fully developed nation status by sustaining growth at 7 per cent per annum and initiating structural changes in the economy as well as within the manufacturing sectors. The key to the attainment of a fully developed nation is overcoming the nine strategic challenges;

- First: Establishing a united Malaysian nation made up of one Bangsa<sup>34</sup> Malaysia
- Second: Creating a psychologically liberated, secure and developed Malaysian society
- Third: Fostering and developing a mature democratic society
- Forth: Establishing a fully moral and ethical society
- Fifth: Establishing a matured liberal and tolerant society
- Sixth: Establishing a scientific and progressive society
- Seventh: Establishing a fully caring society
- Eighth: Ensuring an economically just society, in which there is a fair and equitable distribution of the wealth of the nation
- Ninth: Establishing a prosperous society with an economy that is fully competitive, dynamic, robust and resilient. »

(Malaysia. 1991: 3)

L'idéologie de la NEP, qui se termine en 1991, continue d'imprégner l'action gouvernementale, et ce même après l'introduction de la politique économique qui se met en place après la NEP : la *New Development Policy*<sup>35</sup> (NDP).

---

<sup>33</sup> La *Vision 2020* s'accompagne au fil des ans de slogans officiels tels que *Malasia Boleh!* qui signifie littéralement « La Malaysia est capable! ». Le gouvernement fait régulièrement des campagnes de communication pour relayer ce type de message. Par exemple, en 1998, au cœur de la crise économique asiatique, on lance dans les médias la campagne : « *Bullish on bouncing back* » (Observation de l'auteure, mai 1998).

<sup>34</sup> *Bangsa* signifie « nation » en *Bahasa Malaysia*

<sup>35</sup> La NEP couvrait la période 1970 à 1991. En 1991, on introduit la NDP qui couvre une période de dix années.

La NDP souligne l'urgence de développer une économie forte pour tous les citoyens malaysiens; elle souligne également l'urgence de développer une classe de capitalistes *bumiputras*, condition nécessaire, selon les autorités publiques, pour assurer un ruissellement chez les Malais moins nantis. On met en valeur le secteur privé comme moteur de l'économie; et l'on propose de réduire les dépenses publiques tout en réaffirmant la mission de l'État qui doit assurer un meilleur partage de la richesse entre les groupes ethniques :

«...Vision 2020 has sought to shift primary responsibility for human welfare back to the family. With cuts in public expenditure, the costs of social services like education and health have been increasingly transferred to consumers in the form of higher university fees. Among its various objectives, Vision 2020 still emphasises achieving inter-ethnic economic parity... » (Gomez et Jomo. 1999a : 170)

Les cadres réglementaires adoptés sous la NEP, dont notamment l'ICA, restent en vigueur. Les objectifs promalais demeurent au centre de l'action gouvernementale (Haque. 2003). Les systèmes de quotas ne sont pas abolis et on multiplie les incitatifs pour attirer le capital étranger. Dans cet environnement, les pratiques économiques restent calquées sur les précédentes et les liens politiques influencent toujours grandement la réussite ou l'échec d'un entrepreneur (Sloane. 1999).

« Although many structures of the NEP were relaxed after 1986 and the policy was replaced by the National Development Policy in 1991, aspects favouring Malays were still in force in the late 1990s... » (Athukorala. 2001 : 23)

### Les caractéristiques de l'action gouvernementale

#### *Le développement du secteur manufacturier*

Le *Sixth* et le *Seventh Malaysia Plan*, publiés respectivement en 1991 et 1996, établissent le cadre de l'action gouvernementale à moyen terme. Ces plans vont s'inscrire dans la continuité avec les précédents. On y fait la promotion de l'industrialisation. Pour ce faire, on impose des taxes et droits d'exportation plus élevés à l'exportation de produits non transformés. Par exemple, dans l'industrie du bois, on impose des taxes et droits d'exportation élevés sur les billes de bois, pour

favoriser la transformation locale – le contreplaqué et les meubles – produits pour lesquels les tarifs à l'exportation sont réduits.

Pour accélérer le développement du secteur manufacturier, les efforts seront toutefois surtout déployés dans le but d'attirer des firmes étrangères. Une publication de l'OMC résume bien cette situation :

« Pendant la période 1992-1996, l'investissement a atteint la moyenne de 40 pour cent du PIB, une part considérable des capitaux venant de l'étranger, en particulier dans le secteur manufacturier où plus de la moitié du capital social des entreprises est maintenant détenue par des étrangers. Les investissements sont encouragés par toute une série d'incitations fiscales et non fiscales accordées, pour la plupart, de façon non discriminatoire aux entreprises malaisiennes et étrangères. ...la croissance enregistrée récemment par la Malaisie a en grande partie reposé sur un accroissement du volume du capital plutôt que sur une répartition efficace de ce capital. » (OMC. 1997 : 1)

Après avoir sensiblement diminué sous les effets de la NEP, le taux de participation étrangère dans les entreprises oeuvrant en Malaysia va se redresser dans les années 1990. Il était de 25,4 pour cent à la fin des années 1980, pour atteindre près de 32,7 pour cent en 2000.

Un rapport de l'OCDE, publié à la fin de la décennie confirme l'ouverture de la Malaysia au capital étranger ainsi que le rôle central qu'ont joué les compagnies étrangères dans l'industrialisation du pays :

« For many years, Malaysia and Thailand were among the most open in the developing world to foreign investment. They were quick to recognise the powerful role that foreign investors could play in fuelling export-led growth, and they were well-placed to attract such investment during the years of regional structural adjustment in the late 1980s. Partly as a result of FDI inflows, the two countries were among the world's fastest growing economies before the crisis. » (Thomsen. 1999 : 4)

Ce texte, toutefois, ne situe pas au bon moment le renversement de la tendance des flux de capitaux. Il est erroné de soutenir que la Malaysia procède à des ajustements structurels, dans les années 1980, en s'ouvrant alors au capital étranger. Son économie a toujours été ouverte au capital étranger. Dans les années 1980, c'est une

régression du taux de participation des étrangers, sous les effets de la NEP, que l'on observe. Cette tendance se renverse dans les années 1990. Toujours engagé à livrer le développement rapide du pays, le gouvernement opte pour la stimulation des investissements directs étrangers sur son territoire. On se rapproche ainsi davantage de la philosophie du premier gouvernement de la Malaysia dirigé par Abdul Rahman dans les années 1960. On mobilise le capital étranger pour développer le secteur manufacturier et accélérer le développement de l'économie.

### *La privatisation*

La privatisation des entreprises publiques se poursuit pendant toute la décennie. Le discours officiel encense les qualités de gestion des agents privés pour légitimer la vente des entreprises d'État peu performantes. Le processus de privatisation est confidentiel et à la discrétion du gouvernement et tend à concentrer les avoirs au sein d'un groupe restreint d'amis du régime, en s'éloignant ainsi de la logique économique évoquée pour procéder à ces privatisations :

« ...the rationale for privatisation was that dispersal of ownership would lead to faster capital accumulation, competition and greater efficiency in the use of resources. In practice it served largely to intensify the growth of money politics. » (Drabble. 2000. : 201)

Le gouvernement soutient que les mécanismes du marché et la compétition permettront une gestion plus saine des entreprises; pourtant, il refuse de laisser le marché décider des processus de privatisation. Le gouvernement explique ainsi sa politique dans le *Sixth Malaysia plan* :

« The privatization programme will be implemented to contribute towards increasing Bumiputra equity and their participation in the management of privatized ventures. Special measures will be instituted to ensure that Bumiputra interests who are given the opportunities to benefit from privatization programmes will continue to remain the major beneficiaries of the privatized venture. » (1991 : 49)

Il est intéressant de souligner ici que les deux institutions phares de l'État rentier, soient PETRONAS pour ses revenus, et le EPF, qui permet au gouvernement de

financer ses emprunts, n'ont jamais fait partie d'aucun plan de privatisation<sup>36</sup>. Le gouvernement n'a jamais envisagé se départir de ces deux outils puissants, source de rentes et de fonds importants.

Au début des années 1990, dans l'esprit de la privatisation, et pour échapper à la critique comme ce fut le cas en 1987, les partis politiques et surtout l'UMNO vont se départir de leurs conglomérats d'affaires. Les entreprises de l'UMNO sont vendues aux protégés des leaders du parti ainsi qu'à quelques amis chinois (Gomez. 2002 : 96). Les liens de patronage entre l'UMNO et les milieux d'affaires sont maintenant complexes. La position des individus au sein du parti procure des avantages financiers certains. Réciproquement, la position financière des individus contribue à leur carrière politique. Dans les années 1990, l'UMNO est résolument aux mains des intérêts d'affaires des riches *Bumiputras*, dépendants de l'État pour leur prospérité :

« The need to cultivate a strong grassroots base in UMNO to secure access to state rent was reflected in the gradual change in the party's leadership at divisional and branch levels. By 1995, almost 20 percent of UMNO's 165 division chairmen were millionaire-businessmen-cum-politicians. » (Gomez. 2001 : 98)

#### L'axe de développement privilégié : les infrastructures

Parmi les missions que conserve l'État, celle du développement des infrastructures et la construction de grands projets va mobiliser des investissements publics importants (Malaysia. 1996 : 161). L'État s'engage alors, en collaboration avec les sociétés publiques, ou semi-publiques, ou encore en partenariat avec le secteur privé, dans une série de projets de construction, parmi lesquels : un nouvel aéroport international; un stade et des installations de type olympique pour les Jeux du Commonwealth de

---

<sup>36</sup> Dans une étude portant sur le EPF, publiée en 1996, on souligne à cet effet :

« The enormity of the EPF fund, combined with the low administrative and running costs, all suggested that it would have been a likely candidate for privatization... The Malaysia Government, however, knowing a gift horse when they see one, decided otherwise ». (McKinnon. 1996 : 48).



1998; trois lignes de métro au centre de la capitale<sup>37</sup>; les plus grandes tours jumelles du monde, les tours PETRONAS; le tout nouveau circuit de Formule 1; un deuxième pont qui relie la péninsule malaisienne à l'île de Singapour; et le *Multi Media Super Corridor* (MSC) au sud de Kuala Lumpur.

### *Le Multi Media Super Corridor*

Le MSC est une zone imaginée par le bureau du premier ministre destinée à devenir la *Silicone Valley* de l'Asie du Sud-Est (Jayasankaran. 2003 : 17). Le MSC est un projet de grande envergure, conçu pour attirer les capitaux étrangers :

« The MSC is a dedicated 15 X 50 km corridor, stretching from the PETRONAS Twin Towers in the north to the Kuala Lumpur International Airport in the south; and encompasses Cyberjaya (the Technology Core) and Putrajaya (the new administrative capital of Malaysia). Implementation of the MSC is divided into three phases from 1996 - 2020. »<sup>38</sup>

Sur des terres anciennement plantées de palmiers à huile, on a construit deux nouvelles villes; *PutraJaya* qui loge maintenant le gouvernement et *CyberJaya*, une ville intelligente qui a pour devise : « *a city where man, nature and technology live together in harmony* »<sup>39</sup>. Le MSC est desservi par un réseau de fibre optique de première qualité et doit propulser la Malaysia dans l'ère des technologies de l'information<sup>40</sup> (Chin. 1997 : 186). Ce projet aurait coûté plus de 8 milliards de dollars américains (Mohamed Jawhar. 1996 : 124).

---

<sup>37</sup> Mentionnons que ces trois lignes sont gérées par trois opérateurs privés différents. Ils ont construit trois lignes qui ne communiquent pas entre elles, elles n'utilisent ni le même système de paiement, ni la même technologie que ce soit pour les trains, les rails, l'entretien ou la conduite. (Observation de l'auteure).

<sup>38</sup> Extrait de la page d'accueil du portail web du *Multi Media Super Corridor*, disponible à l'url: <http://www.msc.com.my/msc/msc.asp>. Consulté en juin 2005.

<sup>39</sup> Pour plus de détails sur ce projet d'envergure voir <http://www.cyberjaya-msc.com/>

<sup>40</sup> Il est intéressant de souligner que les méthodes du gouvernement pour mobiliser l'appui sont aussi en continuité avec le passé. À l'ère de la *Vision 2020* et du MSC, le gouvernement utilise toujours son département de l'Unité nationale pour lancer des campagnes de publicité qui peuvent s'apparenter à de la propagande. Par exemple, en 1996, on lance la campagne de publicité « I love I.T. » qui comporte des messages radio et télévisuels mettant en scène des Malaysiens intégrant les technologies de l'information dans leur quotidien en chantant « *I love I.T.* ». Tous les *jingles* des différentes compagnies du gouvernement sont disponibles sur

Ici encore, les autorités publiques tablent sur l'abondance de la main-d'oeuvre et sur la stabilité politique et économique du pays pour courtiser les capitaux étrangers. Le gouvernement fait maintenant la promotion de la ressource humaine du pays :

« With its world-class ICT capabilities and one of the most politically and economically-stable countries in the world, Malaysia's MSC is a hot favourite with some of the world's top companies. Discover Malaysia's advantages and how it is set to become a dominant SSO [shared services and outsourcing] destination over the next five years. »<sup>41</sup>

L'avantage comparatif de la Malaysia est encore une fois hérité, en partie du moins, de son passé colonial; on fait la promotion de ses avantages pour l'externalisation des services téléphoniques basée sur la qualité des travailleurs qui peuvent répondre aisément en plusieurs langues, dont l'anglais.

La construction de cet ensemble grandiose a posé problème lors de la crise économique de 1998; la somptuosité des édifices gouvernementaux et la richesse de la nouvelle résidence de fonction du premier ministre sont telles qu'il a été interdit de prendre des photos ou d'aborder le sujet dans les médias pour ne pas alimenter la critique. Pendant la crise de 1998-1999, le gouvernement a permis la visite du chantier mais seulement après une fouille en règle de tous les sacs et des voitures des visiteurs à la recherche d'appareils photo interdits.

Outre le MSC, les activités de construction se poursuivent à grande échelle même à la fin des années 1990 comme en témoigne le tableau 5.5 :

---

le site du *Ministry of National Unity and Social Development* : [www.kempadu.gov.my](http://www.kempadu.gov.my). Consulté en juin 2004.

<sup>41</sup> Pour tous les détails sur le MSC voir son site officiel : <http://www.msc.com.my>

Tableau 5.5

**Projets d'infrastructures : investissements en cours ou planifiés, 1990-2002**

Projets principaux	Durée de construction Prévue	Coût prévu En millions de RM
<b>Routes</b>		
Middle Ring Road II (Phase 2)	1997-2000	250
Route d'accès au barrage hydroélectrique Bakun	1995-1999	390
Simpang Pulai-Lojing-Gua Musang-Kuala Berang Road	1990-2005	1 100
Kuala Kangsar-Grik Road	1997-2000	200
Pont Batang Rejang	1998-2000	124
Réparation de Betong-Kayu Malam Road	1998-2000	165
Route d'accès au port Tanjung Pelepas, Johor	1998-2009	200
Kuala Perlis-Changlun Road	1997-2000	295
Autoroute South Klang Valley -Seksyen	1999-2001	350
Kota Kinabalu-Sulaiman Costal Road, Sabah	1997-2001	315
<b>Ports</b>		
Port Lahad Datu	1995-1998	108
Port Labuan Integrated (Phase 1)	1997-2000	70
<b>Service d'aqueduc</b>		
Réparation et augmentation du système d'aqueduc	1994-2000	950
<i>Interstate water transfer</i> (Phase I)	1999-2004	2 511
<b>Secteur privé<sup>1</sup></b>		
<b>Voirie</b>		
Rocade de New North Klang Straits	1996-2000	472
Butterworth Outer Ring Road	1999-2001	350
<b>Chemins de fer</b>		
Light Rail Transit, System I, Phase II	1996-1998	2 200
Light Rail Transit, System 2	1995-1999	4 350
Express Rail Link KL-KLIA	1996-1999	2 400
Monorail KL	1997-2001	1 150
Liaison ferrovière à North Butterworth Container Terminal	1997-1999	250
Rewant-Ipoh Double Track Project	1999-2005	3 500
Rail link to Tanjong Pelepas Port	1999-2001	600
Electrified Double Track Project Sentul-Batu Caves	1999-2001	200
<b>Ports</b>		
West Port of Port Klang	1992-2001	2 200
Port Tanjung Pelepas (Phase I)	1995-2001	2 800
Phase IIA NBCT, Port de Penang	1997-2000	120
Kuching Port Terminal	1993-1998	250
Bintulu International Container Terminal	1995-1998	243
Dragage du bassin du Port de Kuantan	1999-2001	153
<b>Aéroports</b>		
Aéroport International de Kuala Lumpur	1993-1998	9 000
<b>Total</b>		<b>38 801</b>

<sup>1</sup>. Classé comme tel par les autorités publiques. La plupart de ces projets sont réalisés pour et financés en partie par le gouvernement.

Source : FMI. 2000 : 42

### Les dépenses publiques

Les investissements publics des années 1990 constituent toujours une portion non négligeable de l'économie nationale. En continuité encore une fois avec les pratiques passées, l'État rentier est toujours redistributeur. Les deux plans de développement, publiés dans les années 1990, confirment cette tendance. Bien que le *Sixth Malaysia Plan* ait été plus conservateur, le plan suivant, et même celui de 2001, verront augmenter les sommes consacrées aux dépenses de développement. Au cours de cette période, la part totale des dépenses publiques représente en moyenne 25,8 pour cent du PNB (Malaysia. 2004 : 94)

Le tableau 5.6 retrace cette tendance; les dépenses allouées au développement vont doubler sur une période de 15 ans<sup>42</sup>. La Malaysia consacre plus de 20 milliards de \$US à ses dépenses de développement au cours des cinq premières années de la décennie 1990 et plus de 30 milliards de \$US pour les cinq dernières années. Le tableau 5.6 indique les sommes allouées à chaque plan quinquennal<sup>43</sup> :

---

<sup>42</sup> Les dépenses du gouvernement fédéral par habitant sont beaucoup plus élevées en Malaysia que dans les pays voisins. La Malaysia dépense dix fois plus par habitant que l'Indonésie, cinq fois plus que les Philippines et trois fois plus que la Thaïlande (Sinha. 1998 : 71).

<sup>43</sup> Rappelons qu'il s'agit ici des sommes allouées au développement. Les dépenses courantes du gouvernement fédéral représentent des sommes beaucoup plus importantes : RM 164,22 millions pour le 6MP; RM 236,36 pour le 7MP et 322,38 pour le 8MP (Malaysia. 1996 :184; Malaysia 2001b : 169).

Tableau 5.6

**Dépenses publiques de développement, plans quinquennaux de 1991 à 2005**

	Millions de RM	Millions de \$US <sup>44</sup>
<i>Sixth Malaysia Plan 1991-1995 (6MP)</i>	54 700	21 038
<i>Seventh Malaysia Plan 1996-2000 (7MP)</i>	99 030	38 088
<i>Eighth Malaysia Plan 2001-2005 (8MP)</i>	110 000 (prévision)	42 307

Source : Cho. 1990 : 71; et *Malaysia Plans*, diverses éditions

En terme de pourcentage du PNB, pour cette économie en expansion, les dépenses publiques de développement seront moins importantes qu'à la période précédente; selon le *Second Outline Perspective Plan 1991-2000 (OPP2)*, publié par le gouvernement en 1991, les dépenses de développement pour la décennie 1990 devraient représenter 9,8 pour cent du PNB alors qu'elles ont atteint la proportion de 16,8 pour cent du PNB pour les années 1970 et 1980<sup>45</sup>.

En plus des sommes qui sont consacrées au développement, le gouvernement est en position d'injecter des fonds dans les compagnies publiques en difficulté. Ces

<sup>44</sup> À titre de comparaison seulement, calculé au taux de change moyen de 2,60 RM pour 1 US\$.

<sup>45</sup> Les données sont difficilement comparables d'un OPP à l'autre, et d'une publication gouvernementale à l'autre. Dans le *Third Outline Perspective Plan 2001-2010 (OPP3)* qui consacre son premier chapitre à faire le bilan des années 1990, il est impossible de confirmer si les dépenses publiques ont constitué 9 ou 10 pour cent du PNB. Plutôt que d'étudier les dépenses de développement en pourcentage du PNB, on y rapporte le taux de croissance annuel des investissements publics en amalgamant dépenses courantes et dépenses de développement. Il est mentionné que les investissements publics devaient croître seulement de 0,4 pour cent annuellement pendant la période couverte par le OPP2 mais que la réalité a été fort différente. Ces dépenses ont plutôt augmenté de 10,5 pour cent à chaque année. D'abord pour moderniser des entreprises publiques puis, en 1998, pour injecter des sommes considérables dans l'économie et ainsi sortir rapidement le pays de la récession qui l'a frappé (Malaysia. 2001a : 40).

transactions sont difficiles à retracer<sup>46</sup>. L'exemple de l'échec de l'entreprise publique *Perwaja Steel* nous permet de mettre en évidence la capacité de dépenser de l'État malaysien. *Perwaja* est un gigantesque complexe industriel devant être le fer de lance de l'industrie de l'acier en Malaysia. Démarré dans les années 1980, avec des fonds publics et des investissements japonais, cette aventure sera un échec. Les pertes sont déjà colossales quand, en 1988, le premier ministre nomme un ami à la tête de l'entreprise pour la sauver.

C'est l'échec une fois de plus : Eric Chia l'administrateur qui devait relever l'entreprise, quitte son poste sept années plus tard et disparaît de la scène publique<sup>47</sup>. *Perwaja* aurait englouti des fonds publics totalisant plus de quatre milliards \$US (Chin. 1997 : 186). Les investissements publics et les sauvetages comme celui de *Perwaja* coûtent cher au trésor public, mais les revenus de l'État rentier lui permettent de faire face à ces dépenses considérables<sup>48</sup>.

### 3. L'activité économique : le marché et la politique

La financiarisation de l'économie et le développement des industries manufacturières seront caractéristiques de la décennie 1990. L'économie demeure rentière malgré tout et peu diversifiée. Les industries sont vouées à l'exportation de ressources naturelles et de produits manufacturés à faible valeur ajoutée. Cette situation est connue des autorités malysiennes. On peut lire dans le *Sixth Malaysia Plan* : « *While the overall performance has been commendable, the development of the sector [manufacturier]*

---

<sup>46</sup> La documentation n'est pas disponible parce que le gouvernement ne publie pas ce type d'information et parce que la presse malaysienne ne publie qu'exceptionnellement des nouvelles négatives sur les entreprises d'État.

<sup>47</sup> Il sera arrêté et accusé de corruption en 2004 après avoir passé dix ans à vivre dans son immense demeure de la banlieue de Kuala Lumpur sans être importuné. Pour les détails de cette affaire voir Netto. 2004.

<sup>48</sup> Outre *Perwaja*, les sociétés d'État ont coûté des sommes importantes au trésor public. À ce sujet, D. Perkins et W.T. Woo écrivent: « *Many of the state-owned enterprises made sustained losses, even though the private enterprises in the same line were doing well* » (2000 : 235).

*was still characterised by a narrow industrial base* » (1991b : 127). Essentiellement, les produits exportés sont de l'huile de palme, du pétrole, du bois, ainsi que des composantes électroniques et des petits appareils électriques, ceux-ci fabriqués dans des manufactures appartenant à des étrangers. Le capital, la direction, la gestion, la technologie et le savoir faire, dans ces manufactures, sont étrangers.

Au début des années 1990, les exportations de produits manufacturés dépassent les exportations de ressources naturelles.

En ce qui a trait aux activités de production et d'exportation liées aux ressources naturelles ou non, toutes les agences gouvernementales poursuivent leur travail, que ce soit MARA, FELDA, ou des conglomérats comme PERNAS. Les institutions de l'État demeurent fortes et incontournables, malgré une plus grande place réservée aux forces du marché, les licences, permis, droits, taxes, etc., sont autant de mécanismes qui procurent des ressources au gouvernement fédéral et lui permettent de continuer à jouer un rôle clé dans la vie économique du pays, comme le résume Thalal Zakaria:

« The government plays a strong pro-active economic role. This role includes : investor, economic planner, approver of investment projects, approver of public and private procurement decisions, author and implementer of policies and programs to bolster the economic status of the Malay and indigenous communities (commonly referred to as Bumiputra), and decision maker over privatization contracts. The government holds equity stakes (generally minority shares) in a wide range of domestic companies – usually large players in key sectors – and can exert considerable influence over their operations. » (2003 : 45)

La financiarisation de l'économie est aussi importante au cours de la décennie 1990 et s'inscrit dans la volonté du gouvernement d'attirer les capitaux étrangers sur son territoire<sup>49</sup>. L'analyse de ce phénomène dépasse les objectifs de cette thèse. Nous le

---

<sup>49</sup> Ce phénomène n'est pas réservé au cas malaysien et se constate dans nombre d'économies libérales globalisées. La capitalisation boursière de la Malaysia va passer de 12,4 milliards \$US en 1980, à 199,2 milliards \$US en 1994 (Crozet, Abdelmalki, Dufourt et Sandretto. 1997 : 225-227). On peut résumer succinctement le principe de financiarisation ainsi:

« La logique de financiarisation : changement du rapport de forces sociales au profit d'une forme particulière de capital, le capital financier, et de ses acteurs, ses porte-

mentionnons cependant parce qu'il a pour effet de rendre la Malaysia encore plus dépendante des flux de capitaux étrangers<sup>50</sup> (Jomo et Fay. 2001 : 90-132).

Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, dans cette architecture politique et économique les liens entre l'élite au pouvoir et l'économie sont nombreux et complexes. Ils continuent de se développer dans la décennie 1990 alors que la croissance permet plusieurs opportunités d'affaires et que les firmes étrangères octroient des postes d'associés passifs et des actions aux dirigeants du pays et leurs amis. Tous ces canaux d'accès à la richesse économique sont contrôlés par l'UMNO et non pas la bureaucratie du pays. Ayant étudié ce phénomène Jason Abbott écrit :

« ...the growth of « Money Politics » and internal competition within the ruling party UMNO *undermines* the effectiveness of policy-making... From this examination of the economic bureaucracy in Malaysia it is my contention that it is very different from the autonomous technocracy identified in Japan and NIEs. If in Japan, as Johnson commented, « the politicians reign while the bureaucrats rule » in Malaysia, the politicians (and particularly UMNO) rule *and* reign. » (2003 : 93)

Le tableau 5.7 détaille les secteurs d'activité économique de 1995 à 1998. Deux caractéristiques de l'État rentier redistributeur demeurent bien visibles : la taille des activités liées aux ressources naturelles; et la taille du secteur des services.

---

parole et ses institutions... Les traits les plus apparents de ce processus sont régulièrement signalés et commentés: prolifération de nouveaux produits financiers (comme certaines options et autres produits dérivés), triomphe de la finance de marché et de la bourse par rapport aux autres modalités de financement (notamment l'autofinancement, le prêt bancaire), prises de contrôles financières, mouvements spéculatifs... » (Reynaud. 2003 : 146).

<sup>50</sup> Au cours des années 1990, le *Kuala Lumpur Stock Exchange* (KLSE) devient la place boursière la plus capitalisée de toute l'Asie du Sud-Est, et la 15<sup>e</sup> au monde. Le EPF y a joué un rôle, détenant un peu moins de 10 pour cent du total des titres transigés (McKinnon. 1996 : 52).



Tableau 5.7

**Produit national brut par secteur**

	1995	1996	1997	1998
	<b><u>en millions de RM</u></b>			
Produit national brut	168 689	186 892	202 792	191 520
Agriculture	17 115	17 889	18 011	17 413
<i>Caoutchouc</i>	2 129	2 069	1 868	1 688
<i>Huile de palme</i>	4 235	4 546	4 901	4 644
<i>Autres (incluant le bétail, la foresterie et les pêches)</i>	10 751	11 274	11 242	11 081
Industrie	72 101	82 479	88 688	78 985
<i>Secteur manufacturier</i>	45 173	53 388	58 789	50 898
<i>Secteur minier et extraction</i>	13 642	14 040	14 306	14 425
<i>Électricité, gaz et eau</i>	5 876	6 441	6 070	6 329
<i>Construction</i>	7 410	8 610	9 523	7 333
Services	79 473	86 524	96 093	95 122
	<b><u>en % du produit national brut</u></b>			
Agriculture	10,1	9,6	8,9	9,1
Industrie	42,7	44,1	43,7	41,2
<i>manufactures</i>	26,8	28,6	29,0	26,6
Services	47,1	46,3	47,4	49,7

Source : FMI. 2000 : 16

Il est à noter que le gouvernement classe comme « industries » les activités du secteur pétrolier et gazier.

**Les exportations en croissance**

L'agriculture commerciale autant que l'industrialisation continuent de se développer en accroissant leurs ventes sur les marchés internationaux. A partir du début des années 1990, la grande agence gouvernementale FELDA, comme tout le secteur du développement rural, ne s'investit plus dans l'ouverture de nouvelles terres agricoles mais plutôt dans l'amélioration de la production et des rendements. S'inscrivant dans

la philosophie de développement accéléré du pays, ce secteur est toujours une source importante de revenus d'exportation et d'emploi en 1990. « *In 1990, the sector contributed more than a quarter of total export earnings, one fifth of GDP and nearly one third of total employment* » (Malaysia. 1991b : 89). Tout ce secteur est dominé par des cultures pérennes, surtout de caoutchouc et d'huile de palme, produisant pour les marchés d'exportation (Drabble. 2000 : 234). C'est maintenant le secteur de l'économie à la croissance la plus modérée.

Le secteur manufacturier continue de prospérer dans les zones franches autant que dans toute la péninsule. L'ICA demeure en vigueur mais sous une formule assouplie pour les industries étrangères vouées à l'exportation. La part des étrangers dans l'économie se redresse à cette période. Elle atteint 27,7 pour cent en 1995 (Gomez. 2002 : 85) puis 32,7 à la fin de la décennie (Malaysia. 2001a : 53).

Après plusieurs années de politiques gouvernementales visant à attirer des investissements étrangers, le développement du secteur manufacturier se caractérise par la domination d'un type d'activité : on assemble des pièces importées pour les réexporter sous forme de composantes électroniques ou d'objets électriques comme on peut le voir dans le tableau 5.8. Loin derrière, le deuxième secteur en importance, est celui du textile et de la chaussure. Le secteur de l'électronique est entièrement dominé par les firmes étrangères comme Dell, Hewlett Packard, Intel et IBM (Abbott. 2003 : 96-98; Perkins. 1998 : 45-46). L'économie du pays repose sur ses exportations : en 1995, le ratio des exportations en pourcentage du PNB est de 82,7 pour cent, alors que, à titre d'exemple, en Thaïlande ce ratio de 30,7 et en Indonésie de 23,7 (Bénassy-Quéré. 1997 : 11), et cette proportion continue de s'accroître (Moon. 2000 : 197).

Tableau 5.8

**Exportation des produits manufacturés 1995-1998**  
(millions de RM)

	1995	1996	1997	1998
<b>Machinerie électrique, appareils et pièces</b>	<b>38 631</b>	<b>41 448</b>	<b>42 309</b>	<b>41 212</b>
<i>Semi-conducteurs</i>	13 255	14 114	14 534	1 883
<i>Équipement électronique et pièces</i>	9 417	11 576	14 179	15 210
<i>Appareils électriques</i>	15 959	15 755	13 596	12 119
Équipements de transport	2 097	1 852	1 763	2 055
Alimentation	1 285	1 310	1 323	1 167
Boissons et tabac	159	229	265	233
Produits du bois	1 978	2 419	2 307	1 524
Produits du caoutchouc	1 305	1 425	1 407	1 462
Papier et produits du papier	310	278	266	246
Produits pétroliers	1 248	1 304	1 199	797
Produits chimiques	2 498	2 667	2 893	2 708
Produits minéraux non métalliques	670	652	607	534
Manufactures de produits métalliques	1 859	1 987	2 012	2 104
Optique et équipement scientifique	1 157	1 240	1 391	1 213
Jouets et équipement sportif	867	993	805	736
Autres produits manufacturés	2 131	2 444	2 354	2 160
<b>Total des exportations des produits manufacturés</b>	<b>58 798</b>	<b>63 015</b>	<b>63 609</b>	<b>60 557</b>

Source : FMI. 2000 : 46

L'économie de la Malaysia qui s'industrialise aura un impact sur l'emploi, l'agriculture cesse d'être le secteur d'embauche le plus important. À la fin des années 1990, près de 30 pour cent de la main d'œuvre travaille maintenant dans le secteur manufacturier, un peu plus de 15 pour cent travaille dans l'agriculture, les pêches ou les mines, et 10 pour cent est à l'embauche du gouvernement (Malaysia. 2001b : 95). La pénurie de main d'œuvre se fait sentir dans tous les domaines, pendant la décennie 1990, le taux de chômage oscille entre 2,5 et 3,4 pour cent (Malaysia. 2001b : 88).

#### 4. Les revenus d'un État qui ne taxe pas sa population

Les revenus de l'État continuent de dépendre de la rente et des activités d'exportation plutôt que de la taxation de la population malaysienne. Bien qu'il ait la possibilité de revoir son système de taxation, le gouvernement choisit de ne pas modifier sa politique fiscale (Narayanan. 1996 : 880) puisque son économie rentière lui permet toujours de générer des revenus importants.

##### La dette nationale

Mentionnons d'emblée que malgré des dépenses publiques qui demeurent substantielles, les revenus du gouvernement sont suffisants pour maintenir la dette nationale à de bas niveaux. Avant la crise de 1997, le gouvernement fait même des surplus budgétaires pendant cinq années consécutives. La dette publique continue donc d'être, ni très élevée, ni contractée auprès des marchés étrangers. Cette situation se confirme même après la crise économique de 1998. Dans un rapport produit pour le gouvernement américain en 2003, on peut lire :

« Malaysia has a low national debt – only 40 pour cent of GDP. This figure is well under the Maastricht criterion for financial stability – a national dept that is below 60 pour cent of GDP. In short, Malaysia has lots of fiscal elbow room to press the Keynesian button to inject more short term demand into the economy. » (Rosenberger. 2003 : 87)

La dette continue d'être contractée auprès d'institutions nationales et surtout auprès de la caisse de retraite, le *Employment Provident Fund* (EPF). Tout au long de la décennie le gouvernement a non seulement financé la dette avec cette caisse, mais également financé des grands projets d'infrastructure. On peut lire à propos du EPF dans le *Eighth Malaysia Plan* :

« Total [EPF] resources increased from RM98.8 billion held in trust for the benefit of 7.8 billion members in 1995 to RM167.1 billion for 9.5 million members by the end of 1999. During the Seventh Plan period, EPF played an active role in the country's development by providing resources for the financial requirements of both the public and private sectors. Total

investments of the EPF increased from RM96.6 billion in 1995 to RM181.5 billion in June 2000. » (Malaysia. 2001: 407)

Cette situation financière de la Malaysia, qui conjugue revenus élevés et ressources domestiques importantes, lui permet d'éviter d'avoir recours au Fonds monétaire international lorsque l'économie est frappée de plein fouet par la crise financière asiatique de la fin des années 1990.

### La taxation

Les taxes indirectes sur les activités d'import-export ainsi que les « autres revenus » – incluant les frais de services, les licences, et les activités commerciales du gouvernement – constituent toujours plus de 50 pour cent des revenus de l'État (Malaysia. 2001b : 170). Cette structure de taxation qui puise ses revenus essentiellement sur les matières premières et les activités d'exportation est caractéristique des économies émergentes de la région. Toutefois, dans les années 1990, les pays voisins vont introduire de nouvelles taxes; par exemple, les Philippines, l'Indonésie la Thaïlande et Singapour introduisent une taxe sur la valeur ajoutée (Asher et Rajan. 1999 : 6). Les pays de la région introduisent également une taxe sur les gains en capitaux (Hill. 1994 : 845). La Malaysia, elle, n'introduit aucune de ces taxes et ne planifie pas de le faire.

Le tableau 5.9 indique les revenus du gouvernement fédéral qui proviennent des activités économiques liées aux exportations et au pétrole. De plus, comme au chapitre précédent, afin d'identifier l'importance des activités générées uniquement par les marchés et le capital étrangers, une moyenne de la contribution des compagnies étrangères au fardeau fiscal a été esquissée. Dans les années 1990, alors que moins de 10 pour cent des revenus de l'État proviennent de la taxation des revenus des citoyens comme nous le verrons plus loin, c'est en moyenne 20,8 pour cent des revenus qui sont générés par la rente et la taxation des compagnies étrangères.

Comme nous l'avons noté pour le tableau 4.7 au chapitre précédent, ce tableau rapporte la situation telle que présentée par le gouvernement. Il permet de dégager un portrait général même si sont amalgamés dans les comptes publics, des éléments qu'il faudrait pouvoir distinguer:

- les profits des compagnies : étrangères ou nationales,
- les droits d'exportation sur tous les produits,
- les « autres » recettes non fiscales.

Tableau 5.9

**Revenus du gouvernement fédéral, indicateurs sélectionnés, 1988-1998**  
**millions de RM**

Année	Revenus provenant de la taxation directe				Recettes non fiscales				Contribution des marchés et du capital étrangers <sup>3</sup> (%)		
	Total des revenus du gouvernement	Taxe sur le profit des compagnies		B - Taxe sur les revenus des compagnies pétrolières	C - Taxes à l'exportation	D - Redevances sur le pétrole	Licences et permis			G - Total des revenus d'autres sources que nationales <sup>2</sup>	
		Total	A - Part du capital étranger <sup>1</sup>				Total	E - Part du capital étranger <sup>1</sup>			
1988	21 967,00	3 146,00	786,50	2 208,00	1 395,00	499,00	1 028,00	257,00	400,00	5 545,50	25
1989	25 273,00	3 402,00	850,50	1 847,00	1 588,00	509,00	1 143,00	285,75	439,00	5 519,25	22
1990	29 521,00	4 497,00	1 124,25	2 644,00	1 970,00	672,00	1 255,00	313,75	451,00	7 175,00	24
1991	34 053,00	5 352,00	1 338,00	4 052,00	2 029,00	875,00	1 443,00	360,75	490,00	9 144,75	27
1992	39 250,00	7 524,00	1 881,00	3 417,00	1 689,00	774,00	1 592,00	398,00	565,00	8 724,00	22
1993	41 691,00	8 551,00	2 137,75	2 859,00	1 464,00	741,00	1 947,00	486,75	646,00	8 334,50	20
1994	49 446,00	10 562,00	2 640,50	2 211,00	1 158,00	626,00	2 855,00	713,75	724,00	8 073,25	16
1995	50 954,00	11 707,00	2 926,75	2 185,00	853,00	710,00	2 516,00	629,00	862,00	8 165,75	16
1996	58 280,00	14 166,00	3 541,50	2 203,00	1 041,00	848,00	3 536,00	884,00	1 185,00	9 702,50	17
1997	65 736,00	16 600,00	4 150,00	3 861,00	1 053,00	991,00	4 483,00	1 120,75	1 158,00	12 333,75	19
1998	56 710,00	17 294,00	4 323,50	4 046,00	623,00	1 102,00	3 756,00	939,00	1 142,00	12 175,50	21

Source : Malaysia Plans, différentes éditions, et Ariff et Cheen. 2001 : 41

<sup>1</sup> Afin de dégager des tendances, la part des étrangers est calculée à 25 pour cent du total, basé sur un estimé de la proportion de la propriété étrangère sur le territoire.

<sup>2</sup> Total des colonnes A à F.

<sup>3</sup> G divisé par le total des revenus du gouvernement nous donne la part des étrangers.

### L'impôt sur le revenu des particuliers

Comme nous l'avons mentionné, la taxation des individus n'est pas inexistante en Malaysia, elle reste cependant très limitée comme en témoigne le tableau 5.10.

Tableau 5.10

#### **Taxation du revenu des particuliers** (en pourcentage du total des revenus du gouvernement fédéral)

Années	Impôts sur le revenu des particuliers
1990	8 %
1991	9 %
1992	9 %
1993	10 %
1994	9 %
1995	12 %
1996	11 %
1997	10 %
1998	12 %
1999	11 %

Source : *Malaysia Plans*, différentes éditions, et Ariff et Cheen. 2001 :55-56

L'étude de ces tendances en matière de taxation confirme la part importante des marchés et des capitaux étrangers dans les revenus de la Malaysia qui demeure un pays rentier tout en étant parvenu à développer un secteur manufacturier important.

La fluctuation du prix des matières premières sur le marché international, surtout celui du pétrole, constitue cependant le talon d'Achille de l'économie du pays. Néanmoins, la Malaysia échappe aux malédictions de la dotation en ressources naturelles, comme nous l'avons démontré, parce qu'elle a su propulser le développement socio-économique du pays, diversifier dans une certaine mesure ses



exportations, poursuivre des politiques budgétaires conservatrices et financer ses emprunts auprès de ses institutions nationales, telle que le EFP.

### Les revenus du secteur pétrolier

Une étude récente (Jomo et Hui. 2003) a analysé de plus près le détail des comptes publics afin d'évaluer spécifiquement la part des activités du secteur pétrolier dans les revenus du gouvernement malaysien. Le tableau dressé par ces chercheurs comporte cependant des limites car il ne prend pas en compte les dividendes de la compagnie PETRONAS, mais seulement les taxes directes et indirectes spécifiques au secteur pétrolier. Comme nous l'avons précisé au chapitre précédent, en présentant le tableau 4.8 qui retrace la situation pour les années précédentes, ces taxes s'ajoutent à la taxe sur les profits des compagnies pétrolières et aux redevances qui, elles, apparaissent dans les comptes publics.

Tableau 5.11

### Gouvernement de Malaysia, revenus provenant de l'industrie du pétrole 1988-1998 (millions de RM)

Année	Taxe sur les profits des compagnies pétrolières	Taxe à l'exportation du pétrole	Redevances	Taxe d'accise sur le pétrole	Total
1988	2 208	1 149	499	753	4 609
1989	1 847	1 432	509	795	4 583
1990	2 644	1 910	627	672	5 852
1991	4 052	1 981	875	943	7 851
1992	3 417	1 646	774	1 106	6 943
1993	2 859	1 429	741	1 424	6 453
1994	2 211	1 110	626	1 931	5 878
1995	2 185	743	710	2 256	5 894
1996	2 203	1 013	848	2 181	6 245
1997	3 861	1 022	991	1 949	7 823
1998	4 406	565	1 102	1 757	7 830

Source : Jomo et Hui. 2003 : 41

Ce tableau illustre une fois de plus l'importance des revenus du pétrole pour le gouvernement. Six, sept ou même huit milliards de RM sont générés annuellement par le commerce du pétrole, sans compter les profits provenant des activités de production de PETRONAS. Le tableau 5.12 montre la part importante que constitue la rente pétrolière dans les revenus du gouvernement même si elle a diminué en comparaison de la période précédente.

Tableau 5.12

**Proportion de la rente pétrolière dans les revenus du gouvernement fédéral**

Année	a Revenu total	b Rente <sup>51</sup>	b/a
1988	21 967,00	4 609	21%
1989	25 273,00	4 583	18%
1990	29 521,00	5 852	20%
1991	34 053,00	7 851	23%
1992	39 250,00	6 943	18%
1993	41 691,00	6 453	15%
1994	49 446,00	5 878	12%
1995	50 954,00	5 894	12%
1996	58 280,00	6 245	11%
1997	65 736,00	7 823	12%
1998	56 710,00	7 830	14%

Calculé à partir des tableaux 5.9 et 5.11

On trouve la trace de ces profits versés au gouvernement dans les *Malaysia Plans* même si l'information y est partielle<sup>52</sup>. Qu'elles soient générées par PETRONAS, par

<sup>51</sup> Montant qui ne représente pas entièrement tous les revenus de la rente puisque repris des calculs de Jomo et Hui (2003) qui ne tiennent pas compte des profits de PETRONAS versés directement au gouvernement, ni de la taxation des activités d'exportation des compagnies étrangères.

<sup>52</sup> PETRONAS ne publie aucun bilan financier pour le grand public. Comme le rappelait Garry Rodan (2004 : 7) :

« ...the national oil company, Petronas, reports directly to the Prime Minister's office and its accounts are not lodged with parliament. Instead of full annual reports, it releases abbreviated financial information. Even one of its founders and retired managing director, Rastam Hadi, now asks: 'is there any country in the world where revenues like [US]\$10 billion a year get spent without knowledge of parliament?' ».

Voir également Jayasankaran. 1999 : 10-11.

les compagnies publiques dans d'autres domaines, ou par d'autres activités, les recettes non fiscales représentent une part importante des revenus du gouvernement.

Pour la période 1991 à 1995, le gouvernement déclare:

« Non-tax revenue continued to contribute significantly with its share to total revenue at 16.6 per cent by the end of the Plan period<sup>53</sup>. The significant contribution was due to the higher collection of fees from the issuance of licenses, permits and road tax, as well as investment income and dividend payment by Petroliam Nasional Berhad (PETRONAS). » (Malaysia. 1996 : 185)

Pour la période 1996 à 2000, le gouvernement déclare :

« Non-tax revenue increased at the rate of 10.7 per cent per annum during the Plan period. The growth was mainly attributed to revenue from PETRONAS's dividends, road tax, licences and permits and royalties on oil and gas<sup>54</sup>. » (Malaysia. 2001b : 171)

#### L'entreprise qui demeure le fer de lance du secteur public : PETRONAS

Après avoir privatisé la majeure partie des sociétés d'État, à la fin des années 1990, le gouvernement a envisagé de privatiser ses agences, même la grande agence agricole FELDA. À l'ère de la financiarisation, les pouvoirs publics ont songé à introduire FELDA en bourse, mais le projet a été finalement abandonné (Jayasankaran. 2003 : 17). Une telle idée n'a jamais été à l'ordre du jour pour PETRONAS, la compagnie la plus importante et la plus profitable de Malaysia. Elle est et restera publique, sous le contrôle du bureau du premier ministre. À une exception près, elle sera toujours dirigée par des hommes issus de la fonction publique plutôt que de l'entreprise privée.

---

<sup>53</sup> Le tableau 6.6 du 7MP (Malaysia. 1996 : 184) indique que le pétrole contribuerait pour 7,5 pour cent des revenus non fiscaux du gouvernement.

<sup>54</sup> Pour cette période, le tableau 6.6 du 8MP (Malaysia. 2001b : 184) indique que le pétrole contribuerait pour 10,3 pour cent des revenus non fiscaux du gouvernement.

Selon les données disponibles<sup>55</sup>, PETRONAS occuperait le quatrième rang mondial parmi les compagnies pétrolières, derrière Royal Dutch/Shell, Exxon-Mobil et BP-Amoco. De plus, PETRONAS s'est transformée depuis sa création pour devenir une corporation globalisée. Aujourd'hui, elle a des activités dans plus de 25 pays et près de 30 pour cent de son revenu est maintenant lié à ses activités outre-mer (Azam. 2001 : 6).

Pour l'année financière 2000, ses revenus étaient de 60,6 milliards RM et ses actifs totalisaient RM 121.5 milliards. Ses profits s'élevaient à 21.6 milliards RM. Depuis, les prix du pétrole se sont encore relevés sur le marché international (Azam. 2001 : 6).

La décennie 1990 comme nous l'avons démontrée dans ce chapitre, s'inscrit dans la continuité tant au niveau des mécanismes internes du pouvoir politique que de l'activité économique. Les institutions du pays permettent à l'élite au pouvoir d'imposer sa volonté avec succès et la croissance économique est au rendez-vous, mais cette situation est rendue possible par le pouvoir de dépenser du gouvernement.

##### **5. En bref : La crise de 1998, un nouveau test de la stabilité du système politique**

L'édifice sera ébranlé en 1998 lorsque l'économie se contracte et lorsque les arbitrages que doivent faire les autorités publiques sont plus difficiles à gérer parce que le gâteau à partager a momentanément fondu. Une crise politique va se greffer sur la crise économique tout comme on avait pu l'observer lors des précédentes crises. La rapidité, et l'efficacité, avec laquelle l'État maîtrise les aspects politiques et

---

<sup>55</sup> Tel que nous l'avons déjà mentionné, PETRONAS ne publie pas systématiquement ses états financiers. Une lettre ouverte paru dans le *Asian Wall Street Journal* (Quek. 21 juillet 2000) demandait plus de transparence à PETRONAS qui a alors pris la peine de répondre également par lettre ouverte dans laquelle l'information reste partielle, on n'y dévoile aucune information sur la production, le partage des coûts dans les partenariats avec les entreprises privées, ni les dividendes versées au gouvernement.

économiques de la crise confirment la grande résilience du système politique malaysien.

Les causes et les conséquences de la crise économique qui a frappé l'Asie en 1997 font encore l'objet de débats<sup>56</sup>. Mais ici ce ne sont pas les causes mais plutôt la résilience du système politique qui nous intéresse. Les institutions autoritaires et la capacité de dépenser ont encore une fois permis au gouvernement de Malaysia de traverser cette crise sans que ne soit modifié le système politique du pays<sup>57</sup>.

Le point de départ de la crise est économique et externe. En bref, la crise asiatique commence en 1997; le bath, la monnaie thaïe, surévaluée, s'effondre sous les assauts des spéculateurs. La devise malaysienne ne tardera pas à suivre le mouvement de chute, ainsi que toute l'économie de la région. En moins d'un mois le ringgit perd 40 pour cent de sa valeur face au dollar américain. La bourse de Kuala Lumpur, comme toutes celles de la région, s'effondre. Les capitaux fuient. Les faillites se multiplient.

Dès la fin de 1997, le ministre des Finances, Anwar Ibrahim, annonce une série de mesures draconiennes pour stopper l'hémorragie. Les projets de construction sont suspendus, annulés ou reportés; tout le gouvernement doit procéder à des coupures de l'ordre de 10 à 20 pour cent dans ses budgets d'opération. Par ailleurs, pour stimuler l'économie, la taxe sur les corporations est abaissée de 30 pour cent à 28 pour cent et aucun impôt sur le revenu des contribuables ne sera perçu en 1998. Malgré tout, l'économie se contracte sévèrement et entre en récession en 1998.

---

<sup>56</sup> À ce sujet voir entre autres : Jomo 2002, 1998; Haggard. 2000; Ravenhill et Noble. 2000; Garnaut et McLeod. 1999. Johnson 1998; Wade. 1998.

<sup>57</sup> Cet épilogue qui porte la crise de 1998, et les événements politiques qui l'entourent, a été construit en se basant sur trois sources d'informations. D'abord, des publications ayant traité de la crise politique, entre autres : Welsh. 2005; Weiss et Hassan. 2003; Felker. 1999; Chin. 1997,1996. Ensuite, des publications ayant traité de la crise économique, entre autres : Athukorala. 2003; Banque Mondiale. 2000; Malaysia. 2004; 2001a et b; Thalal. 2003. Et, finalement, des entrevues réalisées par l'auteur de sept. 1998 à sept. 1999 sur le terrain en Malaysia. Parmi les gens rencontrés se trouvent des professionnels, des membres des partis politiques, du personnel diplomatique, des journalistes, des gens d'affaire et de simples citoyens.

Le gouvernement refuse de faire appel au FMI qui aurait sans doute imposé quelques ajustements structurels, parmi lesquels auraient peut-être figurée la remise en cause des politiques discriminatoires à l'avantage des *Bumiputras*, ce que le gouvernement n'est pas prêt à faire. Chin écrit à ce sujet :

« UMNO's ideological pillar of Malay political supremacy and maintaining the "specials rights" of the Malay meant that Mahathir had to avoid taking any of the IMF's bitter medicine. Moreover, the majority of Malay entrepreneurs are so used to government subsidy that it is doubtful they could understand open competition. » (Chin. 1998 : 187)

On refuse de faire appel au FMI, mais les tensions sont grandes au Conseil des ministres. Les leaders de l'UMNO ne s'entendent pas sur la marche à suivre. Mahathir et son ministre des Finances s'opposent de plus en plus ouvertement. Un clan, celui de Mahathir, veut imposer le contrôle des capitaux, rendre la monnaie inconvertible, et injecter des sommes colossales dans les conglomérats nationaux en difficulté, conglomérats contrôlés par les amis du régime. Anwar s'oppose à chacune de ces mesures, peut-être par éthique, peut-être aussi parce que son clan n'y gagne rien. Anwar perd le bras de fer avec Mahathir et ses alliés. Le 2 septembre 1998, il est congédié du gouvernement et de l'UMNO. La population est en état de choc.

Anwar, leader charismatique, s'adresse à une foule de plus de 20 000 personnes réunie à la mosquée nationale au cœur de Kuala Lumpur, le vendredi 20 septembre 1998. Le soir même, il est arrêté et emprisonné en vertu de l'ISA. Il s'ensuit une longue saga judiciaire au terme de laquelle il sera jugé et condamné pour corruption et sodomie dans une parodie de procès qui occupe une grande place dans les médias étrangers.

Néanmoins le pouvoir de l'exécutif est ébranlé; une brèche dans le régime semble s'ouvrir. La société civile joint sa voix à l'opposition pour revendiquer des changements en profondeur et exiger que les droits et libertés civiles et politiques de tous soient respectés.

Un mouvement revendiquant l'urgence de réformes s'organise et manifeste son mécontentement. Il prend le nom de *Reformasi*, comme en Indonésie, pays voisin où la population vient de faire tomber Suharto. La société civile malaysienne prend la parole mais tous se rappellent l'opération *lalang* de 1987 et les multiples usages des lois et règlements pour emprisonner les opposants. L'autocensure demeure très répandue<sup>58</sup>.

C'est dans ce contexte que le parti *Keadilan* est fondé, parti politique réunissant les partisans de Anwar. Son épouse, Wan Aziah, en prend la tête. Autour de ce parti se crée une nouvelle coalition de partis d'opposition, dont le DAP et le PAS, qui s'organisent pour faire face au *Barisan Nasional*. Cette coalition prend le nom de *Barisan Alternatif* (BA) ou Front Alternatif, ils vont présenter un seul candidat par circonscription pour éviter la dispersion du vote. Le BA appelle à de profondes réformes pour en finir avec l'autoritarisme et la corruption au gouvernement.

Le bras de fer qui s'amorce maintenant entre les forces de l'opposition et le gouvernement, se terminera une fois de plus à l'avantage du pouvoir exécutif. Comme le souligne un observateur du *Asian Survey* : « *Though surprisingly resilient, the protest movement posed no threat to the government's stability* » (Felker. 1999 : 46). Le gouvernement utilisera son arsenal législatif et ses institutions pour décapiter le mouvement de réforme et miner ses appuis. Les pouvoirs publics utilisent la propagande, les arrestations arbitraires, les menaces aux bénéficiaires des contrats publics et des largesses de l'État. La propagande gouvernementale est impressionnante et vise à démobiliser la population. Même les panneaux publicitaires le long des autoroutes portent des messages du gouvernement mettant en garde la population contre les dangers de voir un nouvel épisode de violence comme en mai 1969. Les publicités télévisées de PETRONAS reprennent cette idée en insistant sur l'importance pour les Malais de rester unis derrière le gouvernement<sup>59</sup>.

---

<sup>58</sup> Observation l'auteure.

<sup>59</sup> Observation de l'auteure, juin 1998.

Au cours de 1998 et dans les années qui suivent, des manifestations s'organisent régulièrement. Des centaines de manifestants sont arrêtés puis relâchés. Dans cette période d'agitation, des fonctionnaires sont congédiés, des étudiants et des professeurs renvoyés, des directeurs de journaux mis à la porte. Les opposants au régime de l'UMNO se heurtent à la solidité des institutions du pays.

Les lois autoritaires n'expliquent pas à elles seules la force du gouvernement. Son pouvoir de dépenser est tout aussi fondamental à ses succès passés comme présents. En 1998, le gouvernement va injecter des sommes importantes et mettre sur pied un plan d'action qui sera couronné de succès<sup>60</sup>. Les finances publiques demeurent en bonne santé alors que les dépenses publiques augmentent sensiblement. L'investissement public en proportion du PNB augmente de 22 pour cent pendant les années 1995-1997, à 30 pour cent en 2001 (Vijayaedchumy. 2003 : 174). Le ministère des Finances le confirme, immédiatement après la crise : « *the Government embarked on an expansionary fiscal policy to provide counter-cyclical measures to compensate for the financially strapped private sector* » (Malaysia. 2004 : 94)

---

<sup>60</sup> Le gouvernement résume ainsi sa position : « *The financial crisis made it necessary for the Government to launch a fiscal stimulus package in 1998 to compensate for the sharp contraction in private investment* » (Malaysia. 2001b : 44) et l'on résume ainsi les actions déployés par les institutions publiques :

« The National Economic Action Council (NEAC) was established on 7 January 1998 as a consultative body to deal with the economic crisis. Under the NEAC, the National Economic Recovery Plan (NERP) was prepared as the blueprint for economic recovery. The Recovery Plan contained over 580 recommendations to stabilize the currency, restore market confidence, maintain financial market stability, as well as address medium-term issues such as improving economic fundamentals and addressing the equity and socio economic agenda. The four components that were central in the recovery measures were:

- Fiscal stimulus package directed towards priority sectors to prevent further contraction and jumpstart the economy;
- Easing monetary policy to lower interest rates;
- Establishing Danaharta to address the rising non-performing loans in the portfolios of the banking sector, Danamodal to recapitalize and consolidate the banking sector, and the Corporate Debt Restructuring Committee to facilitate voluntary debt restructuring of viable companies: and
- Introduction of the selective capital control measures as a pre-emptive step on 1 September 1998, which included making the Ringgit non-tradable outside the country and pegging the Ringgit at RM 3.80 to USD 1.00 ».



En 2003, la dette représente 47 pour cent du PIB, et seulement 19 pour cent est financée sur les marchés extérieurs (Malaysia. 2004 : 103). Le EFP et PETRONAS ont fourni les sommes nécessaires au gouvernement (Hewison, Robinson et Rodan. 2001 : 197-198) mais les détails et les montants de ces transactions ne sont pas du domaine public.

La Malaysia va se sortir de la crise rapidement et afficher un taux de croissance qui dépasse les 4 pour cent dès 1999. Confiant de l'appui général que recueillera le BN lors d'élections générales, Mahathir, qui doit organiser des élections avant 2000, les déclenche en 1999. La campagne électorale dure 7 jours; les résultats sont probants : le BN obtient plus des deux tiers des sièges au Parlement. Certes le BN a perdu des sièges au profit du BA et enregistré sa plus mauvaise performance à vie. Néanmoins, il garde le pouvoir d'amender la Constitution et d'imposer ses lois. Comme l'écrit en Zakaria Haji Ahmad de l'*Universiti Kebangsaan Malaysia* (2000 : 2) :

« ... the 1999 elections was « much ado about nothing ». In spite of the turmoil, even the BA was quite realistic that it had no chance of an electoral win. Denying the BN a two-third majority was a more realizable goal, and this provided a more dramatic air of contestation that heretofore. But, in a larger way the elections was not suggestive of a major transformation of Malaysia politics in which issues such as Malay political dominance, greater openness in the political arena, of opportunities for dissent, corruption in high places and so on, were seriously breached. »

L'UMNO et sa coalition font beaucoup mieux aux élections suivantes, le 21 mars 2004. Le *Barisan Nasional* obtient alors 63,5 pour cent du vote populaire et 90,8 pour cent des sièges en chambre (Welsh. 2005 : 156). Le *Dewan Rakyat* (chambre basse) se compose alors de 198 membres du BN, 19 membres de partis d'opposition qui ne sont plus réunis dans le BA, et d'un membre indépendant. Cette éclatante victoire de l'UMNO et de sa coalition se produit alors que les troupes du BN ne sont plus conduites par Mahathir : il a pris sa retraite en laissant le pouvoir à son numéro deux, Abdullah Badawi.

Le succès du BN en 2004 confirme la résilience de l'État rentier malaysien et ses institutions. Aujourd'hui, avec pour vaisseau amiral PETRONAS toujours aussi puissant, le gouvernement continue de s'appuyer sur une rente importante lui donnant des marges de manœuvre dont rêvent de disposer bien des chefs d'État. La rente et la configuration des institutions expliquent la stabilité de la Malaisie de 1957 à la fin des années 1990. La crise de 1998, jugulée rapidement, accrédite à son tour la valeur heuristique de notre recherche.

## CONCLUSION

L'idée d'un certain sens de l'histoire en marche vers la démocratie libérale – seule formule d'organisation politique pouvant générer stabilité et prospérité – imprègne non seulement la plupart des discours politiques mais aussi de nombreux travaux de science politique.

La littérature annonçant le changement démocratique abonde et la Malaysia n'y échappe pas. Pourtant ce pays a été très peu étudié sous l'angle qui le caractérise vraiment : celui de la stabilité d'un système politique autoritaire. Les études se sont plutôt employées à mettre en évidence ses composantes démocratiques, à définir de nouvelles catégories pour classer ce régime, ou encore à souligner la légitimité de ses gouvernements élus. Les travaux sur ce pays demeurent largement influencés par l'école de la modernisation. Or, on sait que ce courant fait principalement porter ses travaux sur le changement et non le phénomène de la stabilité d'un régime autoritaire. Les années 1998 à 2004 ont été marquées par un foisonnement de publications sur le thème du changement démocratique (Nair. 2005); la démocratisation de la Malaysia semble inévitable car, pense-t-on, la crise de 1998 a ouvert dans ce système autoritaire une brèche qu'on ne pourra plus, cette fois, colmater. Et pourtant, plus de sept années après la crise, aucun changement notable ne s'est encore produit : la Malaysia demeure un pays stable et toujours aussi autoritaire. Comment expliquer ce phénomène? En général, les études sont rares sur la stabilité des systèmes politiques non démocratiques et c'est à combler ce manque que cette thèse s'est employée en se concentrant sur l'étude d'un cas de façon plus détaillée.

*La Malaysia, un pays autoritaire*

La littérature sur la Malaysia est unanime sur un point : ce pays affiche une stabilité remarquable. Notre étude le confirme. Le concept de stabilité employé dans cette thèse nous amène à conclure à notre tour que depuis son indépendance le pays est stable, c'est-à-dire que la situation politique y est prévisible : ni son régime parlementaire, ni ses institutions, n'ont connu de transformations ou de réformes importantes; aucun coup d'État, ni de révolution ne sont venus interrompre la régularité des élections inscrites dans la Constitution.

Sans exception depuis la décolonisation, le gouvernement fédéral a été formé par une coalition de partis politiques, élus au suffrage universel, dominée par un parti : l'*United Malays National Organisation* (UMNO), toujours secondé par le *Malaysian Chinese Association* (MCA). La permanence de cette alliance renforce encore la stabilité du pays. Malgré la présence de partis d'opposition à chaque scrutin, cette coalition conserve les deux tiers des sièges à l'assemblée législative. Tous les processus et résultats électoraux sont prévisibles, *it's the only game in town* pourrions nous dire en paraphrasant l'école de la transitologie (Przeworski. 1991: 26; Linz et Stepan. 1996: 5). Le processus électoral procure à l'équipe au pouvoir une légitimité renouvelée d'autant plus que les Malaysiens votent en grand nombre. Toutefois, l'opposition existe et recueille, à chaque scrutin, entre 35 et 45 pour cent du vote populaire. Comme souvent dans un mode de scrutin uninominal, à un tour, la coalition victorieuse remporte une proportion de sièges plus grande que la proportion du vote exprimé en sa faveur.

Stabilité également dans la continuité du modèle de régime politique de type britannique. Le chef du gouvernement, le premier ministre, est le chef de la majorité en chambre. Les militaires et les policiers, de leur côté, assurent l'ordre sous la directive des autorités publiques et conformément à la loi; ils n'ont jamais interféré avec le pouvoir exécutif. L'autorité émane du Parlement mais s'exerce par le pouvoir exécutif.

Contrastant avec les autres caractéristiques héritées du modèle de Westminster, des pratiques autoritaires sont bien installées dans le pays. Les droits et libertés, civils et politiques, dont jouissent les citoyens sont limités; les Malaisiens savent qu'il est périlleux de contester le pouvoir politique et les institutions du pays. Les manipulations législatives visant à bâillonner toute forme d'opposition, conjuguées aux multiples amendements constitutionnels et aux nombreuses arrestations sans procès, montrent à l'évidence les limites de l'espace public et des droits de la personne. Ces pratiques sont ancrées dans les processus politiques et codifiées dans les institutions nationales depuis 1957. Le contrôle des médias, le fonctionnement du système électoral, les mécanismes du régime parlementaire, les amendements constitutionnels qui limitent la liberté d'expression même au sein des assemblées législatives, toutes ces pratiques sont autant de freins à la représentation et à l'expression démocratique des citoyens. Non seulement une victoire électorale de l'opposition est-elle impossible, mais le rôle même de l'opposition en chambre est limité de manière à l'empêcher de faire contrepoids au pouvoir exécutif.

Dans ce contexte, c'est donc bien la stabilité du régime qu'il s'agissait d'expliquer et non pas le changement politique et nous en avons fait le cœur de notre recherche. Pour le faire, nous ne pouvons donc pas nous appuyer sur les travaux influencés par l'école de la modernisation. De leur côté, les courants qui proposent d'étudier la stabilité politique, et qui ont abordé le cas malaysien – la démocratie consociative et l'approche par les valeurs asiatiques – n'offrent pas non plus d'analyses satisfaisantes et qui résistent à la recherche empirique.

#### *Une approche à construire*

À l'encontre de la théorie de A. Lijphart, ce travail a démontré que la Malaysia n'est pas une démocratie consociative, le gouvernement y est dominé par un seul et même parti politique aux mains des Malais. On ne peut pas interpréter cette situation comme un cas de coopération organisée entre segments de la société qui négocient et arbitrent ensemble le jeu politique car seul l'UMNO détient un droit de veto dans le gouvernement. Le rejet du bilinguisme en 1967; l'introduction de la NEP et surtout

de l'*Industrial Coordination Act* en 1975; l'intransigeance envers les écoles chinoises avant comme après 1988, sont autant d'exemples qui font voir la prépondérance de l'UMNO sur celle des Chinois, pourtant représentés par le MCA dans la coalition au pouvoir.

Nous avons aussi mis en évidence l'existence d'une vive compétition pour la représentation politique, compétition qui selon le modèle consociatif, devrait pourtant s'atténuer. Or, la compétition au sein même de l'UMNO est un des facteurs à la source des crises politiques qui ont secoué le pays sans le transformer. La compétition est aussi présente sur le terrain électoral; chaque scrutin témoigne de l'existence de groupes et de partis d'opposition qui cherchent à participer à la vie politique. La domination du *Barisan Nasional* semble bien plus tenir des règles du jeu établies en sa faveur, que d'une organisation sociale ayant maîtrisé la compétition comme le modèle de Lijphart le suggère.

Deux traits fondamentaux du régime politique apparaissent clairement au fil du récit reconstruit dans cette thèse, ils ne permettent pas de qualifier la Malaysia de démocratie consociative, et encore moins de démocratie libérale. Premièrement, la Constitution du pays ne reconnaît pas l'égalité des citoyens : les Malais détiennent des droits spéciaux inscrits en toute lettres dans la Constitution. Deuxièmement, la liberté d'expression est restreinte au point d'interdire, sous peine d'emprisonnement pour acte de sédition, toute critique, voire toute discussion, au sujet de ces droits spéciaux et des dispositions constitutionnelles qui en traitent. Cette interdiction s'applique même aux parlementaires lorsqu'ils siègent en chambre. L'inégalité des citoyens interdit à un non-Malais d'aspirer au poste de premier ministre.

L'approche basée sur les valeurs culturelles asiatiques n'offre pas non plus d'explication satisfaisante pour comprendre la stabilité du système politique malaysien. Les luttes féroces et les jeux de pouvoir au sein de l'UMNO démontrent à eux seuls les limites d'une explication basée sur un déterminant culturel qui postule un attachement particulier à l'ordre, au consensus et au respect de l'autorité dans la

vie politique. L'usage de la force et des lois arbitraires a permis au gouvernement, par exemple, de bâillonner en 1988 le père de l'indépendance en lui retirant sa chronique dans un grand journal, ou encore de traîner Anwar devant les tribunaux pour sodomie. Ces gestes ne cadrent pas avec une approche qui placerait le respect des aînés au dessus de tout et qui abhorrerait les conflits ouverts et étalés sur la place publique. Également, les luttes électorales contredisent cette approche. En 1964, la lutte que livrent les candidats chinois issus du *People's Action Party* de Singapour, aux autres candidats chinois du MCA pour tenter de gagner quelques sièges au Parlement fédéral de Kuala Lumpur n'est guère en ligne avec le respect de l'autorité, de la hiérarchie et la coopération supposés caractériser les rapports sociaux des communautés asiatiques.

À son tour, l'organisation de la société civile vient infirmer cette approche. De l'articulation de partis de gauche et des tentatives de déploiement des forces syndicales dès les années 1950, au mouvement de *Reformasi* de 1998 en passant par la mobilisation des groupes comme ABIM dans les années 1980 et la multiplication des organisations non gouvernementales dans les années 1990, toute cette activité déployée par des citoyens malaysiens démontre l'existence et l'articulation d'une volonté réelle de participer à la vie publique, d'exprimer ses désaccords avec le gouvernement et d'influencer l'agenda politique.

Il nous a donc fallu regarder ailleurs pour expliquer la stabilité de la Malaysia. La piste de l'État rentier et de ses institutions nous est apparue plus pertinente bien que trop souvent ignorée par la littérature portant sur la Malaysia. La stabilité du système n'est pas assurée dans ce cas, ni par les mécanismes de la démocratie libérale, ni par la coopération consociative, ni par la culture mais par deux facteurs qu'on ne peut dissocier : la configuration des institutions et le caractère rentier de l'économie.

En revoyant plus de 40 années d'histoire politique et économique, notre démarche a éclairé d'un angle nouveau la Malaysia. Les mécanismes institutionnels et les revenus de l'État nous sont apparus de meilleures clés que celles proposées jusqu'à présent

par la littérature. Nous avons donc procédé à une relecture du cas malaysien à l'aide d'outils nouveaux et mis en lumière des liens trop souvent négligés dans la littérature portant sur ce pays, et dans la littérature de science politique plus généralement. Le cadre d'analyse proposé s'appuie sur le concept d'État rentier et ses institutions. Il permet d'articuler l'hypothèse suivante : la stabilité repose sur la configuration institutionnelle du pays et sur la rente mobilisée par le gouvernement, ces deux facteurs étant interreliés.

Pour pouvoir comparer entre elles différentes périodes de l'histoire de la Malaysia, et rendre possible d'appliquer ce type d'analyse à d'autres cas, nous avons utilisé des indicateurs conventionnels à savoir : les activités d'exportation; la structure de la taxation; les investissements publics et les choix gouvernementaux en matière de développement socio-économique, ainsi que le cadre législatif autoritaire. En résumé : les revenus et les dépenses ainsi que les institutions qui permettent à l'État de déployer ses politiques sociales et économiques et d'imposer sa volonté.

*L'argument en bref – État rentier et configuration institutionnelle conjugués*

Ainsi outillée, nous avons pu démontrer que les mécanismes du pouvoir s'appuient sur des institutions fortes, financées par une rente abondante que mobilise le gouvernement. On a pu observer un double mouvement : les institutions permettent de limiter ou bloquer les demandes de la société en conférant une grande autorité au pouvoir exécutif. Ceci lui permet, en retour, de mobiliser la rente et d'arbitrer sa redistribution. Ces deux mécanismes nourrissent la stabilité du système politique : la rente rend possible le déploiement des activités de l'État et ses institutions qui elles favorisent en retour le développement de l'économie rentière. Lors de crises, le gouvernement peut se servir de son appareil coercitif et compter sur l'appui d'une portion notable de la population qui bénéficie des investissements publics toujours importants.

Après avoir établi que le système politique de la Malaysia est stable et autoritaire, la thèse a démontré que la Malaysia est un État rentier. L'importance du secteur des



exportations de ressources naturelles, notamment le pétrole, la classe parmi les États rentiers. Bien que l'industrialisation ait modifié la dépendance de l'économie aux exportations de matière premières, ce secteur demeure important pour les revenus de l'État. La politique fiscale du gouvernement demeure typique des États rentiers. Les revenus de l'État ne sont pas tirés de la taxation des individus mais des activités liées au commerce international et des activités de compagnies publiques telles que PETRONAS. Encore aujourd'hui, les impôts sur le revenu des particuliers représentent à peine 10 pour cent des revenus de l'État.

Fait à souligner, le pouvoir de dépenser du gouvernement lui permet d'éviter non seulement l'endettement extérieur mais aussi d'avoir recours aux institutions financières internationales comme le FMI, dont l'aide s'accompagne d'un droit de regard sur la gestion interne.

Le gouvernement évite la taxation de la population tout en réalisant des dépenses publiques qui constituent une part importante de l'économie nationale. Le lien entre taxation et représentation ne peut donc se construire. L'État échappe au contrôle de la société parce que les autorités publiques, pour générer leurs revenus, s'appuient sur d'autres sources que les revenus de ses citoyens.

La Malaysia reste caractérisée par l'importance de sa bureaucratie. Non seulement la taille, mais aussi le rôle de cette fonction publique confirment le caractère rentier du pays. Nous avons en effet constaté que, contrairement à ce qui a pu être observé dans le cas des pays européens (Tilly. 1985), le développement de la bureaucratie n'a pas de lien avec la mise sur pied d'institutions permettant à l'État de prélever des taxes sur son territoire. L'État malaysien est redistributeur et, de ce fait, sa fonction publique se trouve davantage engagée dans le développement social et économique du pays que dans l'extraction de revenus pour le gouvernement.

Si la rente permet de consolider les institutions du pays, elle aide aussi à mieux comprendre la démobilisation de segments entiers de la population. Certains citoyens

revendiquent moins de participation ou de représentation politique. C'est le cas notamment de la classe d'affaire *bumiputra*, complètement dépendante de l'État, le cas aussi des citoyens dont les revenus sont très peu taxés et qui néanmoins bénéficient du développement du pays et des services publics, parmi lesquels l'éducation, l'emploi, les services de santé, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, à un grand réseau routier, etc.

La résilience du pouvoir exécutif est liée à la redistribution de la rente qu'il arbitre. L'abondance des revenus explique les marges de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics pour gérer le pays, équilibrer les finances publiques, administrer des politiques redistributrices généreuses, éviter l'endettement extérieur et les crises inflationnistes.

C'est ce qui nous fait dire que les lois autoritaires et les institutions coercitives n'expliquent pas à elles seules la stabilité du système politique. La rente rend possible le développement d'institutions qui permettent au régime de surmonter les crises quand elles surviennent, en retour, ces institutions permettent de redistribuer la rente selon les politiques publiques définies et mises en oeuvre par le gouvernement. Les dispositions constitutionnelles, les lois autoritaires, le système électoral, le régime parlementaire, autant que les entreprises publiques, les plans de développement, les institutions financières publiques, et surtout la caisse de retraite, viennent supporter deux axes d'intervention de l'État : imposer sa volonté et ses lois, et livrer le développement socio-économique du pays.

Nous avons validé notre piste de recherche en procédant à l'analyse de trois périodes historiques. La première se déroule de 1957 à 1969. À cette époque déjà, la rente joue un rôle important dans la vie politique et économique du pays. Ayant hérité d'un État exportateur de matières premières, le gouvernement fait le choix d'investir dans les secteurs générateurs de rentes. On favorise des politiques libérales et l'économie demeure ouverte, alors que le capital étranger domine toujours l'économie du pays. L'économie rentière est alors totalement dépendante des exportations de caoutchouc

et d'étain, mais procure des revenus prisés par le gouvernement. La vie institutionnelle demeure marquée par la continuité également. Le nouveau gouvernement adopte telles quelles les institutions mises en place par la puissance coloniale. Bien avant 1957, cette formule avait fait ses preuves : elle avait permis de maîtriser la menace communiste et d'installer à la tête de l'État, pour collaborer avec le pouvoir britannique, des représentants des familles royales et de l'élite marchande. Les lois autoritaires sont toujours à l'œuvre après 1957; la liberté de presse limitée et l'abolition, en 1965, de la démocratie embryonnaire au niveau municipal, témoignent déjà de la limite de l'espace public.

La deuxième période que nous avons analysée se déroule de 1970 à 1987. Au cours de ces années, le gouvernement intervient massivement pour stimuler la croissance économique. La restructuration de la propriété s'impose car les Malais ne participent pas à l'économie moderne qui se développe. L'économie rentière génère les fonds nécessaires, supportée maintenant par les exportations de pétrole. Le caractère redistributeur de l'État va se déployer de manière remarquable au cours des années 1970 et 1980, pour livrer la croissance tel que planifiée par le gouvernement. Les institutions, elles, ne sont pas modifiées, simplement ajustées pour s'assurer que l'UMNO et les partenaires de sa coalition gardent la mainmise sur toute la vie politique de pays. La seconde crise politique prendra naissance dans le seul espace politique où la compétition peut s'exprimer : entre les leaders de l'UMNO.

La troisième période historique que nous avons étudiée se déroule sur dix ans seulement, de 1988 à 1998, années encore une fois marquées par la continuité tant dans les objectifs des politiques publiques, que dans l'équipe au pouvoir, dans la structure de l'économie et la taxation ou dans l'appareil coercitif. Le gouvernement garde son économie ouverte et courtise activement le capital étranger pour soutenir la croissance. La politique de privatisation des entreprises du secteur publique se poursuit. Les politiques sociales ne sont pas abandonnées même si le secteur privé offre maintenant des services de santé et d'éducation. Malgré la politique de privatisation qui caractérise alors toute l'action gouvernementale, la grande

compagnie de pétrole PETRONAS demeure propriété de l'État et continue de contribuer de manière importante à la santé économique du pays.

De ces trois périodes, on peut dégager des caractéristiques communes. D'abord les politiques fiscales, le gouvernement taxe peu les citoyens pour privilégier la taxation des activités liées au commerce international et particulièrement les ressources naturelles. Cette stratégie lui procure les sommes nécessaires pour jouer un rôle important dans l'économie.

Ensuite, les trois moments de crise ont en commun de survenir au moment où le pays traverse une conjoncture économique difficile, contraignant le pouvoir d'action de l'État rentier. Les divisions qui apparaissent alors au sein de l'UMNO portent essentiellement sur les politiques économiques à adopter pour juguler les problèmes économiques du pays. Profitant d'un affaiblissement momentané de l'UMNO, l'opposition se mobilise pour réclamer des changements en profondeur, sans succès.

La sortie de crise est similaire aussi dans les trois périodes historiques, à chaque fois elle a été maîtrisée rapidement par les lois autoritaires du pays et suivie par l'adoption de mesures économiques d'investissements publics. Au moment des crises le gouvernement a systématiquement utilisé la coercition et la force, jamais le compromis ou la négociation. Entre les crises, l'État ne transforme pas ses institutions pour répondre à des demandes de l'opposition ou de la société civile, mais les renforce pour s'assurer de continuer à maîtriser le jeu politique et prévenir de futures menaces à son autorité. Pour sortir rapidement le pays de la zone de turbulence, le gouvernement procède aussi à des investissements importants pour retrouver le chemin de la croissance, sans hausser le niveau de la taxation de la population.

#### *Les apports de l'étude*

Notre étude du cas malaysien démontre l'importance de tenir compte des institutions dans l'analyse de la stabilité politique, d'autant plus qu'elles ont dans ce cas été l'outil supportant une élite sans capital, l'élite malaise, pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. Au moment de l'indépendance, l'élite malaise n'est pas propriétaire des

activités économiques sur son territoire. Elle prend toutefois les commandes de l'État en reléguant l'élite chinoise à un rôle politique secondaire. Dans les années 1960, les Malais possèdent à peine 2 pour cent de l'économie nationale; les Chinois, eux, près de 20 pour cent, le capital européen domine alors l'économie. À la fin des années 1990, les deux communautés sont chacune parvenues à augmenter d'environ 20 pour cent leur participation dans l'économie du pays, si bien qu'en 2000, les Malais possèdent maintenant 19,1 pour cent du capital d'affaires et les Chinois près de 40 pour cent.

L'État malaysien est donc un enjeu et non pas un arbitre. La mobilisation politique de l'élite malaise a permis le contrôle des institutions politiques. Cette configuration n'est pas commune. L'élite sans capital a gardé la mainmise sur l'État. Cette stratégie a été possible, et couronnée de succès, grâce aux revenus de l'État qui lui permettent de jouer un rôle important dans l'économie nationale et de poursuivre des politiques sociales visant l'amélioration la qualité de vie de tous les citoyens.

Les récentes victoires électorales de l'UMNO et sa coalition, en 1999 et en 2004, sont venues appuyer notre hypothèse : la configuration des institutions politiques, et la rente, fournissent les outils nécessaires à l'élite au pouvoir pour se maintenir en place, et ce, même lors de conjonctures difficiles.

Du point de vue de l'interprétation théorique, nous pensons que cette thèse apporte deux contributions à la science politique : d'abord un enrichissement de la théorie de l'État rentier. En effet, notre recherche a permis d'élargir et de clarifier le concept d'État rentier en explorant les liens entre institutions et revenus abondants qui ne proviennent pas de la taxation des citoyens. Ensuite, nous avons articulé un cadre d'analyse qui permet de mieux comprendre la stabilité d'un système politique autoritaire. Cette thèse y est parvenue en approfondissant la réflexion sur un cas en particulier, en utilisant une boîte à outils originale, et en développant un cadre d'analyse généralisable à d'autres cas pour contribuer à notre compréhension des phénomènes de stabilité dans des régimes non démocratiques.

De façon plus générale, cette thèse contribue aussi à démontrer l'importance et la pertinence de mener des études de cas pour faire progresser la réflexion théorique. Cette thèse a donc ouvert une nouvelle piste de réflexion sur la Malaysia mais a aussi contribué à raffiner la réflexion sur l'État rentier et démontrer la valeur heuristique du lien entre institutions politiques et rente qui permet de dépasser les théories qui lient : rente et instabilité; ou rente et problèmes économiques. Nous avons montré la valeur heuristique du concept d'État rentier lorsque défini non seulement en terme de pourcentage d'exportation de ressources naturelles, mais aussi en tenant compte de deux autres facteurs importants : la taxation de la population et l'importance des dépenses publiques.

L'État s'adapte et continue de puiser ses revenus à diverses sources exogènes à sa société. Ce n'est pas la quantité de pétrole exportée qui permet d'expliquer les processus politiques mais les marges de manœuvre que la rente procure au gouvernement et ce qu'il peut en faire. L'État rentier a un impact sur la stabilité politique lorsqu'il est redistributeur.

Bien que beaucoup de travail reste encore à faire pour mieux comprendre la stabilité de régimes non démocratiques, cette piste est pertinente. Dans le cas de la Malaysia un travail de recherche sur la formulation des politiques publiques et l'influence des différentes composantes de la société viendrait sans doute étayer davantage la stabilité politique du pays depuis tant d'années.

La principale limite que nous avons rencontrée au cours de cette recherche réside dans le problème de la disponibilité des informations et des données économiques de qualité. Les contradictions dans les publications officielles du gouvernement malaysien sont nombreuses, surtout quand il s'agit d'analyser des phénomènes économiques plus en détail. De plus, mentionnons une différence importante de disponibilité de publications officielles sur les dépenses de développement par rapport aux informations sur les revenus de l'État ou ses dépenses courantes. Le gouvernement de Kuala Lumpur est généreux dans la publication des détails

concernant ses investissements publics et ses programmes de développement mais avare sur la provenance de ses revenus. Ceci explique peut-être pourquoi tant de travaux de recherche et de publications portent leur attention sur le formidable développement de la Malaysia et sur ses généreux programmes et dépenses de développement, alors que les études sur ses revenus et ses politiques fiscales sont parcimonieuses. L'agenda de recherche est limité par la disponibilité des informations que le gouvernement contrôle, dans un contexte où la possession, ou l'utilisation, de toute publication non officielle est passible d'emprisonnement.

Au terme de cette recherche, nous constatons que l'emploi et l'articulation d'une nouvelle approche, celle de la dynamique de l'État rentier et de ses institutions, fait mieux comprendre la stabilité du système politique malaysien et plus généralement, comment la stabilité d'un régime peut se conjuguer avec son autoritarisme. Mis en face de phénomènes persistants de démocratie bloquée, nous disposons d'une interprétation qui rend mieux compte de la réalité et qui évite de postuler qu'il ne s'agit que d'une question de temps avant que l'histoire ne poursuive sa marche manifeste vers sa destinée démocratique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abbas, Abdelkarim (dir). 1999. *Change and Development in the Gulf*. New-York : St. Martin's Press.
- Abbott, Jason P. 2004. « The Internet, *reformasi* and Democratisation in Malaysia » dans *The State of Malaysia*. Gomez (dir). Londres : Routledge Curzon.
- Abbott, Jason P. 2003. *Developmentalism and Dependency in Southeast Asia*. Londres : Routledge Curzon.
- Abbott, Jason P. 2001. « Democracy@internet.asia? The Challenges to the Emancipatory Potential of the Net : Lessons from China and Malaysia ». *Third World Quarterly* 22(1) : 99-114.
- Abdul Aziz Bari. 2004. « The Evolution of Malaysian Constitutional Tradition ». Article présenté à *Asian Law Institute Inaugural Conference*. Asian Law Institute (ASLI). Singapour. 27-28 mai.
- Abdul Rahman. 1981. *As a Matter of Interest*. Petaling Jaya : Heinemann.
- Abdul Rahman. 1969. *May 12 : Before and After*. Kuala Lumpur : Utusan Melayu Press Limited.
- Abdullah Badawi. 2001. Conférence d'ouverture à *The Annual General Assemblies of the UMNO Youth and Wanita Umno*. Juin. Kuala Lumpur.
- Abib Hussain. 1998. « Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, présenté conformément à la résolution 1998/42 de la Commission des droits de l'homme. Rapport sur la mission en Malaisie ». *Commission des droits de l'homme. Conseil Économique et Social. Nations Unies*. 28 décembre.
- Abib Hussain. 1966. *The Destiny of Indian Muslims*. Londres : Asia Publishing House.
- Acharya, Amitav. 1999. « Southeast Asia's Democratic Moment ». *Asian Survey* 39(3) : 418-832.
- Adam, C et W. Cavendish. 1995. « Background » dans *Privatizing Malaysia : Rents, Rhetoric, Realities*. K. S. Jomo (dir). Boulder : Westview Press.
- Adloff, Virginia Thompson. 1947a. « Opposition in Malaya ». *Far Eastern Survey* 16(11) : 130-131.
- Adloff, Virginia Thompson. 1947b. « Britain's Policy in Malaya ». *Far Eastern Survey* 16(10) : 112.
- Ake, Claude. 1975. « A Definition of Political Stability ». *Comparative Politics* 7(2) : 271-283.



- Albrecht, Holger et Oliver Schlumberger. 2004. « Waiting for Godot : Regime Change Without Democratization in the Middle East ». *International Political Science Review* 25 (4) : 371-392.
- Amartya Kumar Sen. 2003. *Human Rights and Asian Values*. New-York : Carnegie Council on Ethics and International Affairs.
- Amnistie Internationale. 1999. *Malaysia – Human Rights Undermined : Restrictive Laws in a Parliamentary Democracy*.  
Disponible à l'url : <http://www.amesty.org/library/print/ENGASA280061999>.  
Consulté en juillet 2005
- Amnistie Internationale. 2001. « Malaysia : Human Rights Under Threat -- the Internal Security Act (ISA) and Other Restrictive Laws ». *External Briefing* 187.
- Amsden, Alice H. 2001. *The Rise of the « The Rest » : Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*. New-York : Oxford University Press.
- Amsden, Alice H. 1989. *Asia's Next Giant : South Korea and Late Industrialization*. New-York : Oxford University Press.
- Andaya, Barbara Watson et Leonard Y Andaya. 2001. *A History of Malaysia*. Hawaii : University of Hawaii Press.
- Anderson, Lisa. 1987. « The State in the Middle East and North Africa ». *Comparative Politics* 20(1) : 1-18.
- Andeweg, Rudy B. 2000. « Consociational Democracy ». *Annual Review of Political Science*, 3 : 509-536.
- Andic, Fuat M. 1977. « Poverty and Tax Incidence in West Malaysia ». *Public Finance Quarterly* 5(3) : 329-350.
- Anwar Ibrahim. 1996. *The Asian Renaissance*. Singapour : Times Book.
- Apter, D E. 1961. *The Political Kingdom of Uganda*. Princeton : Princeton University Press.
- Ariff, Mohamed et Lim Chze Cheen. 2001. « Mobilizing Domestic and External Resources for Economic Development : Lessons from The Malaysian Experience ». *Asia-Pacific Development Journal* 8(1) : 41-59.
- Ariff Simeh et Mohd Ariff Tengku Ahmad. 2001. « The Case Study on the Malaysian Palm Oil ». *Regional Workshop on Commodity Export Diversification and Poverty Reduction in South and South-East Asia* organisé par l'UNCTAD. Bangkok, 3-5 avril.
- Asher, Mukul G. 2002a. « Social Security in Asia Pacific : Managing Diversity and Securing the Future ». *International Social Security Review* 55(4) : 3-0.

- Asher, Mukul G. 2002b. « Southeast Asia's Social Security Systems : Need for a System-Wide Perspective and Professionalism ». *International Social Security Review* 55(4) : 71-88.
- Asher, Mukul G. 1998. « The Future of Retirement Protection in Southeast Asia ». *International Social Security Review* 50(1) : 3-30.
- Asher, Mukul G et Ramkishen S. Rajan. 1999. *Globalization and Tax Systems : Implications for Developing Countries with Particular Reference to Southeast Asia*. Document 99/23. Adelaide : Centre for International Economic Studies and School of Economics, University of Adelaide.
- Athukorala, Prema-Chandra. 2001. *Crisis and Recovery in Malaysia : the Role of Capital Controls*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Athukorala, Prema-Chandra. 1998. *Trade Policy Issues in Asian Development*. Londres : Routledge.
- Athukorala, Prema-Chandra et Jayant Menon. 2003. « Export-led Industrialisation, Employment and Equity : The Malaysian Case. *Trade and Development* 95(5).
- Auty, Richard M. 1993. *Sustaining Development in the Mineral Economies : the Resource Curse Thesis*. Londres : Routledge.
- Azam Aris. 2001. « My Say : Petronas a Well-oiled Concern ». *The Edge Daily* 17 juillet. Disponible à l' url : [www.theledgedaily.com/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.article.article\\_5539](http://www.theledgedaily.com/cms/content.jsp?id=com.tms.cms.article.article_5539). Consulté en juillet 2005.
- Azizan Ahmad Tajuddin. 2002. *Malaysia Singapore in the World Economy : State Capitalism and Authoritarianism*. Thèse de doctorat. Knoxville : University of Tennessee. Chapitre 3.
- Baker, Jim. 1999. *Crossroads : a Popular History of Malaysia & Singapore*. Singapour : Times Books International.
- Banque mondiale. 2000. *East Asia*. Washington : World Bank Publications.
- Banque mondiale. 2000. *Malaysia Public Expenditures. Managing the Crisis; Challenging the Future*. Rapport no. 20371-MA. Poverty Reduction and Economic Management Sector Unit East Asia and Pacific Region. 22 mai.
- Banque mondiale. 1993. *The East Asian Miracle : Economic Growth and Public Policy*. New-York : Oxford University Press.
- Banque mondiale. 1989. *Malaysia : Matching Risks and Rewards in a Mixed Economy*. Washington : World Bank Publications.
- Banque mondiale. 1955. *The Economic Development of Malaya*. Baltimore : John Hopkins Press.

- Barlow, Colin. 2001. *Modern Malaysia in the Global Economy – Political and Social Change into the 21st Century*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Barlow, Colin et Francis Loh Kok Wah. 2003. *Malaysian Economics and Politics in the New Century*. Northampton : Edward Elgar Publishing.
- Barraclough, Simon. 1985. « The Dynamics of Coercion in the Malaysian Political Process ». *Modern Asian Studies* 19(4) : 797-822.
- Barraclough, Simon. 1984. « Political Participation and Its Regulation in Malaysia : Opposition to the Societies (Amendment) Act 1981 ». *Pacific Affairs* 57(3) : 450-461.
- Barrington, Moore Jr. 1966. *Social Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasant in the Making of the Modern World*. Boston : Beacon Press.
- Barry, Brian. 1975. « Political Accommodation and Consociational Democracy ». *British Journal of Political Science* 5(4) : 477-505.
- Basch, Antonin. 1955. « The Colombo Plan : A Case of Regional Economic Cooperation ». *International Organization* 9(1) : 1-18.
- Bass, Jerome R. 1971. « The New Malaysian Government ». *Asian Survey* 11(20) : 970-983.
- Bass, Jerome R. 1970. « Malaysia : Continuity or Change? ». *Asian Survey* 10(2) : 152-160.
- Baylis, John et Steve Smith. 1997. *The Globalization of World Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Beblawi, Hazem. 1990. « The Rentier State in the Arab World » dans *The Arab State*. Luciani, Giacomo (dir). Londres : Routledge.
- Beblawi, Hazem et Giacomo Luciani. 1987. *The Rentier State*. New-York : Croom Helm.
- Beetham, David. 1985. *Max Weber and the Theory of Modern Politics*. Oxford : Basil Blackwell.
- Bell, Daniel A. 2000. *Human Rights and Democracy in East Asia*. Princeton : Princeton University Press.
- Bénassy-Quéré, Agnès. 1997. « Optimal Pegs for Asian Currencies ». *Centre d'études prospectives et d'informations Internationales (CEPII) document de travail no. 97-14* : 4-33.
- Benedict. 1983. *Imagined Communities*. Londres : Verso.
- Benham, Frederic. 1956. *The Colombo Plan and Other Essays*. Londres : Royal Institute of International Affairs.
- Bertrand, Jacques. 1998. « Growth and Democracy in Southeast Asia ». *Comparative Politics* 30(3) : 355-375.

- Blackton, Charles S. 1951. « The Colombo Plan ». *Far Eastern Survey* 20(3) : 27-31.
- Blumenthal, Dale. 1990. « The Canning Process : Old Preservation Technique Goes Modern ». *U.S. Food and Drug Administration magazine*. Disponible à l'url : <http://www.fda.gov/bbs/topics/CONSUMER/CON00043.html>. Consulté en septembre 2005.
- Bogaards, Matthijs. 2002. *Consociational Parties and Political Accommodation in Ethnoplural Societies*. ECPR Joint Sessions 2002. Turin.
- Boroujerdi, Mehrzad. 1996. *Iranian Intellectuals and the West : the Tormented Triumph of Nativism*. Syracuse : Syracuse University Press.
- Bottomley, Anthony. 1963. « Financial Hitch for Malaysia ». *Far Eastern Economic Review*. Mai : 373-375.
- Bowie, Alasdair. 1994. « The Dynamics of Business-Government Relations in Industrialising Malaysia » dans *Business-Government Relations in Industrialising Asia*. MacIntyre A. (dir). Londres : Allen and Unwin.
- Bowie, Alasdair. 1991. *Crossing the Industrial Divide, State Society, and the Politics of Economic Transformation in Malaysia*. New-York : Columbia University Press.
- Bowie, Alasdair et Daniel Unger. 1997. *The Politics of Open Economies – Indonesia, Malaysia, the Philippines and Thailand*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Bowle, John. 1974. *The Imperial Achievement, the Rise and Transformation of the British Empire*. Boston : Little, Brown and Company.
- Bowring, Philip. 1988. « A Sanitized Star to Rise Again ». *Far Eastern Economic Review* 24 mars : 12.
- Brooker, Paul. 2002. *Non-Democratic Regimes. Theory, Government and Politics*. New-York : St. Martin's Press.
- Brown, Graham. 2005. « Making Ethnic Citizens : The Politics and Practice of Education in Malaysia ». *Crise Working Paper no. 23, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, CRISE*. Queen Elizabeth House, University of Oxford.
- Brown, Graham (dir). 2004. « Policy Levers in Malaysia ». *Policy Context Paper, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, CRISE*. Queen Elizabeth House, University of Oxford.
- Brown, Robert. 1994. *The State and Ethnic Politics in Southeast Asia*. Londres : Routledge.
- Brumberg, Daniel. 2002. « The Trap of Liberalized Autocracy ». *Journal of Democracy* 13(4) : 56-68.
- Brynen, Rex. 1992. « Economic Crisis and Post-Rentier Democratization in the Arab World : The Case of Jordan ». *Revue Canadienne de science politique* 25(1) : 69-97.

- Bunce, Valerie. 2003. « Rethinking Recent Democratization : Lessons from Postcommunist Experience ». *World Politics* 55(2) : 167-192.
- Bunce, Valerie. 1995. « Should Transitologists Be Grounded? » *Slavic Review* 54(1) : 111-127.
- Burton, Michael et Richard Gunther et John Higley. 1992. « Introduction : Elite Transformations and Democratic Regimes » dans *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*. Higley, John et Richard Gunther. Cambridge : Cambridge University Press.
- Caldwell, Malcolm et Mohamed Amin. 1977. *Malaya the Making of a Neo-Colony*. Nottingham : Bertrand Russell Foundation.
- Callahan, Mary. 2002. « State Formation in the Shadow of the Raj : Violence, Warfare, and Politics in Colonial Burma ». *Southeast Asian Studies* 39(4) : 513-536.
- Camau, Michel et Vincent Geisser. 2003. *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Campbell, John L. 1993. « The State and Fiscal Sociology ». *Annual Review of Sociology* 19 : 163-185.
- Camroux, David. 1999. « Un tigre asiatique déçu de la mondialisation. Le nationalisme perverti de la Malaisie ». *Le Monde Diplomatique* février : 12.
- Camroux, David. 1996. « State Responses to Islamic Resurgence in Malaysia : Accommodation, Co-Option, and Confrontation ». *Asian Survey* 36(9) : 852-868.
- Can Manufacturers Institute*. « History of the Can ». Disponible à CanCentral dot Com. Consulté en septembre 2005.
- Caraher, Kevin. 2000. « Issues in Incomes Provision for the Elderly in Malaysia ». Papier présenté à la conférence : *Social security in the global village*. Helsinki, 25-27 septembre.
- Carothers, Thomas. 2002. « The End of the Transition Paradigm ». *Journal of Democracy* 13(1).
- Carruthers, Susan L. 1995. *Winning Hearts and Minds : British Government, the Media and Colonial Counter-Insurgency 1944-1960*. Londres : Leicester University Press.
- Case, William. 2002. *Politics in Southeast Asia. Democracy or Less*. Richmond : Curzon Press.
- Case, William. 2001. « Malaysia's Resilient Pseudodemocracy ». *Journal of Democracy* 12(1) : 43-57.
- Case, William. 1996a. *Elites and Regime in Malaysia : Revisiting a Consociational Democracy*. Clayton : Monash Asia Institute.

- Case, William. 1996b. « Umno Paramountcy, A Report on Single-party Dominance in Malaysia ». *Party Politics* 2(1) : 115-127.
- Case, William. 1996c. « Can the "Halfway House" Stand? Semidemocracy and Elite Theory in Three Southeast Asian Countries ». *Comparative Politics* 28(4) : 437-465.
- Case, William. 1994. « The UMNO Party Election in Malaysia : One for the Money ». *Asian Survey* 34(10) : 916-913.
- Case, William. 1993a. « Malaysia in 1993 : Accelerating Trends and Mild Resistance ». *Asian Survey* 34(2) : 119-126.
- Case, William. 1993b. « Semi-Democracy in Malaysia. Withstanding the Pressure for Regime Change ». *Pacific Affairs* 66(2) : 183-205.
- Case, William. 1992. « Malaysia in 1992 : Sharp Politics, East Growth, and a New Regional Role ». *Asian Survey* 33(2) : 184-193.
- Castells, Manuel. 1996. *The Information Age, Economy, Society and Culture – Volume I, The Rise of the Network Society*. Oxford : Blackwell Publishers.
- Chandra Muzafar. 1989. *Challenges and Choices in Malaysian Politics and Society*. Penang : Aliran.
- Chandra Muzaffar. 1986. *Freedom in Fetters : An Analysis of the State of Democracy in Malaysia*. Penang : Aliran.
- Chaudhry, Kiren Aziz. 1997. *The Price of Wealth. Economies and Institutions in the Middle East*. Ithaca : Cornell University Press.
- Chaudhry, Kiren Aziz. 1989. « The Price of Wealth : Business and State in Labor Remittance and Oil Economies ». *International Organization* 43(1) : 101-145.
- Chaudry, Masudul Alam, Uzir Abdul Malik et Mohammad Anuar Adnan (dirs). 1996. *Alternative Perspectives in Third-World Development : the Case of Malaysia*. New-York : St. Martin's Press.
- Cheah, Boon Kheng. 2002. *Malaysia : the Making of a Nation*. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- Chee, Stephen. 1991. « Consociational Political Leadership and Conflict Regulation in Malaysia » dans *Leadership and Security in South East Asia : Institutional Aspect*. Chee, Stephen (dir). Singapour.
- Cheung, Y.L. et Bob Y. Chan. 2004. « Corporate Governance in Asia ». *Asia-Pacific Development Journal* 11(2) : 11-13.
- Chin, Christine B. N. 1998. *In Service and Servitude, Foreign Female Domestic Workers and the Malaysian "Modernity" Project*. New-York : Colombia University Press.

- Chin, James. 1998. « Malaysia in 1997 : Mahatir's Annus Horibilis ». *Asian Survey* 38(2) : 183-189.
- Chin, James. 1997. « Malaysia in 1996 : Mahathir-Anwar Bouts, UMNO Election, and Sarawak Surprise ». *Asian Survey* 37(2) : 181-187.
- Chin, James. 1996a. Review « Constitutional Conflicts in Contemporary Malaysia ». *The Journal of Asian Studies* 55(4) : 1067-1068.
- Chin, James. 1996b. « The 1995 Malaysian General Election : Mahathir's Last Triumph? ». *Asian Survey* 36(4) : 393-409.
- Chio, Vanessa C.M. 2005. *Malaysia and the Development Process : Globalization, Knowledge Transfers and Postcolonial Dilemmas*. New-York : Routledge.
- Cho, George. 1990. *The Malaysian Economy : Spatial Perspectives*. Londres : Routledge.
- Chok Tong, Goh. 1994. « Social Values, Singapore Style ». *Current History*, 417. Décembre.
- Christie, Clive J. 2001. *Ideology and Revolution in South-East Asia, 1900-1975*. Londres : Routledge.
- Chouraqui, Jean-Claude, Brian Jones et Robert Bruce Montador. 1986. « La dette publique dans une perspective à moyen terme. *Revue économique de l'OCDE* no. 7 : 111-167.
- Cleary, Mark. 1994. *Oil, Economic Development, and Diversification of Brunei Darussalam*. Houndmills : The Macmillan Press Ltd.
- Coates, John. 1992. *Suppressing Insurgency : An Analysis of the Malayan Emergency, 1948-1954*. Boulder : Westview.
- Colliard, Jean-Claude. 1974. *Les Régimes parlementaires contemporains*. Paris : PUF.
- Collier, David et Robert Adcock. 1999. « Democracy and Dichotomies : A Pragmatic Approach to Choices about Concepts ». *Annual Review of Political Science* 2 : 537-565.
- Collier, David et Steven Levitsky. 1997. « Democracy With Adjectives : Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politic* 49(3) : 430-451.
- Comber, Leon. 2003. « The Malayan Security Service (1945-1948) ». *Intelligence and National Security* 18(3) : 128-153.
- Corden, W. M. 1984. « Booming Sector and Dutch Disease Economics : Survey and Consolidation ». *Oxford Economic Paper* 36(3) : 359-380.
- Cowan, C.D. 1961. *Nineteenth Century Malaya*. Londres : Oxford University Press.
- Cramer, Christopher et Jonathan Goodhand. 2003. « Try Again, Fail Again, Fail Better? War, the State and the « Past-Conflict » Challenge in Afghanistan » dans *State Failure, Collapse and Reconstruction*. Milliken, Alexander. Cambridge : Blackwell.

- Crepaz, Markus M. L., Thomas A. Koelble et David Wilsford. 2000. *Democracy and Institutions : The Life Work of Arend Lijphart*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Croissant, Aurel. 2002. « The Relationship Between Elections and Democratic Development » dans *Electoral Politics in Southeast and East Asia*. Croissant Aurel, Gabriel Bruns et Marei John (dirs). Singapour : Friedriehebert Stiftung.
- Crone, Donald K. 1988. « State, Social Elites, and Government Capacity in Southeast Asia ». *World Politics* 40(2) : 252-268.
- Crouch, Harold. 1996a. *Government and Society in Malaysia*. Ithaca : Cornell University Press.
- Crouch, Harold. 1996b. « Malaysia : Do Elections Make a Difference? » dans *The Politics of Elections in Southeast Asia*. James Morley (dir). Cambridge : Cambridge University Press.
- Crouch, Harold. 1993. « Malaysia : Neither Authoritarian nor Democratic. » dans *Southeast Asia in the 1990s : Authoritarianism, Democracy and Capitalism*, Hewison, Kevin, Richard Robinson et Garry Rodan (dirs). New South Wales : Allen and Unwin.
- Crouch, Harold. 1992. « Authoritarian Trends, the UMNO Split and the Limits to State Power » dans *Fragmented Vision, Culture and Politics in Contemporary Malaysia*. Khan, Joel et Francis Loh Kok Wah (dirs). Sydney : Allen and Unwin.
- Crouch, Harold et Morley James W. 1993. « The Dynamics of Political Change. » dans *Driven by Growth : Political Change in the Asia-Pacific Region*. James Morley (dir). New-York : M. E. Sharpe.
- Crozet, Yves, Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto. 1997. *Les grandes questions de l'économie internationale*. Paris : Nathan.
- Crystal, Jill. 1995. *Oil and Politics in the Gulf : Rulers and Merchants in Kuwait and Qatar*. Cambridge : Cambridge University Press
- Crystal, Jill. 1992. *Kuwait : The Transformation of an Oil State*. Boulder : Westview Press.
- Dahl, Robert A. 1998. *On Democracy*. New Haven : Yale University Press.
- Dahl, Robert A. 1989. *Democracy and Its Critics*. New Heaven : Yale University Press.
- Dahl, Robert. 1971. *Polyarchy : Participation and Opposition*. New Haven : Yale University Press.
- Dale, Martin. 1963a. « The 1963 Budget ». *Far Eastern Economic Review* : 3 janvier.
- Dale, Martin. 1963b. « Canadian Expert's Findings ». *Far Eastern Economic Review* : 21 mars : 601-602.



- Dalton, Russell J. 2001. « Democracy and Institutions : the Lifework of Arend Lijphart ». Recension. *American Political Science Review* 95(3) : 748.
- Das, Cyrus V. 1996. *Government and Crisis Powers. A Study of the Use of Emergency Powers Under the Malaysian Constitution and Parts of the Commonwealth*. Kuala Lumpur : Malaysian Current Law Journal.
- Davidson, Gail, Tami Friesen et Michael Jackson. 2001. « Lawyers and the Rule of Law on Trial : Sedition Prosecutions in Malaysia ». *Criminal Law Forum* 12 : 1-23.
- Deacon, Robert et Bernardo Mueller. 2004. « Political Economy and Natural Resource Use ». *Department of Economics, University of California, Santa Barbara*.
- Debbasch, Charles et Jean-Marie Pontier. 1995. 4<sup>e</sup> éd. « Les formes contemporaines de régimes autoritaires ». *Introduction à la politique*. Paris : Daloz.
- Decornoy, Jacques. 1967. *L'Asie du Sud-Est, 20 ans à la recherche d'un avenir*. Paris : Casterman.
- De Koninck, Rodolphe. 2005. *L'Asie du Sud-Est*. Paris : Armand Collin.
- De Koninck, Rodolphe. 2000. « Le dynamisme agricole malaysien ». *Revue Tiers Monde* 41(162) : 454-471.
- De Koninck, Rodolphe. 1986. « La paysannerie comme fer de lance territorial de l'État : le cas de la Malaysia ». *Cahier des Sciences Humaines* 22(3-4) : 355-370.
- Deery, Phillip. 2002. *Malaya, 1948 : Britain's « Asian Cold War »?* Document de travail no. 3. International Center for Advanced Studies – New York University.
- Demery, David et Lionel Demery. 1992. *Ajustement et équité en Malaisie*. Paris : Centre de Développement de l'organisation de coopération et de développement économiques.
- Diamond, Larry. 2002. « Thinking About Hybrid Regimes ». *Journal of Democracy* 13(2) : 21-35.
- Diamond, Larry et Marc F. Plattner (dirs). 1998. *Democracy in East Asia*. Baltimore : John Hopkins University Press.
- Diamond, Larry et Marc F. Plattner (dirs). 1996. *The Global Resurgence of Democracy*. Baltimore : John Hopkins University Press.
- DiJohn, Jonathan. 2002. « Mineral Resource Abundance and Violent Political Conflict : A critical assessment of the Rentier State Model ». *Working Paper no. 20. Crisis State Programme, Development Research Centre*. Londres : London School of Economics.
- Dillman, Bradford L. 2000. *State and Private Sector in Algeria : the Politics of Rent-Seeking and Failed Development*. Boulder : Westview Press.
- Doling, John et Roziah Omar. 2002. « The Welfare State System in Malaysia ». *Journal of Societal & Social Policy* 1(1) : 33-47.

- Dodd, Joseph W. 1969. « The Colonial Economy, 1967 : The Case of Malaysia ». *Asian Survey* 9(6) : 438-446.
- Drabble, John H. 2000. *An Economic History of Malaysia, c. 1800-1990*. Londres : Macmillan Press Ltd.
- Drake, P.J. 1969. *Financial Development in Malaya and Singapore*. Canberra : Australian National University Press.
- Dun Jen, Li. 1955. *British Malaya : An Economic Analysis*. New-York : American Press.
- Dupont, Alan. 1996. « Is there an « Asian Way »? » *Survival* 38(2) : 13-33.
- Economist Intelligence Unit*. 2004. « Country Profile Malaysia ». Disponible à l'url : <http://store.eiu.com>. Consulté en novembre 2004.
- Edwards, Clive Thomas. 1970. *Public Finances in Malaya and Singapore*. Canberra : Australian National University Press.
- Ee, Theresa. 1984. « The Multi-Ethnic Complexities of Malaysia ». *Inter-Religio* 6 : 66-71.
- Elgar, Edward. 2001. *Modern Malaysia in the Global Economy*. Cheltenham : Colin Barlow (dir).
- Emmerson, Donald K. 1998. « Americanizing Asia? ». *Foreign Affairs* 77(7) : 46-57.
- Emmerson, Donald K. 1995. « Singapore and the Asian Values Debate ». *Journal of Democracy* 6(4) : 95-105.
- Emmerson, Rupert. 1937. *Malaysia : A Study in Direct and Indirect Rule*. New-York : Macmillan.
- Englehart, Neil A. 2000. « Rights and Culture in the Asian Values Argument : The Rise and Fall of Confucian Ethics in Singapore ». *Human Rights Quarterly* (22) : 548-568
- Esmann, Milton J. 1987. « Ethnic Politics and Economic Power ». *Comparative Politics* 19(4) : 395-418.
- Evans, Peter. 1995. *Embedded Autonomy : States and Industrial Transformation*. Princeton : Princeton University Press.
- Evans, Peter. 1989. « Predatory, Developmental, and Other Apparatuses : A Comparative Political Economy Perspective on the Third World State ». *Sociological Forum* 4(4) : 561-587.
- Evans, Peter, Dietrich Rueschemeyer, and Theda Skocpol. 1985. *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Evers, Hans-Dieter. 1987. « The Bureaucratization of Southeast Asia ». *Comparative Studies in Society and History* 29(4) : 666-685.

- Faaland, Just, J.R. Parkinson et Rais Saniman. 1991. *Growth and Ethnic Inequality : Malaysia's New Economic Policy*. New-York : St Martin's Press.
- Fadil Azim Abbas. 2003. « Social Policies in Malaysia ». *Social Policy Series. No. 4* Economic and Social Commission For Western Asia. New-York : United Nations.
- Fan, Shenggen et Neetha Rao. 2003. « Public Spending in Developing Countries : Trends, Determination and Impact ». *EPTD Discussion Paper No. 99*. Washington : International Food Policy Research Institute.
- Far East and Australasia*. « A Survey and Directory of Asia and the Pacific. » Londres : Europa Publications Limited. (Éditions annuelles de 1968-2000).
- Far Eastern Economic Review*. 1963. « More Opportunities with Malaysia » : 487-489. 30 mai.
- Federation of Malaya. 1953. *Annual Report, 1952*. Kuala Lumpur : Government Press.
- Feldman, Noah. 2003. *After Jihad : America and the Struggle for Islamic Democracy*. New-York : Farrar, Straus and Giroux.
- Felker, Greg. 2001. *Markets and Mastery : State and Business in Southeast Asia's Industrial Boom and Bust*. Annual Meeting of the American Political Science Association.
- Felker, Greg. 1999. « Malaysia in 1998 : A Cornered Tiger Bares Its Claws ». *Asian Survey* 39(1) : 43-54.
- Fernandez, Dorothy. 1975. *The Population of Malaysia*. C.I.C.R.E.D. Series United Nations.
- Fernandis, Gerard. 2000. « Papia, Relijang e Tradisang. The Portuguese Eurasians in Malaysia : Bumiquest, A Search for Self Identity ». *Lusotopie* : Bordeaux : 261-268.
- Finkelstein, Lawrence S. 1952. « Prospects for Self-Government in Malaya ». *Far Eastern Survey* 21(2) : 9-17.
- Folds, Niels. 2000. « Oiling the Palms : Restructuring of Settlement Schemes in Malaysia and the New International Trade Regulations ». *World Development* 28(3) : 473-486.
- Fonds monétaire international. 2000. « Malaysia : Statistical Appendix ». *IMF Staff Country Report No. 00130*. Washington.
- Frey, Marc, Ronald W. Pruessen et Tan Tai Yong. 2003. *Transformation of Southeast Asia*. New-York : M.E. Sharpe.
- Friedman, Amy L. 2000. *Political Participation and Ethnic Minorities*. Londres : Routledge.
- Friedman, Jonathan (dir). 2003. *Globalization, the State and Violence*. Walnut Creek : AltaMira Press.

- Fritz, Nicole et Martin Flaherty. 2003. « Unjust Order : Malaysia's Internal Security Act ». *Working Paper No. 03-011*. Princeton : Princeton Law and Public Affairs. Disponible à l'url : [http://ssrn.com/abstract\\_id=447802](http://ssrn.com/abstract_id=447802). Consulté en mars 2004.
- Fry, Maxwell. 1997. *Emancipating the Banking System and Developing Markets for Government Debt*. Londres : Routledge.
- Fukuyama, Francis. 1998. « The Illusion of Asian Exceptionalism » dans *Democracy in East Asia*. Diamond, Larry et Marc F. (dirs). Baltimore : John Hopkins University Press.
- Fuller, Thomas. 1997. « Mahathir Suspects Link to Ringgit's Fall : Malaysian Leader Sees Hidden Jewish «Agenda» ». *International Herald Tribune*. 11 octobre. Disponible à l'url : <http://www.ihf.com>. Consulté en avril 2003
- Furnivall, J.S. 1948. *Colonial Policy and Practice*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Gale, Bruce. 1981. « Petronas : Malaysia's National Oil Corporation ». *Asian Survey*, 21(11) : 1129-1144.
- Gamba, Charles. 1960. *The Origins of Trade Unionism in Malaya : A Study in Colonial Labour Unrest*. Singapour : Donald Moore.
- Gamba, Charles. 1954. « Trade Unionism in Malaya ». *Far Eastern Survey* 23(2) : 28-30.
- Ganesan, N. 2004. « Malaysia in 2003 : Leadership Transition with a Tall Shadow ». *Asian Survey* 44(1) : 70-77.
- Ganesan, N. 2003. « Malaysia in 2002 : Political Consolidation amid Change? ». *Asian Survey* 43(1) : 147-155.
- Gazibo, Mamoudou. 2002. « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse comparée des processus de démocratisation ». *Politique et Sociétés*, 21(3) : 139-160.
- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2004. *La politique comparée – Fondements, enjeux et approches théoriques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Geddes, Barbara. 2003. *Paradigms and Sand Castles : Theory Building and Research Design in Comparative Politics*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Geddes, Barbara. 1990. « How the Cases You Choose Affect the Answer You Get ». *Political Analysis* 2 : 131-149.
- Gillen, Mark R. 1994. « The Malay Rulers' Loss of Immunity ». *Occasional Paper no.6*. Victoria : University of Victoria.
- Ginsburg, H. et C.F. Roberts. 1958. *Malaya*. Seattle : University of Washington Press.
- Glazer, Nathan, Samuel P. Huntington, Manning Nash et Myhron Weiner. 1970. *Social Science Research for National Unity. A Report to the Government of Malaysia*. Harvard University. Development Advisory Service.

- Goh, C.T. 1971. *The May Thirteenth Incident and Democracy in Malaysia*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Golay, F. 1969. *Underdevelopment and Economic Nationalism in Southeast Asia*. Ithaca : Cornell University Press.
- Goldthorpe, J.H. 1991. « The Uses of History in Sociology : Reflections on Some Recent Tendencies ». *British Journal of Sociology* 42(2) : 211-230.
- Gomez, Edmund Terence (dir). 2004. *The State of Malaysia : Ethnicity, Equity and Reform*. Londres : RoutledgeCurzon.
- Gomez, Edmund Terence. 2002. *Political Business in East Asia*. Londres : Routledge.
- Gomez, Edmund Terence. 1999. *Chinese Business in Malaysia : Accumulation, Ascendance, Accommodation*. Honolulu : University of Hawaii Press.
- Gomez, Edmund Terence. 1998. « Malaysia » dans *Political Party Systems and Democratic Development in East and Southeast Asia*. Sachsenroder et Frings (dirs). Vermont : Brookfield.
- Gomez, Edmund Terence. 1996. *The 1995 Malaysian General Elections : A Report and Commentary*. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- Gomez, Edmund Terence. 1994. *Political Business : Corporate Involvement of Malaysian Political Parties*. Townsville : James Cook University of North Queensland.
- Gomez, Edmund Terence. 1991. *Money Politics in the Barisan Nasional*. Kuala Lumpur : Forum.
- Gomez, Edmund Terence. 1990. *Politics in Business : UMNO's Corporate Investments*. Kuala Lumpur : FORUM.
- Gomez, Edmund Terence et K. S. Jomo. 1999a. *Malaysia's Political Economy : Politics, Patronage and Profits*, 2<sup>e</sup> ed. Cambridge : Cambridge University Press.
- Gomez, Edmund Terence et K.S. Jomo. 1999b. « Malaysia » dans *Democracy Governance and Economic Performance : East and Southeast Asia*. Hawaï : Blondel, March et Inoguchi (dirs). Université des Nations-Unies.
- Gouvernement du Canada. 2000. *Le Canada s'inquiète des condamnations en Malaisie*. Communiqué no. 196 du ministre des Affaires étrangères M. Lloyd Axworthy. 9 août.
- Guan, Lee Hoc. 2001. « Political Parties and the Politics of Citizenship and Ethnicity in Peninsular Malaysia, 1957-1968 ». *Social and Cultural Issues* no. 2.
- Gull, E.M. 1943. *British Economic Interests in the Far East*. New-York : International Secretariat, Institute of Pacific Relations.

- Gullick, J.M. 1988. *Indigenous Political Systems of Western Malaya*. Londres : Athlone Press.
- Gullick, J.M. 1987. *Malay Society in the Late Nineteenth Century : the Beginnings of change*. Singapour : Oxford University Press.
- Gullick, J.M. 1981. *Malaysia : Economic Expansion and National Unity*. Londres : Westview Press.
- Gullick, J.M. 1969. *Malaysia*. New-York : Praeger.
- Gungwu, Wang (dir). 1964. *Malaysia. A Survey*. New-York : Frederick A. Praeger.
- Gylfason, Thorvaldur. 2001. « Natural Resources, Education, and Economic Development ». *European Economic Review* no. 45 : 847-859.
- Hack, Karl. 2001. *Defense and Decolonization in Southeast Asia : Britain, Malaya and Singapore 1941-1968*. Richmond : Curzon Press.
- Hack, Karl. 1999. « British Intelligence and Counter-Insurgency in the Era of Decolonisation : The Example of Malaya ». *Intelligence and National Security* 14(2) : 124-155.
- Hadenius, Axel. 1994. « The Duration of Democracy : Institutional vs Socio-economic Factors » dans *Defining and Measuring Democracy*. Beetham David (dir). Londres : Sage.
- Haggard, Stephan. 2004. « Institutions and Growth in East Asia ». *Studies in Comparative International Development* 38(4) : 53-81.
- Haggard, Stephan. 2000. *The Political Economy of the Asian Financial Crisis*. Washington : Institute for International Economics.
- Haggard, Stephan. 1990. *Pathways from the Periphery : the Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*. Ithaca : Cornell University Press.
- Haggard, Stephan et Robert Kaufman. 2002. « The Expansion of Welfare Commitments in Latin America and East Asia : 1950-1980 ». Papier présenté à l'*Annual Meeting of the American Political Science Association*, 25-30 août. Boston, Mass.
- Haggard, Stephan et Robert Kaufman. 1995. *The Political Economy of Democratic Transitions*. Princeton : Princeton University.
- Hagopian, Frances. 2004. « What Makes Democracies Collapse ». *Journal of Democracy*, 15(3) : 166-169.
- Hai, Lim Hong. 2002. « Electoral Politics in Malaysia : 'Managing' Elections in a Plural Society » dans *Electoral Politics in Southeast and East Asia*. Croissant Aurel, Gabriel Bruns et Marei John (dirs). Singapour : Friedriehebert Stiftung : 101-148.

- Hall, John A. 1993. « Consolidations of Democracies » dans *Prospects for Democracy*. Held, David (dir). Cambridge : Polity Press.
- Halvorson-Quevedo et Hartmut Schneider (dirs). 2000. *Combattre la pauvreté dans le monde – Stratégies et études de cas*. Paris : OCDE.
- Hanna, Williard A. 1965. *Sequel to Colonialism : The 1957-1960 Foundations for Malaysia*. New-York : American Universities Field Staff.
- Hanna, Williard A. 1964. *The Formation of Malaysia : New Factor in World Politics : an Analytical History of Assessment of the Prospects of the Newest State in Southeast Asia, based on a series of reports written for the American Universities Field Staff*. New-York : American Universities Field Staff.
- Haque, Shamsul M. 2003. « The Role of the State in Managing Ethnic Tensions in Malaysia ». *American Behavioral Scientist* 47(3) : 240-266.
- Harper, T.N. 2001. *The End of Empire and the Making of Malaya*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Harun Din. 1997. « Systems of Representation – The Malaysia Experience ». Papier présenté à l'Association of Asian Election Authorities au Symposium on Asian Elections in the 21th Century. Manille, Philippines.
- Harun Mahmud Hashim. 2003. «Freedom of Speech, Communication and the Press ». Texte préparé pour la conférence : *Constitutionalism, Human Rights and Good Governance* at Kuala Lumpur on 30 September to 1 October.
- Hawkins, Darren. 2001. « Democratization Theory and Nontransitions - Insights from Cuba ». *Comparative Politics*, 33(4) : 441-461.
- Hawkins, David C. 1969. « Britain and Malaysia – Another View : Was the Decision to Withdraw Entirely Voluntary or Was Britain Pushed a Little? » *Asian Survey* 9(7) : 546-562.
- Heady, Christopher. 2002. « Tax Policy in Developing Countries : What Can Be Learned from OECD Experience? » papier présenté au séminaire *Taxing Perspectives : A Democratic Approach to Public Finance in Developing Countries*. University of Sussex 28-29 octobre.
- Hefner, Robert W. 2001. *The Politics of Multiculturalism, Pluralism and Citizenship in Malaysia, Singapore, and Indonesia*. Honolulu : University of Hawai Press.
- Heng, Pek Koon. 1997. « The New Economic Policy and the Chinese Community in Peninsular Malaysia ». *The Developing Economics*. 35(3) : 262-292.
- Heradstveit, Daniel et Helge Hveem (dirs). 2004. *Oil in Gulf : Obstacles to Democracy and Development*. Burlington : Ashgate.
- Herb, Michael. 2003. « Taxation and Representation ». *Studies in Comparative International Development*, 38(3) : 3-31.

- Herb, Michael. 1999. *All in the Family : Absolutism, Revolution and Democracy in the Middle Eastern Monarchies*. Albany : State University of New York Press.
- Hermet, Guy. 1985. « L'autoritarisme » dans *Traité de science politique*, Grawitz M. et Jean Leca. Paris : PUF.
- Hermet, Guy. 1978. « State-Controlled Elections : A Framework » dans *Elections Without Choice*, Hermet, G., R. Rose, et A. Rouquie (dirs). Londres : Macmillan Press.
- Heufers, Rainer. 2002. « The Politics of Democracy in Malaysia ». *Asien* (85) : 39-60.
- Hewison, Kevin, Richard Robinson et Gary Rodan (dirs). 2001. *The Political Economy of South-East Asia, Conflicts, Crises, and Change*. South Melbourne : Oxford University Press.
- Hewison, Kevin, Richard Robinson, et Gary Rodan. 1993. *Southeast Asia in the 1990's : Authoritarianism, Democracy and Capitalism*. St Leonards, New South Wales : Allen & Unwin.
- Higgott, Richard et Richard Robinson. 1985. *Southeast Asia : Essays in the Political Economy of Structural Change*. Londres : Routledge & Kegan Paul.
- Hill, Hal. 1994. « ASEAN Economic Development : An Analytical Survey – The State of the Field ». *The Journal of Asian Studies* 53(3) : 832-866.
- Hilley, John. 2001. *Malaysia : Mahathirism, Hegemony and the new Opposition*. Londres : Zed Books.
- Hindley, Donald. 1964. « Indonesia's Confrontation with Malaysia : A Search for Motives ». *Asian Survey* 4(6) : 904-913.
- Hirschman, Charles. 1998. « Ownership and Control of the Malaysian Economy Revisited » dans *No cowardly past : James Puthucheary, Writings, Poems and Commentaries*. Jomo K.S. et Dominic Puthucheary. Kuala Lumpur : INSAN : 71-83.
- Hirschman, Charles. 1989. « Development and Inequality in Malaysia : From Puthucheary to Mehmet. » *Pacific Affairs* 62(1) : 72-81.
- Hirschman, Charles. 1975. *Ethnic and Social Stratification in Peninsular Malaysia*. Washington : American Sociological Association.
- Ho, Karl et Tsung-Chi Yu. 2000. « Asian Values, Asian Values : Democratization, Human Rights and Economic Development in 20th Century Taiwan and Beyond ». Article présenté à *American Political Science Association's 2000 Annual Meeting*. Washington. DC. Septembre.
- Hock, Chew Huat. 1985. « Some Observations on Coalition Politics in Penang ». *Modern Asian Studies* 19(1) : 125-146.
- Hoffmann, Lutz et Tan Siew EE. 1980. *Industrial Growth, Employment, and Foreign Investment in Peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.



- Hood, Steven J. 1998. « The Myth of Asian Style Democracy ». *Asian Survey* 9 : 853-866.
- Hooker, Virginia Matheson. 2003. *A Short History of Malaysia*. Sydney : Allen & Unwin.
- Hosseini, Mahdavy. 1970. « The Patterns and Problems of Economic Development in Rentier States : The Case of Iran » dans *Studies in the Economic History of the Middle East* M. A. Cook (dir). Londres : Oxford University Press : 428-67.
- Hua, Yin Wu. 1983. *Class and Communalism in Malaysia, Politics in a Dependent Capitalist State*. Londres : Zed Books Ltd.
- Huff, W.G. 1999. « Turning the Corner in Singapore's Developmental State? ». *Asian Survey* 39(2) : 214-242.
- Humphreys, Charles. 2003. *Better Governance for Development in the Middle East and North Africa*. World Bank Publications.
- Hunsberger, Warren S. 1968. « Bureaucracy and Rural Development in Malaysia : A Study of Complex Organizations in Stimulating Economic Development in New States » Review. *The Journal of Asian Studies* 27(2) : 431-433.
- Huntington, Samuel P. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Heaven : Yale University Press.
- Huntington, Samuel P. 1996a. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New-York : Simon and Schuster.
- Huntington, Samuel P. 1996b. « Democracy For The Long Haul ». *Journal of Democracy* 7(2) : 3-13.
- Huntington, Samuel P. 1993. « The Clash of Civilizations? » *Foreign Affairs* 72(3) : 22-50.
- Huntington, Samuel P. 1991. *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman : University of Oklahoma Press.
- Huntington, Samuel P. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Heaven : Yale University Press.
- Ibele, Oscar H. 1971. *Political Science an Introduction*. Scranton : Chandler Publishing Company.
- Isham, Jonathan, Michael Woolcock, Lant Pritchett et Gwen Busby. 2005. *The World Bank Economic Review* 19(2) : 141-175.
- Ismail bin Abdul Rahman. 1957. « Message from The Honourable Dr. Ismail bin Dato Abdul Rahman. Minister for Commerce and Industry, Federation of Malaya ». *Diplomatic bulletin*. Édition spéciale no. 44. Londres : Diplomatic Press and Pub. Co.
- Ismail Muid Salleh et Saha Dhevan Meyanathan. 1993. *The Lessons of East Asia. Malaysia, Growth, Equity, and Structural Transformation*. Washington : World Bank Publication.

- Jackson, R.N. 1961. *Immigrant Labour and the Development of Malaysia, 1786-1920*. Kuala Lumpur : Government Press.
- Jackson, R.N. 1991. *The Malayan Emergency: The Commonwealth's Wars, 1948-1960*. Londres : Routledge.
- Jacq-Hergoualc'h, Michel. 2002. *The Malay Peninsula : Crossroads of the Maritime Silk Road (100 BC-1300 AD)*. Boston : Brill.
- Jayasankaran, S. 2003. « The New Way : Think Small ». *Far Eastern Economic Review*, 6 novembre : 17-18.
- Jayasankaran, S. 1999. « Savour Complex ». *Far Eastern Economic Review* 12 août : 10-11.
- Jayasankaran, S. 1998. « Forbidden Love ». *Far Eastern Economic Review* 12 février : 21.
- Jayasuriya, Kanishka. 2000. *The Rule of Law and Regimes of Exception in East Asia*. Document de travail no. 96. Asia Research Centre. Perth : Murdoch University.
- Jesudason, James V. 1996. *The Management and Segmented Citizenship in Malaysia*. Colombo : ICES Publications.
- Jesudason, James V. 1995. « Statist Democracy and the Limits to Civil Society in Malaysia ». *Journal of Commonwealth & Comparative Politics* 33(3) : 335-356.
- Jesudason, James V. 1989. *Ethnicity and the Economy : The State, Chinese Business and Multinationals in Malaysia*. New-York : Oxford University Press.
- Johnson, Chalmers. 1998. « Economic Crisis in East Asia : the Clash of Capitalisms ». *Cambridge Journal of Economics* 22 : 653-661.
- Johnson, Chalmers. 1995. *Japan : Who Governs? The Rise of the Developmental State*. New-York : W.W. Norton.
- Johnson, Chalmers. 1982. *MITI and the Japanese Miracle*. Stanford : Stanford University Press.
- Johnson, Simon et Todd Mitton. 2002. « Cronyism and Capital Controls : Evidence from Malaysia ». *Journal of Financial Economics* : 1-40.
- Jones Luong, Pauline. 2003. « Rethinking the Resource Curse : Ownership Structure and Institutional Capacity ». Article présenté à *International Conference on Globalization and Social Stress*. 23-24 octobre. Varsovie.
- Jomo, K.S. 2004. « The New Economic Policy and Interethnic Relations in Malaysia ». *Identities, Conflict and Cohesion Programme Paper Number 7*. Genève : United Nations Research Institute for Social Development.
- Jomo, K. S. 2002. *Paper Tigers in Southeast Asia? Behind Miracle and Debacle*. Londres : Routledge.

- Jomo, K. S. 2001a. *Southeast Asia's Ersatz Industrialisation*. Basingstoke : Macmillan.
- Jomo, K. S. 2001b. *Malaysian Eclipse : Economic Crisis and Recovery*. Londres : Zed Books.
- Jomo, K. S. 2000. *Rents, Rent-Seeking and Economic Development : Theory and the Asian Evidence*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Jomo, K. S. 1998. *Tigers in Trouble : Financial Governance, Liberalism and Crises in East Asia*. Londres : Zed Books.
- Jomo, K.S. (dir). 1997. *Southeast Asia's Misunderstood Miracle : Industrial Policy and Economic Development in Thailand, Malaysia, and Indonesia*. Boulder : Westview Press.
- Jomo, K.S. 1996. « Elections' Janus Face : Limitations and Potential in Malaysia » dans *The Politics of Elections in Southeast Asia*. Taylor, Robert H. (dir). Washington : Wilson Center Press.
- Jomo, K. S. 1995. *Privatising Malaysia : Rents, Theoric, Realities*. Boulder : Westview.
- Jomo, K. S. 1994. *Japan and Malaysian Development : In the Shadow of the Rising Sun*. New-York : Routledge.
- Jomo, K. S. 1993. *Industrialising Malaysia : Policy, performance, Prospects*. New-York : Routledge.
- Jomo, K. S. 1990. *Growth and Structural Change in the Malaysian Economy*. Londres : Macmillan.
- Jomo, K.S. 1990. « Whither Malaysia's New Economic Policy? ». *Pacific Affairs* 63(4) : 469-499.
- Jomo, K.S., Chang, Y.T. et K.J. Khoo. 2004. *Deforesting Malaysia : the Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging*. Londres : Zed Books en association avec l'Institut de recherche des Nations-Unies pour le développement social.
- Jomo, K.S. et Wen Chong Hui. 2003. « The Political Economy of Petroleum Revenue Under Malaysia Federalism ». Article présenté à *Human Rights and Oil in Southeast Asia and Africa*. 31 janvier. Berkeley : University of California.
- Jomo, K.S. et K.F.Fay. 2001. « Financial Liberalisation and System Vulnerability » dans *Malaysian Eclipse : Economic Crisis and Recovery*. Jomo, K. S. Londres : Zed Books.
- Jomo, K.S. et Patricia Todd. 1994. *Trade Unions and the State in Peninsular Malaysia*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Joumard, Isabelle. 2002. « Tax Systems in European Union Countries ». *OECD Economic Studies* no. 34 : 92-99.

- Jung, Courtney et Ian Shapiro. 1995. « South Africa's Negotiated Transition : Democracy, Opposition, and the New Constitutional Order ». *Politics and Society* 23(3) : 269-308.
- Jung, Kim Dae. 1994. « Is Culture Destiny? The Myth of Asia's Anti-Democratic Values ». *Foreign Affairs* 73(6) : 189-195.
- Kahn, Joel S. et Francis Loh Kok Wah. 1992. *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*. Sydney : Allen and Unwin.
- Karl, Terry Lynn. 1997. *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*. Berkeley : University of California Press.
- Karl, Terry Lynn. 1995. « The Hybrid Regimes of Central America ». *Journal of Democracy* 6(3) : 72-86.
- Kausikan, Bilahari. 1993. « Asia's Different Standards ». *Foreign Affairs* Fall 1993.
- Keedie, Nikki R. 1982. « Comments on Skocpol ». *Theory and Society* 11(3) : 285-292.
- Kennedy, Raymond. 1945. « Malaya : Colony without Plan ». *Far Eastern Survey* 14(16) : 225-226.
- Kessler, Clive. 1992. « Archaism and Modernity : Contemporary Malay Political Culture » dans *Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia*, Kahn, Joel S et Francis Loh Kok Wah (dirs). Sydney : Allen and Unwin.
- Kessler, Clive. 1978. *Islam and Politics in a Malay State : Kelantan 1838-1969*. New-York : Cornell University Press.
- Khoo Boo, Teik. 2003. *Beyond Mahathir : Malaysian Politics and Its Discontents*. Londres : Zed Books.
- Khoo Boo, Teik. 2001. « The State and the Market in Malaysian Political Economy » dans *The Political Economy of South-East Asia, Conflicts, Crises, and Change*. Hewison, Kevin, Richard Robinson et Gary Rodan (dirs). South Melbourne : Oxford University Press.
- Khoo Boo, Teik. 2000. *Unfinished Crises : Malaysian Politics in 1999*. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- Khoo Boo, Teik. 1999. « The Value(s) of a Miracle : Malaysian and Singaporean Elite Constructions of Asia ». *Asian Studies Review* 23(2) : 181-192.
- Khoo Boo, Teik. 1997. « Democracy and Authoritarianism in Malaysia since 1957 : Class, Ethnicity and Changing Capitalism » dans *Democratization in Southeast and East Asia*. Laothamatas Anek (dir). Singapour : Institute of Southeast Asian Studies : 46-76.
- Khoo Boo, Teik. 1995. *Paradoxes of Mahathirism : An Intellectual Biography of Mahathir Mahamad*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.

- Kienle, Eberhard. 2005. « Analyzing « Arab » Politics : Students of Politics in Foreign Lands ». *History and Anthropology* 16(1) : 31-46.
- Koh, Tommy T.B. 1993. « The 10 Values Which Undergird East Asian Strength and Success ». *International Herald Tribune*. 11-12 décembre 1993.
- Kohli, Atul. 1993. « Democracy Amid Economic Orthodoxy : Trends in Developing Countries ». *Third World Quarterly* 14(4) : 671-687.
- Kratoska, Paul. 1985. « The Peripatetic Peasant and Land Tenure in British Malaya ». *Journal of Southeast Asian Studies* 16(1) : 16-45.
- Kratoska, Paul. 1982. « Rice Cultivation and the Ethnic Division in British Malaya ». *Comparative Studies in Society and History* : 24(2) : 280-314.
- Krause, Keith. 1998. « Theorizing Security, State Formation and the « Third World » in the post-Cold War World ». *Review of International Studies* no. 24 : 125-136.
- Kuhonta, Erik Martinez. 2003. *The Political Foundations of Equitable Development : State and Party Formation in Malaysia and Thailand*. Thèse de doctorat. Princeton University.
- Kuhonta, Erik Martinez. 2002. « The Politics of Equitable Development in Malaysia ». *Annual meeting of American Political Science Association*. Boston. 28-31 août.
- Kuruvilla, S. 1996. « Linkages Between Industrialization Strategies and Industrial Relations/Human Resource Policies ». *The Philippines, and India Industrial and Labor Relations Review* 49(4) : 635. Singapour, Malaysia.
- Kwon, Huck-ju. 2005. *Transforming the Developmental Welfare State in East Asia*. New-York : Palgrave Macmillan.
- Lam, Ricky et Leonard Wantchekon. 2002. « Political Dutch Disease » New York University. Disponible à l'url : [www.nyu.edu/gsas/dept/politics/faculty/wantchekon/research/dutch.pdf](http://www.nyu.edu/gsas/dept/politics/faculty/wantchekon/research/dutch.pdf). Consulté en septembre 2005.
- Lee, H.P. 2004. « Competing Conceptions of Rule of Law in Malaysia » dans *Asian Discourses of Rule of Law : Theories and Implementation of Rule of Law in Twelve Asian Countries, France and the U.S.* Peerenboom, Randall (dir). Londres : RoutledgeCurzon
- Lee, H.P. 1995. *Constitutional Conflicts in Contemporary Malaysia*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Lee, Hyun-Song. 2002. « A Study of Poverty and Social Security in Malaysia ». *International Area Review* 5(2) : 105-120.
- Lee, Kam Hing et Michael Ong. 1987. « Malaysia » dans *Competitive Elections in Developing Countries*. Weiner, Ron et Ergun Ozbudun (dirs). Durham : Duke University Press.

- Lembruch, G. 1993. « Consociational Democracy and Corporatism in Switzerland ». *Publius* 23(2) : 43-60.
- Lenine, V.I. 1916. *L'impérialisme. Stade suprême du capitalisme*. Paris : Éditions du progrès.
- Leong, Ho Khai. 1992. « Dynamics of Policy-Making in Malaysia : the Formulation of the New Economic Policy and the National Development Policy ». *Asian Journal of Public Administration* 14(2) : 204-227.
- Levitsky, Steven et Lucan A. Way. 2002. « The Rise of Competitive Authoritarianism ». *Journal of Democracy* 13(2) : 51-65.
- Lewis, W A. 1965. *Politics in West Africa : The Whidden Lectures*. Londres : Allen and Unwin.
- Lichbach, Mark Irving et Alan S. Zuckerman. 1997. *Comparative Politics – Rationality, Culture and Structure*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Lijphart, Arend. 2004. « Constitutional Design for Divided Societies ». *Journal of Democracy*, 15(2) : 96-109.
- Lijphart, Arend. 1997. *Democracy in Plural Societies : A Comparative Explanation*. New Haven : Yale University Press.
- Lijphart, Arend. 1997. « Changement et continuité dans la théorie consociative ». *Revue Internationale de Politique Comparée* 4(3) : 679-698.
- Lijphart, Arend. 1996. « The Puzzle of Indian Democracy : A Consociational Interpretation ». *American Political Science Review* 90(2) : 258-268.
- Lijphart, Arend. 1977. *Democracy in Plural Societies : A Comparative Exploration*. New Haven : Yale University Press.
- Lijphart, Arend. 1969. « Consociational Democracy ». *World Politics* 21 : 207-225.
- Lim, Kit Siang. 2002. *EPF contributors had loaned Federal Government some RM90 billion at low interest rates to finance its mega projects and to bail out crony companies*. Communiqué de presse du DAP, 21 septembre 2002. <http://malaysia.net/dap/lks1869.htm>.
- Lindblad, Thomas. 2003. « The Economic Impact of Decolonization in Southeast Asia 1945-1965 » dans *Transformation of Southeast Asia*. Frey, Marc, Ronald W. Pruessen et Tan Tai Yong (dirs). New-York : M.E. Sharpe.
- Linder, W. 1998. *Swiss Democracy : Possible Solutions to Conflict in Multicultural Societies*. Londres : Macmillan.
- Linz, Juan J. 2000. *Totalitarian and Authoritarian Regimes*. Boulder : Lynne Rienner.

- Linz, Juan J. et Alfred Stepan. 1996. *Problems and Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Londres : John Hopkins University Press.
- Lipset, Seymour Martin. 1959. « Some Social Requisites of Democracy : Economic Development and Political Legitimacy » *American Political Science Review* (53) : 69-165.
- Loh Kok Wah, Francis et Johan Saravanamuttu (dirs). 2003. *New Politics in Malaysia*. Singapour : Institute of Southeast Asian Studies.
- Loh Kok Wah, Francis et Khoo Boo Teik. 2002. *Democracy in Malaysia : Discourses and Practices*. Richmond : Curzon.
- Loriot, G. 1992. *Pouvoir, idéologies et régimes politiques*. Laval : Éditions Études Vivantes.
- Lubeck, Paul M. 1992. « Malaysian Industrialisation, Ethnic Division and the NIC Model : The Limits of Replication » dans *State and Development in the Asian Pacific Rim*. R.P. Applebaum et Jeffrey Henderson (dirs). Londres : Sage.
- Lubeck, Paul M. et D. Palmer. 1990. « Ethnic Divisions and State Centered Development : Malaysia and Nigeria Compared » dans *Semi-peripheral States in the World-Economy*. W G. Martin (dir). Westport : Greenwood Press.
- Lustick, Ian S. 1997. « Lijphart, Lakatos, and Consociationalism ». *World Politics* 50(1) : 88-117.
- MacAndrews, Colin. 1977. « The Politics of Planning : Malaysia and the New Third Malaysia Plan (1976-1980) ». *Asian Survey* 17(3) : 293-308.
- MacFadden, Clifford. 1951. « The Colombo Plan for Cooperative Economic Development in South and South-East Asia. Review Article ». *Geographical Review* 41(3) : 507-508.
- MacGillivray, Donald. 1958. « Malaya – The New Nation ». *International Affairs* 34(2) : 157-163.
- MacIntyre, Andrew. 2003. *The Power of Institutions : Political Architecture and Governance*. Ithaca : Cornell University Press.
- MacIntyre, Andrew. 2001. « Institutions and Investors : The Politics of the Economic Crisis in Southeast Asia ». *International Organization* 55(1) : 81-122.
- MacIntyre, Andrew. 1994. *Business and Government in Industrializing Asia*. Ithaca : Cornell University Press.
- Mackay, Donald. 1997. *The Malayan Emergency 1948-60. The Domino That Stood*. Londres : Brassey's.
- Mahadev Shankar. 1999. *Freedom of Expression : It's Extent and Limits and the Problems it Encounters*. Papier présenté à la 12th Commonwealth Law Conference. Disponible à

l'url : du Malayan Law Journal : [www.mlj.com.my/free/articles/shankar2.htm](http://www.mlj.com.my/free/articles/shankar2.htm).  
Consulté en juillet 2005.

- Mahani Zainal Abidin. 2001. « Competitive Industrialization With Natural Resource Abundance : Malaysia » dans *Resource Abundance and Economic Development*. Auty, Richard. Oxford : Oxford University Press.
- Mahathir Mohamad. 1995. « No Freedom without Responsibility ». *New Straits Time (Kuala Lumpur)*.
- Mahathir Mohamad. 1983. « Population and the Size of the Domestic Market : A Malaysian View ». *Population and Development Review* 9(2) : 389-391.
- Mahubani, Kishore. 1998. *Can Asians Think?* Singapour : Times Editions.
- Mahubani, Kishore. 1995. « The Pacific Way ». *Foreign Affairs* 74(1) : 100-112.
- Mahubani, Kishore. 1993. « The Dangers of Decadence. What the Rest Can Teach the West ». *Foreign Affairs* 72(4) : 10-15.
- Mahmood Hassan. 2002. « When Is Economic Growth Pro-Poor? Experiences in Malaysia and Pakistan ». *International Monetary Fund Working Paper*. WP/02/85.
- Mahoney, James. 2003. « Knowledge Accumulation in Comparative Historical Research : The Case of Democracy and Authoritarianism » dans *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. Mahoney, James et Dietrich Rueschemeyer (dirs). Cambridge : Cambridge University Press : 131-174.
- Mahoney, James et Dietrich Rueschemeyer. 2003. *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Maier, Charles S. 1994. « Democracy and Its Discontents ». *Foreign Affairs* 73(4) : 48-65.
- Mainwaring, S., Daniel Brinks et Annibal Pérez-Linan. 2001. « Classifying Political Regimes in Latin America, 1945-1999 ». *Studies in Comparative International Development* 36(1) : 37-65.
- Malaysia. 2004. *Economic Report 2004*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 2002. *The 2000 Population and Housing Census of Malaysia*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 2001a. *The Third Outline Perspective Plan 2001-2010*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 2001b. *Eighth Malaysia Plan 2001-2005*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1998. *External Trade Statistics 1980-1998*. Department of Statistics. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1996. *Seventh Malaysia Plan 1996-2000*. Kuala Lumpur : Government Printers.



- Malaysia. 1991a. *The Second Outline Perspective Plan 1991-2000*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1991b. *Sixth Malaysia Plan 1991-1995*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1986. *Fifth Malaysia Plan 1986-1990*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1981. *Fourth Malaysia Plan 1981-1985*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1979. *Mid-Term Review of the Third Malaysia Plan 1976-1980*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1976. *Third Malaysia Plan 1976-1980*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1973. *Mid-Term Review of the Second Malaysia Plan 1971-1975*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1971a. *Towards National Harmony*. Kuala Lumpur : Government Printer.
- Malaysia. 1971b. *Second Malaysia Plan 1971-1975*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1969. *The May 13th Tragedy : A Report. By the National Operations Council*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1968a. *The 1968 Budget*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Malaysia. 1968b. *Mid-Term Review of the First Malaysia Plan*. Kuala Lumpur : Government Printers.
- Maravall, José Maria. 1997. *Regimes, Politics and Markets : Democratization and Economic Change in Southern and Eastern Europe*. Oxford : Oxford University Press.
- Markandan, Paul. 1960. *Report on Finance, Commerce and Industry Federation of Malaya 1960*. Singapour : Far Eastern Features Service.
- Marshall, P.J. 1996. *The Cambridge Illustrated History of the British Empire*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Martinez, Patricia. 2002. « Malaysia in 2001 : An Interlude of Consolidation ». *Asian Survey* 42(1) : 133-140
- Martinez, Patricia. 2001. « Malaysia in 2000 : A Year of Contradictions ». *Asian Survey* 41(1) : 189-200.
- Matsen, Egil et Ragnar Torvik. 2005. « Optimal Dutch Disease ». *Journal of Development Economics* à paraître.
- Matsunaga, Yasuyuki. 2000. « L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie? ». *Critique internationale* 8 : 46-58.

- Mauzy, Diane K. 1991 «The Corrosion of Checks on Executive Power : Deinstitutionalization in Malaysia » dans *The Quality of Life in Southeast Asia*. Bruce Matthews (dir). CCSEAS XX, 1 : 1-18.
- Mauzy, Diane K. 2001. « Democracy, Asian Values and the Question of Governance » dans *Democracy, Human Rights, and Civil Society in South East Asia*. Toronto : Joint Centre for Asia Pacific Studies.
- Mauzy, Diane K. 1997. « The Human Rights and Asian Values Debate in Southeast Asia : Trying to Clarify the Key Issues ». *Pacific Review* 10(2) : 215-217.
- Mauzy, Diane K. 1988. « Malaysia in 1987 : Decline of « The Malay Way » ». *Asian Survey* 28(2) : 213-222.
- Mauzy, Diane K. 1987. « Malaysia in 1986 : The Ups and Downs of Stock Market Politics ». *Asian Survey* 27(2) : 231-241.
- Maznah Mohamad. 2005. « Ethnicity and Inequality in Malaysia : A Retrospect and a Rethinking ». *Crise Working Paper no. 9, Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity, CRISE*. Queen Elizabeth House, University of Oxford.
- McKie, Ronald. 1963. *The Emergence of Malaysia*. New-York : Harcourt, Brace and World.
- McKinnon, Roddy. 1996. « The Public Management of National Provident Funds for State-led Development – The Case of Malaysia's Employees' Provident Fund ». *International Journal of Public Sector Management* 9(1) : 44-60.
- McRae, Kenneth D. 1974. *Consociational Democracy : Political Accommodation in Segmented Societies*. Toronto : McClelland and Stewart.
- Means, Gordon. 1998. « Soft Authoritarianism in Malaysia and Singapore » dans *Democracy in East Asia*, Diamond, Larry et Marc F. Plattner (dirs). Baltimore : John Hopkins University Press.
- Means, Gordon. 1996. « Soft Authoritarianism in Malaysia and Singapore ». *Journal of Democracy* 7(4) : 103-117.
- Means, Gordon P. 1991. *Malaysian Politics. The Second Generation*. Singapour : Oxford University Press.
- Means, Gordon P. 1970. *Malaysian Politics*. Londres : University of London Press.
- Means, Gordon P. 1963. « Malaysia - A New Federation in Southeast Asia ». *Pacific Affairs* 36(2) : 138-159.
- Meerman, Jacob. 1979. *Public Expenditure in Malaysia : Who Benefits and Why?* Oxford : Oxford University Press.

- Mehden von der, Fred R. 1992. « Malaysia in 1991 : Economic Growth and Political consolidation ». *Asian Survey* 32(2) : 111-118.
- Mehden von der, Fred R. 1991. « Malaysia in 1990 : Another Electoral Victory ». *Asian Survey* 31(2) : 164-171.
- Mehlum, Halvor, Karl Moene et Ragnar Torvik. 2005. « Institutions and the Resource Curse ». Document de travail, Department of Economics, University of Oslo. Disponible à l'url : <http://folk.uio.no/hmehlum/4915v05/ejfinal.pdf>. Consulté en août 2005.
- Mehmet, Ozay. 1994. « Rent-Seeking and Gate-Keeping in Indonesia : A Cultural and Economic Analysis ». *Labour, Capital and Society* 27(1) :56-89.
- Mehmet, Ozay. 1986. *Development in Malaysia, Poverty, Wealth and Trusteeship*. Beckenham : Croom Helm Ltd.
- Mehmet, Ozay. 1978. *Economic Planning and Social Justice in Developing Countries*. New-York : St. Martin's Press.
- Mehrotra, Santosh (dir). 2001. *Le développement à visage humain. La voie qui mène au développement social et la croissance économique*. Paris : Économica.
- Mendes, Errol P. 2002. *Asian Values and Human Rights : Letting the Tigers Free*. Human Rights Research and Education Centre : Université d'Ottawa.
- Migdal, Joel. 2001. *State in Society : Studying how states and societies transform and constitute one another*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Migdal, Joel. 1998. *Strong States and Weak Societies : State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*. Princeton : Princeton University Press.
- Mills, L.A. 1942. *British Rule in Eastern Asia : A Study of Contemporary Government and Economic Development in British Malaya and Hongkong*. Londres : Oxford University Press.
- Mills, L.A. 1958. *Malaya : A Political and Economic Appraisal*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Milne, R.S. 1992. « Privatization in the ASEAN States : Who Gets What, Why, and With What Effect? ». *Pacific Affairs* 65(1) : 7-29.
- Milne, R.S. 1986. « Malaysia-Beyond the New Economic Policy ». *Asian Survey* 26(12) : 1364-1382.
- Milne, R S. 1981. *Politics in Ethnically Bipolar States : Guyana, Malaysia, Fiji*. Vancouver : University of British Columbia Press.
- Milne, R.S. 1976a. « The Politics of Malaysia's New Economic Policy ». *Pacific Affairs* 46(2) : 235-262.

- Milne, R.S. 1976b. « Malaysia and Singapore, 1975 ». *Asian Survey* 16(2) : 186-192.
- Milne, R.S. 1970. « « National Ideology » and Nation-Building in Malaysia ». *Asian Survey* 10(7) : 563-573.
- Milne, R.S. 1968. « Political Finance in Southeast Asia With Particular Reference to the Philippines and Malaysia ». *Pacific Affairs* 41(4) : 491-510.
- Milne, R.S. 1966. « Singapore's Exit from Malaysia; the Consequences of Ambiguity ». *Asian Survey* 6(3) : 175-184.
- Milne R.S. 1963. « Malaysia : A New Federation in the Making ». *Asian Survey* 3(2) : 76-82.
- Milne, R.S. et Diane K. Mauzy. 1999. *Malaysian Politics Under Mahatir*. Londres : Routledge.
- Milne, R S et Diane K Mauzy. 1978. *Politics and Government in Malaysia*. Singapour : ISEAS.
- Milne R.S. et K.J. Ratnam. 1970. « The 1969 Parliamentary Election in West Malaysia ». *Pacific Affairs* 43(2) : 203-226.
- Milne R.S. et K.J. Ratnam. 1967. *The Malayan Parliamentary Election of 1964*. Kuala Lumpur : University of Malaya Press.
- Milner, Anthony. 1999. « What's Happened to Asian Values? » dans *Beyond The Asia Crisis*. Goodman, David et Gérald Segal. Londres : Routledge.
- Milner, Anthony. 1991. « Inventing Politics : The Case of Malaysia ». *Past and Present* (132) : 104-129.
- Mkandawire, Thandika. 2002. « Développement, environnement, les défis d'un monde solidaire ». *Courrier de la Planète* 67(1). Disponible à l'url : <http://www.unrisd.org/unrisd/website/newsview.nsf>. Consulté en mai 2005.
- Mkandawire, Thandika. 2001. « Thinking about developmental states in Africa ». *Cambridge Journal of Economics* 25 : 289-313.
- Mohamed Jawhar bin Hassan. 1996. « Malaysia in 1995 : High Growth, Big Deficit, Stable Politics ». *Asian Survey* 36(2) : 123-129.
- Mohamed Jawhar bin Hassan. 1995. « Malaysia in 1994 : Staying the Course ». *Asian Survey* 35(2) : 186-193.
- Moore, Mick. 2004. « Revenues, State Formation, and the Quality of Governance in Developing Countries ». *International Political Science Review*, 25(3) : 297-319.
- Moreno, Ramon. 2003. « Fiscal Issues and Central Banking in Emerging Economies : an Overview » dans *Fiscal Issues and Central Banking in Emerging Economies BIS Papers no. 20*. Bâle : Bank for International Settlements

- Morgan, James. 1970a. « How Big the Imbalance? ». *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre : 22.
- Morgan, James. 1970b. « The Challenge Ahead ». *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre : 28-33.
- Morgan, Kenneth. O. 1984. « The Twentieth Century (1914-1991) » dans *The Oxford Illustrated History of Britain*. Morgan, Kenneth O. (dir).
- Morishima, Michio. 1982. *Why Has Japan Succeeded? : Western Technology and the Japanese Ethos*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Morley, James W. 1993. *Driven by Growth, Political Change in the Asia Pacific Region*. New-York : M.E. Sharpe.
- Muhammad Kamil Awang. 1998. *The Sultan and the Constitution*. Kuala Lumpur : Dewan Bahasa dan Pustaka.
- Munck, Gerardo L. 2001. « The Regime Question Theory Building in Democracy Studies ». *World Politics* 54(1) : 119-144.
- Musolf, Lloyd D et J. Fred Springer. 1977. « Legislatures and Divided Societies : The Malaysian Parliament and Multi-Ethnicity ». *Legislative Studies Quarterly* 2(2) : 113-136.
- Muthiah, Alappaga. 1995. *Political Legitimacy in Southeast Asia : The Quest for Moral Authority*. Palo Alto Stanford University Press.
- Nagata, J. 1997. « Ethnonationalism versus Religious Transnationalism : Nation-building and Islam in Malaysia ». *The Muslim World LXXXII* 2 : 138.
- Nagata, J. 1984. *The Reflowering of Malaysian Islam : Modern Religious Radicals and Their Roots*. Vancouver : University of British Columbia Press.
- Nair, Sheila. 2005. « The State of Malaysian Studies ». *Critical Asian Studies* 37(1) : 161.175.
- Nambiar, Shankaran. 2003. « Malaysia's Response to the Financial Crisis : Reconsidering the Viability of Unorthodox Policy ». *Asia-Pacific Development Journal* 10(1) : 1-23.
- Nankani. 1979. « Development Problems of Mineral Exporting Countries ». *World Bank Staff Working Paper no. 354*. Washington : World Bank.
- Narasimhan. 1963. « The UN and Malaysia ». *Far Eastern Economic Review*. 30 mai : 468-469.
- Narayanan, Suresh. 1996. « Fiscal Reform in Malaysia : Behind a Successful Experience ». *Asian Survey* 36(9) : 869-881.
- Nathan, K.S. 1989. « Malaysia in 1988 : The Politics of Survival ». *Asian Survey* 29(2) : 129-139.

- Nathan, K.S. 1990. « Malaysia in 1989 : Communists End Armed Struggle ». *Asian Survey* 30(2) : 210-220.
- Neher, Clark D. 1996. *Democracy and Development in Southeast Asia*. Boulder : Westview Press.
- Ness, Gayl D. 1967. *Bureaucracy and Rural Development in Malaysia*. Berkeley : University of California Press.
- Ness, Gayl D. 1965. « Modernization and Indigenous Control of the Bureaucracy in Malaysia ». *Asian Survey* 5(9) : 467-473.
- Netto, Anil. 2004. « Tycoon's arrest boosts corruption crusade ». *Asia Times*, 11 février. Disponible à l'url : [http://www.atimes.com/atimes/Southeast\\_Asai/FB11Ae01.html](http://www.atimes.com/atimes/Southeast_Asai/FB11Ae01.html). Consulté en juin 2004.
- Noble, Gregory. 1998. *Collective Action in East Asia : How Ruling Parties Shape Industrial Policy*. Ithaca : Cornell University Press.
- Noordin Sopiee. 1973. « The Advocacy of Malaysia Before 1961 ». *Modern Asian Studies* 7(4) : 717-732.
- Nonini, Donald Malcom. 1992. *British Colonial Rule and the Resistance of the Malay Peasantry, 1900-1957*. New Haven : Yale University Southeast Asia Studies.
- Noor, Farish. 2001. « Islam et politique en Malaisie : une trajectoire singulière ». *Critique internationale* » octobre, no. 13 : 103-118.
- North, Douglass C. 1990. *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*. New-York : Cambridge University Press.
- NSTP Research and Information Services. 1994. *Elections in Malaysia : A Handbook of Facts and Figures on Elections 1955-1990*. Kuala Lumpur : The News Straits Times Press.
- OCDE. 2005. *1965-2004 Revenue Statistics*. Consulté le 30 septembre 2005. [www.SourceOECD.org](http://www.SourceOECD.org)
- O'Donnell, Guillermo. 2002. « Further Thoughts on Horizontal Accountability ». Article préparé pour l'atelier *Political Institutions, Accountability, and Democratic Governance in Latin America*. University of Notre Dame. Kellogg Institute. May 8-9.
- O'Donnell, Guillermo. 1973. *Modernization and Bureaucratic Authoritarianism : Studies in South American Politics*. Berkeley : University of California, Institute of International Studies.
- O'Donnell, Guillermo et Philippe Schmitter. 1986. « Tentative Conclusions about Uncertain Democracies », vol. 4 dans *Transitions from Authoritarian Rule*. O'Donnell, Guillermo, Philippe Schmitter et Laurence Whiteheads (dirs). Baltimore : John Hopkins University Press.

- O'Donnell, Guillermo, Philippe C Schmitter et Laurence Whitehead (dirs). 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*. 4 vols. Londres : John Hopkins University Press.
- Okruhlik, Gwenn. 1999. « Rentier Wealth, Unruly Law, and the Rise of Opposition ». *Comparative Politics* 31(3) : 295-315.
- Onis, Ziya. 1991. « The Logic of the Developmental State ». *Comparative Politics* 24(1) : 109-126.
- Ooi, Jin Bee. 1963. *Land, People and Economy in Malaya*. Londres : Longmans, Green & Co.
- Pactet, Pierre. 2000. *Institutions politiques, droit constitutionnel* 19<sup>e</sup> édition. Paris : A. Collin.
- Parkinson, C. et Northcote. 1960. *British Intervention in Malaya. 1867-1877*. Singapour : Singapore University of Malaya Press.
- Parmer, J. Norman. 1966. « Malaysia 1965 : Challenging the Terms of 1957 ». *Asian Survey* 6(2) : 111-118.1
- Parmer, Norman J. 1958. « Malaya's First Year of Independence ». *Far Eastern Survey* 27(11) : 161-168.
- Pauker, Guy J. 1961. « Current Communist Tactics in Indonesia ». *Asian Survey* 1(3) : 26-35.
- Peerenboom, Randall (dir). 2004. *Asian Discourses of Rule of Law : Theories and Implementation of Rule of Law in Twelve Asian Countries, France and the U.S.* Londres : RoutledgeCurzon.
- Perkins, Dwight. 1998. « Ownership and Control of Malaysian Industry and Business Services : Rents versus Profits ». *Development discussion paper no. 617*. Harvard Institute for International Development : Harvard University.
- Perkins, Dwight Heald et Wing Thye Woo. 2000. « Malaysia : Adjusting to Deep Integration with the World Economy » dans *The Asian Financial Crisis : Lessons for a Resilient Asia*. W.T. Woo, J.D. Sachs et K. Schwab (dirs). Cambridge : MIT Press.
- Picard, Elisabeth. 1997. « Le communautarisme politique et la question de la démocratie au Liban ». *Revue Internationale de Politique Comparée* (4) : 639-656.
- Ping, Ho Kwon. 1980. « Victims of the Green Revolution ». *Far Eastern Economic Review*. 13 juin : 103-106.
- Potter, David, David Goldblatt, Margaret Kiloh et Paul Lewis. 1997. *Democratization*. Cambridge : Polity Press.
- Przeworski, Adam. 1995. *Sustainable Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market : Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Przeworski, Adam, Michael Alvarez, José Antonio Cheibub et Fernando Limongi. 1996. « What Makes Democracies Endure? ». *Journal of Democracy* 7(1) : 39-55.
- Purcell, Victor. 1967. *Malaysia*. New-York : Walker.
- Puthucheary. 1960. *Ownership and Control in the Malayan Economy*. Singapour : Eastern University Press.
- Pye, Lucian W. 1990. « Political Science and the Crisis of Authoritarianism ». *The American Political Science Review* 84(1) : 3-19.
- Pye, Lucian W. 1985. *Asian Power and Politics : The Cultural Dimensions of Authority*. Cambridge : Harvard University Press.
- Quek, Kim. 2000. « Mystery Over Petronas ». *Asian Wall Street Journal* 14 juillet.
- Ragin, Charles C. 1994. *Constructing Social Research*. Londres : Pine Forge Press.
- Rai, Satya M. 1965. *Partition of the Punjab*. Londres : Asia Publishing House for the Indian School of International Studies.
- Ramakrishna, Kumar. 2002. *Emergency Propaganda – The Winning of Malayan Hearts and Minds 1948-1958*. Londres : Routledge.
- Ranawana, Arjuna. 1999. « The Maps to Power Anwar's Claims Fill the Court and the Media. ». *Asiaweek* 25(44). Disponible à l'url : <http://www.asiaweek.com/asiaweek/magazine/99/1105/nat.malaysia2.html>. Consulté le 21 septembre 2004.
- Rais Yatim. 1995. *Freedom Under Executive Power in Malaysia. A Study of Executive Supremacy*. Kuala Lumpur : Endowment SDN. BHD.
- Ramos-Horta, Jose. 1998. « Documents on Democracy ». *Journal of Democracy* 9(3) : 180-184.
- Rasiah, Rajah. 1995. *Foreign Capital and Industrialization in Malaysia*. New-York : St. Martin's Press.
- Rasiah, Rajah. 1993. « Free Trade Zones and Industrial Development in Malaysia » dans *Industrializing Malaysia : Policy, Performance and Prospects*. Jomo, K.S. (dir). Londres : Routledge.
- Rasiah, Rajah et Ishak Shari. 2001. « Market, Government and Malaysia's New Economic Policy ». *Cambridge Journal of Economics* 25 : 57-78.
- Ratnam, K.J. 1965. *Communalism and the Political Process in Malaya*. Kuala Lumpur : University of Malaya Press.
- Ravenhill, John et Gregory W. Noble. 2000. *The Asian Financial Crisis and the Architecture of Global Finance*. Cambridge : Cambridge University Press.



- Reece, Bob. 1969. « Some Teaparty ». *Far Eastern Economic Review*, 28 mai : 22.
- Reinhardt, Nola. 2000. « Back to Basics in Malaysia and Thailand : The Role of Resource-Based Exports in Their Export-Led Growth ». *World Development* 28(1) : 57-77.
- Reinhardt, Carmen M, Kenneth S. Rogoff et Miguel A. Savastano. 2003. « Debt Intolerance ». *Brookings Papers on Economic Activity*. 1 : 1-74.
- Ritchie, Bryan K. 2004. « Politics and Economic Reform in Malaysia ». *William Davidson Institute working Paper Number 655*.
- Robertson, A. F. 1984. *People and the State, an Anthropology of Planned Development*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Robinson, Glenn E. 2001. *Decentralization in Rentier States : The Case of Palestine*. Annual Meeting of the American Political Science Association 2001.
- Robinson, James A., Ragnar Torvik et Thierry Verdier. 2005. « Political Foundations of the Resource Curse ». Papier présenté à la *Conférence Prenab Bardhan's*. Department of Economics, Dragvoll University. Disponible à l'url <http://www.svt.ntnu.no/iso/Ragnar.Torvik/bardhanjde.pdf>. Consulté en août 2005.
- Rodan, Garry. 2004. *Transparency and Authoritarian Rule in Southeast Asia, Singapore and Malaysia*. Londres : Routledge Curzon.
- Rodan, Garry. 2002. « Do Markets Need Transparency? The Pivotal Cases of Singapore and Malaysia ». *New Political Economy*, 7(1) : 23-35.
- Rodrick, Dani. 1995. « Getting Interventions Right : How South Korea and Taiwan Grew Rich ». *Economic Policy* 20 avril : 53-107.
- Rogers, Marvin L. 1972. « Malaysia and Singapore : 1971 Developments ». *Asian Survey* 12(2) : 168-176.
- Rogers, Marvin L. 1971. « Malaysia/Singapore : Problems and Challenges of the Seventies ». *Asian Survey* 11(2) : 121-130.
- Rokiah, Alavi. 1996. *Industrialisation in Malaysia – Import Substitution and Infant Industry Performance*. Londres : Routledge
- Root, Hilton L. 1996. *Small Countries, Big Lessons. Governance and the Rise of East Asia*. Publié pour Asian Development Bank. Oxford : Oxford University Press.
- Rosenberger, Leif. 2003. « Malaysia ». *Asia-Pacific Economic Update 2002*. U.S. Pacific Command's Strategic Planning and Policy Directorate.
- Ross, Garmaut et Ross McLeod. 1999. *East Asia in Crisis*. Londres : Routledge.
- Ross, Michael L. 2004. « Does Taxation Leads to Representation ». *British Journal of Political Science*, 34(2) : 229-240.

- Ross, Michael L. 2002. *Timber Booms and Institutional Breakdown in Southeast Asia*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Ross, Michael L. 2001. « Does Oil Hinder Democracy? » *World Politics* 53(2) : 325-361.
- Ross, Michael L. 1999. « The Political Economy of the Resource Curse ». *World Politics* 51(2) : 297-322.
- Rudner, Martin. 1983. « Changing Planning Perspectives of Agricultural Development in Malaysia ». *Modern Asian Studies* 17(3) : 413-435.
- Rudner, Martin. 1970. « The Malaysian General Election of 1969 : A Political Analysis ». *Modern Asian Studies* 4(1) : 1-21.
- Rueschemeyer, Dietrich. 2003. « Can One Or a Few Cases Yield Theoretical Gains? » dans *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*. Mahoney, James et Dietrich Rueschemeyer (dirs). Cambridge : Cambridge University Press : 305-337.
- Rueschemeyer, Dietrich, Evelyne Huber Stephens et John D. Stephens. 1992. *Capitalist Development and Democracy*. Chicago : University of Chicago Press.
- Russell, E. Lucas. 2005. *Institutions and the Politics of Survival in Jordan – Domestic Responses to External Challenges,...* New-York : State University of New York.
- Rutten, Mario. 2003. *Rural Capitalists in Asia. A Comparative Analysis on India, Indonesia and Malaysia*. Londres : Routledge Curzon.
- Ryan, N.J. 1976. *A History of Malaysia and Singapore*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Sachs, Jeffrey D. et Andrew M. Warner. 2001. « The Curse of Natural Resources ». *European Economic Review* no. 45 : 827-838.
- Sachs, Jeffrey D. et Andrew M. Warner. 1997. « Natural Resource Abundance and Economic Growth ». Document de travail *Center for International Development and Harvard Institute for International Development*. Harvard University. Novembre.
- Sachs, Jeffrey D. et Andrew M. Warner. 1995. « Economic Reform and the Process of Global Integration ». *Brookings Papers on Economic Activity* 1 : 1-118.
- Sanders, David. 1981. *Patterns of Political Instability*. New-York : St Martin's Press.
- Sang-In, Jun. 1999. « No (Logical) Place for Asian Values in East Asia's Economic Development ». *Development and Society* 28(2) : 191-204.
- Sani, Mohd Azizuddin Mohd. 2005. « Media Freedom in Malaysia ». *Journal of Contemporary Asia*. Disponible à l'url : <http://www.knowledgeplex.org/news/118058.htm>. Consulté le 2 octobre 2005
- SarDesai, D. R. 1994. *Southeast Asia, Past and Present*. 3e Édition. Boulder : Westview Press.

- SarDesai, D. R. 1977. *British Trade and Expansion in Southeast Asia, 1830-1914*. New Delhi : Allied Publishers.
- SarDesai, D.R. 1964-1965. « Resident System in Malaya, 1874-1978 ». *Journal of the Historical Society* no. 3 : 94-106.
- Sartori, Giovanni. 1991. « Comparing and Miscomparing ». *Journal of Theoretical Politics* 3 :243-257.
- Sartori, Giovanni. 1987. *The Theory of Democracy Revisited, Part II*. Chatham, New Jersey : Chatham House Publishers.
- Schmitter, Philippe C. et Terry Lynn Karl. 1991. « What Democracy is... and Is not ». *Journal of Democracy* 2(3).
- Schumpeter, Joseph. 1947. *Capitalism, Socialism, and Democracy*, 2<sup>e</sup> édition. New-York : Harper.
- Schumpeter, Joseph. 1942. *Capitalism, Socialism, and Democracy*. New-York : Harper & Brothers.
- Schwartz, Rolf. 2004. « State Formation Processes in Rentier States : The Middle Eastern Case ». Article présenté à la *Fifth Pan-European Conference on International Relations, ECPR Standing Group on International Relation* ». 9-11 septembre. La Haye.
- Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. New Heaven : Yale University Press.
- Scott, James C. 1968. *Political Ideology in Malaysia : Reality and the Beliefs of an Elite*. New Heaven : Yale University Press.
- Sen, Amartya. 2004. « L'Occident n'a pas le monopole du pluralisme ». *Courrier International* no. 715, 15 juillet. Disponible à l'url : <http://courrierinternational.com>. Consulté en septembre 2004.
- Sen, Amartya. 1999. « Democracy as A Universal Value ». *Journal of Democracy* 10(3) : 3-17.
- Sen, Amartya. 1997. « Human Rights and Asian Values : What Lee Kuan Yew and Le Peng don't understand about Asia ». *The New Republic Juillet 1997*.
- Senkuttuvan, Arun. 1975. « Malaysia Opts for State Capitalism ». *Far Eastern Economic Review*, 28 novembre : 53-54.
- Shafer, D. Michael. 1994. *Winners and Losers : How Sectors Shape the Developmental Prospects of States*. Ithaca : Cornell University Press.
- Shaikh Mohd Nor Alam Sheik Hussein et Begum Basiran. 2005. *Malay Reservations : Meeting the Millennium*. Note de recherche, department d'économie. Penang :

University Putra Malaysia. Disponible à l'url :  
<http://www.econ.upm.edu.my/~peta/shaikh/shaikh.html>. Consulté en janvier 2005.

- Shambayati, Hootan. 1994. « The Rentier State, Interest Groups, and the Paradox of Autonomy : State and Business in Turkey and Iran ». *Comparative Politics* 26(3) : 307-331.
- Shamsul, A. B. 2005. « The Construction and Management of Pluralism : Sharing the Malaysian Experience ». *ICIP Journal* 2(1) : 1-3.
- Shamsul, A. B. 1997. « The Economic Dimension of Malay Nationalism – The Socio-Historical Roots of the New Economic Policy and Its Contemporary Implications ». *The Developing Economies* 25(3) : 240-261.
- Shamsul, A. B. 1996. « The Construction and Transformation of a Social Identity : Malayness and Bumiputraness Re-examined ». *Journal of Asian and African Studies* (52) : 15-33.
- Shamsul, A. B. 1993. Review « Fragmented Vision : Culture and Politics in Contemporary Malaysia ». *The Journal of Asian Studies* 52(3) : 783-785.
- Shamsul, A. B. 1986. *From British to Bumiputera Rule*. Singapour : ISEAS.
- Shanka, Mehadev. 1999. « Freedom of Expression : Its Extent and Limits and the Problems it Encounters ». Article présenté à la *12th Commonwealth Law Conference*. Kuala Lumpur, septembre.
- Sharifah Suhana Ahmad. 2002. *Malaysian Legal System*. Kuala Lumpur : LexisNexis-Malayan Law Journal Sdn Bhd.
- Sharma, Shalendra D. 2003. *The Asian Financial Crisis*. Manchester : Manchester University Press.
- Shaw, William. 1976. *Tun Razak : His Life and Times*. Londres : Longman.
- Shin, Doh Chull. 1994. « On the Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evaluation of Recent Theory and Research ». *World Politics* 47(1) : 135-170.
- Shome, P. et K.A. Saito. 1979. *Social Security Institutions and Capital Creation : Singapore, Philippines, Malaysia, India and Sri Lanka*. Kuala Lumpur : Sritua Arief and Associates.
- Shome, Anthony S.K. et Tony Shome. 2002. *Malay Political Leadership*. Londres : Routledge.
- Siemsen Maki, Cynthia et W. L. Goldfrank. 1995. « Lessons From the Gulf Wars : Hegemonic Decline, Semi-peripheral Turbulence, and the Role of the Rentier State ». Papier présenté à *XVIII Annual Conference on the Political Economy of the World-System*. Irvine : University of California. 7-9 avril.

- Silcock, T.H. 1949. « Forces for Unity in Malaya : Observation of a European Resident ». *International Affairs* 25(4) : 453-465.
- Silcock, T.H. et E.K. Fisk (dirs). 1963. *The Political Economy of Independent Malaya*. Canberra : Australian National University.
- Simandjuntak, B. 1969. *Malayan Federalism 1945-1963*. Londres : Oxford University Press.
- Singh, Hari. 1998. « Tradition, UMNO and Political Succession in Malaysia ». *Third World Quarterly* 19(2) : 241-254.
- Singh, Hari. 1995. « UMNO Leaders and Malay Rulers : The Erosion of a Special Relationship ». *Pacific Affairs* 68(2) : 187-205.
- Singh, Hari. 1991. « Political Change in Malaysia : The Role of Semangat 46 ». *Asian Survey* 31(8) : 712-728.
- Singh, Kirpal. 1972. *The Partition of the Punjab*. Columbia : South Asia Books.
- Sinha, Dipendra. 1998. « Government Expenditure and Economic Growth in Malaysia ». *Journal of Economic Development* 23(2) : 71-90.
- Sity, Daud. 2001. « Malaysia » dans *Final Report of the Canada-Southeast Asia Project, The Poor at Risk : Surviving the Economic Crisis in Southeast Asia*. Vancouver : Center for Southeast Asian Research, Institute of Asian Research.
- Stepan, Alfred et Cindy Skach. 2001. « Constitutional Frameworks and Democratic Consolidation : Parliamentarism versus Presidentialism » dans *Arguing Comparativ Politics*. A. Stepan Oxford : Oxford University Press : 257-275.
- Skocpol, Theda. 1982. « Rentier State and Shi'a Islam in the Iranian Revolution ». *Theory and Society* 11(3) : 265-282.
- Skocpol, Theda et Margaret Somers. 1980. « The Uses of Comparative History in Macrosocial Inquiry ». *Comparative Studies in Society and History* 22(2) : 174-197.
- Skutnabb-Kangas, Maffi, Luisa et Daid Harmon. 2003. *Sharing a World of Difference : The Earth's Linguistic, Cultural and Biological Diversity*. UNESCO
- Slimming, J. 1969. *Malaysia Death of a Democracy*. Londres : John Murray.
- Sloane, Patricia. 1999. *Islam, Modernity and Entrepreneurship Among the Malays*. Londres : Macmillan.
- Smith, Benjamin. 2004. « Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999 ». *American Journal of Political Science*, 48(2) : 232-246.
- Smith, Benjamin. 2002. *Oil Wealth and Regime Survival in the Developing World, 1960-1999*. Cambridge : Weatherhead Center for International Affairs Harvard University.

- Smith, Benjamin. 2001. « Rethinking the Politics of the Resource Curse : Oil Wealth and Political Stability ». Article présenté à *American Political Science Association's 2001 Annual Meeting*. San Francisco.
- Smith, David A. et Jozsef Borocz (dirs).1995. *A New World order? Global Transformations in the Late Twentieth Century*. Westport : Praeger.
- Smith, Simon. 2001. « General Temple and Counter-Insurgency in Malaya : Hearts and Minds, Intelligence, and Propaganda ». *Intelligence and National Security* 16(3) : 60-78.
- Snider, Nancy L. 1970. « Race, Leitmotiv of Malayan Election Drama ». *Asian Survey* 10(12) : 1070-1080.
- Snodgrass, Donald R. 1980. *Inequality and Economic Development in Malaysia : a Study Sponsored By the Harvard Institute for International Development*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Sprague, Jonathan et Santha Oorjitham.1999. « The Leader in Waiting ». *Asiaweek* 25(45) : 12-15.
- Steinberg, David Joel et Alii. 1987. *In Search of Southeast Asia : A Modern History*. Honolulu : University of Hawaii Press.
- Stenson, M.R. 1970. *Industrial Conflict in Malaya*. Londres : Oxford University Press.
- Stevens, Paul. 2003. « Resource Impact – Curse or Blessing? A Literature Survey ». Document de travail, *Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy*. Dundee : University of Dundee.
- Stevenson, Rex. 1975. *Cultivators and Administrators : British Educational Policy Towards the Malays, 1875-1906*. Kuala Lumpur : Oxford University Press.
- Stewart, Ian. 2003. *The Mahathir Legacy*. Sydney : Allan & Unwin.
- Stockwell, A.J. 1977. « The Formation and First Years of the United Malays National Organization, 1946—1948 ». *Modern Asian Studies* 11(4) : 481-513.
- Stubb, Alfred. 2001. *Arguing Comparative Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Stubbs, Richard. 1989. *Hearts and Minds in Guerrilla Warfare, The Malayan Emergency 1948-1960*. Singapour : Oxford University Press.
- SUARAM. 2003. « Civil and Political Rights in Malaysia ». Kuala Lumpur.
- Suh, Sangwon et Santha Oorjitham. 1999. « Under the King's Watch ». *Asia Week* mai 1999
- Suhaini Aznam. 1987. « Timing the Tame ». *Far Eastern Economic Review* 10 décembre : 15.

- Suhaini Aznam. 1988a. « Removing the Hardcore ». *Far Eastern Economic Review* 7 janvier : 13.
- Suhaini Aznam. 1988b. « The Tilt of Power – Mahatir moves to place parliament over courts ». *Far Eastern Economic Review* 31 mars : 15-16.
- Suhaini Aznam. 1988c. « Carckdown Background – The government explains last year's ISA detention ». *Far Eastern Economic Review* 7 avril : 36-37.
- Suhaini Aznam. 1988d. « Mine, Yours or Ours? – The Tunku Asks Courts to Stop Transfer of UMNO Assets ». *Far Eastern Economic Review* 14 avril : 31.
- Suhaini Aznam. 1988e. « King and Prime Minister Suspend Supreme Court Heat – Sending Off the Umpire ». *Far Eastern Economic Review* 9 juin : 12-13.
- Suhaini Aznam. 1988f. « The King's Bench – Six Judges to Weigh Charges Against Supreme Court Heat ». *Far Eastern Economic Review* 23 juin : 22.
- Suhaini Aznam. 1988g. « Government Lists Examples of « bias » by Supreme Court Head – The Judge in the Dock ». *Far Eastern Economic Review* 20 juin : 12-13.
- Swee-Hock, Saw. 1988. *The Population of Peninsular Malaysia*. Singapore : Singapore University Press : 50.
- Syed Husin Ali. 2001. « Isa, Human Rights and the Recent Past ». *Suara PRM*. Disponible à l'url : <http://www.suaram.org/update20011207.htm>. Consulté le 8 août 2005.
- Syed Ahmad Hussein. 2004. « Malaysia After Mahathir : Continuity With Change ». Document de travail. *Center for Southeast Asians Studies*. University d'Hawaii. Disponible à l'url : <http://www.hawaii.edu/cseas/pubs/papers/syed.html>. Consulté en octobre 2004.
- Syn, Tan Wooi. 2002. « Privatisation and Capital Accumulation in Malaysia ». Paper No. 28. *Centre on Regulation and Competition, Working Paper Series*. Manchester : University of Manchester.
- Talha, Larbi. 2003. « Le régime rentier et son mode de régulation, Essai de problématique ». Article présenté au *Forum de la Régulation*. 9-10 octobre. Paris.
- Tan, Poh-Ling. 2001. « Human Rights and the Malaysian Constitution Examined through the Lens of the Internal Security Act 1960 ». Papier présenté au Symposium, *Constitutions and Human Rights in a Global Age and Asia Pacific Perspectives*.
- Tarling, Nicholas. 1999. *The Cambridge History of Southeast Asia. Vol. 2. Part 2. From World War II to the Present*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tarling, Nicholas. 1992. *The Cambridge History of Southeast Asia. Vol. 2. The Nineteenth and Twentieth Centuries*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tasker, Rodney. 1988. « Challenge of Elders ». *Far Eastern Economic Review* 18 février : 12-13.

- Taylor, R.H. et Lee H. Hamilton. 1996. *The Politics of Elections in Southeast Asia*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Taylor, Charles. 1963. « Malaysia from Within ». *Far Eastern Economic Review*. 20 juin : 645-647.
- Tennant, Paul. 1973. « The Decline of Elective Local Government in Malaysia ». *Asian Survey* 13(4) : 347-365.
- Terkildsen, O. 2002. « Keeping the State Accountable : Is Aid no Better than Oil? » *Institute for Development Studies Bulletin* 33(3) : 41-49.
- Tessler, Mark. 2003. *Area Studies and Social Science : Strategies for Understanding Middle East Politics*. Bloomington & Indianapolis : Indiana University Press.
- Thalal Bin Zakaria. 2003. « Malaysia ». *International Comparisons of Taxation in Developing Countries. 1998-2003*. KEIO University International Center. Disponible à l'url : [http://www.ic.keio.ac.jp/jjwbgs/pdf/2004/2003\\_2Malaysia.pdf](http://www.ic.keio.ac.jp/jjwbgs/pdf/2004/2003_2Malaysia.pdf). Consulté en mai 2005.
- The Edge*. 1998. « Getting the Message Right. World's Third Biggest Research Group Targets Asia ». 17 août : 8.
- Thillainathan, R. 2004. *Malaysia : Pension & Financial Market Reforms and Key Issues on Governance*. Document de travail. Malaysian Economic Association.
- Thillainathan, R. 2003. « The Employees Provident Fund of Malaysia : Asset Allocation, Investment Strategy and Governance Issues Revisited ». Papier préparé pour *The World Bank Conference on "Public Pension Fund Management"* ». Washington. 3-6 Mai.
- Thomas, Tommy. 2001. « Human Rights in the 21st Century, Malaysia ». *The Journal of the Malaysian Bar*. 30(2) : 91-106.
- Thompson, Mark R. 1996. « Late Industrialisers, Late Democratizers : Developmental States in the Asia-Pacific ». *Third World Quarterly*, 17(4) : 625-647.
- Thomsen, Stephen. 1999. *Southeast Asia : the Role of Foreign Direct Investments Policies and Development*. Working papers on international investments. OCDE. Disponible à l'url : <http://mail.tku.edu.tw/113922/DL/wp991.pdf>. Consulté en mars 2004.
- Tikamdas, Ramdas. 2002. « National Security and Constitutional Rights – The Internal Security Act 1960 ». *Workshop : National Security Laws and Constitutional Rights in the Asia Pacific Region*. Australian National University. Disponible à l'url : <http://hdl.handle.net/1885/42066>. Consulté en mars 2004.
- Tilly, Charles. 1990. *Coercion, Capital and European States AD 990-1992*. Cambridge : Blackwell.



- Tilly, Charles. 1985. « War Making and State Making as Organized Crime » : dans *Bringing the State Back in* : Evans, Peter, Theda Skocpol et Dietrich Rueschemeyer. Cambridge : Cambridge University Press.
- Tilly, Charles. 1984. *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*. New-York : Russell Sage Foundation.
- Tilly, Charles (dir). 1975. *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton : Princeton University Press.
- Tilman, Robert O. 1974. « The Malaysian General Election of 1969 ». *The Journal of Asian Studies* 33(2) : 332-333.
- Tilman, Robert O. 1969. *Man, State, and Society in Contemporary Southeast Asia*. New-York : Praeger.
- Tilman, Robert O. 1964. *Bureaucratic Transition in Malaya*. Durham : Duke University Press.
- Torii, Takashi. 2003. « The Mechanism for State-Led Creation of Malaysia's Middle Classes ». *The Developing Economies* 41(2) : 221-242.
- Torii, Takashi. 1997. « The New Economic Policy and the United Malays National Organisation – With Special Reference to the Restructuring of Malaysian Society ». *The Developing Economies* 35(3) : 209-239.
- Tove, Shutnabb-Kangas, Luisa Maffi et David Harmon. 2003. *Sharing a World of Difference : The Earth's Linguistic, Cultural and Biological Diversity*. Paris : UNESCO.
- Tregonning, K.G. 1965. *Malaysia*. Melbourne : Cheshire.
- Turnbull, Mary. 1980. *A Short History of Malaya, Singapore and Brunei*. Singapour : Graham Brash.
- United Kingdom, The War Office. 1948. « Operations of Malaya Command, From 8th December, 1941 to 15th February, 1942 ». *London Gazette* : 1-4. Consulté en ligne.
- United Kingdom. 1957. *Report of the Federation of Malaya Constitutional Commission*. Colonial Office. Londres : Her Majesty's Stationery Office.
- U.S. Department of State. 2005. *Malaysia : Country Reports on Human Rights Practices 2004*. Washington : Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor.
- U.S. Department of State. 1999. *Malaysia : Country Reports on Human Rights Practices 1998*. Washington : Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor.
- U.S. Department of State. 1997. *Malaysia : Country Reports on Human Rights Practices 1996*. Washington : Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor.

- U.S. Department of State. 1966. « Memorandum From Secretary of State Rusk to President Johnson ». Document no. 274. 15 octobre. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*.  
www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en ligne février 2005.
- U.S. Department of State. 1965a. « Telegram From the Embassy in Malaysia to the Department of State ». Document no. 268. 24 août. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*.  
www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en ligne février 2005.
- U.S. Department of State. 1965b. « Telegram From the Embassy in Malaysia to the Department of State. Document no. 267. 9 août. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*. Disponible à l'url :  
www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en février 2005.
- U.S. Department of State. 1965c. « National Intelligence Estimate ». Document 270. 16 décembre *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*. www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en ligne février 2005.
- U.S. Department of State. 1964a. « Memorandum From Secretary of State Rusk to President Johnson ». Document no. 264. 20 juillet. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*. Disponible à l'url :  
www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en février 2005.
- U.S. Department of State. 1964b. « Action Memorandum From the Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs (Bundy) to Secretary of State Rusk ». Document no. 263. 13 juillet. *Foreign Relations 1964-1968, Vol. 26, Indonesia; Malaysia-Singapore : Philippines*. Disponible à l'url :  
www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xxvi/4431.htm. Consulté en février 2005.
- University of London – Institute of Commonwealth Studies. 2004. *British Documents on the End of the Empire Series B, Volume 8 – Malaysia*. Londres : The Stationery Office
- Van Wassenhove, Juliette. 2002. *État, société civile et changement politique en Malaisie*. Paris : Institut d'études Politiques de Paris.
- Vandewalle, Dirk. 1998. *Libya since Independence : Oil and State-Building*. Ithaca : Cornell University Press.
- Vanhanen, Tatu. 1997. *Prospects of Democracy, a Study of 172 Countries*. Londres : Routledge.
- Varshney, Ashutosh. 1999. « *Democracy and Poverty* ». Article présenté à la *Conference on World Development Report 2000*. Sussex, England : U.K. Department for International Development.
- Vasil, R.K. 1972. *The Malaysian General Election of 1969*. Singapour : Oxford University Press.

- Vaughan, J.D. 1879. *The Mannerisms and Customs of the Straits Chinese*. Londres : Oxford University Press.
- Verma, Vidhu. 2002. *Malaysia : State and Civil Society in Transition*. Boulder : Lynne Rienner Publishers.
- Vijayaedchumy, V. 2003. « Fiscal Policy in Malaysia » dans *Fiscal Issues and Central Banking in Emerging Economies BIS Papers no. 20*. Bâle : Bank for International Settlements
- Vincent, Jeffrey R et Rozali Mohamed Ali. 1997. *Environment and Development in a Resource-Rich Economy*. Cambridge : Harvard Institute for International Development.
- Von Vorys, Karl. 1975. *Democracy Without Consensus, the Politics of Communalism in Malaysia*. Princeton : Princeton University Press.
- Wade, Robert. 1998. « From « Miracle » to « Cronyism » : Explaining the Great Asian Slump ». *Cambridge Journal of Economics* 22 : 693-706.
- Wantchekon, Leonard. 1999. « Why do Resource Dependant Countries Have Authoritarian Governments? » *Document de travail*. Leitner Center : Yale University.
- Warr, P. 1987. « Malaysia's Industrial Enclaves : Benefits and Costs ». *The Developing Economies*. 25 mars : 30-55.
- Weber, Max. 1964. *The Religion of China*. New-York : Macmillan.
- Weiss, Meredith L. À paraître 2005. *Protest and Possibilities : Civil Society and Coalitions for Political change in Malaysia*. Stanford : Stanford University Press.
- Weiss, Meredith L. 2000. « The 1999 Malaysian General Elections : Issues, Insults, and Irregularities ». *Asian Survey* 40(3) : 413-435.
- Weiss, Meredith L. et Saliha Hassan. 2003. *Social Movements in Malaysia : From Moral Communities to NGOs*. Londres : RoutledgeCurzon.
- Wells, R.J.G. 1982. « Petroleum : Malaysia's new engine of growth? » *The World Today*. July-August.
- Welsh, Bridget. 2005. « Malaysia in 2004. Out of Mahathir's Shadow? ». *Asian Survey* 45(1) : 153-160.
- White, Nicholas J. 2004. *British Business in Post-colonial Malaysia, 1957-70 Neocolonialism or disengagement?* Londres : Routledge Curzon.
- White, Nicholas J. 1998. « Capitalism and Counter-insurgency? Business and Government in the Malayan Emergency 1948-57 ». *Modern Asian Studies* 32(1) : 149-177.
- Whyte, Martin. 1996. « The Chinese Family and Economic Development : Obstacle or Engine ». *Economic Development and Cultural Change* 45 : 1-30.

- Willcox, David L. 1977. « Malaysia's System of Conditional Land Titles as a Potential Policy Instrument ». *American Journal of Comparative Law* 26 : 321-332.
- Windstedt, R.O. 1935. *A History of Malaya*. Singapour : Malayan Branch of the Royal Asiatic Society.
- Wong, Hoi-Kowk et Hon S. Chan. 1999. *Handbook of Comparative Public Administration in the Asia-Pacific Basin*. Marcel Dekker (dir).
- Woo-Cumings, Meredith. 2001. *Diverse Paths Toward « the Right Institutions » : Law, the State, and Economic Reform in East Asia*. Document de travail No. 18. Tokyo : ABD Institute.
- Woo-Cumings, Meredith. 1999. *The Developmental State*. Londres : Cornell University Press.
- Wood, Elisabeth Jean. 2000. *Forging Democracy from Below : Insurgent Transitions in South Africa and El Salvador*. Cambridge : Cambridge University Press.
- World Organisation Against Torture. 2003. *Malaysia, The Boa Constrictor : Silencing Human Rights Defenders. International Mission of Investigation*. Consulté en ligne juin 2004. [www.omct.org/pdf/observatory/Malaysia\\_SilencingHRDefenders.pdf](http://www.omct.org/pdf/observatory/Malaysia_SilencingHRDefenders.pdf)
- Yates, Douglas A. 1996. *The Rentier State in Africa : Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*. Trenton : Africa World Press.
- Yeung, Yue-Man. 1982. « Economic Inequality and Social Injustice : Development Issues in Malaysia ». *Pacific Affairs* 55(1) : 94-101.
- Yong, Tan Tai. 2003. « The "Ground Design" : British Policy, Local Politics, and the Making of Malaysia, 1955-1961 dans *Transformation of Southeast Asia*. Frey, Marc, Ronald W. Pruessen et Tan Tai Yong (dirs). New-York : M.E. Sharpe.
- Young, Kevin, Willem C.F. Bussink et Parvez Hasan. 1980. *Malaysia : Growth and Equity in a Multiracial Society*. Publié pour la Banque Mondiale. Baltimore : The Johns Hopkins University Press.
- Zainul Ariff Hussain. 1999. *Répondre aux attentes des citoyens*. Texte d'une allocution prononcé à l'OCDE au Workshop on Public Management in Support of Social and Economic Objectives. Paris, 10-11 December, 1998. Texte disponible à l'url : [www1.oecd.org/puma/gvrnance/emef/malaysia-fr.pdf](http://www1.oecd.org/puma/gvrnance/emef/malaysia-fr.pdf). Consulté en mai 2005.
- Zakaria, Fareed. 1997. « The Rise of liberal Democracy ». *Foreign Affairs*, 76(6) : 22-44.
- Zakaria, Fareed. 1994. « Culture Is Destiny : A Conversation with Lee Kuan Yew ». *Foreign Affairs* 73(2) : 109-127.
- Zakaria, Haji Ahmad. 1999. « The 1999 General Elections : A Preliminary Overview » dans *Trends in Malaysia : Election Assessment. Seminar organized by the Institute of Southeast Asian Studies*. 3 décembre : 2-11.

Zakaria, Haji Ahmad. 1989. « Malaysia : Quasi Democracy in a Divided Society » dans *Democracy in Developing Countries*. Diamond, Larry, Juan J Linz, et Martin Lipset Seymour. Boulder Colorado.

Zakaria, Haji Ahmad. 1977. *The Police and Political Development in Malaysia : Change, Continuity, and Institution-building of a « Coercive » Apparatus in a Developing, Ethnically Divided Society*. Thèse de doctorat présentée au M.I.T. Cambridge.

## ANNEXE 1

Au cours de l'année 1998, pour le compte de firmes privées, pour la commission des valeurs mobilières de la Malaysia, ainsi que pour des quotidiens financiers dont *Bloomberg International*, l'auteure a mené plusieurs projets de recherche autant sur la confiance des marchés, que sur l'avenir politique et économique de la Malaysia. Voir entre autres : « Getting the Message Right » *The Edge*. 17 août 1998 : 8; « Asian barometer, Caution Optimism ». *The Edge*, 16 novembre 1998: C11; et « Banking Still the Preference » *The Edge*. 21 décembre 1998 : iv.

Au cours de l'année 1999, les recherches de l'auteure, pour son compte personnel, lui ont permis de participer à des rassemblements politiques et de rencontrer de nombreux acteurs politiques malaysiens, membres du gouvernement, de l'opposition, et des organisations non gouvernementales ainsi que des acteurs, ou des observateurs, issus du monde universitaire, professionnel et des médias. Les lois en vigueur rendent plus difficile ce type de travail et les entrevues ont été consenties par les répondants à condition que leur nom ne soit pas publié.

L'auteure a vécu à Kuala Lumpur, et mené plusieurs projets de recherche, de août 1995 à décembre 1999. Du début de la dernière crise jusqu'à décembre 1999, l'auteure était présente sur le terrain en Malaysia. Ayant travaillé dans ce pays plusieurs années, l'auteure a elle-même contribué au EPF, payé de l'impôt sur le revenu, porté une cause devant le tribunal du travail; etc., permettant ainsi une meilleure connaissance du fonctionnement des institutions malaysiennes.